



MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2017

32^{ème} édition / Décembre 2018

Le « **Guide statistique de la fiscalité directe locale 2017** »
a été élaboré au Département des Études et des Statistiques Locales
de la Direction Générale des Collectivités Locales
par **Meddy FILOMIN**

Décembre 2018

	pages
Sommaire	3
1. Les différentes ressources des collectivités locales	5
2. Évolution des composantes de la fiscalité directe locale	6
3. Structures des recettes fiscales en 2017	9
4. Évolutions des bases nettes et des taux moyens	10
5. Évolution des produits de la fiscalité directe : décomposition entre effet base et effet taux	13
6. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2017	16
6.1 Les groupements à fiscalité propre	16
6.2 Les contributions directes des communes et de leurs groupements	17
6.3 La taxe Gestion des Milieux Aquatiques et Préventions des Inondations (GEMAPI)	20
7. La fiscalité régionale	21
7.1 Produit des impôts économiques des régions de 2012 à 2017	21
7.2 La Taxe Additionnelle Spéciale Annuelle (TASA)	21
8. Contributions de l'État à la fiscalité directe locale	24
8.1 Contributions versées par l'État au titre des taxes « ménages »	24
8.1 Contributions versées par l'État au titre des impôts économiques	26
Plan des annexes	28
Annexe 1 : Les indicateurs de référence du secteur communal	29
Annexe 2 : Les indicateurs de référence des départements	116
Glossaire	134

GUIDE STATISTIQUE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2017

Le présent ouvrage, portant sur l'exercice 2017, constitue la trente-deuxième édition du *guide statistique de la fiscalité directe locale*.

Ce guide fournit des indicateurs sur la fiscalité directe locale :

- **taxes « ménages »** : taxe d'habitation (TH) et ses composantes (taxe d'habitation sur les logements vacants et majoration sur les résidences secondaires), taxe sur le foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) y compris la taxe additionnelle ;
- **impôts économiques** : cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** (TEOM) ;
- **taxes annexes** : taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) et taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles, à destination du seul secteur communal.

L'introduction décrit la situation générale des différents niveaux de collectivités en matière de recettes fiscales. Cette introduction reprend les différents éléments publiés par DESL dans le BIS n°124 de juin 2018 et dans l'annexe 8 du rapport de l'OFGL, en renouvelant leur présentation, notamment par l'ajout de données de cadrage issus des comptes de gestion, qui situent la part de la fiscalité dans les différentes recettes des collectivités.

L'annexe 1 donne les indicateurs de référence pour le **secteur communal** (bases, taux, produits, en niveau et en évolution, effet base et effet taux), ventilés selon la région de localisation de la commune qui collecte la taxe, et selon le type de groupement auquel elle appartient (CC, CA, CU etc.), et croisés selon la taille de la commune.

L'annexe 2 donne des indicateurs sur la fiscalité des **départements** (FB, IFER, CVAE).

Les résultats statistiques de ce guide sont des données définitives, issues des fichiers du Recensement des Éléments d'Impositions (REI) de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Le Département des Études et des Statistiques Locales (DESL) de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) la remercie pour cette contribution.

1. Les différentes ressources des collectivités locales

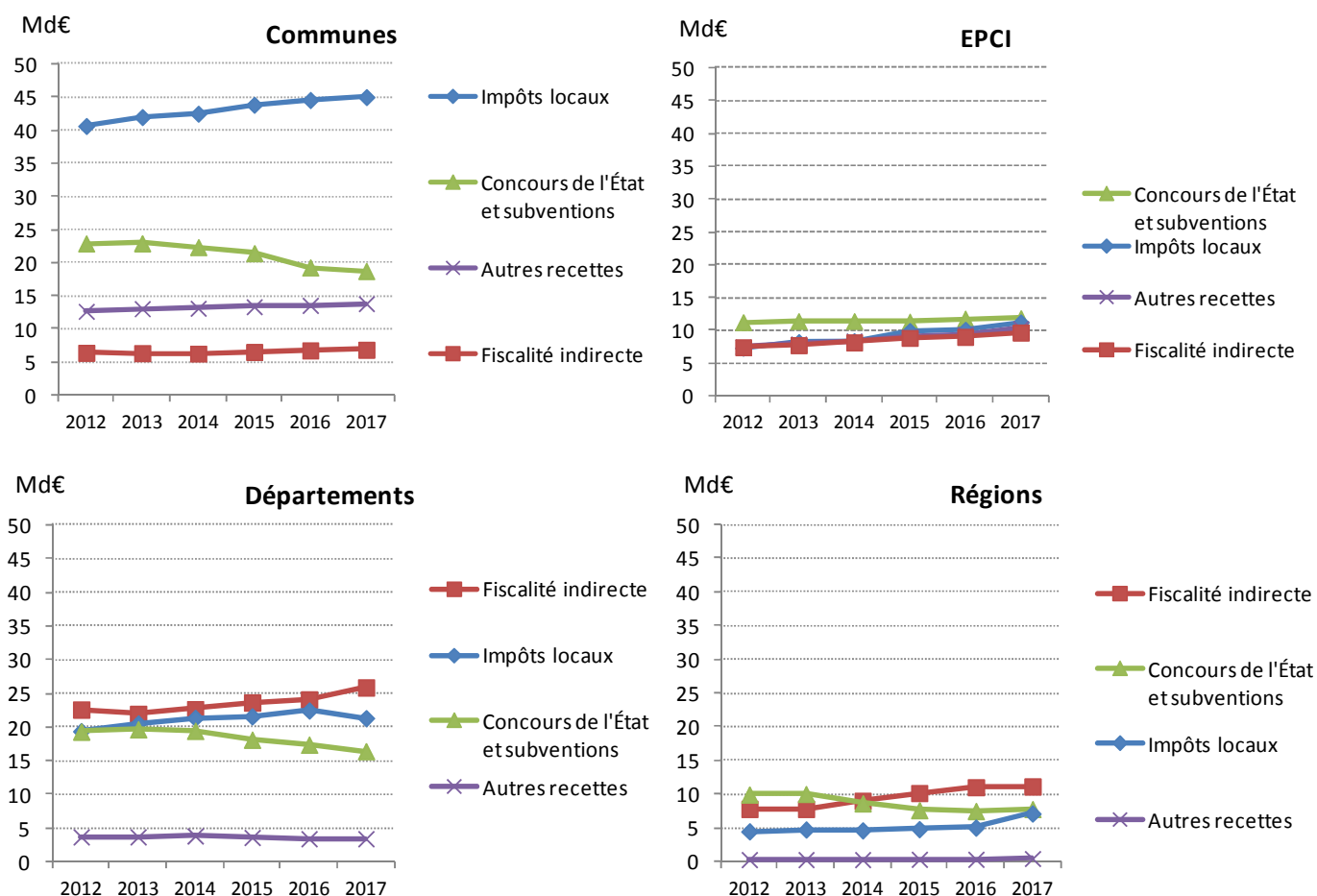
Les recettes de fonctionnement des collectivités locales (budgets principaux et annexes et y compris les syndicats) ont progressé de +2,1 % en 2017, après +0,8 % en 2016.

Premier poste de recettes, avec 85,0 Md€ (budgets principaux et annexes et y compris syndicats), les impôts locaux (ou fiscalité locale directe) augmentent de +3,0 % en 2017, après +2,5 % (graphiques 1). Ils bénéficient en effet de la reprise des cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et d'une forte hausse de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), liée à un changement dans le calendrier de paiement de cette taxe.

La fiscalité indirecte, deuxième poste de recettes avec 55,5 Md€ (budgets principaux et annexes et y compris syndicats) est également plus dynamique en 2017 : +5,1 %, après +3,4 % en 2016. Cette accélération provient essentiellement de la forte augmentation des DMTO (perçus par les départements), qui bénéficient d'un marché immobilier porteur.

La progression plus dynamique des recettes de fonctionnement provient également d'une baisse moins marquée des concours financiers de l'État. C'est le cas notamment pour le bloc communal, dont la contribution au redressement des finances publiques s'est élevée à 1,0 Md€ en 2017, contre 2,1 Md€ en 2016. Les subventions reçues et participations progressent fortement en 2017 (+12,4 %). Une partie de cette hausse s'explique par des flux entre niveaux de collectivités ; en particulier, les participations versées par les régions aux départements augmentent, en lien avec le transfert de compétences dans le domaine du transport.

Graphique 1 - Place de la fiscalité locale parmi les différentes recettes de fonctionnement, selon le niveau de collectivités de 2012 à 2017

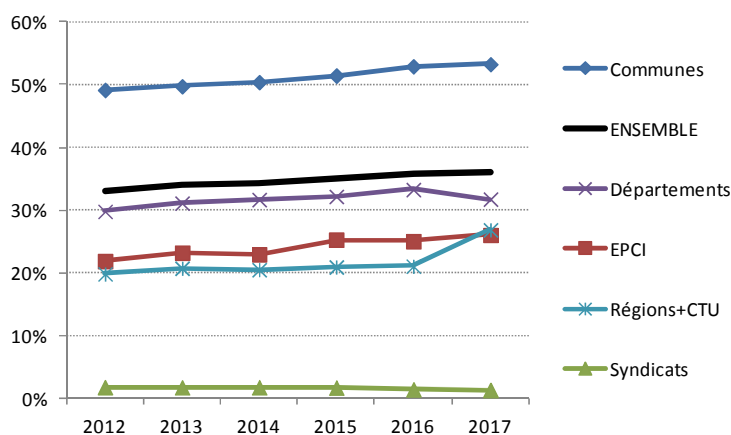


Source : Comptes de gestion, budgets principaux et annexes, y compris syndicats. DGFiP ; calculs DGCL.

Les ressources fiscales directes occupent donc une place prépondérante dans les recettes de fonctionnement des collectivités : 36,0 % des recettes de fonctionnement des collectivités locales en 2017 (*graphique 2*). Cette part est très différente d'un niveau de collectivité à l'autre : plus de la moitié (53 %) des recettes des communes provient des impôts locaux directs, mais seulement 26 % des recettes des EPCI et 27 % des régions.

La part des ressources fiscales dans les recettes de fonctionnement augmente régulièrement ces dernières années, notamment en contrepartie de la diminution de celle des concours de l'État.

Graphique 2 - Poids de la fiscalité locale dans les recettes de fonctionnement de 2012 à 2017



Source : Comptes de gestion, budgets principaux et annexes, y compris syndicats. DGFIP ; calculs DGCL.

2 - Évolution des composantes de la fiscalité directe locale

Selon le recensement des états d'imposition (REI), les produits de la fiscalité directe des collectivités locales ont augmenté de 2,5 Md€ en 2017, soit +2,9 %, après +2,6 % en 2016 (*tableau 1*). Le REI permet de distinguer les différentes taxes directes (*tableau 2, graphiques 3 et 4*), ce que ne permettent pas les comptes de gestion.

Les taxes dites « ménages » ralentissent (taxe d'habitation (TH) et taxes foncières : sur le foncier bâti (FB) et non bâti (FNB)) ; leur produit a augmenté de +2,2 % en 2017, soit +1,2 Md€ contre +1,6 Md€ en 2016. En particulier, le foncier bâti, qui représente plus du tiers de la fiscalité directe locale, progresse de +2,5 %, après +5,0 % en 2016 (*tableau 2*). Ce ralentissement est particulièrement marqué pour le foncier bâti perçu par les départements : +2,4 % après +7,0 % en 2016 ; en effet, 16 départements ont augmenté leur taux d'imposition en 2017 contre 36 départements en 2016. La taxe d'habitation (y compris la taxe sur les logements vacants et la taxe sur la majoration des résidences secondaires), qui représente un quart de la fiscalité directe locale, progresse quant à elle de +1,9 %.

Tableau 1 - Recettes de la fiscalité directe locale en 2017 ^(a)

Montants en M€	Taxes ménages	Impôts économiques	Teom ^(b)	Taxes annexes ^(c)	TOTAL fiscalité directe	Variation 2017/2016
<i>Communes</i>	33 145	911	791		34 847	+0,5 %
<i>EPCI à fiscalité propre</i>	8 541	12 933	5 940	25	27 440	+7,1 %
<i>Syndicats</i>	207	4	61		272	-8,5 %
Secteur communal	41 893	13 848	6 792	25	62 558	+2,7 %
Départements	14 165	4 414	-	-	18 579	-16,6 %
Régions	-	9 451	-	80	9 531	+92,6 %
Ensemble des collectivités	56 058	27 713	6 792	105	90 668	+2,9 %
Variation 2017/2016	+2,2 %	+4,4 %	+1,6 %	+20,9 %	+2,9 %	

(a) Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles.

(b) Teom : taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

(c) Taxes annexes : GEMAPI + TASA (au profit de la région Île-de-France).

Remarque : les produits et compensations d'exonération de la métropole de Lyon sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités. De même, pour les CTU de Martinique et de Guyane entre le secteur régional et le secteur départemental.

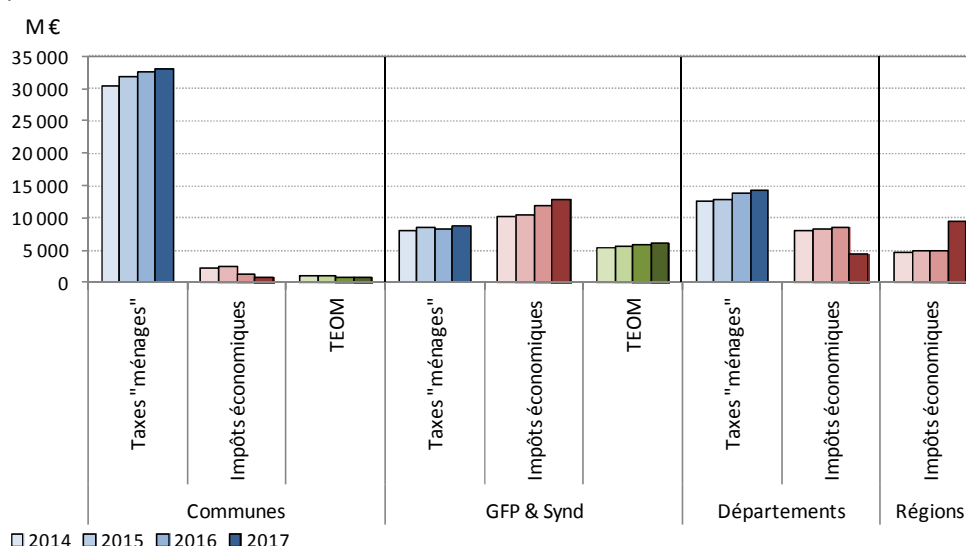
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les impôts économiques enregistrent une hausse de +4,4 % en 2017, soit +1,2 Md€ contre +0,5 Md€ en 2016. Ce dynamisme s'explique par la nette progression de la CVAE (+4,3 %), qui représente un cinquième de la fiscalité directe locale. Le dynamisme de 2017 provient également de la forte progression de la TASCOM (+25,1 %), liée à un changement dans le calendrier de paiement : à partir de 2017, les redevables ayant une surface de vente supérieure à 2 500 m² doivent acquitter un acompte sur la TASCOM de l'année suivante. En 2017, les impôts économiques des départements diminuent fortement du fait du transfert d'une part de CVAE aux régions. Le produit de la CFE a progressé de +3,2% en 2017 après +2,7 % en 2016. Dernière composante des impôts économiques, le produit des IFER augmente de +2,2 % en 2017 contre +1,8 % en 2016.

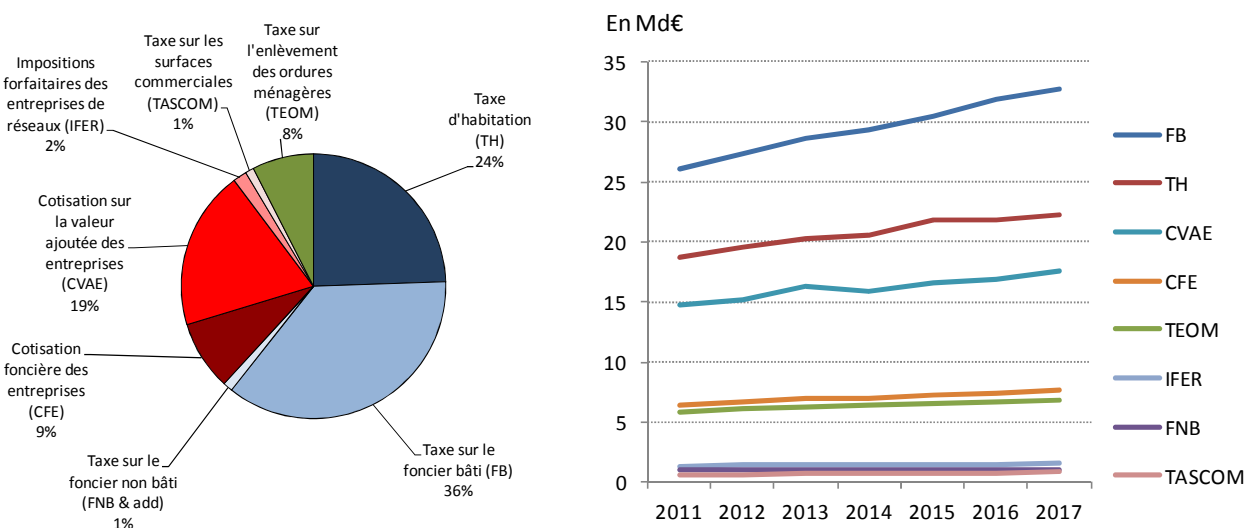
Le recul du produit des impôts économiques perçu par les communes s'explique quant à lui par le nombre croissant de communes membres d'un groupement à fiscalité professionnelle unique (FPU) : ces communes ne perçoivent plus ces taxes, qui sont entièrement perçues par le groupement (*graphique 3*).

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), à destination du seul secteur communal, a atteint 6,8 Md€ en 2017, en progression de +1,6 %. La part du produit de la TEOM destinée aux communes est en diminution au profit des groupements à fiscalité propre qui se sont substitués à elles dans le domaine des ordures ménagères. Enfin, la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) et la taxe gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations (GEMAPI) sont des taxes annexes qui représentent respectivement 80 M€ et 25 M€ en 2017, en hausse de +20,9 % par rapport à 2016.

Graphique 3 - Produits de la fiscalité directe locale de 2014 à 2017, selon le niveau de collectivité



Graphique 4 - Produits de la fiscalité directe locale de 2011 à 2017, selon le type de taxes



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Tableau 2 - Recettes de la fiscalité locale en 2017 : Produits et taux moyens

2017							
Montants, en M€	<i>Communes</i>	<i>GFP</i>	<i>Syndicats</i>	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Taxe d'habitation (TH)	15 047	6 960	99	22 106			22 106
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	62	0,9	0,2	64			64
Majoration des résidences secondaires	112	0	0	112			112
Taxe sur le foncier bâti (TFB)	17 092	1 363	103	18 558	14 165		32 723
Taxe sur le foncier non bâti (TFNB)	825	143	5	973			973
Taxe additionnelle sur le foncier non bâti	6	75	0	81			81
Ensemble des "taxes ménages"	33 145	8 541	207	41 893	14 165		56 058
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	658	7 001	4	7 663			7 663
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	140	4 516	0	4 656	4 133	8 792	17 581
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	76	511	0	587	281	658	1 527
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	37	905	0	942			942
Ensemble des "impôts économiques"	911	12 933	4	13 848	4 414	9 451	27 713
Sous-total "contributions directes"	34 056	21 475	211	55 741	18 579	9 451	83 771
Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	791	5 940	61	6 792			6 792
dont part incitative à la TEOM	0	12,5	0,2	12,8			12,8
Taxes annexes (GEMAPI et TASA)		25		25		80	105
TOTAL fiscalité directe locale	34 847	27 440	272	62 558	18 579	9 531	90 668

2017/2016							
Évolution, en %	<i>Communes</i>	<i>GFP</i>	<i>Syndicats</i>	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Taxe d'habitation (TH)	+0,7 %	+4,7 %	-1,6 %	+1,9 %			+1,9 %
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	-7,0 %	-40,3 %	+5,9 %	-7,7 %			-7,7 %
Majoration des résidences secondaires	+89,3 %			+89,3 %			+89,3 %
Taxe sur le foncier bâti (TFB)	+2,1 %	+7,1 %	-1,9 %	+2,5 %	+2,4 %		+2,5 %
Taxe sur le foncier non bâti (TFNB)	+0,7 %	+0,8 %	-1,6 %	+0,7 %			+0,7 %
Taxe additionnelle sur le foncier non bâti	-45,4 %	+14,2 %		+5,7 %			+5,7 %
Ensemble des "taxes ménages"	+1,4 %	+5,1 %	-0,9 %	+2,1 %	+2,4 %		+2,2 %
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	-24,0 %	+6,8 %	-36,1 %	+3,2 %			+3,2 %
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	-42,5 %	+6,9 %		+4,2 %	-49,5 %	+108,6 %	+4,3 %
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	-30,7 %	+12,6 %		+4,2 %	+3,7 %	-0,2 %	+2,2 %
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	-40,1 %	+30,9 %		+25,1 %			+25,1 %
Ensemble des "impôts économiques"	-28,9 %	+8,5 %	-36,1 %	+4,8 %	-47,8 %	+93,9 %	+4,4 %
Sous-total "contributions directes"	+0,3 %	+7,1 %	-4,6 %	+2,8 %	-16,6 %	+93,9 %	+2,9 %
Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	-11,0 %	+3,9 %	-23,8 %	+1,6 %			+1,6 %
dont part incitative à la TEOM		+37,9 %	-29,7 %	+35,7 %			+35,7 %
Taxes annexes (GEMAPI et TASA)				+256,9 %		+0,0 %	+20,9 %
TOTAL fiscalité directe locale	+0,5 %	+7,1 %	-8,5 %	+2,7 %	-16,6 %	+92,6 %	+2,9 %

2017							
Taux moyens (%)	<i>Communes</i>	<i>GFP</i>	<i>Syndicats</i>	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Taxe d'habitation (TH)	16,7 %	9,1 %	0,9 %	24,4 %			24,4 %
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	17,6 %	9,5 %	1,0 %	17,9 %			17,9 %
Taxe sur le foncier bâti (TFB)	19,3 %	2,7 %	1,0 %	21,0 %	16,2 %		37,0 %
Taxe sur le foncier non bâti (TFNB)	41,9 %	7,5 %	3,5 %	49,5 %			49,5 %
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	17,7 %	25,7 %	3,4 %	26,3 %			26,3 %
Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	6,3 %	9,8 %	8,5 %	9,2 %			9,2 %
GEMAPI				0,36 %			0,36 %
TASA						0,25 %	0,25 %

2017-2016							
Évolution des taux (en pt de %)	<i>Communes</i>	<i>GFP</i>	<i>Syndicats</i>	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Taxe d'habitation (TH)	-0,15 pt	+0,28 pt	+0,02 pt	+0,09 pt			+0,09 pt
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	-0,26 pt	-0,00 pt	+0,03 pt	-0,40 pt			-0,40 pt
Taxe sur le foncier bâti (TFB)	+0,08 pt	-0,14 pt	+0,01 pt	+0,15 pt	+0,11 pt		+0,26 pt
Taxe sur le foncier non bâti (TFNB)	+0,14 pt	+0,06 pt	-0,01 pt	+0,16 pt			+0,16 pt
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	-0,53 pt	+0,98 pt	-0,35 pt	+0,14 pt			+0,14 pt
Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	-0,19 pt	-0,07 pt	-0,27 pt	-0,02 pt			-0,02 pt
GEMAPI				-0,07 pt			-0,07 pt
TASA						-0,00 pt	-0,00 pt

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

3 - Structures des recettes fiscales en 2017

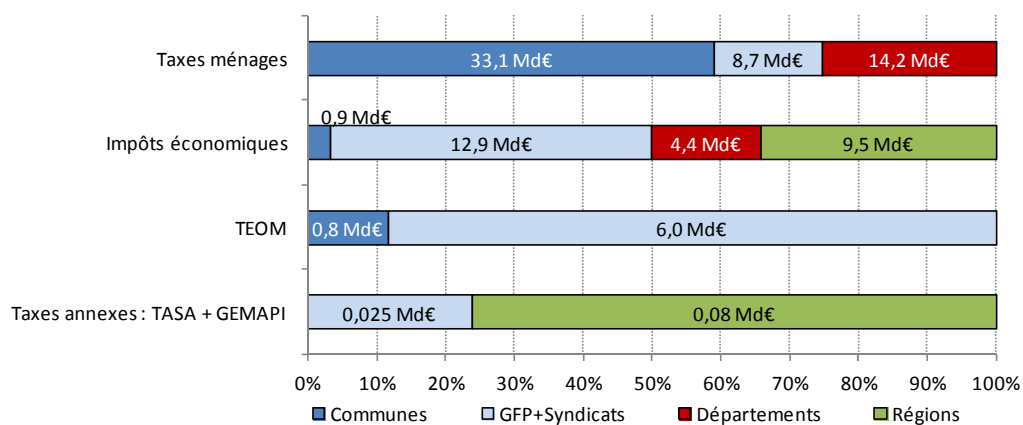
Répartition des différentes taxes selon le niveau de collectivité (graphique 5) :

En 2017, les trois quarts des recettes liées aux taxes « ménages » sont destinés au secteur communal et le quart restant aux départements. Concernant les impôts économiques, le secteur communal en perçoit la moitié. Le reste est réparti entre les départements (16%) et les régions (35%). La TEOM est à destination du seul secteur communal. Parmi les taxes annexes, la TASA est à destination de la région Île de France et la taxe GEMAPI, d'un montant de 0,025 Md€, est à destination du secteur communal. Ces taxes annexes ont été mises en place en 2015.

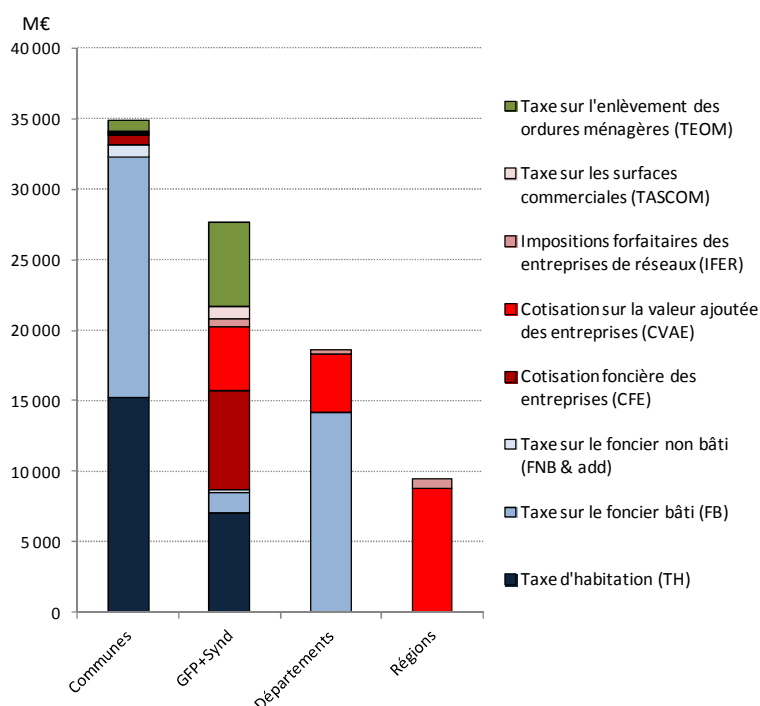
Répartition des taxes perçues par les différents niveaux de collectivité selon les différentes taxes (graphique 6) :

Les recettes fiscales directes des communes sont essentiellement constituées de taxes dites « ménages » : taxe d'habitation et taxe foncière. Les groupements disposent en revanche de la TEOM, des cotisations foncières des entreprises (CFE) et de la CVAE. La part des départements dans la collecte du foncier bâti est importante. Le reste de leurs recettes s'appuie essentiellement sur la CVAE. Les recettes des régions sont en très grande partie assises sur la CVAE. Le transfert de la part des départements en 2017 accentue cette tendance.

Graphique 5 - Répartition en 2017 des différentes composantes de la fiscalité directe locale selon les différents niveaux de collectivités



Graphique 6 - Répartition en 2017 des recettes fiscales directes des différents niveaux de collectivités selon les différents composants de la fiscalité directe locale



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

4 - Évolutions des bases nettes et des taux moyens

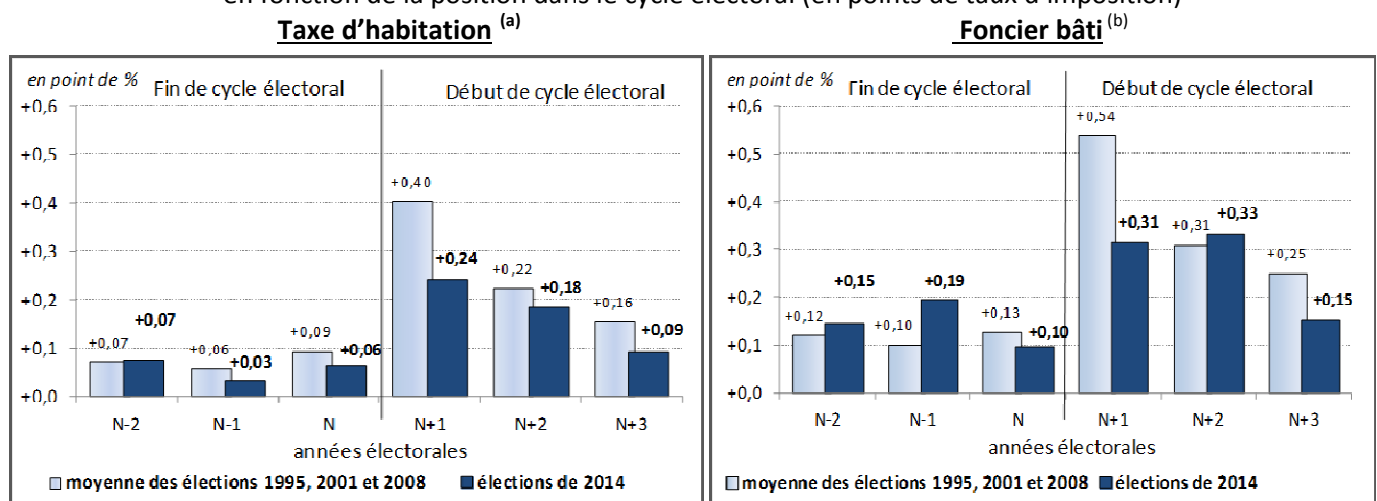
Certaines taxes évoluent en fonction des taux appliqués aux bases d'imposition : la taxe d'habitation, l'impôt foncier (bâti, non bâti, la cotisation aux entreprises) et la TEOM (*tableau 3*).

Après deux années marquées par des modifications dans les règles d'exonération pour les personnes de condition modeste, les bases nettes de la taxe d'habitation connaissent une hausse de + 1,3 % atteignant 90,3 Md€ en 2017, soit + 1,2 Md€. Cela s'explique par une légère augmentation des valeurs locatives (+ 1,4 %, dont + 0,4 % liée à la revalorisation forfaitaire des valeurs cadastrales décidée dans la loi de finances 2017), une stagnation des abattements facultatifs et une baisse des abattements pour charges de familles (-0,6 %). Les exonérations ont augmenté de + 4,6 % pour atteindre 11,5 Md€ en 2017. Les taux d'imposition de la TH progressent de +0,09 point en 2017 (+0,18 pt en 2016).

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties ont augmenté de + 1,7 % entre 2016 et 2017, pour atteindre 88,4 Md€ pour le bloc communal. Elles sont composées des bases nettes des locaux d'habitation, pour plus de deux tiers (59,8 Md€) et de celles de locaux et établissements professionnels pour le tiers restant (28,6 Md€). C'est donc un peu abusivement qu'on dénomme ces taxes les taxes « ménages ». Les taux du foncier bâti du secteur communal augmentent de +0,15 point en 2017 contre +0,33 point en 2016. Ceux des départements ont progressé de +0,11 point, après +0,79 point en 2016. En effet, 16 départements ont augmenté leur taux d'imposition en 2017, contre 36 en 2016. On peut noter par ailleurs qu'aucun département n'avait diminué son taux en 2016 tandis que deux départements ont baissé leur taux en 2017.

L'évolution des taux moyens de TH et de foncier bâti suit traditionnellement un cycle en lien avec les échéances électorales : forte progression l'année d'après les élections, et évolutions de moins en moins fortes au fur et à mesure que la future élection approche. Quand on la compare avec les cycles électoraux précédents, la progression des taux de taxe d'habitation et de foncier bâti dans le secteur communal en 2017 reste en dessous des évolutions moyennes des taux votés trois ans après les élections communales de 1995, 2001 et 2008 (*graphiques 7*).

Graphique 7 : Évolution des taux moyens de taxe d'habitation et de foncier bâti dans le secteur communal, en fonction de la position dans le cycle électoral (en points de taux d'imposition)



(a) Hors majorations des résidences secondaires.

(b) Hors foncier bâti de la métropole de Lyon.

Lecture : la position dans le cycle électoral est indiquée de la façon suivante : N=année de l'élection ; N+1= année suivant l'élection ; N-1 = année précédant l'élection, etc.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux du foncier non bâti ont enregistré une forte progression en 2017, avec + 0,16 point, après +0,15 point en 2016.

Entre 2016 et 2017, la baisse des bases communales de CFE se justifie principalement par le nombre croissant de communes membres d'un groupement à fiscalité professionnelle unique (FPU) : ces communes ne perçoivent plus la CFE, qui est entièrement perçue par le groupement. Les exonérations votées par les collectivités et les champs d'applications n'étant pas similaires, les bases nettes diffèrent selon le type de collectivités. À titre d'exemple, sur les territoires imposés à la fiscalité professionnelle unique (FPU) et dans les zones d'activités économiques (ZAE) ou de développement éolien (ZDE), les redevables des impôts économiques ne sont plus imposés au profit de la commune sur laquelle ils sont implantés, mais au profit du groupement intercommunal à fiscalité propre auquel elle appartient.

La législation offre aux communes et à leurs groupements le choix entre trois modes de financement du service d'élimination et de valorisation des déchets ménagers : le budget général, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM). La TEOM est un impôt direct facultatif additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans une zone où les déchets ménagers sont collectés. Elle est assise sur la même base que celle de la taxe foncière bâtie, soit 50 % de la valeur locative cadastrale de l'immeuble imposé. Cette taxe est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est ainsi dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. En 2017, le produit de la TEOM s'élève à 6,8 Md€ pour 57,7 millions d'habitants imposables. La part incitative à la TEOM vaut 12,6 M€. Elle concerne 69 % des communes contre 67 % en 2016. En 2017, le dynamisme du produit de la TEOM (+1,6 %) s'explique essentiellement par l'évolution des bases nettes d'imposition (+1,8 %) et particulièrement celles des groupements à fiscalité propre (+4,6 %). Quant aux taux moyens, sur la même période, on constate une baisse de -0,02 point en 2017 après -0,04 point en 2016.

Tableau 3 : Bases nettes et taux moyen d'imposition

Type de taxe et de base	Bases nettes		Taux moyens	
	Montants 2017 en millions €	Évolution	Taux 2017 en %	Évolution
Taxe d'habitation (TH)				
Valeur locative des locaux d'habitation	118 040	+1,4%		
- abattements pour charges de famille	7 503	-0,6%		
- abattements facultatifs	8 731	+0,0%		
- exonérations	11 459	+4,6%		
= bases TH communales	90 346	+1,3%	16,66	-0,15 pt
bases syndicales	11 550	-3,9%	0,85	+0,02 pt
bases intercommunales	76 763	+1,4%	9,07	+0,29 pt
Secteur communal	90 346	+1,3%	24,44	+0,09 pt
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)				
bases communales	355	-5,6%	17,60	-0,26 pt
bases syndicales	17	+3,2%	1,02	+0,03 pt
bases intercommunales	10	-40,3%	9,51	-0,00 pt
Secteur communal	355	-5,6%	17,91	-0,40 pt
Taxe foncière sur les propriétés bâties (FB)				
locaux d'habitation ordinaire	55 073	+1,7%		
+ locaux d'habitation à caractère sociale	4 118	-0,3%		
+ locaux d'habitation loi 1948	18	-28,9%		
+ locaux passibles de la TH	563	+21,3%		
+ locaux à usage professionnel et commercial	19 897	+0,8%		
+ locaux établissements industriels et assimilés	8 705	+3,8%		
= bases FB communales	88 373	+1,7%	19,34	+0,08 pt
bases syndicales	10 629	-3,0%	0,97	+0,01 pt
bases intercommunales ^(a)	49 877	+12,8%	2,73	-0,15 pt
Secteur communal	88 373	+1,7%	21,00	+0,15 pt
bases départementales ^(a)	87 230	+1,7%	16,24	+0,11 pt
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (FnB)				
bases communales	1 969	+0,4%	41,92	+0,14 pt
bases syndicales	141	-1,3%	3,50	-0,01 pt
bases intercommunales	1 901	+0,1%	7,55	+0,06 pt
Secteur communal	1 969	+0,4%	49,46	+0,16 pt
Cotisation foncière des entreprises (CFE)				
bases communales	3 717	-21,8%	17,70	-0,53 pt
bases syndicales	112	-35,7%	3,42	-0,35 pt
bases intercommunales	27 178	+2,7%	25,74	+0,98 pt
dont : - en FA hors Zone	1 745	-37,7%	6,57	+0,68 pt
en ZAE	53	-49,7%	24,11	+1,84 pt
en ZDE	6,3	+15,9%	22,27	+1,78 pt
- en FPU	25 374	+7,7%	27,08	+0,07 pt
Secteur communal ^(b)	29 149	+2,6%	26,27	+0,14 pt
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères				
bases communales	12 511	-8,4%	6,32	-0,19 pt
bases syndicales	717	-22,0%	8,47	-0,27 pt
bases intercommunales	60 390	+4,6%	9,84	-0,07 pt
Secteur communal	73 618	+1,8%	9,23	-0,02 pt
Taxes annexes				
GEMAPI				
Secteur communal	7 004	+326,1%	0,36	-0,07 pt
TASA				
bases régionales	32 389	+1,5%	0,25	+0,00 pt

(a) Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon pour les bases intercommunales, mais y compris, pour les bases du département.

(b) Bases de CFE du secteur communal = bases communales + bases intercommunales de FA en ZAE et ZDE + bases intercommunales en FPU.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

5 - Évolution des produits de la fiscalité directe : décomposition entre effet base et effet taux

5 a - Méthode

Toute évolution d'un produit fiscal qui donne lieu à un vote de taux peut se décomposer en une part imputable à l'évolution des bases imposables (« effet bases ») et une autre part imputable à l'évolution des taux applicables à ces bases (« effet taux »).

Cependant, il ne faut pas confondre effet base et évolution des bases, de même qu'il ne faut pas confondre effet taux et évolution des taux moyens. Imaginons une situation où les taux de toutes les collectivités restent inchangés d'une année sur l'autre. Pour la collectivité qui a le plus faible taux, imaginons que sa base augmente, tandis que les bases des autres collectivités restent toutes stables. Comme l'augmentation provient de la collectivité ayant un très faible taux, l'augmentation du produit de l'ensemble des collectivités (en % par rapport à l'année précédente) sera moins forte que l'augmentation de l'ensemble des bases. Si on rapporte alors les produits de l'année en cours aux bases de l'année en cours (dont l'évolution a été plus forte que celle du produit), on aura un taux moyen d'imposition de l'année en cours plus faible que celui de l'année précédente ; pourtant, on souhaiterait intuitivement dans une telle situation avoir un effet taux nul (puisque aucun taux n'a changé) et donc un effet base égal à l'évolution des produits. Pour cela on calcule les effets bases et taux de la façon suivante : l'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

Ces effets sont calculés sur des taxes où des taux s'appliquent, donc sur des produits qui excluent les majorations sur les résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti. De plus, on ne peut les calculer que sur des collectivités dont le contour n'a pas changé. On exclut donc du calcul les collectivités nouvelles et celles dont le contour a changé, ce qui peut être important lors des années de profonds renouvellements de la carte communale et intercommunale. L'évolution des produits décomposés en effet base et effet taux n'est donc pas toujours identique à l'évolution des valeurs des recettes fiscales et des taux moyens commentée précédemment.

5 b - Résultats

Conformément à l'habituel cycle électoral des taux d'imposition, l'effet taux a été prédominant immédiatement après les élections de 2014 dans le secteur communal (*graphiques 8 : taxe d'habitation et foncier bâti*). Ensuite (en 2017), la progression des produits des taxes « ménages » est due principalement à l'effet base (*tableau 4*).

Le produit de la taxe d'habitation (hors majoration sur les résidences secondaires) progresse nettement pour les groupements en 2017 mais plus légèrement pour les communes. Les effets bases étant similaires, la différence provient des effets taux : + 3,3 % pour les groupements et - 0,9 % pour les communes.

La taxe sur le foncier bâti perçue par le secteur communal a augmenté en 2017, résultant d'un effet base de + 1,7 % et d'un effet taux de + 0,7 %. Là encore, les produits perçus par les GFP sont plus dynamiques que ceux perçus par les communes, en raison d'un effet taux important pour les groupements (+ 5,8 points), lié à l'instauration de cette taxe à destination des groupements dans près de 2500 communes, pour un montant de 48 M€. Le foncier bâti des départements a enregistré une progression en 2017. Cette croissance est le résultat d'un effet base de + 1,7 % et d'un effet taux de + 0,7 %, contre respectivement + 1,8 % et + 5,1 % en 2016.

Le foncier non bâti, dernière composante des taxes ménages, a peu progressé, à la suite d'un effet taux de + 0,5 % et d'un effet base de + 0,2 %.

La CFE progresse principalement grâce à l'effet base : + 2,6 % et dans une moindre mesure à l'effet taux + 0,5%.

Pour la TEOM, l'effet taux est négatif et toute l'augmentation du produit résulte d'un effet base (+1,8 %)

Tableau 4 - Évolution des produits fiscaux entre 2016 et 2017 : effet base - effet taux

		Communes (y compris communes MGP)			EPCI (y compris MGP)			Ensemble du secteur communal ^(c)	Départements ^(d)	Ensemble des collectivités
		Membres d'un EPCI à FA	Membres d'un EPCI à FPU	Ensemble	à FA	à FPU	Ensemble			
Taxe d'habitation ^(a)	Évolution du produit	+1,0	+0,3	+0,4	+5,2	+4,7	+4,7	+1,7	-	+1,7
	Effet base	+0,8	+1,3	+1,3	+0,9	+1,3	+1,3	+1,3	-	+1,3
	Effet taux	+0,2	-1,0	-0,9	+4,3	+3,3	+3,3	+0,4	-	+0,4
Taxe sur le foncier bâti	Évolution du produit	+1,6	+2,2	+2,1	+7,1	+7,1	+7,1	+2,5	+2,4	+2,5
	Effet base	+1,6	+1,7	+1,7	+1,8	+1,1	+1,2	+1,7	+1,7	+1,7
	Effet taux	+0,0	+0,4	+0,4	+5,2	+6,0	+5,8	+0,7	+0,7	+0,7
Taxe sur le foncier non bâti ^(b)	Évolution du produit	-0,2	+0,9	+0,8	+4,4	-0,5	+0,8	+0,8	-	+0,8
	Effet base	+0,3	+0,5	+0,5	+0,3	-0,5	-0,3	+0,5	-	+0,5
	Effet taux	-0,5	+0,3	+0,2	+4,0	+0,0	+1,1	+0,2	-	+0,2
Ensemble des 3 taxes "ménages"	Évolution du produit	+1,2	+1,3	+1,3	+5,9	+4,9	+5,0	+2,0	+2,4	+2,1
	Effet base	+1,1	+1,5	+1,5	+1,2	+1,3	+1,3	+1,5	+1,7	+1,5
	Effet taux	+0,1	-0,2	-0,2	+4,6	+3,6	+3,7	+0,5	+0,7	+0,6
CFE	Évolution du produit	+2,5	-40,0	-24,0	+4,1	+6,9	+6,8	+3,2	-	+3,2
	Effet base	+2,3	-40,0	-24,1	+1,6	+2,8	+2,8	+2,6	-	+2,6
	Effet taux	+0,1	+0,0	+0,1	+2,4	+3,9	+3,9	+0,5	-	+0,5
TEOM	Évolution du produit							+1,6	-	+1,6
	Effet base							+1,8	-	+1,8
	Effet taux							-0,3	-	-0,3

(a) Y compris la THLV et hors majoration des résidences secondaires.

(b) Hors taxe additionnelle.

(c) Y compris MGP et ses EPT, et y compris les syndicats.

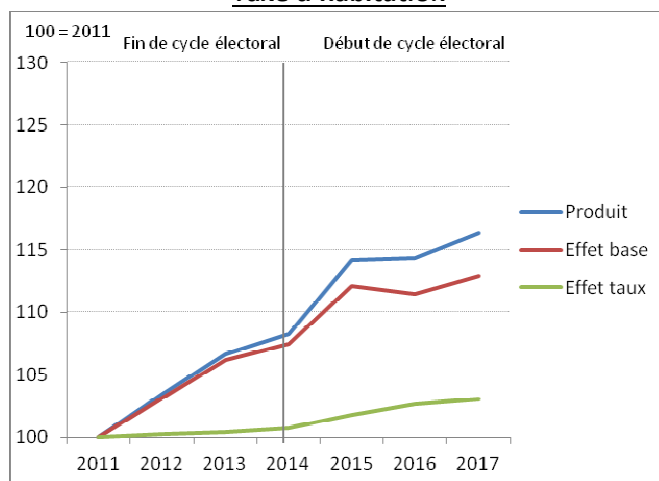
(d) Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Champ : hors collectivités nouvelles et collectivités donc le contour a changé entre 2016 et 2017.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Graphique 8 - Décomposition entre effet base et effet taux de l'évolution des produits fiscaux depuis 2011
(pour faciliter les comparaisons, les graphiques sont tous représentés avec la même échelle, d'une amplitude de 30 points de %)

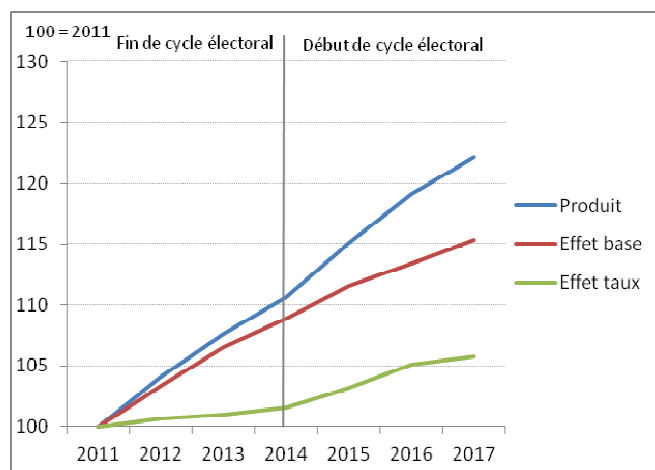
Taxe d'habitation



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

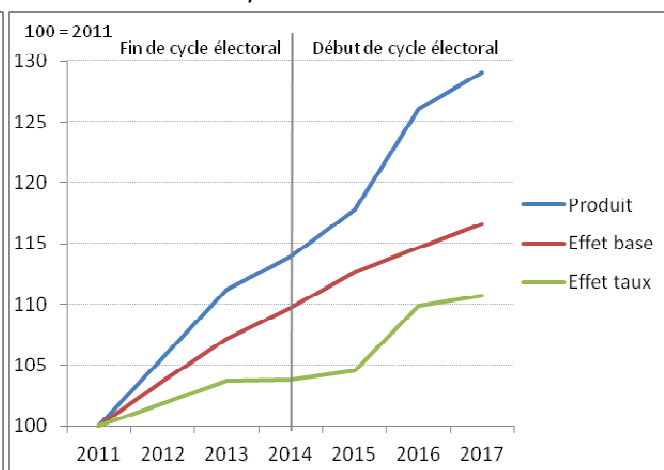
Foncier bâti

Secteur communal



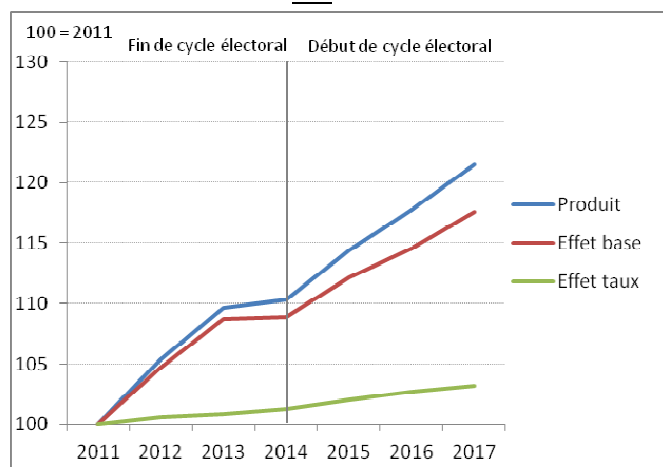
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Départements



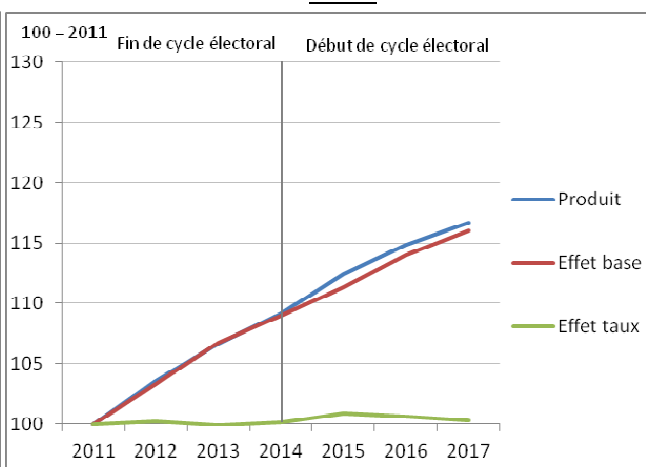
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

CFE



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

TEOM



Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

6. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2017

6.1 Les groupements à fiscalité propre

Les groupements à fiscalité propre se distinguent par leur nature juridique et leur régime fiscal^(a).

La démarche de rationalisation de la carte intercommunale, engagée par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 et poursuivie par la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), s'est matérialisée par des opérations de création, de fusion et d'extension.

Cette réforme s'accompagne d'une nouvelle répartition entre les régimes fiscaux des EPCI à fiscalité propre : la fiscalité additionnelle (FA) et la fiscalité professionnelle unique (FPU). En 2017, le nombre de groupements de moins de 20 000 habitants à FA continue sa baisse, 175 contre 680 en 2016. La population couverte connaît une croissance de 0,5%, essentiellement due à l'évolution de la population couverte par les groupements à FPU.

Le montant des impôts économiques perçus par les communes isolées est désormais marginal. Par conséquent, les évolutions 2016-2017 concernant ces communes ne sont pas indiquées dans les tableaux.

Nombre de groupements à fiscalité propre en 2017

en nombre de GFP

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5000 hab	De 5000 à 10 000 hab	De 10 000 à 20 000 hab	De 20 000 à 50 000 hab	De 50 000 à 100 000 hab	Plus de 100 000 hab	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	3	95	77	66	3	1	245
Communautés de communes	3	95	77	66	3	-	244
Communautés urbaines	-	-	-	-	-	1	1
Ensemble des groupements à FPU	1	114	240	393	156	120	1 024
Communautés d'agglomération	-	-	-	18	110	91	219
Communautés de communes	1	114	240	375	44	2	776
Communautés urbaines	-	-	-	-	2	12	14
Métropoles ^(b)	-	-	-	-	-	15	15
Ensemble	4	209	317	459	159	121	1 269

Population des groupements à fiscalité propre en 2017

en milliers d'hab

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5000 hab	De 5000 à 10 000 hab	De 10 000 à 20 000 hab	De 20 000 à 50 000 hab	De 50 000 à 100 000 hab	Plus de 100 000 hab	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	11	677	1 173	1 821	175	211	4 067
Communautés de communes	11	677	1 173	1 821	175	0	3 856
Communautés urbaines	0	0	0	0	0	211	211
Ensemble des groupements à FPU	5	860	3 700	12 190	10 812	35 918	63 485
Communautés d'agglomération	-	-	-	733	7 921	15 305	23 960
Communautés de communes	5	860	3 700	11 457	2 733	208	18 963
Communautés urbaines	-	-	-	-	157	3 386	3 543
Métropoles ^(b)	-	-	-	-	-	17 020	17 020
Ensemble	16	1 537	4 873	14 011	10 987	36 129	67 553

(a) Pour plus d'informations, se reporter au glossaire.

(b) Y compris la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL

6.2 Les contributions directes des communes et de leurs groupements

Les produits perçus en 2016 et 2017 par le secteur communal

		Produit en millions d'euros		Evolution en %	Produit en euros/hab.	
		2016	2017		2016	2017
Secteur communal	Ensemble	54 224	55 741	+2,8	806	825
Communes isolées						
	Ensemble	50	16	n.s.	671	726
	Taxe d'habitation ^(a)	23	9,0	n.s.	304	401
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	n.s.	0,1	1,3
	Taxe sur le foncier bâti	16	5,0	n.s.	220	222
	Taxe sur le foncier non bâti ^(b)	1,9	0,6	n.s.	26	27
	CFE	5,1	0,9	n.s.	68	42
	CVAE	3,1	0,6	n.s.	41	25
	IFER	0,4	0,1	n.s.	5,0	2,5
	TASCOM	0,5	0,1	n.s.	7,3	5,5
Communes et groupements à fiscalité additionnelle						
	Ensemble	3 879	2 123	-45,3	499	522
	Taxe d'habitation ^(a)	1 546	790	-48,9	199	194
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	7,0	3,5	-50,9	0,9	0,9
	Taxe sur le foncier bâti	1 191	648	-45,5	153	159
- Communes	Taxe sur le foncier non bâti ^(b)	189	97,2	-48,6	24	24
	CFE	544	332	-38,9	70	82
	CVAE	241	140	-42,0	31	34
	IFER	109	76	-30,5	14	19
	TASCOM	61	36	-39,8	7,8	9,0
	Ensemble	1 272	788	-38,1	164	194
	Taxe d'habitation	507	294	-41,9	65	72
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	-	0,0	-
	Taxe sur le foncier bâti	408	263	-35,7	53	65
	Taxe sur le foncier non bâti	70	40,0	-43,1	9,0	10
- Groupements	CFE	189	129	-32,0	24	32
	dont hors zone	165	115	-30,5	21	28
	en ZAE	23	13	-45,5	3,0	3,1
	en ZDE	1,1	1,4	+26,0	0,1	0,3
	CVAE	77	46	-40,1	10	11
	IFER	18	15	-17,9	2,3	3,7
	TASCOM	2,3	1,0	-56,4	0,3	0,2
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique		48 807	52 604	+7,8	821	829
	Ensemble	30 028	31 916	+6,3	505	503
	Taxe d'habitation ^(a)	13 545	14 360	+6,0	228	226
- Communes	Taxe d'habitation sur les logements vacants	60	59	-1,9	1,0	0,9
	Taxe sur le foncier bâti	15 527	16 439	+5,9	261	259
	Taxe sur le foncier non bâti	639	733,1	+14,7	11	12
	CFE ^(c)	317	325	+2,4	5,3	5,1
	Ensemble	18 778	20 687	+10,2	316	326
	Taxe d'habitation	6 142	6 666	+8,5	103	105
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	1,5	0,9	-40,0	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	864	1 100	+27,3	15	17
- Groupements	Taxe sur le foncier non bâti ^(b)	137	178	+29,7	2,3	2,8
	CFE	6 364	6 872	+8,0	107	108
	CVAE	4 146	4 470	+7,8	70	70
	IFER	436	496	+13,9	7,3	7,8
	TASCOM	689	904	+31,1	12	14
Syndicats à contributions fiscalisées						
	Ensemble	217	211	-2,8	26	27
	Taxe d'habitation	100	99	-1,7	12	12
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,2	0,2	+5,9	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	105	103	-1,6	13	13
	Taxe sur le foncier non bâti	5,0	4,9	-1,6	0,6	0,6
	CFE	6,6	3,8	-41,6	0,8	0,5

(a) Y compris la majoration de la taxe d'habitation sur des résidences secondaires à destination des communes depuis 2015.

(b) Y compris la taxe additionnelle du foncier non bâti.

(c) Correspond à la CFE de la ville de Paris.

n.s : non significatif.

Remarque : les produits de l'année 2016 (respectivement 2017) sont calculés en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2016 (respectivement 2017).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes du secteur communal en 2016 et 2017

		Bases nettes (en millions d'euros)		Evolution en%	Bases nettes (en euros/hab.)	
		2016	2017		2016	2017
Communes isolées						
	Taxe d'habitation	102	37	n.s.	1 367	1 652
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,1	n.s.	0,2	5,5
	Taxe sur le foncier bâti	83	24	n.s.	1 113	1 052
	Taxe sur le foncier non bâti	4,0	1,1	n.s.	53	47
	CFE	21	3,9	n.s.	277	174
Communes et groupements à fiscalité additionnelle						
- Communes	Taxe d'habitation	9 144	4 719	-48,4	1 177	1 160
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	39	19	-50,7	5,0	4,7
	Taxe sur le foncier bâti	8 150	4 467	-45,2	1 049	1 098
	Taxe sur le foncier non bâti	552	292	-47,1	71	72
	CFE	2 810	1 747	-37,8	362	430
- Groupements	Taxe d'habitation	9 192	4 745	-48,4	1 183	1 167
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,1	0,0	-	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	8 121	4 462	-45,1	1 045	1 097
	Taxe sur le foncier non bâti	551	292	-47,1	71	72
	CFE	2 910	1 804	-38,0	374	444
	dont hors zone	2 800	1 745	-37,7	360	429
	en ZAE	105	53	-49,7	14	13
	en ZDE	5,5	6,3	15,9	0,7	1,6
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique						
- Communes	Taxe d'habitation	79 923	85 590	+7,1	1 345	1 348
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	337	336	-0,5	5,7	5,3
	Taxe sur le foncier bâti	78 638	83 883	+6,7	1 324	1 321
	Taxe sur le foncier non bâti	1 405	1 676	+19,3	24	26
	CFE ^(b)	1 921	1 966	+2,3	32	31
- Groupements	Taxe d'habitation	66 483	72 018	+8,3	1 119	1 134
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	16	10	-39,9	0,3	0,2
	Taxe sur le foncier bâti ^(a)	36 114	45 415	+25,8	608	715
	Taxe sur le foncier non bâti	1 348	1 609	+19,3	23	25
	CFE	23 556	25 374	+7,7	396	400
Syndicats à contributions fiscalisées						
	Taxe d'habitation	12 020	11 550	-3,9	1 459	1 461
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	16	17	3,2	2,0	2,1
	Taxe sur le foncier bâti	10 959	10 629	-3,0	1 331	1 345
	Taxe sur le foncier non bâti	143	141	-1,3	17	18
	CFE	174	112	-35,7	21	14

(a) Hors les bases intercommunales du foncier bâti de la métropole de Lyon.

(b) Correspond à la CFE de la ville de Paris.

n.s : non significatif.

Remarque : les bases de l'année 2016 (respectivement 2017) sont calculées en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2016 (respectivement en 2017).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens en 2016 et 2017 dans le secteur communal

		Taux moyens en %		Évolution en points
		2016	2017	
Communes isolées				
	Taxe d'habitation ^(b)	22,20	24,30	n.s.
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	25,13	23,09	n.s.
	Taxe sur le foncier bâti	19,73	21,08	n.s.
	Taxe sur le foncier non bâti ^(c)	48,38	56,70	n.s.
	CFE	24,48	23,99	n.s.
Communes et groupements à fiscalité additionnelle				
- Communes	Taxe d'habitation ^(b)	16,83	16,74	-0,09
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	18,06	17,97	-0,09
	Taxe sur le foncier bâti	14,61	14,52	-0,09
	Taxe sur le foncier non bâti ^(c)	32,31	33,33	1,02
	CFE	19,35	19,01	-0,34
- Groupements	Taxe d'habitation	5,51	6,20	0,69
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	7,76	-	n.s.
	Taxe sur le foncier bâti	5,03	5,89	0,86
	Taxe sur le foncier non bâti	12,74	13,71	0,97
	CFE	6,51	7,14	0,63
	dont hors zone	5,89	6,57	0,68
	en ZAE	22,27	24,11	1,84
	en ZDE	20,49	22,27	1,78
Communes et groupements à fiscalité professionnelle unique				0,00
- Communes	Taxe d'habitation ^(b)	16,80	16,65	-0,15
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	17,84	17,58	-0,26
	Taxe sur le foncier bâti	19,75	19,60	-0,15
	Taxe sur le foncier non bâti	45,49	43,74	-1,75
	CFE ^(d)	16,52	16,54	0,02
- Groupements	Taxe d'habitation	9,24	9,26	0,02
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	9,52	9,51	-0,01
	Taxe sur le foncier bâti ^(a)	2,39	2,42	0,03
	Taxe sur le foncier non bâti ^(c)	5,30	11,05	5,75
	CFE	27,02	27,08	0,07
Syndicats à contributions fiscalisées				0,00
	Taxe d'habitation	0,83	0,85	0,02
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,99	1,02	0,03
	Taxe sur le foncier bâti	0,95	0,97	0,01
	Taxe sur le foncier non bâti	3,51	3,50	-0,01
	CFE	3,77	3,42	-0,35

(a) Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales à partir de 2016.

(b) Hors la majoration sur les résidences secondaires.

(c) Hors la taxe additionnelle (elle ne donne pas lieu à un vote de taux).

(d) Correspond à la CFE de la ville de Paris

n.s. : non significatif.

Remarque : les bases de l'année 2016 (respectivement 2017) sont calculées en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2016 (respectivement en 2017).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

6.3 La taxe Gestion des Milieux Aquatiques et Préventions des Inondations (GEMAPI)

La taxe GEMAPI, instaurée en 2015 suite à la loi MAPTAM, au profit des communes et des EPCI, est une taxe facultative permettant de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations, à la préservation de la qualité de l'eau et à la protection des biens et des personnes.

Cette taxe est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière aux entreprises. Elle est plafonnée à 40€ par habitant et par année.

Elle s'élève à 25 M€ en 2017 contre 7M€ en 2016.

En milliers d'euros	2016	2017	Evolution 2017/2016
Produits	7 033	25 102	+256,9%
dont taxe additionnelle au FB	2 730	9 870	+261,6%
dont taxe additionnelle au FNB	235	554	+135,4%
dont taxe additionnelle à la TH	2 293	9 689	+322,6%
dont taxe additionnelle à la THLV	9	0,2	-97,4%
dont taxe additionnelle à la CFE	1 766	4 989	+182,6%
Bases	1 643 470	7 003 524	+326,1%
dont taxe additionnelle au FB	662 206	2 865 285	+332,7%
dont taxe additionnelle au FNB	20 498	44 552	+117,3%
dont taxe additionnelle à la TH	635 360	3 090 744	+386,5%
dont taxe additionnelle à la CFE	325 406	1 002 942	+208,2%
Taux moyen (%)	0,43	0,36	-0,07
taxe additionnelle au FB	0,44	0,34	-0,10
taxe additionnelle au FNB	1,20	1,24	0,04
taxe additionnelle à la TH	0,36	0,31	-0,05
taxe additionnelle à la CFE	0,54	0,50	-0,05

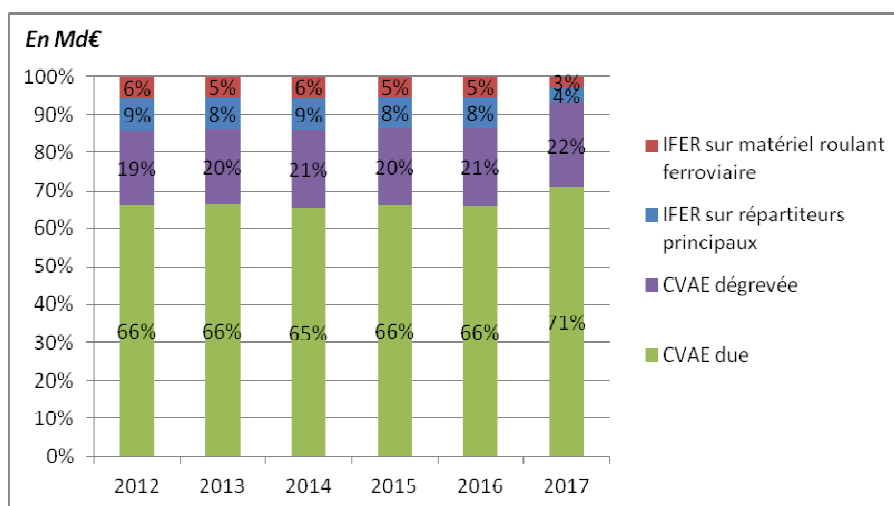
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

7. La fiscalité régionale en 2017

7.1 Produit des impôts économiques des régions de 2012 à 2017

En 2017, le produit des impôts économiques des régions est en hausse de + 94% par rapport à 2012, due essentiellement à la progression de la CVAE (+109%) en raison du transfert de compétences des départements aux régions dans le domaine du transport et du développement économique. La CVAE, composante majeure des impôts économiques, (93% des recettes) atteint 8,8 Md€. Les régions perçoivent seulement deux IFER d'un montant de 658,3 M€ : celle sur les répartiteurs principaux représente 4% des impôts économiques des régions, et celle sur le matériel roulant ferroviaire seulement 3%.

Produit des impôts économiques des régions de 2012 à 2017



Champ : Y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL

Près de 32% des impôts économiques des régions en 2017 sont concentrés en Île-de-France.

La CVAE de cette région représente 33% de la fiscalité régionale en 2017, étant ainsi le moteur de la hausse des impôts économiques en région.

7.2 La Taxe Additionnelle Spéciale Annuelle (TASA)

La TASA, instaurée en 2015 au profit de la région Ile-de-France, est une taxe permettant de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports en commun de la région. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles : une à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises. Elle est ainsi due par toutes les personnes assujetties à la taxe sur le foncier bâti et à la CFE. Son produit a été fixé par le conseil régional à hauteur de 80 millions d'euros depuis 2015. Les taux de cette taxe sont alors déduits par les services de la direction générale des finances publiques en fonction du produit voté.

Ensemble des impôts économiques des régions : IFR et CVAE en 2016 et 2017

Région	Montants en millions d'euros						Evolution 2016-2017 en %		
	2016			2017					
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	82,5	506,5	589,0	82,0	1 060,2	1 142,2	-0,6	+109,3	+93,9
Bourgogne-Franche-Comté	44,2	141,1	185,3	44,3	286,6	330,9	+0,1	+103,2	+78,6
Bretagne	29,0	159,8	188,8	28,9	330,5	359,4	-0,2	+106,7	+90,3
Centre-Val de Loire	31,9	144,7	176,6	31,7	308,1	339,8	-0,7	+113,0	+92,4
Corse	2,7	13,8	16,5	2,7	28,5	31,2	-0,5	+106,6	+89,2
Grand-Est	57,1	298,8	355,9	57,4	618,3	675,7	+0,5	+106,9	+89,8
Hauts-de-France	59,9	295,8	355,6	59,9	604,0	664,0	+0,2	+104,2	+86,7
Normandie	29,1	179,1	208,2	29,1	386,8	415,9	-0,0	+116,0	+99,7
Nouvelle Aquitaine	57,9	286,1	344,0	57,7	593,9	651,6	-0,4	+107,6	+89,4
Occitanie	52,8	284,1	336,9	52,4	578,1	630,5	-0,9	+103,5	+87,1
Pays de la Loire	33,9	208,0	241,9	34,0	433,9	467,9	+0,3	+108,7	+93,5
Provence-Alpes- Côte d'Azur	45,6	271,3	316,9	45,4	563,7	609,1	-0,4	+107,8	+92,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	526,6	2789,1	3315,7	525,4	5 792,7	6 318,1	-0,2	+107,7	+90,6
Île-de-France	123,0	1372,4	1495,3	123,0	2 886,7	3 009,7	+0,0	+110,3	+101,3
France Métropolitaine	649,5	4161,4	4811,0	648,4	8 679,3	9 327,8	-0,2	+108,6	+93,9
Guadeloupe	2,6	11,5	14,1	2,6	24,7	27,3	-0,5	+114,2	+93,3
Martinique	2,6	12,4	15,0	2,6	25,8	28,4	-0,5	+107,7	+88,8
Guyane	0,9	5,3	6,2	0,9	10,4	11,3	-0,5	+95,2	+81,7
Réunion	3,6	23,5	27,1	3,5	50,0	53,5	-1,8	+112,5	+97,4
Mayotte	0,3	1,3	1,7	0,3	2,1	2,4	-0,5	+53,1	+42,8
Régions d' Outre-mer	10,0	54,1	64,1	9,9	113,0	122,9	-0,9	+108,6	+91,5
France entière	659,5	4215,6	4875,1	658,3	8 792,3	9 450,6	-0,2	+108,6	+93,9

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Région	Montants en €/hab.						Evolution 2016-2017 en %		
	2016			2017					
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	10,4	63,7	74,0	10,2	132,3	142,5	-1,4	+0,8	+0,5
Bourgogne-Franche-Comté	15,2	48,5	63,7	15,2	98,6	113,9	+0,2	+4,2	+3,2
Bretagne	8,6	47,6	56,2	8,6	97,8	106,4	-0,5	+1,7	+1,4
Centre-Val de Loire	12,1	54,8	66,9	12,0	116,4	128,3	+0,8	-1,0	-0,7
Corse	8,2	42,4	50,6	8,0	86,5	94,6	-1,7	+6,0	+4,7
Grand-Est	10,0	52,6	62,7	10,1	108,9	119,0	+0,1	+1,0	+0,9
Hauts-de-France	9,8	48,5	58,3	9,8	98,8	108,6	-0,1	+1,3	+1,1
Normandie	8,5	52,4	61,0	8,5	113,0	121,5	+0,2	+0,3	+0,3
Nouvelle Aquitaine	9,6	47,6	57,2	9,5	98,3	107,8	-0,3	-0,8	-0,8
Occitanie	9,1	48,8	57,8	8,9	98,4	107,4	+0,0	+3,9	+3,3
Pays de la Loire	9,0	55,2	64,2	9,0	114,3	123,3	+0,1	+0,2	+0,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,0	53,8	62,9	9,0	111,2	120,2	+0,3	+1,3	+1,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	9,9	52,3	62,2	9,9	108,7	118,6	-0,2	+0,5	+0,4
Île-de-France	10,1	112,7	122,8	10,1	237,0	247,1	+0,8	-0,4	-0,3
France Métropolitaine	10,0	63,5	73,5	9,9	132,6	142,5	-0,0	+0,2	+0,2
Guadeloupe	6,3	28,2	34,5	6,3	60,7	67,0	-0,2	+11,1	+8,9
Martinique	6,7	31,7	38,4	6,7	66,1	72,8	+0,3	+17,2	+13,8
Guyane	3,6	21,7	25,2	3,4	40,9	44,4	-2,3	+14,5	+11,8
Réunion	4,2	27,8	32,0	4,1	58,6	62,7	-0,6	+5,3	+4,5
Mayotte	1,5	6,2	7,6	1,5	9,5	10,9	-0,5	+47,1	+34,8
Régions d' Outre-mer	4,7	25,7	30,4	4,7	53,2	57,9	-0,5	+10,7	+8,8
France entière	9,8	62,3	72,1	9,7	130,1	139,9	-0,0	+0,4	+0,3

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux des régions en 2016 et 2017

Région	Montants en millions d'euros						Evolution 2016-2017 en %		
	2016			2017			IFER MR ^(a)	IFER RP ^(b)	Total IFER
	IFER MR ^(a)	IFER RP ^(b)	Total IFER	IFER MR ^(a)	IFER RP ^(b)	Total IFER			
Auvergne-Rhône-Alpes	32,9	49,1	81,9	32,6	48,6	81,2	-0,8	-0,9	-0,9
Bourgogne-Franche-Comté	25,7	18,2	43,9	25,9	18,1	44,0	+0,6	-0,6	+0,1
Bretagne	7,5	21,6	29,1	7,5	21,7	29,2	+0,5	+0,6	+0,6
Centre-Val de Loire	15,4	16,4	31,8	15,3	16,4	31,7	-1,0	+0,1	-0,4
Corse	-	2,4	2,4	-	2,3	2,3	-	-4,4	-4,4
Grand-Est	24,9	31,9	56,8	25,3	31,7	57,1	+1,8	-0,4	+0,5
Hauts-de-France	27,6	32,0	59,6	27,8	32,1	59,9	+0,9	+0,1	+0,4
Normandie	7,7	20,8	28,5	7,8	20,7	28,5	+1,2	-0,6	-0,1
Nouvelle Aquitaine	19,0	38,5	57,5	19,0	38,4	57,4	-0,2	-0,2	-0,2
Occitanie	16,8	36,9	53,7	16,5	37,2	53,7	-1,7	+0,8	+0,0
Pays de la Loire	12,2	22,8	35,0	12,4	23,2	35,5	+1,6	+1,6	+1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,5	33,0	45,5	12,5	33,0	45,4	-0,2	-0,0	-0,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	202,1	323,5	525,6	202,5	323,3	525,8	+0,2	-0,1	+0,0
Île-de-France	59,8	64,3	124,1	60,1	63,0	123,2	+0,6	-2,0	-0,8
France Métropolitaine	261,9	387,8	649,7	262,6	386,4	649,0	+0,3	-0,4	-0,1
Guadeloupe	-	2,5	2,5	-	2,2	2,2	-	-11,7	-11,7
Martinique	-	2,3	2,3	-	2,2	2,2	-	-5,1	-5,1
Guyane	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-3,9	-3,9
Réunion	-	3,8	3,8	-	3,8	3,8	-	+0,4	+0,4
Mayotte	-	0,3	0,3	-	0,3	0,3	-	+3,6	+3,6
Régions d' Outre-mer	0,0	9,8	9,8	-	9,3	9,3	-	-4,3	-4,3
France entière	261,9	397,6	659,5	262,6	395,7	658,3	+0,3	-0,5	-0,2

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Région	Montants en €/hab.						Evolution 2016-2017 en %		
	2016			2017			IFER MR ^(a)	IFER RP ^(b)	Total IFER
	IFER MR ^(a)	IFER RP ^(b)	Total IFER	IFER MR ^(a)	IFER RP ^(b)	Total IFER			
Auvergne-Rhône-Alpes	4,2	6,3	10,5	4,1	6,1	10,1	-3,1	-4,0	-3,6
Bourgogne-Franche-Comté	8,8	6,4	15,2	8,9	6,2	15,1	+1,3	-2,6	-0,3
Bretagne	2,2	6,5	8,7	2,2	6,4	8,7	+1,0	-0,6	-0,2
Centre-Val de Loire	5,7	6,3	12,0	5,8	6,2	12,0	+1,2	-1,5	-0,3
Corse	-	8,3	8,3	-	6,9	6,9	-	-17,1	-17,1
Grand-Est	4,3	5,7	10,0	4,5	5,6	10,0	+2,8	-1,9	+0,1
Hauts-de-France	4,5	5,3	9,8	4,5	5,2	9,8	+1,2	-1,6	-0,3
Normandie	2,2	6,3	8,5	2,3	6,0	8,3	+3,5	-4,3	-2,2
Nouvelle Aquitaine	3,1	6,5	9,7	3,1	6,4	9,5	+0,4	-2,7	-1,7
Occitanie	2,8	6,3	9,1	2,8	6,3	9,1	+0,7	+0,9	+0,9
Pays de la Loire	3,2	5,8	9,0	3,3	6,1	9,4	+3,3	+4,5	+4,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	6,6	9,0	2,5	6,5	9,0	+2,5	-1,6	-0,5
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,8	6,2	9,9	3,8	6,1	9,9	+0,7	-1,7	-0,8
Île-de-France	4,8	5,3	10,1	4,9	6,2	11,1	+2,8	+17,6	+10,5
France Métropolitaine	4,0	6,0	10,0	4,0	5,9	9,9	+1,2	-1,7	-0,6
Guadeloupe	-	6,3	6,3	-	5,4	5,4	+0,0	-14,4	-14,4
Martinique	-	6,7	6,7	-	5,7	5,7	+0,0	-15,0	-15,0
Guyane	-	3,6	3,6	-	3,1	3,1	+0,0	-13,9	-13,9
Réunion	-	4,2	4,2	-	4,5	4,5	+0,0	+5,9	+5,9
Mayotte	-	1,5	1,5	-	1,4	1,4	+0,0	-4,8	-4,8
Régions d' Outre-mer	-	4,7	4,7	-	4,4	4,4	+0,0	-7,2	-7,2
France entière	3,8	6,0	9,8	3,9	5,9	9,7	+1,2	-1,8	-0,7

(a) IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (b) IFER sur les répartiteurs principaux.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

8. Contributions de l'État à la fiscalité directe locale

Les dégrèvements et les admissions en non-valeur sont des prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. Cette opération se déroule entre l'État et les contribuables au moment de l'établissement des avis d'imposition ou du recouvrement. Elle n'implique aucunement les collectivités : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et le montant des impayés et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités dans le cadre de leur budget.

Les compensations sont des allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend de décisions nationales : chaque collectivité ne dispose plus d'un pouvoir direct sur l'évolution de cette recette dans son budget. Cette recette a donc perdu toute nature fiscale pour la collectivité (en particulier, les variations de taux décidées par les collectivités ne sont plus prises en charge par l'État), mais son montant reste lié au montant des ressources fiscales que percevait la collectivité avant l'exonération.

Les Contributions sont l'ensemble des compensations et des dégrèvements.

8.1 Contributions versées par l'État au titre des taxes « ménages » de 2013 à 2017

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des taxes foncières et d'habitation

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2013	2014 ^(a)	2015	2016	2017
Ensemble	1 761	1 712	1 798	1 543	1 900
Taxe d'habitation	1 259	1 276	1 454	1 174	1 650
Exonération des personnes de condition modeste	1 255	1 273	1 451	1 170	1 646
Suppression de la THLV suite au passage à la TLV ^(b)	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4
Taxe sur le foncier bâti	312	255	179	220	117
Exonération sur les immeubles à caractère social	37	40	34	37	14
Exonération des personnes de condition modeste	174	133	87	63	26
Exonération ZFU et ZUS ^(c)	93	73	49	112	69
Exonération ZF des DOM	8,1	8,7	9,0	8,4	7,7
Taxe sur le foncier non bâti	190	181	165	149	133
Exonération des terres agricoles et des terres humides ^(d)	176	167	153	138	124
Exonération de plantations y compris exonérations Natura 2000	6,6	5,7	4,0	3,6	1,7
Exonération ZF et parcs naturels des DOM	8,2	8,3	8,4	7,3	7,3

ZFU : zone franche urbaine; ZUS : zone urbaine sensible.

(a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

(b) Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

(c) À partir de 2016 : y compris les compensations des contrats de ville et des quartiers prioritaires de la ville et en 2017 : y compris certains immeubles anti-sismiques (DOM).

(d) Suppression des exonérations de la taxe foncière susceptibles de s'appliquer aux zones humides en 2014.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

**Compensations par niveau de collectivité au titre des exonérations
des taxes foncières et d'habitation**

en millions d'euros

	Produits en		Évolution	
	2016	2017		
Départements	71	15	-56	(-79,0%)
Taxe sur le foncier bâti ^(a)	71	15	-56	(-79,0%)
Secteur communal	1 472	1 885	+413	(+28,0%)
Taxe d'habitation	1 174	1 650	+476	(+40,6%)
Taxe sur le foncier bâti	150	103	-47	(-31,4%)
Taxe sur le foncier non bâti	149	133	-16	(-10,8%)
communes	1 170	1 449	+279	(+23,9%)
Taxe d'habitation	885	1 222	+337	(+38,1%)
Taxe sur le foncier bâti	145	99	-46	(-32,0%)
Taxe sur le foncier non bâti	140	128	-12	(-8,3%)
groupements à fiscalité propre	303	436	+134	(+44,1%)
Taxe d'habitation	288	427	+139	(+48,2%)
Taxe sur le foncier bâti	4,7	4,1	-0,6	(-13,1%)
Taxe sur le foncier non bâti	10	5,1	-4,6	(-47,8%)
Toutes collectivités	1 543	1 900	+357	(+23,1%)
Taxe d'habitation	1 174	1 650	+476	(+40,6%)
Taxe sur le foncier bâti	220	117	-103	(-46,6%)
Taxe sur le foncier non bâti	149	133	-16	(-10,8%)

(a) Y compris les compensations d'exonération de la métropole de Lyon et des CTU de Martinique et de Guyane.

Source : DGFîP, REI ; calculs DGCL.

**Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des taxes foncières et d'habitation au titre des allègements
institués par voie législative**

en millions d'euros

Dégrèvements	2013	2014^(a)	2015	2016	2017
Ensemble	4 370	4 421	4 792	5 451	5 120
Taxe d'habitation	3 495	3 487	3 780	3 938	3 652
Cotisations inférieures à 12 euros	2,4	2,4	2,4	2,2	2,2
Dégrèvements en fonction du revenu	2 941	2 906	3 152	2 996	3 002
Contribuables de condition modeste	40	47	53	60	67
Taxe d'habitation sur les logements vacants	19	29	27	27	26
Autres dégrèvements	492	503	545	853	555
Taxes foncières	876	934	1 012	1 513	1 468
Cotisations inférieures à 12 euros	12	12	12	12	12
Pertes de récoltes	17	14	7	173	37
Jeunes agriculteurs	10	9,1	9,0	8,8	9,3
Contribuables âgés et de condition modeste	34	34	30	30	31
Autres dégrèvements	802	865	954	1 288	1 380

(a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFîP ; calculs DGCL.

Contributions de l'État au titre des taxes foncières et d'habitation

	<i>en millions d'euros</i>				
	2013	2014 ^(a)	2015	2016	2017
Compensations (A)					
Taxe d'habitation	1 259	1 276	1 454	1 174	1 650
Taxe sur le foncier bâti	312	255	179	220	117
Taxe sur le foncier non bâti	190	181	165	149	133
Total	1 761	1 712	1 798	1 543	1 900
<i>Evolution en %</i>	<i>(-3,2%)</i>	<i>(-2,8%)</i>	<i>(+5,0%)</i>	<i>(-14,2%)</i>	<i>(+23,2%)</i>
Dégrèvements ordonnancés (B)					
Taxe d'habitation	3 495	3 487	3 780	3 938	3 652
Taxes foncières	876	934	1 012	1 513	1 468
Total	4 370	4 421	4 792	5 451	5 120
<i>Evolution en %</i>	<i>(+2,4%)</i>	<i>(+1,2%)</i>	<i>(+8,4%)</i>	<i>(+13,8%)</i>	<i>(-6,1%)</i>
Contributions de l'État aux taxes "ménages" (A+B)					
Taxe d'habitation	4 753	4 764	5 234	5 112	5 301
Taxes foncières	1 378	1 370	1 356	1 882	1 719
Total	6 131	6 133	6 590	6 994	7 020
<i>Evolution en %</i>	<i>(+0,8%)</i>	<i>(+0,0%)</i>	<i>(+7,4%)</i>	<i>(+6,1%)</i>	<i>(+0,4%)</i>
Pourcentage des recettes^(b) prises en charge par l'État au titre des taxes "ménages"					
Taxe d'habitation	22,0%	21,8%	22,5%	22,2%	22,2%
Taxes foncières	4,6%	4,5%	4,3%	5,6%	5,1%
Total	11,9%	11,6%	12,0%	12,4%	12,1%

(a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

(b) Recettes : produits perçus des taxes "ménages" + compensations.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

8.2 Contributions versées par l'État au titre des impôts économiques

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des impôts économiques

	<i>en millions d'euros</i>				
Compensations versées par l'État	2013	2014 ^(a)	2015	2016	2017
Ensemble	549	362	259	230	101
Cotisation foncière des entreprises^(b)	517	331	227	202	77
Dotation de compensation de la taxe professionnelle	348	197	130	110	34
Réduction de base pour créations d'établissement	16	11	7,3	5,3	1,8
Allègement Corse	6,3	6,5	6,4	6,6	6,5
Investissement PME Corse	-	-	-	-	-
Exonération zones ZRR-ZRU-ZFU ^(c)	13	8	5,4	13,2	4,6
Exonération zone franche des DOM	13	14	16	13	14
Réduction progressive de la fraction des recettes	120	95	63	53	16
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	33	31	31	28	24

ZRR : zone de revitalisation rurale. ZRU : zone de revitalisation urbaine. ZFU : zone franche urbaine.

(a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

(b) À partir de 2016 : y compris les compensations d'exonération des EPT de la métropole du Grand Paris.

(c) À partir de 2016 : les compensations d'exonération des quartiers prioritaires de la ville.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

**Compensations par niveau de collectivité au titre des exonérations
des impôts économiques**

en millions d'euros

	Produits		Évolution	
	2016	2017		
Régions	6,9	11,7	+4,8	(+69,0%)
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	6,9	11,7	+4,8	(+69,0%)
Départements	13	5,5	-8	(-58,9%)
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	13	5,5	-7,9	(-58,9%)
Secteur communal	210	83	-126	(-60,2%)
Cotisation foncière des entreprises ^(a)	202	77	-125	(-61,9%)
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	7,7	6,6	-1,1	(-14,2%)
communes	113	36	-77	(-68,1%)
Contribution foncière des entreprises	112	36	-77	(-68,1%)
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	0,1	0,1	-0,1	(-49,6%)
groupements à fiscalité propre	97	48	-49	(-51,0%)
Cotisation foncière des entreprises ^(a)	89	41	-48,4	(-54,2%)
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	7,5	6,5	-1,0	(-13,6%)
Toutes collectivités	230	101	-129	(-56,2%)
Cotisation foncière des entreprises ^(a)	202	77	-125	(-61,9%)
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	28	24	-4,2	(-15,0%)

(a) À partir de 2016 : y compris compris les compensations d'exonération des EPT de la métropole du Grand Paris.

Remarque : les compensations d'exonération de la métropole de Lyon sont ventilées entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivité.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

**Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques
au titre des allègements institués par voie législative**

en millions d'euros

Dégrèvements	2013	2014^(a)	2015	2016	2017
Taxe professionnelle/CET et taxes annexes	5 586	5 434	5 462	5 674	6 065
TP Plafonnement valeur ajoutée	143	42	99	3,5	2,1
CVAE dégrèvement barémique	3 751	3 825	3 904	4 033	4 192
CET plafonnement valeur ajoutée	868	1 029	1 041	1 171	1 024
CFE, CVAE, IFER et autres taxes pro (hors PVA)	715	451	374	429	795
Autres dégrèvements ^(b)	109	85	44	37	51

(a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

(b) Y compris le dégrèvement des quartiers prioritaires de la politique de la ville (7,0 M€) instauré uniquement en 2015.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Contributions de l'État au titre des impôts économiques

en millions d'euros

	2013	2014^(a)	2015	2016	2017
Compensations (A)					
Impôts économiques	549	362	259	230	101
Évolution	(+3,5%)	(-34,0%)	(-28,7%)	(-11,1%)	(-56,2%)
Dégrèvements ordonnancés (B)					
Impôts économiques	5 586	5 434	5 462	5 674	6 065
Évolution	(-1,4%)	(-2,7%)	(+0,5%)	(+3,9%)	(+6,9%)
Contributions de l'État aux impôts économiques (A+B)					
Impôts économiques	6 135	5 796	5 720	5 904	6 166
Évolution	(-1,0%)	(-5,5%)	(-1,3%)	(+3,2%)	(+4,4%)
Pourcentage des recettes^(b) prises en charge par l'État au titre des impôts économiques					
Impôts économiques	23,7%	22,8%	21,7%	22,1%	22,2%

(a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

(b) recettes : produits perçus des impôts économiques + compensations au titre de ces impôts.

Source : DGFIP ; calculs DGCL.

Plan des annexes

Annexe 1

Indicateurs de référence du secteur communal	29
Données de cadrage	30
A1.1 Valeurs locatives, abattements et exonérations par habitant de la taxe d'habitation	31
A1.2 Bases nettes par habitant	35
A1.3 Taux moyens	42
A1.4 Produits moyens par habitant	47
A1.5 Évolution des bases nettes	63
A1.6 Évolution des taux moyens	68
A1.7 Évolution des produits	73
A1.8 Décomposition de l'évolution des produits votés	88
A1.9 Compensations d'exonération de la fiscalité locale	98
A1.10 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	104
A1.11 Synthèse de la fiscalité directe locale du secteur communal	111

Annexe 2

Indicateurs de référence des départements

A2.1 Foncier bâti	116
A2.2 Impôts économiques	127
A2.3 Compensation d'exonération	131
A2.4 Synthèse de la fiscalité directe locale des départements	133

Annexe 1

Indicateurs de référence du secteur communal

Pour les indicateurs selon « l'appartenance intercommunale », il s'agit de l'appartenance au 1^{er} janvier 2017. Les indicateurs en euros par habitant font référence à la population légale totale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2017 (référence 2013).

Pour le calcul des évolutions entre 2016 et 2017, les communes sont rattachées en 2016 et 2017 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2017.

Données de cadrage

Structure du secteur communal en 2017

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	705	1 008	1 642	348	127	169	61	32	3	6	4 101
Bourgogne-Franche-Comté	1 423	1 216	894	108	33	47	15	9	1	2	3 748
Bretagne	29	167	616	198	95	90	29	5	3	2	1 234
Centre-Val de Loire	250	582	721	107	46	42	24	9	1	2	1 784
Corse	206	63	63	14	5	6	1	1	1	-	360
Grand-Est	1 866	1 437	1 349	223	95	99	49	15	3	5	5 141
Hauts-de-France	856	1 192	1 220	222	98	117	67	30	7	2	3 811
Normandie	544	926	971	131	78	57	27	10	2	3	2 749
Nouvelle Aquitaine	852	1 405	1 620	273	90	113	32	27	6	2	4 420
Occitanie	1 619	1 238	1 114	232	100	126	41	16	4	4	4 494
Pays de la Loire	68	232	561	204	86	113	33	11	4	3	1 315
Provence-Alpes-Côte d'Azur	204	167	249	96	63	85	49	27	8	4	952
France Métropolitaine hors Île-de-France	8 622	9 633	11 020	2 156	916	1 064	428	192	43	35	34 109
Île-de-France	68	221	440	117	62	111	91	126	37	5	1 278
France Métropolitaine	8 690	9 854	11 460	2 273	978	1 175	519	318	80	40	35 387
Outre-mer	3	-	15	5	10	37	28	21	8	2	129
France entière	8 693	9 854	11 465	2 283	1 015	1 203	540	326	82	42	35 516
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	763	1 551	2 959	757	338	433	236	191	52	11	7 291
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	57	119	339	169	108	239	154	137	36	31	1 389
CC ⁽⁴⁾ à FPU	5 179	6 044	6 584	1 168	470	459	141	11	-	-	20 056
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2 694	2 138	1 592	184	71	81	15	-	-	-	6 775
Groupeement à FPU	5 999	7 714	9 877	2 088	913	1 128	530	339	88	41	28 717
Groupeement à fiscalité additionnelle	2 694	2 138	1 597	190	74	84	16	-	-	1	6 794
Communes isolées	-	2	1	-	1	-	1	-	-	-	5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.1 Valeurs locatives, abattements et exonérations par habitant de la taxe d'habitation

Les valeurs locatives par habitant de la taxe d'habitation des communes et leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 538	1 483	1 585	1 828	1 806	1 864	1 793	1 810	1 732	1 984	1 780
Bourgogne-Franche-Comté	1 268	1 275	1 403	1 533	1 530	1 574	1 609	1 732	1 574	1 877	1 508
Bretagne	1 032	1 043	1 232	1 521	1 599	1 714	1 811	1 719	1 981	1 672	1 582
Centre-Val de Loire	1 213	1 167	1 200	1 280	1 281	1 501	1 609	1 642	1 780	1 800	1 418
Corse	1 679	1 670	2 232	2 293	1 750	1 654	3 346	1 402	1 589	-	1 870
Grand-Est	980	1 088	1 272	1 360	1 427	1 476	1 502	1 563	1 401	1 635	1 395
Hauts-de-France	984	976	1 062	1 159	1 273	1 092	1 141	1 216	1 087	1 353	1 136
Normandie	1 042	991	1 091	1 358	1 621	1 343	1 441	1 524	1 528	1 763	1 340
Nouvelle Aquitaine	1 320	1 261	1 337	1 514	1 873	1 836	2 176	1 934	1 902	2 135	1 682
Occitanie	1 442	1 368	1 447	1 570	1 795	1 830	1 938	1 889	1 778	1 796	1 694
Pays de la Loire	1 027	947	1 057	1 238	1 451	1 411	1 941	1 579	1 780	1 748	1 482
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 862	2 329	2 545	2 357	2 392	2 258	2 229	2 147	2 574	1 825	2 163
France Métropolitaine hors Île-de-France	1 235	1 217	1 337	1 517	1 650	1 658	1 732	1 735	1 780	1 804	1 587
Île-de-France	1 805	1 780	1 895	1 879	2 007	2 112	2 225	2 215	2 347	3 688	2 534
France Métropolitaine	1 240	1 230	1 359	1 536	1 674	1 704	1 823	1 924	2 042	2 311	1 763
Outre-mer	231	-	829	883	1 066	952	1 129	1 239	1 257	1 859	1 251
France entière	1 239	1 230	1 358	1 535	1 668	1 679	1 788	1 883	1 972	2 299	1 747
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1 246	1 216	1 356	1 550	1 738	1 684	1 827	1 833	1 823	1 758	1 701
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1 332	1 261	1 552	1 585	1 832	1 759	1 876	1 997	2 168	2 393	2 130
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1 267	1 248	1 339	1 502	1 591	1 621	1 640	1 176	-	-	1 449
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1 180	1 186	1 395	1 627	1 513	1 736	1 581	-	-	-	1 429
Groupeement à FPU	1 264	1 241	1 352	1 527	1 678	1 676	1 796	1 883	1 972	2 308	1 767
Groupeement à fiscalité additionnelle	1 180	1 186	1 394	1 619	1 504	1 725	1 573	-	-	1 694	1 437
Communes isolées	-	2 475	2 182	-	4 045	-	1 220	-	-	-	1 897

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Montants par habitant des abattements pour charges de famille de la taxe d'habitation des communes en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	42	62	88	104	114	123	122	132	138	129	112
Bourgogne-Franche-Comté	57	67	79	86	84	82	79	101	64	96	81
Bretagne	46	48	66	75	85	95	103	78	98	71	82
Centre-Val de Loire	51	56	65	74	72	89	91	94	71	117	80
Corse	15	27	48	78	62	77	116	48	104	-	67
Grand-Est	54	66	75	79	81	84	85	85	67	97	80
Hauts-de-France	62	67	72	73	73	73	77	76	89	63	74
Normandie	53	59	64	68	62	80	97	85	86	107	77
Nouvelle Aquitaine	46	54	65	77	84	90	95	90	91	100	79
Occitanie	41	53	70	81	83	98	90	97	95	112	87
Pays de la Loire	52	55	66	73	80	97	95	101	84	116	89
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38	60	85	104	115	105	108	119	131	141	120
France Métropolitaine hors Île-de-France	50	60	73	82	86	95	96	100	99	114	89
Île-de-France	109	122	142	146	168	168	190	190	219	321	220
France Métropolitaine	50	62	75	85	92	103	113	136	155	170	113
Outre-mer	5,3	-	15	17	23	23	31	41	38	57	37
France entière	50	62	75	85	91	100	109	130	144	167	111
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	52	64	79	88	94	99	105	112	101	107	99
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	70	83	106	112	121	123	137	158	200	177	163
CC ⁽⁴⁾ à FPU	49	60	73	81	84	89	85	64	-	-	77
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	52	63	70	75	77	89	94	-	-	-	72
Groupeement à FPU	50	61	76	86	92	101	110	130	144	169	114
Groupeement à fiscalité additionnelle	52	63	70	75	77	88	93	-	-	70	72
Communes isolées	-	39	33	-	82	-	90	-	-	-	85

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Montants par habitant des abattements facultatifs de la taxe d'habitation des communes en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	20	26	35	67	63	83	107	148	59	203	96
Bourgogne-Franche-Comté	22	27	40	56	85	84	125	78	165	284	81
Bretagne	9,6	9	21	41	63	71	65	120	107	52	56
Centre-Val de Loire	25	34	33	41	18	58	38	64	0,0	238	59
Corse	2,2	4,4	18	20	0,0	50	34	0,0	141	-	44
Grand-Est	19	39	68	86	100	117	103	101	80	153	93
Hauts-de-France	16	17	27	44	49	54	64	85	80	99	55
Normandie	27	30	39	51	73	89	147	155	154	149	85
Nouvelle Aquitaine	10	13	21	32	58	64	115	159	146	221	76
Occitanie	19	20	26	32	39	58	61	66	41	193	68
Pays de la Loire	25	20	19	24	41	31	81	102	82	129	60
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41	59	70	93	88	108	114	171	85	71	102
France Métropolitaine hors Île-de-France	19	25	35	50	61	74	91	121	93	152	77
Île-de-France	42	59	91	97	76	122	150	193	239	807	319
France Métropolitaine	19	26	37	52	62	78	102	150	160	328	122
Outre-mer	33	-	166	153	211	210	276	346	352	585	341
France entière	19	26	37	53	63	83	111	162	178	334	129
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	17	23	40	54	60	83	108	133	142	192	103
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	24	41	70	92	110	108	145	204	224	359	250
CC ⁽⁴⁾ à FPU	17	25	33	46	54	66	79	98	-	-	47
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	24	30	40	51	65	95	90	-	-	-	50
Groupe ment à FPU	17	25	37	53	63	82	112	162	178	337	134
Groupe ment à fiscalité additionnelle	24	30	40	52	67	96	93	-	-	160	54
Communes isolées	-	45	97	-	131	-	0	-	-	-	33

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Montants par habitant des exonérations de la taxe d'habitation des communes en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	192	160	131	134	148	159	179	218	224	174	164
Bourgogne-Franche-Comté	148	130	138	161	182	216	234	254	219	179	173
Bretagne	136	150	144	167	164	171	185	223	244	167	171
Centre-Val de Loire	122	122	123	125	134	152	187	186	216	172	149
Corse	189	206	220	223	211	180	260	272	217	-	220
Grand-Est	118	106	113	134	146	165	180	193	184	164	147
Hauts-de-France	113	101	105	124	132	150	150	164	150	129	135
Normandie	101	90	99	133	167	164	184	218	201	193	147
Nouvelle Aquitaine	221	192	174	171	192	193	220	234	202	201	194
Occitanie	190	179	177	188	200	205	236	250	286	203	205
Pays de la Loire	114	111	114	127	130	136	179	155	209	160	146
Provence-Alpes-Côte d'Azur	191	205	203	205	196	192	214	235	279	225	223
France Métropolitaine hors Île-de-France	154	139	136	151	162	172	191	213	218	186	171
Île-de-France	104	92	87	90	94	98	129	149	174	218	159
France Métropolitaine	154	137	134	147	157	165	179	188	198	195	168
Outre-mer	29	-	216	227	224	206	214	191	210	240	209
France entière	154	137	135	148	158	166	181	188	199	196	170
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	140	124	126	147	158	170	191	204	218	219	181
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	79	83	95	109	128	139	157	169	174	192	172
CC ⁽⁴⁾ à FPU	163	144	140	152	163	176	193	162	-	-	156
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	141	133	141	156	170	181	171	-	-	-	150
Groupeement à FPU	159	139	134	147	157	165	181	188	199	196	171
Groupeement à fiscalité additionnelle	141	133	141	154	167	180	174	-	-	184	151
Communes isolées	-	95	371	-	203	-	92	-	-	-	127

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.2 Bases nettes par habitant

Les bases nettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières sont les bases nettes communales. Pour la CFE, elle est la somme des bases nettes communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA et des bases intercommunales pour les groupements à FPU.

Les bases nettes de la taxe d'habitation par habitant du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 285	1 234	1 331	1 522	1 481	1 499	1 385	1 312	1 310	1 477	1 409
Bourgogne-Franche-Comté	1 040	1 050	1 146	1 230	1 179	1 192	1 170	1 299	1 127	1 318	1 174
Bretagne	841	835	1 000	1 239	1 287	1 378	1 458	1 299	1 532	1 382	1 274
Centre-Val de Loire	1 016	955	978	1 040	1 057	1 203	1 293	1 299	1 493	1 272	1 130
Corse	1 472	1 433	1 946	1 972	1 477	1 346	2 936	1 083	1 128	-	1 539
Grand-Est	789	877	1 015	1 062	1 100	1 110	1 134	1 184	1 070	1 221	1 075
Hauts-de-France	793	792	859	918	1 019	815	850	890	768	1 062	872
Normandie	860	813	889	1 105	1 319	1 010	1 012	1 066	1 088	1 314	1 031
Nouvelle Aquitaine	1 044	1 003	1 077	1 235	1 539	1 490	1 745	1 451	1 463	1 613	1 332
Occitanie	1 192	1 116	1 173	1 269	1 473	1 468	1 552	1 476	1 357	1 288	1 334
Pays de la Loire	836	760	858	1 014	1 199	1 148	1 586	1 221	1 406	1 342	1 188
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 592	2 005	2 187	1 955	1 993	1 853	1 793	1 623	2 078	1 388	1 718
France Métropolitaine hors Île-de-France	1 012	993	1 093	1 235	1 341	1 317	1 354	1 300	1 370	1 351	1 250
Île-de-France	1 551	1 506	1 575	1 545	1 669	1 724	1 756	1 683	1 715	2 342	1 836
France Métropolitaine	1 016	1 005	1 112	1 251	1 363	1 358	1 428	1 451	1 530	1 618	1 359
Outre-mer	163	-	432	485	609	513	609	660	656	977	664
France entière	1 016	1 005	1 111	1 249	1 355	1 330	1 387	1 404	1 451	1 602	1 337
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1 037	1 004	1 110	1 261	1 426	1 332	1 423	1 384	1 361	1 240	1 318
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1 160	1 055	1 281	1 271	1 472	1 389	1 438	1 467	1 569	1 664	1 545
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1 037	1 019	1 093	1 223	1 291	1 290	1 283	853	-	-	1 169
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	963	960	1 144	1 345	1 201	1 371	1 226	-	-	-	1 158
Groupeement à FPU	1 038	1 016	1 106	1 241	1 366	1 328	1 393	1 404	1 451	1 607	1 348
Groupeement à fiscalité additionnelle	963	960	1 143	1 338	1 193	1 361	1 212	-	-	1 281	1 160
Communes isolées	-	2 296	1 680	-	3 629	-	1 037	-	-	-	1 652

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants par habitant du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,5	1,5	2,6	3,5	2,8	4,2	6,5	5,1	11,2	7,9	4,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,3	1,4	3,6	3,1	9,0	9,3	5,8	12,9	31,5	17,2	6,8
Bretagne	0,6	1,1	2,1	3,3	2,9	4,1	7,5	14,6	9,2	5,5	4,7
Centre-Val de Loire	1,5	1,9	3,3	4,4	7,0	5,8	6,2	9,8	0,0	21,7	6,6
Corse	3,7	1,1	10,1	23,7	0,0	10,5	0,0	0,0	0,0	-	6,5
Grand-Est	1,2	1,8	2,5	3,8	4,5	8,5	11,9	15,9	9,7	18,4	8,0
Hauts-de-France	2,0	1,4	3,1	4,5	6,5	5,3	5,5	8,9	5,7	10,0	5,4
Normandie	0,9	0,7	1,5	3,4	7,5	5,9	8,8	7,3	8,4	23,2	6,6
Nouvelle Aquitaine	1,6	1,5	2,6	3,6	4,3	8,2	8,5	14,6	12,0	5,7	6,4
Occitanie	1,5	1,8	4,2	4,5	6,4	8,0	11,8	11,6	27,3	3,6	6,9
Pays de la Loire	2,5	3,6	2,2	2,4	1,0	2,7	4,5	3,7	5,5	5,4	3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,2	3,0	6,7	7,6	10,3	3,7	4,4	2,5	6,6	0,0	3,5
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,5	1,6	2,9	4,0	5,1	5,9	7,4	8,8	9,8	8,1	5,7
Île-de-France	1,0	1,0	2,0	2,7	1,5	1,1	1,8	0,2	0,0	0,0	0,5
France Métropolitaine	1,5	1,6	2,9	3,9	4,8	5,4	6,3	5,4	5,3	6,0	4,7
Outre-mer	0,0	-	0,0	0,0	14,2	13,4	17,6	20,1	24,7	37,1	21,5
France entière	1,5	1,6	2,9	3,9	4,9	5,7	6,9	6,3	7,0	6,7	5,3
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,2	1,3	2,3	2,9	5,2	5,3	8,4	10,0	12,3	20,8	8,1
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,9	2,1	3,0	1,7	1,8	3,1	3,5	1,2	0,0	4,3	2,8
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,6	1,6	3,1	4,6	5,4	7,1	8,2	7,6	-	-	4,6
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,3	1,6	3,2	6,1	5,2	7,8	8,1	-	-	-	4,1
Groupelement à FPU	1,5	1,6	2,8	3,7	4,9	5,5	6,9	6,3	7,0	6,5	5,3
Groupelement à fiscalité additionnelle	1,3	1,6	3,2	6,0	5,0	7,8	8,1	-	-	22,2	4,7
Communes isolées	-	-	0,0	-	0,0	-	7,7	-	-	-	5,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Note : la volatilité s'explique principalement par la possibilité des communes non concernées par la taxe sur les logements vacants (TLV, à destination de l'Agence Nationale de l'Habitat) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (sous certaines conditions) d'instituer cette taxe due par les propriétaires des logements vacants depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition situés sur les communes ou sur le territoire des EPCI qui l'ont votée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 094	1 087	1 110	1 378	1 390	1 464	1 445	1 389	1 420	1 561	1 359
Bourgogne-Franche-Comté	739	772	960	1 176	1 256	1 243	1 272	1 401	1 238	1 340	1 092
Bretagne	718	629	740	964	1 037	1 185	1 294	1 271	1 401	1 165	1 060
Centre-Val de Loire	742	701	900	913	1 097	1 153	1 227	1 249	1 343	1 295	1 055
Corse	1 426	1 162	1 410	1 453	1 114	1 246	2 342	888	1 107	-	1 264
Grand-Est	708	717	969	1 180	1 194	1 275	1 206	1 295	1 136	1 305	1 118
Hauts-de-France	600	598	789	935	959	895	939	946	940	1 152	892
Normandie	598	769	814	928	1 151	1 329	1 346	1 143	1 118	1 337	1 056
Nouvelle Aquitaine	806	749	883	1 004	1 244	1 233	1 520	1 301	1 355	1 532	1 131
Occitanie	913	863	947	978	1 195	1 237	1 348	1 437	1 268	1 388	1 174
Pays de la Loire	602	581	669	826	1 116	1 091	1 341	1 189	1 333	1 212	1 052
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 459	1 620	1 631	1 506	1 534	1 436	1 688	1 515	1 745	1 291	1 493
France Métropolitaine hors Île-de-France	800	789	926	1 078	1 196	1 241	1 325	1 292	1 314	1 351	1 155
Île-de-France	1 480	1 524	1 502	1 764	1 544	1 649	1 609	1 714	1 981	3 150	2 058
France Métropolitaine	806	807	949	1 114	1 219	1 282	1 377	1 458	1 622	1 834	1 323
Outre-mer	17 066	-	801	1 169	620	541	681	869	853	1 153	824
France entière	813	807	948	1 114	1 213	1 258	1 342	1 423	1 553	1 818	1 308
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	832	785	973	1 126	1 230	1 247	1 313	1 337	1 294	1 249	1 226
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	972	1 003	1 030	1 212	1 348	1 349	1 449	1 573	1 894	1 915	1 701
CC ⁽⁴⁾ à FPU	816	783	909	1 072	1 167	1 194	1 272	880	-	-	1 024
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	797	880	1 048	1 238	1 189	1 409	1 362	-	-	-	1 092
Groupement à FPU	820	787	934	1 103	1 213	1 249	1 343	1 423	1 553	1 826	1 321
Groupement à fiscalité additionnelle	797	880	1 047	1 235	1 188	1 393	1 351	-	-	1 269	1 098
Communes isolées	-	1 429	1 185	-	2 290	-	662	-	-	-	1 052

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Remarque 2 : les bases de la taxe foncière sont constituées, d'une part, des locaux d'habitation ou passibles de la TH et, d'autre part, des locaux à usage professionnel et commercial et des établissements industriels et assimilés.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les locaux d'habitation ou passibles de la TH du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	803	777	817	944	921	945	909	918	861	1 040	914
Bourgogne-Franche-Comté	651	650	717	775	784	812	824	900	811	969	772
Bretagne	524	525	619	757	791	848	889	880	992	844	788
Centre-Val de Loire	634	602	615	646	649	760	801	837	920	939	721
Corse	914	877	1 254	1 163	890	832	1 726	691	829	-	964
Grand-Est	507	552	644	684	728	750	763	809	728	877	716
Hauts-de-France	500	490	531	576	625	529	561	610	546	714	566
Normandie	531	497	547	674	820	667	719	744	760	913	671
Nouvelle Aquitaine	672	639	678	763	945	911	1 091	970	955	1 115	848
Occitanie	740	695	736	788	906	910	979	963	905	936	860
Pays de la Loire	529	481	530	608	714	686	959	771	875	871	730
Provence-Alpes-Côte d'Azur	986	1 237	1 355	1 219	1 227	1 139	1 129	1 088	1 330	960	1 114
France Métropolitaine hors Île-de-France	636	621	675	766	832	829	869	877	902	941	805
Île-de-France	948	919	985	949	1 010	1 060	1 119	1 100	1 159	1 919	1 281
France Métropolitaine	639	628	687	775	844	852	915	965	1 021	1 204	893
Outre-mer	129	-	623	398	520	466	560	595	622	910	611
France entière	639	628	686	774	840	839	897	943	985	1 197	885
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	645	616	677	772	864	831	918	927	920	904	855
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	698	638	780	777	908	862	922	986	1 071	1 247	1 079
CC ⁽⁴⁾ à FPU	651	637	680	762	810	826	840	610	-	-	738
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	611	607	725	857	789	897	826	-	-	-	742
Groupeement à FPU	651	633	683	767	843	836	900	943	985	1 202	893
Groupeement à fiscalité additionnelle	611	607	724	851	783	889	815	-	-	855	745
Communes isolées	-	1 318	1 035	-	2 034	-	597	-	-	-	941

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	291	310	293	434	470	519	536	471	559	521	445
Bourgogne-Franche-Comté	88	123	248	401	472	431	447	501	426	370	319
Bretagne	194	104	126	206	245	336	405	392	409	321	272
Centre-Val de Loire	108	99	290	266	448	393	426	413	423	356	334
Corse	512	285	240	290	224	414	617	198	277	-	300
Grand-Est	201	165	327	496	467	525	444	486	407	428	402
Hauts-de-France	100	108	261	359	334	366	378	336	394	438	326
Normandie	66	272	272	253	331	662	626	399	359	424	385
Nouvelle Aquitaine	134	110	207	241	299	322	429	331	400	416	283
Occitanie	172	168	212	190	289	327	369	474	363	451	313
Pays de la Loire	74	100	147	218	402	405	382	418	459	341	322
Provence-Alpes-Côte d'Azur	473	383	294	286	307	298	559	426	415	331	379
France Métropolitaine hors Île-de-France	164	169	249	312	364	413	456	414	411	410	351
Île-de-France	532	606	528	815	533	589	490	614	822	1 230	777
France Métropolitaine	167	179	260	339	375	430	462	493	601	630	430
Outre-mer	16 937	-	438	771	100	76	121	275	231	243	213
France entière	174	179	260	340	372	419	445	480	568	621	423
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	186	169	296	354	366	416	395	410	373	345	372
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	275	365	251	435	440	487	527	587	823	668	622
CC ⁽⁴⁾ à FPU	165	145	229	309	356	369	432	270	-	-	286
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	186	273	323	382	400	512	536	-	-	-	350
Groupeement à FPU	169	154	251	336	370	413	443	480	568	624	428
Groupeement à fiscalité additionnelle	186	273	323	384	405	505	536	-	-	413	354
Communes isolées	-	111	150	-	256	-	65	-	-	-	111

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	141,3	101,4	46,7	22,7	16,5	11,3	6,0	3,9	3,1	2,7	22,4
Bourgogne-Franche-Comté	227,0	136,2	68,7	34,0	20,9	16,2	6,8	6,0	2,9	2,6	57,8
Bretagne	128,3	117,9	72,1	47,6	38,4	24,1	12,3	6,9	5,3	2,9	35,4
Centre-Val de Loire	335,3	200,2	90,4	39,9	35,5	18,3	7,1	5,6	6,9	2,3	53,9
Corse	1,2	2,2	6,1	7,1	3,0	3,3	28,2	0,6	2,6	-	4,5
Grand-Est	268,1	129,9	59,4	25,2	19,3	11,5	6,0	5,2	5,1	3,3	40,8
Hauts-de-France	236,7	139,5	63,5	26,7	17,1	10,6	6,7	3,4	2,4	6,4	32,2
Normandie	273,0	156,3	82,7	50,3	45,6	31,4	13,7	4,8	4,3	2,7	55,8
Nouvelle Aquitaine	145,2	107,0	65,4	32,1	21,9	18,1	8,9	5,9	4,0	2,0	36,8
Occitanie	88,8	62,5	39,7	23,8	20,3	12,8	13,8	6,5	10,0	3,1	22,7
Pays de la Loire	319,7	221,4	105,9	56,7	41,7	39,1	28,1	20,6	7,1	3,2	46,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	59,5	52,6	44,3	34,9	27,5	20,5	17,0	8,7	13,6	3,5	15,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	196,2	123,9	64,2	33,6	26,2	18,0	11,2	6,3	6,4	3,2	34,5
Île-de-France	233,2	114,7	48,9	21,8	13,3	8,9	5,2	4,2	3,6	4,5	7,7
France Métropolitaine	196,5	123,7	63,6	33,0	25,3	17,1	10,1	5,5	5,1	3,5	29,5
Outre-mer	10,6	-	11,9	21,3	14,3	21,8	22,6	11,0	22,1	12,6	17,5
France entière	196,4	123,7	63,5	33,0	25,2	17,2	10,7	5,8	6,6	3,8	29,1
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	173,5	109,4	54,7	29,8	21,4	14,8	10,3	6,5	8,9	4,3	20,2
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	237,7	155,3	49,7	22,2	14,2	10,4	6,4	4,2	3,6	3,7	6,5
CC ⁽⁴⁾ à FPU	194,0	122,7	67,4	36,6	31,1	23,4	15,4	15,5	-	-	56,0
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	207,4	136,0	68,2	33,7	24,4	17,6	19,2	-	-	-	75,0
Groupe ment à FPU	191,7	120,4	62,8	32,9	25,3	17,2	10,4	5,8	6,6	3,7	26,4
Groupe ment à fiscalité additionnelle	207,4	136,0	68,3	33,5	24,8	17,4	19,0	-	-	5,6	71,7
Communes isolées	-	24,8	30,5	-	17,2	-	58,2	-	-	-	47,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases nettes de la cotisation foncière des entreprises du secteur communal en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	384	442	381	535	542	594	593	466	545	469	494
Bourgogne-Franche-Comté	154	194	315	466	554	443	445	488	384	349	359
Bretagne	284	149	160	255	302	378	438	436	398	310	306
Centre-Val de Loire	246	201	405	338	527	451	453	428	390	343	397
Corse	535	279	235	239	200	372	551	216	171	-	265
Grand-Est	323	248	388	589	510	577	459	475	378	401	442
Hauts-de-France	207	183	343	398	384	399	417	332	382	419	363
Normandie	143	396	330	287	368	814	735	398	398	383	445
Nouvelle Aquitaine	194	175	296	310	355	385	479	352	436	423	341
Occitanie	227	234	293	244	327	374	402	488	389	485	361
Pays de la Loire	82	171	215	289	496	484	431	438	487	335	374
Provence-Alpes-Côte d'Azur	540	463	363	376	379	365	668	462	431	330	421
France Métropolitaine hors Île-de-France	248	253	324	380	424	473	505	424	416	397	397
Île-de-France	712	669	550	786	526	543	439	491	596	850	601
France Métropolitaine	252	263	333	402	430	480	493	450	499	519	435
Outre-mer	23 628	-	631	995	181	119	177	424	328	372	318
France entière	261	263	334	403	428	468	477	449	484	515	431
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	298	238	367	407	416	468	420	411	384	363	403
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	516	503	316	487	478	523	567	508	616	541	538
CC ⁽⁴⁾ à FPU	238	218	299	379	418	419	469	309	-	-	349
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	289	397	426	457	471	593	562	-	-	-	444
Groupement à FPU	249	227	320	398	423	461	476	449	484	517	431
Groupement à fiscalité additionnelle	289	397	425	458	482	584	564	-	-	414	444
Communes isolées	-	233	216	-	323	-	125	-	-	-	174

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.3 Taux moyens

Pour le secteur communal, les taux moyens des trois taxes «ménages» sont calculés en divisant la somme des produits théoriques (bases*taux) des communes, des groupements à fiscalité propre et des syndicats à contributions fiscalisées par les bases communales.

Pour la CFE, ce taux est le rapport entre le produit théorique de cette taxe et la somme des bases communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA, et des bases intercommunales pour les groupements en FPU.

Les taux moyens de la taxe d'habitation^(a) des communes et de leurs groupements en 2017

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	18,72	19,27	19,50	19,77	19,80	20,48	22,77	25,86	26,95	28,98	22,53
Bourgogne-Franche-Comté	18,62	19,26	20,30	20,53	22,91	23,58	25,06	28,27	26,53	32,73	23,21
Bretagne	22,90	24,19	24,61	25,42	26,73	26,97	29,94	32,58	27,52	35,30	27,98
Centre-Val de Loire	19,91	20,62	21,58	23,34	22,71	24,17	25,52	27,96	28,33	31,00	24,70
Corse	25,33	25,66	24,42	25,67	25,77	30,78	28,89	31,50	34,26	-	27,97
Grand-Est	21,36	21,63	22,26	22,98	24,57	26,54	26,75	30,51	28,14	32,58	26,07
Hauts-de-France	22,70	23,09	24,99	27,45	30,24	32,75	33,52	38,08	38,88	39,40	31,73
Normandie	18,94	18,57	19,75	21,18	20,83	21,97	24,89	26,95	29,15	27,94	22,88
Nouvelle Aquitaine	18,82	19,78	20,65	21,46	21,54	23,43	24,20	29,47	31,76	31,64	24,50
Occitanie	20,43	20,43	22,51	23,66	24,42	25,76	24,73	30,02	26,81	34,94	26,38
Pays de la Loire	22,71	24,14	25,25	25,75	25,65	26,77	25,54	30,92	28,78	32,51	27,65
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16,16	17,96	19,62	20,06	21,60	23,74	24,38	26,78	27,80	35,27	26,93
France Métropolitaine hors Île-de-France	20,01	20,40	21,57	22,63	23,57	24,70	25,90	29,30	29,73	32,83	25,75
Île-de-France	15,06	16,21	17,58	20,10	21,18	22,23	23,10	23,87	21,81	14,48	20,28
France Métropolitaine	19,95	20,25	21,34	22,46	23,37	24,39	25,27	26,82	25,64	25,72	24,38
Outre-mer	23,09	-	28,32	29,41	31,23	28,58	26,52	28,27	30,53	26,52	28,32
France entière	19,95	20,25	21,35	22,47	23,41	24,44	25,30	26,86	25,85	25,73	24,44
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	19,60	20,32	21,38	22,46	23,34	23,75	24,84	26,99	27,88	29,74	25,22
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	21,61	22,77	22,89	24,82	25,52	26,68	26,26	26,64	23,51	25,21	25,45
CC ⁽⁴⁾ à FPU	19,69	20,03	21,15	22,06	22,85	23,67	24,84	28,47	-	-	22,26
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	20,56	20,69	21,66	22,80	23,50	25,33	26,30	-	-	-	22,53
Groupeement à FPU	19,70	20,14	21,30	22,43	23,39	24,38	25,27	26,86	25,85	25,64	24,52
Groupeement à fiscalité additionnelle	20,56	20,69	21,68	22,89	23,66	25,39	26,57	-	-	32,93	23,03
Communes isolées	-	25,40	23,43	-	25,35	-	23,18	-	-	-	24,29

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Y compris la THLV et hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements en 2017

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	9,63	10,20	10,38	11,61	10,87	12,03	13,25	12,78	19,26	20,48	14,39
Bourgogne-Franche-Comté	11,24	11,68	12,69	12,41	14,86	16,22	13,51	17,71	16,80	23,33	16,95
Bretagne	8,47	12,81	13,73	14,47	14,89	16,41	19,44	21,65	16,68	21,99	17,91
Centre-Val de Loire	10,75	12,32	13,55	14,80	13,45	15,71	16,36	18,51	-	21,64	17,37
Corse	20,58	19,30	21,64	13,85	-	18,55	-	-	-	-	17,00
Grand-Est	11,38	12,70	13,46	13,52	11,74	16,47	15,21	18,74	18,95	17,26	16,23
Hauts-de-France	13,97	11,60	12,23	14,04	14,86	17,30	15,89	20,40	24,01	17,97	17,21
Normandie	6,08	8,39	10,25	11,12	10,75	13,03	15,68	15,76	16,38	19,97	15,69
Nouvelle Aquitaine	9,65	11,05	13,31	13,09	14,04	13,50	12,86	17,55	23,53	19,48	16,14
Occitanie	11,92	10,56	11,91	13,02	14,25	15,10	13,85	18,17	16,08	29,33	16,07
Pays de la Loire	18,00	13,47	14,37	15,37	13,52	16,10	18,11	19,93	20,07	17,19	17,01
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,15	9,89	9,61	13,41	15,26	15,36	13,67	19,78	20,49	-	15,49
France Métropolitaine hors Île-de-France	11,51	11,45	12,35	13,28	13,58	15,02	14,97	17,90	19,58	20,17	16,22
Île-de-France	7,72	11,15	10,47	8,26	8,33	21,61	18,00	18,57	-	-	14,88
France Métropolitaine	11,49	11,45	12,30	13,05	13,46	15,14	15,11	17,91	19,58	20,17	16,19
Outre-mer	-	-	-	-	19,34	19,12	17,19	19,65	22,63	19,90	20,15
France entière	11,49	11,45	12,30	13,05	13,61	15,42	15,36	18,22	20,55	20,13	16,67
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	12,61	10,34	11,51	12,98	13,30	15,85	15,50	18,29	20,55	20,86	17,85
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	8,04	10,19	9,35	10,14	10,59	12,25	14,18	17,40	-	19,53	16,99
CC ⁽⁴⁾ à FPU	10,58	10,96	12,11	12,95	13,78	15,56	15,03	18,57	-	-	13,87
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	13,90	13,95	15,80	15,09	16,53	18,71	21,47	-	-	-	16,77
Groupeement à FPU	10,71	10,82	11,76	12,77	13,36	15,15	15,15	18,22	20,55	20,28	16,65
Groupeement à fiscalité additionnelle	13,90	13,95	15,80	15,08	16,53	18,56	21,47	-	-	17,19	16,84
Communes isolées	-	-	-	-	-	-	23,09	-	-	-	23,09

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	15,77	18,94	16,99	17,98	18,83	20,21	22,78	24,40	27,76	22,19	20,61
Bourgogne-Franche-Comté	13,68	14,88	16,69	18,36	20,11	23,04	25,61	26,44	19,90	28,61	20,90
Bretagne	17,39	17,71	18,79	19,47	19,89	21,28	23,51	26,68	24,88	27,36	22,08
Centre-Val de Loire	14,33	16,15	18,54	23,12	22,21	25,52	27,85	28,62	26,20	26,55	23,79
Corse	12,60	14,04	11,30	12,31	10,64	17,10	11,76	23,68	19,90	-	15,13
Grand-Est	14,76	15,35	15,73	16,13	16,39	18,86	18,83	22,75	24,74	24,70	18,99
Hauts-de-France	16,21	17,32	19,41	22,75	25,61	27,49	30,17	31,59	31,13	29,54	26,49
Normandie	18,10	19,54	20,76	24,53	26,18	26,76	29,01	29,39	32,51	27,62	25,62
Nouvelle Aquitaine	13,66	15,91	17,86	20,96	20,94	23,99	24,33	29,55	30,03	26,20	23,31
Occitanie	17,37	17,02	20,67	22,07	24,18	24,43	27,53	33,89	30,38	28,44	25,54
Pays de la Loire	19,03	19,70	20,23	20,53	20,23	22,59	21,91	27,39	25,50	32,39	24,22
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,81	18,82	18,10	16,72	19,08	22,02	23,88	25,45	23,35	25,46	23,27
France Métropolitaine hors Île-de-France	15,51	16,98	18,12	19,70	20,87	22,73	24,59	27,58	27,02	26,25	22,88
Île-de-France	12,04	14,74	15,36	19,15	18,78	20,65	22,37	20,09	17,23	9,32	15,92
France Métropolitaine	15,46	16,88	17,95	19,65	20,69	22,46	24,11	24,11	21,49	18,43	20,86
Outre-mer	10,49	-	26,38	26,39	33,31	28,31	27,75	26,34	30,70	25,45	27,71
France entière	15,41	16,88	17,96	19,67	20,76	22,54	24,21	24,19	21,95	18,54	21,00
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	14,73	16,52	17,64	19,63	21,11	22,73	24,78	25,60	26,11	25,81	23,51
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	18,58	17,60	18,06	20,40	21,28	23,42	24,43	22,52	18,21	17,73	19,78
CC ⁽⁴⁾ à FPU	15,41	16,01	17,59	19,41	20,21	22,01	23,20	26,41	-	-	19,61
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	15,56	19,33	20,00	20,61	21,53	21,32	21,10	-	-	-	20,14
Groupement à FPU	15,36	16,15	17,62	19,57	20,70	22,62	24,29	24,19	21,95	18,46	21,03
Groupement à fiscalité additionnelle	15,56	19,33	20,01	20,67	21,53	21,48	21,44	-	-	26,74	20,48
Communes isolées	-	17,55	17,80	-	17,19	-	25,68	-	-	-	21,07

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes et de leurs groupements en 2017

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	64,04	54,22	55,81	59,40	58,28	60,37	69,52	64,06	50,01	38,33	57,12
Bourgogne-Franche-Comté	32,46	35,20	40,20	43,60	47,40	52,54	61,02	47,43	88,00	63,34	37,98
Bretagne	56,70	57,16	53,31	52,27	51,95	54,66	62,41	51,97	62,75	44,42	53,70
Centre-Val de Loire	33,73	36,68	41,39	47,88	45,19	50,36	61,11	53,59	40,92	39,89	40,99
Corse	52,53	56,54	60,37	84,64	62,71	72,25	110,24	66,10	48,60	-	75,84
Grand-Est	25,98	30,55	39,78	46,94	48,11	49,24	57,49	58,24	53,90	57,15	35,86
Hauts-de-France	36,74	40,24	46,47	55,81	61,79	67,68	71,18	64,54	68,67	19,08	46,54
Normandie	34,57	36,83	42,13	44,13	43,80	40,76	46,29	52,21	57,63	31,65	40,36
Nouvelle Aquitaine	54,96	58,39	59,34	62,55	63,53	64,18	69,75	71,29	62,40	83,59	60,13
Occitanie	86,65	89,18	93,58	89,80	87,61	94,24	99,14	103,26	79,22	75,20	91,08
Pays de la Loire	36,99	40,66	43,60	47,13	46,88	48,63	46,63	54,54	52,75	51,90	45,52
Provence-Alpes-Côte d'Azur	64,52	61,37	55,66	61,91	58,21	58,59	51,84	48,84	46,50	27,41	53,37
France Métropolitaine hors Île-de-France	39,77	44,37	50,51	55,32	55,25	57,97	61,82	61,37	56,47	44,56	49,93
Île-de-France	34,62	41,69	50,83	61,31	69,23	71,43	69,97	57,78	43,38	18,85	50,38
France Métropolitaine	39,72	44,31	50,52	55,53	55,74	58,67	62,60	60,28	52,20	35,75	49,95
Outre-mer	14,92	-	37,49	56,78	37,15	23,46	24,48	38,22	14,67	19,14	23,89
France entière	39,72	44,31	50,52	55,53	55,63	57,21	58,58	57,76	40,92	34,38	49,46
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	39,56	42,22	49,56	55,58	58,38	59,95	61,64	62,54	40,16	37,57	51,71
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	25,64	31,25	40,21	51,69	55,09	61,23	58,55	50,77	43,42	33,75	45,91
CC ⁽⁴⁾ à FPU	41,59	46,17	51,32	55,78	53,03	54,07	58,56	46,61	-	-	49,98
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	36,67	41,63	50,62	56,07	64,81	60,99	34,17	-	-	-	45,43
Groupeement à FPU	41,13	45,12	50,51	55,52	54,92	56,99	59,91	57,76	40,92	34,18	50,16
Groupeement à fiscalité additionnelle	36,67	41,63	50,55	55,69	63,91	60,77	35,90	-	-	43,63	45,43
Communes isolées	-	57,00	41,31	-	87,24	-	49,24	-	-	-	52,10

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) Hors la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2017

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	29,30	30,70	26,35	27,09	25,80	25,93	26,66	27,72	27,36	28,24	27,03
Bourgogne-Franche-Comté	21,35	21,70	22,79	23,80	25,20	24,95	25,71	25,22	30,04	26,61	24,32
Bretagne	24,06	23,57	24,29	24,56	24,62	25,67	26,42	25,98	24,77	28,90	25,68
Centre-Val de Loire	21,30	21,54	22,30	22,51	22,99	23,61	24,18	25,06	25,89	24,09	23,35
Corse	17,43	15,98	17,67	18,73	15,00	19,92	19,52	24,39	20,77	-	19,22
Grand-Est	18,42	19,76	21,85	22,57	23,32	24,25	23,71	24,13	24,63	27,02	23,40
Hauts-de-France	23,61	23,98	25,48	26,81	28,13	29,98	30,94	31,16	32,00	30,94	29,02
Normandie	20,38	19,28	21,87	22,76	21,74	25,30	22,42	24,05	25,40	25,64	23,20
Nouvelle Aquitaine	27,62	26,54	25,34	26,30	26,67	27,63	29,80	30,63	30,63	32,24	28,15
Occitanie	35,96	34,44	32,10	32,75	32,58	34,13	34,28	35,69	34,10	36,10	34,33
Pays de la Loire	23,36	22,57	23,51	23,95	24,84	25,12	26,66	28,33	25,97	29,08	25,96
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31,36	28,34	28,99	28,73	29,09	29,37	31,07	31,02	31,45	30,72	30,53
France Métropolitaine hors Île-de-France	24,92	25,10	24,88	25,71	25,95	26,98	27,77	29,05	29,41	30,03	27,24
Île-de-France	24,92	23,57	23,75	24,62	24,29	25,31	26,65	26,47	26,24	18,42	23,64
France Métropolitaine	24,92	25,00	24,81	25,60	25,81	26,79	27,58	27,94	27,66	24,91	26,31
Outre-mer	24,55	-	20,30	24,62	20,90	23,31	24,02	24,43	25,27	23,78	24,35
France entière	24,90	25,00	24,79	25,60	25,79	26,76	27,52	27,74	27,51	24,89	26,27
Type d'EPCI en 2016											
CA ⁽¹⁾	24,40	24,94	25,33	26,37	26,54	26,75	26,11	26,33	27,29	27,05	26,40
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	24,73	24,45	27,33	27,64	28,72	29,73	30,26	29,24	27,70	24,64	27,15
CC ⁽⁴⁾ à FPU	26,52	25,00	23,97	24,32	24,49	25,17	25,90	27,86	-	-	24,74
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	22,41	25,09	25,86	27,36	25,21	24,68	27,28	-	-	-	25,61
Groupe ment à FPU	26,14	24,96	24,58	25,43	25,86	26,92	27,52	27,74	27,51	24,86	26,31
Groupe ment à fiscalité additionnelle	22,41	25,09	25,85	27,24	25,05	24,73	27,38	-	-	27,60	25,66
Communes isolées	-	25,42	29,32	-	25,29	-	22,48	-	-	-	24,04

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.4 Produits moyen par habitant

Les produits par habitant de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	241	238	260	301	294	307	316	340	354	429	318
Bourgogne-Franche-Comté	194	202	233	253	271	282	294	369	302	433	273
Bretagne	193	202	246	315	344	372	437	425	423	489	357
Centre-Val de Loire	202	197	211	243	241	291	331	364	423	397	280
Corse	373	368	475	508	381	416	848	341	386	-	431
Grand-Est	169	190	226	244	271	295	305	363	302	401	281
Hauts-de-France	180	183	215	252	309	268	286	340	299	420	277
Normandie	163	151	176	234	275	222	252	288	318	369	236
Nouvelle Aquitaine	197	199	223	265	332	350	423	429	466	511	327
Occitanie	244	228	264	301	360	379	385	444	367	450	352
Pays de la Loire	190	184	217	261	308	308	405	378	405	437	329
Provence-Alpes-Côte d'Azur	257	360	429	393	431	440	438	435	578	490	463
France Métropolitaine hors Île-de-France	203	203	236	280	316	326	352	382	408	445	322
Île-de-France	234	244	277	311	354	383	406	402	374	339	373
France Métropolitaine	203	204	238	281	319	332	361	390	393	416	332
Outre-mer	38	-	122	143	192	148	163	188	202	262	190
France entière	203	204	237	281	318	326	352	377	375	413	327
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	203	204	238	284	333	317	354	374	380	371	333
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	251	240	293	316	376	371	378	391	369	420	393
CC ⁽⁴⁾ à FPU	204	204	231	270	295	306	319	243	-	-	261
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	198	199	248	307	283	348	323	-	-	-	261
Groupe ment à FPU	205	205	236	279	320	324	353	377	375	412	331
Groupe ment à fiscalité additionnelle	198	199	248	307	283	346	323	-	-	425	268
Communes isolées	-	583	394	-	920	-	240	-	-	-	401

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la majoration^(a) de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,00	0,00	0,04	0,18	0,35	0,46	0,54	0,24	0,00	1,80	0,49
Bourgogne-Franche-Comté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bretagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Centre-Val de Loire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,82	-	3,75
Grand-Est	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,00	0,01
Hauts-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,01
Normandie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nouvelle Aquitaine	0,00	0,00	0,08	0,10	0,23	1,20	2,10	2,66	1,69	2,88	1,01
Occitanie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22	0,00	0,54	0,00	1,88	0,41
Pays de la Loire	0,00	0,00	0,00	0,37	0,01	0,06	0,03	0,40	2,82	1,24	0,47
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,00	0,00	3,02	1,18	1,94	3,53	6,80	7,18	8,13	4,77	5,17
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,00	0,00	0,09	0,13	0,21	0,53	1,03	1,57	2,42	1,83	0,78
Île-de-France	0,00	0,00	0,00	0,04	0,08	0,07	0,22	0,56	1,38	24,04	5,79
France Métropolitaine	0,00	0,00	0,09	0,13	0,20	0,49	0,88	1,17	1,94	7,80	1,72
Outre-mer	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France entière	0,00	0,00	0,09	0,13	0,20	0,47	0,83	1,10	1,77	7,61	1,66
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,00	0,00	0,30	0,24	0,39	1,04	1,51	1,44	2,05	0,35	1,07
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,00	0,00	0,00	0,32	0,42	0,26	0,44	0,71	1,39	8,86	4,13
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,00	0,00	0,00	0,04	0,02	0,09	0,17	0,17	-	-	0,04
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,00	0,00	0,01	0,00	0,15	0,00	0,00	-	-	-	0,01
Groupement à FPU	0,00	0,00	0,10	0,14	0,21	0,50	0,86	1,10	1,77	7,72	1,77
Groupement à fiscalité additionnelle	0,00	0,00	0,01	0,00	0,14	0,00	0,00	-	-	0,00	0,01
Communes isolées	-	0,00	0,00	-	0,00	-	0,00	-	-	-	0,00

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Institution en 2015 de la possibilité pour les communes classées dans les zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation au titre des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,16	0,17	0,33	0,44	0,40	0,53	0,99	0,92	2,15	1,62	0,76
Bourgogne-Franche-Comté	0,15	0,18	0,48	0,42	1,37	1,51	1,23	2,28	5,30	4,02	1,21
Bretagne	0,05	0,13	0,29	0,48	0,43	0,67	1,45	3,17	1,54	1,21	0,84
Centre-Val de Loire	0,24	0,31	0,52	0,71	0,97	1,06	1,02	1,82	0,00	4,70	1,21
Corse	0,77	0,21	2,19	4,40	0,00	1,94	0,00	0,00	0,00	-	1,27
Grand-Est	0,18	0,26	0,38	0,57	0,66	1,50	1,90	3,22	1,83	3,17	1,37
Hauts-de-France	0,29	0,20	0,48	0,76	1,29	1,16	1,08	2,12	1,36	1,80	1,11
Normandie	0,06	0,07	0,22	0,50	0,94	1,19	1,72	1,62	1,37	4,63	1,22
Nouvelle Aquitaine	0,19	0,20	0,39	0,56	0,69	1,23	1,15	2,57	2,81	1,10	1,08
Occitanie	0,19	0,20	0,54	0,64	0,91	1,25	1,74	2,11	4,38	1,07	1,15
Pays de la Loire	0,45	0,52	0,35	0,42	0,16	0,45	0,82	0,73	1,10	0,92	0,59
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,15	0,34	0,90	1,09	1,69	0,57	0,69	0,50	1,36	0,00	0,58
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,19	0,21	0,42	0,60	0,78	0,97	1,22	1,72	1,92	1,64	1,00
Île-de-France	0,10	0,11	0,25	0,31	0,16	0,24	0,33	0,04	0,00	0,00	0,08
France Métropolitaine	0,19	0,20	0,41	0,58	0,74	0,90	1,06	1,06	1,03	1,20	0,83
Outre-mer	0,00	-	0,00	0,00	2,74	2,56	3,02	3,96	5,59	7,38	4,34
France entière	0,19	0,20	0,41	0,58	0,76	0,96	1,16	1,23	1,44	1,35	0,94
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,17	0,18	0,31	0,43	0,76	0,87	1,40	1,96	2,54	4,34	1,52
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,36	0,33	0,59	0,35	0,35	0,52	0,55	0,25	0,00	0,84	0,53
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,20	0,20	0,42	0,65	0,84	1,19	1,37	1,41	-	-	0,70
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,19	0,24	0,55	1,03	0,97	1,58	1,73	-	-	-	0,74
Groupeement à FPU	0,19	0,20	0,39	0,55	0,75	0,92	1,14	1,23	1,44	1,32	0,95
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,19	0,24	0,55	1,00	0,94	1,56	1,74	-	-	3,82	0,85
Communes isolées	-	0,00	0,00	-	0,00	-	1,77	-	-	-	1,27

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des taxes d'habitation^(a) des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	241	238	260	302	294	308	317	341	356	432	319
Bourgogne-Franche-Comté	194	202	233	253	272	283	295	371	307	437	274
Bretagne	193	202	247	316	345	373	439	428	424	490	358
Centre-Val de Loire	202	197	212	244	242	292	332	366	423	401	281
Corse	374	368	478	512	381	418	848	341	404	-	436
Grand-Est	169	190	227	245	271	297	307	366	304	404	282
Hauts-de-France	180	183	215	253	310	269	287	342	301	422	278
Normandie	163	151	176	235	276	223	254	289	320	374	237
Nouvelle Aquitaine	197	199	223	266	333	352	426	435	470	515	329
Occitanie	244	228	265	301	361	381	387	447	371	453	354
Pays de la Loire	190	184	217	262	308	308	406	379	409	439	330
Provence-Alpes-Côte d'Azur	258	361	433	395	435	444	445	442	588	494	469
France Métropolitaine hors Île-de-France	203	203	236	280	317	327	354	385	413	448	324
Île-de-France	234	244	277	311	354	383	406	402	375	363	378
France Métropolitaine	203	204	238	282	320	333	363	392	395	425	334
Outre-mer	38	-	122	143	195	150	166	192	208	269	194
France entière	203	204	238	282	319	327	354	380	379	422	330
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	204	204	238	284	334	319	357	378	385	375	336
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	251	241	294	71	122	209	379	392	370	429	398
CC ⁽⁴⁾ à FPU	205	204	232	408	385	309	321	245	-	-	261
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	198	199	249	73	60	53	325	-	-	-	262
Groupeement à FPU	205	205	236	279	321	326	355	380	379	421	334
Groupeement à fiscalité additionnelle	198	199	248	308	284	348	324	-	-	429	268
Communes isolées	-	583	394	-	920	-	242	-	-	-	403

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Y compris la THLV et la majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	173	206	189	248	262	296	329	339	394	346	280
Bourgogne-Franche-Comté	101	115	160	216	253	286	326	371	246	383	228
Bretagne	125	111	139	188	206	252	304	339	349	319	234
Centre-Val de Loire	106	113	167	211	244	294	342	358	352	344	251
Corse	180	163	159	179	119	213	276	210	220	-	191
Grand-Est	105	110	152	190	196	241	227	295	281	322	212
Hauts-de-France	97	104	153	213	246	246	283	299	293	340	236
Normandie	108	150	169	228	301	356	390	336	364	369	271
Nouvelle Aquitaine	110	119	158	210	260	296	370	385	407	401	264
Occitanie	159	147	196	216	289	302	371	487	385	395	300
Pays de la Loire	115	115	135	170	226	246	294	326	340	393	255
Provence-Alpes-Côte d'Azur	274	305	295	252	293	316	403	385	408	329	347
France Métropolitaine hors Île-de-France	124	134	168	212	249	282	326	356	355	354	264
Île-de-France	178	225	231	338	290	340	360	344	341	294	328
France Métropolitaine	125	136	170	219	252	288	332	352	349	338	276
Outre-mer	1 791	-	211	309	206	153	189	229	262	293	228
France entière	125	136	170	219	252	284	325	344	341	337	275
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	122	130	172	221	260	284	325	342	338	322	288
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	181	176	186	247	287	316	354	354	345	340	336
CC ⁽⁴⁾ à FPU	126	125	160	208	236	263	295	232	-	-	201
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	124	170	210	255	256	300	287	-	-	-	220
Groupe ment à FPU	126	127	165	216	251	283	326	344	341	337	278
Groupe ment à fiscalité additionnelle	124	170	209	255	256	299	290	-	-	339	225
Communes isolées	-	251	211	-	394	-	170	-	-	-	222

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	90,4	55,0	26,0	13,5	9,6	6,8	4,2	2,5	1,6	1,0	12,8
Bourgogne-Franche-Comté	73,6	47,9	27,6	14,8	9,9	8,5	4,1	2,8	2,5	1,7	21,9
Bretagne	72,7	67,3	38,4	24,9	19,9	13,2	7,7	3,6	3,3	1,3	19,0
Centre-Val de Loire	113,0	73,4	37,4	19,1	16,0	9,2	4,3	3,0	2,8	0,9	22,1
Corse	0,6	1,2	3,7	6,0	1,9	2,4	31,1	0,4	1,3	-	3,4
Grand-Est	69,6	39,6	23,6	11,8	9,3	5,7	3,4	3,0	2,7	1,9	14,6
Hauts-de-France	87,0	56,1	29,5	14,9	10,6	7,2	4,8	2,2	1,7	1,2	15,0
Normandie	94,4	57,5	34,8	22,2	20,0	12,8	6,3	2,5	2,5	0,8	22,5
Nouvelle Aquitaine	79,7	62,4	38,8	20,1	13,9	11,6	6,2	4,2	2,5	1,7	22,1
Occitanie	76,9	55,7	37,2	21,3	17,8	12,1	13,6	6,7	7,9	2,3	20,7
Pays de la Loire	118,2	90,0	46,1	26,7	19,5	19,0	13,1	11,2	3,7	1,6	21,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38,3	32,2	24,6	21,6	16,0	12,0	8,8	4,3	6,3	0,9	8,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	78,0	54,9	32,4	18,6	14,5	10,4	6,9	3,9	3,6	1,4	17,2
Île-de-France	80,7	47,8	24,8	13,4	9,2	6,4	3,6	2,4	1,6	0,8	3,9
France Métropolitaine	78,0	54,8	32,1	18,3	14,1	10,0	6,3	3,3	2,6	1,3	14,7
Outre-mer	1,6	-	4,5	12,1	5,3	5,1	5,5	4,2	3,2	2,4	4,2
France entière	78,0	54,8	32,0	18,3	14,0	9,8	6,3	3,3	2,7	1,3	14,4
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	68,6	46,1	27,1	16,5	12,5	8,9	6,3	4,1	3,6	1,6	10,4
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	60,9	48,5	20,0	11,4	7,8	6,3	3,8	2,2	1,6	1,2	3,0
CC ⁽⁴⁾ à FPU	80,6	56,6	34,6	20,4	16,5	12,6	9,0	7,2	-	-	28,0
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	76,0	56,6	34,5	18,9	15,8	10,8	6,5	-	-	-	34,0
Groupe ment à FPU	78,8	54,3	31,7	18,3	13,9	9,8	6,2	3,3	2,7	1,3	13,2
Groupe ment à fiscalité additionnelle	76,0	56,6	34,5	18,7	15,8	10,6	6,8	-	-	2,4	32,6
Communes isolées	-	14,2	12,4	-	15,0	-	28,7	-	-	-	24,7

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	91,1	55,8	27,2	14,8	10,9	8,0	5,2	3,3	2,1	1,7	13,8
Bourgogne-Franche-Comté	74,5	49,0	28,9	16,0	11,1	9,8	5,1	3,7	3,1	2,4	23,0
Bretagne	73,4	68,2	39,5	26,4	21,6	14,6	9,0	5,0	4,5	2,0	20,3
Centre-Val de Loire	115,5	74,8	38,9	20,7	17,6	10,7	5,4	4,3	4,2	1,6	23,4
Corse	1,1	2,1	5,9	8,5	3,0	3,6	41,0	0,6	2,2	-	5,0
Grand-Est	70,1	40,4	24,5	12,8	10,2	6,7	4,4	3,9	3,4	2,7	15,5
Hauts-de-France	88,0	57,3	30,9	16,3	12,1	8,4	6,0	3,2	2,6	4,0	16,3
Normandie	96,9	59,8	37,2	24,4	22,4	14,4	7,9	3,8	3,5	1,8	24,4
Nouvelle Aquitaine	80,6	63,4	40,1	21,7	15,9	13,6	7,8	5,3	3,5	2,2	23,5
Occitanie	78,0	57,3	39,1	23,2	19,9	13,8	15,6	8,4	10,6	3,5	22,4
Pays de la Loire	119,6	91,2	47,4	28,0	21,0	20,2	14,4	12,1	4,7	2,4	22,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	39,7	34,3	26,8	24,2	18,1	13,7	10,6	5,5	8,0	1,5	9,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	79,0	56,1	33,8	20,1	16,1	11,8	8,3	5,0	4,8	2,3	18,5
Île-de-France	82,8	50,0	26,8	15,4	10,7	7,8	4,6	3,2	2,1	1,1	4,7
France Métropolitaine	79,0	56,0	33,5	19,9	15,8	11,4	7,6	4,3	3,6	2,0	15,9
Outre-mer	2,6	-	4,9	13,4	6,1	5,4	6,4	5,1	3,9	3,9	5,0
France entière	79,0	56,0	33,5	19,9	15,7	11,2	7,6	4,3	3,6	2,0	15,6
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	69,8	47,4	28,7	18,3	14,2	10,3	7,6	5,2	4,7	2,5	11,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	61,6	49,4	21,6	13,0	9,1	7,6	4,8	2,9	2,2	1,9	3,8
CC ⁽⁴⁾ à FPU	81,7	57,8	35,9	21,9	18,1	14,0	10,5	8,4	-	-	29,4
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	76,9	57,7	35,9	20,3	17,4	12,4	7,7	-	-	-	35,4
Groupeement à FPU	79,9	55,6	33,1	19,9	15,5	11,2	7,5	4,3	3,6	2,0	14,4
Groupeement à fiscalité additionnelle	76,9	57,7	35,9	20,1	17,5	12,2	8,0	-	-	3,8	33,9
Communes isolées	-	23,9	12,8	-	19,5	-	30,0	-	-	-	26,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des trois taxes ménages des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	504	500	476	564	567	612	652	683	753	780	613
Bourgogne-Franche-Comté	369	366	423	485	536	579	626	745	557	823	525
Bretagne	391	382	425	530	572	639	752	772	777	811	612
Centre-Val de Loire	424	385	417	475	503	597	679	728	779	747	555
Corse	555	533	643	700	502	634	1 165	552	627	-	632
Grand-Est	343	340	403	448	477	544	538	665	588	729	510
Hauts-de-France	366	344	399	482	568	523	576	644	596	767	531
Normandie	368	361	382	487	600	593	653	629	687	745	532
Nouvelle Aquitaine	388	381	421	498	609	662	804	824	881	919	616
Occitanie	480	432	500	540	670	697	773	943	767	851	676
Pays de la Loire	425	390	400	460	555	575	715	717	754	834	607
Provence-Alpes-Côte d'Azur	572	700	755	671	745	774	859	833	1 003	825	825
France Métropolitaine hors Île-de-France	406	393	438	513	583	621	688	746	772	805	607
Île-de-France	495	519	535	664	655	732	771	750	719	658	711
France Métropolitaine	407	396	442	521	588	632	703	748	748	765	626
Outre-mer	1 831	-	339	465	407	309	361	426	474	566	428
France entière	407	396	442	521	586	622	686	728	723	761	620
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	396	381	439	524	608	612	690	725	727	700	636
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	493	467	502	577	673	695	738	749	717	771	738
CC ⁽⁴⁾ à FPU	412	388	428	501	550	584	626	486	-	-	491
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	399	427	494	584	557	662	620	-	-	-	517
Groupeement à FPU	411	388	434	515	587	620	688	728	723	760	626
Groupeement à fiscalité additionnelle	399	427	494	583	557	659	622	-	-	772	527
Communes isolées	-	858	617	-	1 333	-	442	-	-	-	651

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, y compris taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	113	136	101	145	140	154	157	130	148	133	134
Bourgogne-Franche-Comté	33	42	72	111	140	111	115	123	115	93	87
Bretagne	68	35	39	63	74	97	116	113	99	90	79
Centre-Val de Loire	52	43	90	76	121	107	110	108	101	83	93
Corse	93	45	42	45	30	74	107	52	36	-	51
Grand-Est	59	49	85	133	119	140	109	115	93	108	103
Hauts-de-France	49	44	88	107	108	120	129	103	122	130	105
Normandie	29	76	72	66	80	206	165	96	101	98	103
Nouvelle Aquitaine	53	46	75	82	95	106	143	108	134	137	96
Occitanie	82	81	94	80	107	128	138	174	132	175	124
Pays de la Loire	19	39	51	69	123	122	115	124	126	97	97
Provence-Alpes-Côte d'Azur	169	131	105	108	110	107	207	143	136	101	129
France Métropolitaine hors Île-de-France	62	64	81	98	110	128	140	123	122	119	108
Île-de-France	178	158	131	194	128	138	117	130	157	157	142
France Métropolitaine	63	66	83	103	111	129	136	126	138	129	115
Outre-mer	5 801	-	128	245	38	28	42	103	83	89	77
France entière	65	66	83	103	111	125	131	125	133	128	113
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	73	59	93	107	110	125	110	108	105	98	106
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	128	123	86	134	138	156	171	149	171	134	146
CC ⁽⁴⁾ à FPU	63	55	72	92	103	106	122	86	-	-	86
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	65	100	110	126	119	147	154	-	-	-	114
Groupeement à FPU	65	57	79	101	110	124	131	125	133	129	113
Groupeement à fiscalité additionnelle	65	100	110	125	121	145	155	-	-	115	113
Communes isolées	-	59	64	-	82	-	28	-	-	-	42

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	17	22	36	62	79	80	92	76	92	101	70
Bourgogne-Franche-Comté	13	19	38	63	77	65	76	84	103	70	52
Bretagne	29	15	20	35	45	60	90	74	80	70	52
Centre-Val de Loire	20	18	40	52	67	70	92	80	90	91	62
Corse	16	16	28	52	38	78	102	45	50	-	46
Grand-Est	20	20	40	56	64	71	66	84	63	82	58
Hauts-de-France	15	18	37	57	48	49	55	66	69	86	52
Normandie	13	28	37	49	63	111	81	73	58	72	60
Nouvelle Aquitaine	18	16	29	42	55	61	85	65	95	83	52
Occitanie	14	15	25	31	47	50	63	90	67	89	52
Pays de la Loire	8	16	24	38	60	71	74	88	96	75	61
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21	25	31	39	42	46	83	72	60	58	59
France Métropolitaine hors Île-de-France	16	19	33	48	58	65	76	75	76	80	58
Île-de-France	26	61	63	124	66	82	70	95	130	224	126
France Métropolitaine	16	20	34	52	59	67	75	83	101	118	70
Outre-mer	71,8	-	37	31	7,2	5,3	13	43	28	40	28
France entière	16	20	34	52	58	65	72	80	94	117	69
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	18	21	40	55	58	62	62	70	63	62	59
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	33	41	44	75	70	78	91	96	135	126	109
CC ⁽⁴⁾ à FPU	16	18	30	47	55	60	69	42	-	-	42
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	17	24	38	53	60	74	77	-	-	-	44
Groupe ment à FPU	16	19	34	52	58	64	72	80	94	117	70
Groupe ment à fiscalité additionnelle	17	24	38	53	60	74	77	-	-	87	46
Communes isolées	-	38	29	-	36	-	21	-	-	-	25

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	42,4	28,3	15,8	14,6	6,3	14,3	8,0	3,0	5,7	4,3	11,1
Bourgogne-Franche-Comté	20,9	10,8	7,7	6,6	7,7	7,2	3,5	3,2	2,6	4,1	7,5
Bretagne	10,3	22,2	7,7	7,9	5,0	5,2	3,5	3,7	2,6	3,5	5,8
Centre-Val de Loire	33,8	20,9	31,1	8,8	25,1	6,0	4,1	3,5	2,6	2,4	14,9
Corse	29,3	14,3	7,4	11,5	6,0	11,8	7,5	2,6	3,4	-	8,5
Grand-Est	47,4	19,4	15,9	27,5	10,5	12,2	8,3	3,3	2,7	3,3	13,6
Hauts-de-France	28,5	22,8	11,8	8,5	8,4	5,3	13,7	2,9	4,8	3,1	9,2
Normandie	13,2	33,2	13,3	4,4	4,7	15,8	3,6	2,9	2,6	6,3	10,8
Nouvelle Aquitaine	16,1	11,4	15,3	9,2	7,1	5,8	7,7	3,1	4,1	3,6	8,8
Occitanie	28,0	20,9	15,1	9,6	8,0	5,9	4,6	4,0	6,5	4,2	9,2
Pays de la Loire	17,4	10,3	7,6	5,9	19,4	10,6	4,3	4,1	5,6	3,6	7,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	43,4	28,3	17,7	11,1	11,2	7,3	16,9	8,9	5,5	4,2	9,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	30,0	20,1	14,4	11,2	9,6	8,9	8,3	4,1	4,6	4,0	9,9
Île-de-France	59,6	27,1	8,7	27,6	4,6	3,5	3,8	3,1	3,3	3,8	4,4
France Métropolitaine	30,3	20,3	14,2	12,0	9,3	8,3	7,5	3,7	4,0	3,9	8,9
Outre-mer	109,6	-	5,1	17,7	2,9	2,7	1,7	4,5	2,9	3,5	3,4
France entière	30,3	20,3	14,2	12,1	9,2	8,2	7,2	3,8	3,9	3,9	8,7
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	39,7	13,4	9,8	7,8	7,4	6,5	4,6	3,6	4,1	4,4	5,9
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	20,7	39,4	12,4	19,3	5,7	5,2	11,7	4,0	3,6	3,8	5,4
CC ⁽⁴⁾ à FPU	27,2	15,5	14,7	14,0	11,7	8,3	6,8	2,3	-	-	12,8
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	33,9	38,3	21,6	10,5	8,0	29,0	6,6	-	-	-	23,2
Groupeement à FPU	28,8	15,4	13,1	12,2	9,3	6,9	7,2	3,8	3,9	3,9	7,8
Groupeement à fiscalité additionnelle	33,9	38,3	21,5	10,4	7,9	28,6	6,4	-	-	3,5	22,3
Communes isolées	-	20,4	8,6	-	3,9	-	1,1	-	-	-	2,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,1	1,1	5,1	11,4	14,6	19,5	21,3	22,8	22,6	10,6	13,6
Bourgogne-Franche-Comté	0,3	0,6	9,2	21,4	22,5	27,8	31,7	27,5	12,0	14,0	15,1
Bretagne	0,0	0,1	2,4	10,9	14,6	25,5	31,0	23,9	27,8	13,2	16,2
Centre-Val de Loire	0,2	0,1	6,3	12,8	19,3	24,8	30,4	22,4	11,0	10,4	14,7
Corse	0,0	0,0	6,9	9,5	14,5	17,4	41,0	5,7	20,9	-	12,1
Grand-Est	0,1	1,4	7,1	17,3	23,7	22,5	24,1	21,6	14,7	9,6	14,1
Hauts-de-France	0,3	1,1	8,0	17,5	14,1	17,9	22,9	16,5	16,0	11,5	14,3
Normandie	0,6	0,4	6,6	21,6	23,6	22,8	26,6	22,8	21,6	12,3	15,1
Nouvelle Aquitaine	0,1	0,5	4,6	14,9	24,2	26,2	29,3	24,5	21,7	19,1	16,0
Occitanie	0,6	0,9	4,0	14,3	19,0	19,2	23,6	23,7	27,4	13,6	14,3
Pays de la Loire	0,0	1,0	3,7	11,1	10,6	27,1	23,5	36,4	27,4	13,0	17,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	1,2	3,3	5,6	4,5	13,0	20,2	24,2	20,2	11,6	14,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,3	0,8	5,7	14,2	17,0	21,7	24,7	23,1	20,8	12,2	14,8
Île-de-France	0,3	17,9	6,0	21,1	11,7	13,8	15,5	12,3	9,3	7,3	11,0
France Métropolitaine	0,3	1,2	5,7	14,6	16,6	20,9	23,0	18,8	15,5	10,8	14,1
Outre-mer	0,0	-	0,0	0,0	0,0	1,2	3,6	12,3	11,0	10,5	8,4
France entière	0,3	1,2	5,7	14,5	16,5	20,2	22,0	18,4	15,1	10,8	13,9
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,1	2,7	8,1	17,8	17,9	21,0	20,5	20,2	18,2	13,5	17,3
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,0	10,1	9,0	24,3	13,7	20,0	19,7	16,2	11,0	10,4	13,8
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,3	0,8	4,7	10,9	15,8	20,1	26,9	15,9	-	-	11,0
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,3	0,7	4,3	14,5	18,2	17,0	28,1	-	-	-	8,4
Groupeement à FPU	0,3	1,4	5,9	14,3	16,4	20,4	21,8	18,4	15,1	10,7	14,2
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,3	0,7	4,3	16,6	18,0	17,4	29,3	-	-	17,2	9,2
Communes isolées	-	0,0	0,0	-	13,3	-	3,7	-	-	-	5,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	172	187	157	233	240	268	279	232	269	249	228
Bourgogne-Franche-Comté	67	72	127	202	246	210	226	237	233	180	162
Bretagne	107	72	69	116	139	188	241	215	209	177	152
Centre-Val de Loire	107	83	167	149	233	208	236	213	205	186	184
Corse	138	75	84	118	89	182	258	105	110	-	117
Grand-Est	127	90	148	234	217	246	208	223	174	203	189
Hauts-de-France	93	85	145	190	179	192	221	189	212	230	181
Normandie	56	138	129	140	172	356	277	194	184	188	189
Nouvelle Aquitaine	88	75	124	148	181	199	265	200	255	242	173
Occitanie	124	117	139	135	181	203	229	291	232	282	199
Pays de la Loire	44	66	86	124	213	230	216	253	255	189	182
Provence-Alpes-Côte d'Azur	234	186	157	164	168	173	327	248	222	176	211
France Métropolitaine hors Île-de-France	108	104	134	171	195	224	250	225	223	215	190
Île-de-France	263	264	209	366	211	237	207	240	299	392	283
France Métropolitaine	110	107	137	181	196	225	242	231	258	263	208
Outre-mer	5 983	-	171	294	48	37	60	163	125	143	117
France entière	112	107	137	182	194	219	233	227	246	260	205
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	130	97	151	188	194	215	197	202	190	178	189
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	181	214	152	253	227	259	294	265	320	274	275
CC ⁽⁴⁾ à FPU	106	89	121	164	185	194	224	147	-	-	152
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	116	163	174	203	205	267	266	-	-	-	189
Groupeement à FPU	110	92	132	180	193	216	232	227	246	260	206
Groupeement à fiscalité additionnelle	116	163	174	205	207	265	268	-	-	223	191
Communes isolées	-	118	101	-	135	-	54	-	-	-	75

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits moyens par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	677	687	633	798	807	880	931	915	1 022	1 029	841
Bourgogne-Franche-Comté	437	439	549	687	782	790	852	983	790	1 003	687
Bretagne	498	454	494	646	712	827	993	987	986	987	764
Centre-Val de Loire	531	468	585	625	736	805	915	941	984	933	739
Corse	693	608	727	818	591	816	1 422	657	736	-	750
Grand-Est	470	430	551	682	695	791	746	888	762	931	699
Hauts-de-France	458	430	544	672	747	715	797	833	808	997	712
Normandie	424	499	511	627	772	949	929	823	870	933	722
Nouvelle Aquitaine	475	456	545	646	790	861	1 069	1 025	1 135	1 161	789
Occitanie	604	550	638	676	851	899	1 003	1 234	999	1 133	876
Pays de la Loire	469	456	486	584	768	805	931	970	1 009	1 024	789
Provence-Alpes-Côte d'Azur	805	886	912	834	913	947	1 186	1 081	1 225	1 000	1 037
France Métropolitaine hors Île-de-France	514	497	572	684	778	845	938	972	996	1 020	797
Île-de-France	758	783	743	1 030	865	968	978	990	1 018	1 050	994
France Métropolitaine	516	503	579	702	784	857	945	979	1 006	1 028	834
Outre-mer	7 814	-	509	759	455	346	422	589	599	710	545
France entière	519	503	579	702	780	841	919	955	970	1 020	825
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	526	478	589	711	802	827	887	927	918	878	825
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	674	680	654	829	900	954	1 031	1 014	1 037	1 045	1 013
CC ⁽⁴⁾ à FPU	518	476	549	664	735	778	850	632	-	-	643
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	515	590	668	787	762	929	886	-	-	-	706
Groupeement à FPU	521	480	565	695	781	836	921	955	970	1 021	832
Groupeement à fiscalité additionnelle	515	590	668	788	764	924	890	-	-	995	719
Communes isolées	-	976	718	-	1 468	-	496	-	-	-	726

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-Mer représente celui de la commune de Saint-Élie (Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros /hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
01 Ain	255	193	15	463	112	59	17	14	202	665
02 Aisne	234	189	24	448	72	41	10	13	137	584
03 Allier	308	211	29	547	88	48	10	16	162	709
04 Alpes-de-Haute-Provence	311	429	19	759	171	49	25	16	261	1 019
05 Hautes-Alpes	346	433	20	799	125	41	16	14	196	995
06 Alpes-Maritimes	595	347	4	945	138	67	7	15	226	1 171
07 Ardèche	248	202	18	468	119	44	26	11	200	669
08 Ardennes	215	234	19	469	103	44	34	13	194	662
09 Ariège	278	265	34	576	157	36	14	13	220	796
10 Aube	254	228	22	504	109	53	35	14	212	716
11 Aude	349	344	43	736	103	34	13	13	164	900
12 Aveyron	235	239	33	507	131	48	24	12	214	721
13 Bouches-du-Rhône	425	326	6	757	134	66	10	13	224	981
14 Calvados	261	272	25	558	78	54	5	17	155	713
15 Cantal	288	228	50	566	93	40	21	12	166	732
16 Charente	234	257	30	521	86	61	7	16	169	691
17 Charente-Maritime	329	305	25	659	71	41	6	17	136	795
18 Cher	283	229	27	539	105	56	21	11	193	732
19 Corrèze	250	262	29	540	110	49	14	14	187	728
2A Corse-du-Sud	496	209	8	713	52	50	8	15	126	838
2B Haute-Corse	384	176	2	562	50	42	9	9	110	672
21 Côte-d'Or	289	282	22	593	98	62	8	16	184	777
22 Côtes-d'Armor	340	208	34	583	73	43	7	17	140	723
23 Creuse	268	164	44	476	62	29	9	13	113	589
24 Dordogne	241	277	35	553	67	34	5	14	120	673
25 Doubs	297	225	9	531	99	58	7	17	181	712
26 Drôme	291	266	19	577	143	70	22	14	249	827
27 Eure	198	241	28	466	80	58	6	13	156	623
28 Eure-et-Loir	249	228	29	506	84	57	10	16	168	674
29 Finistère	384	242	17	643	70	46	6	16	138	781
30 Gard	353	274	17	644	99	40	6	13	159	802
31 Haute-Garonne	367	319	11	697	177	86	5	15	283	980
32 Gers	237	233	64	534	74	35	11	11	130	664
33 Gironde	391	321	14	726	118	64	10	18	210	936
34 Hérault	459	353	16	828	110	49	6	16	182	1 010
35 Ille-et-Vilaine	362	220	16	599	91	67	5	16	179	777
36 Indre	246	207	36	488	72	44	12	14	141	630
37 Indre-et-Loire	317	228	18	563	81	60	14	14	170	733
38 Isère	278	373	10	662	146	69	13	13	241	902
39 Jura	245	211	21	477	83	49	9	14	154	631
40 Landes	342	222	22	586	108	44	11	16	179	765
41 Loir-et-Cher	261	248	27	536	100	58	18	15	191	727
42 Loire	300	256	11	567	97	55	5	12	168	735
43 Haute-Loire	257	202	33	493	82	39	8	9	138	631
44 Loire-Atlantique	388	297	13	698	116	70	11	19	215	914
45 Loiret	290	313	17	620	106	76	15	16	213	833
46 Lot	253	241	45	540	91	41	7	12	152	692
47 Lot-et-Garonne	255	252	43	550	85	45	6	16	152	702
48 Lozère	219	250	45	514	63	32	14	9	118	631
49 Maine-et-Loire	270	258	23	551	76	53	5	14	149	699
50 Manche	231	254	37	522	119	48	15	15	197	719

Les produits par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2017^(a) (suite)

										en euros /hab.
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
51 Marne	310	289	23	622	98	64	13	15	190	812
52 Haute-Marne	208	214	27	449	74	47	18	16	154	603
53 Mayenne	260	218	49	528	90	59	6	14	168	696
54 Meurthe-et-Moselle	349	206	6	561	88	45	10	14	157	718
55 Meuse	207	190	30	427	76	40	21	11	148	576
56 Morbihan	334	264	18	616	76	46	6	17	144	760
57 Moselle	250	182	11	443	95	52	16	15	178	621
58 Nièvre	331	202	38	571	69	38	8	15	129	700
59 Nord	282	235	11	528	127	60	9	14	210	739
60 Oise	267	274	21	562	93	55	9	15	172	734
61 Orne	223	188	43	454	56	43	4	12	116	570
62 Pas-de-Calais	292	236	15	543	92	41	8	15	156	699
63 Puy-de-Dôme	323	264	24	610	102	62	6	14	184	794
64 Pyrénées-Atlantiques	389	215	11	615	119	57	6	15	197	812
65 Hautes-Pyrénées	330	253	14	597	136	43	13	14	205	803
66 Pyrénées-Orientales	449	323	13	786	111	39	10	16	176	962
67 Bas-Rhin	326	216	14	556	123	80	5	13	222	778
68 Haut-Rhin	267	207	18	491	127	60	10	15	211	703
69D Rhône	256	227	16	500	115	69	7	10	200	700
69M Métropole de Lyon	407	312	2	722	165	108	4	14	291	1 012
70 Haute-Saône	170	163	19	352	64	36	8	13	121	473
71 Saône-et-Loire	276	246	32	553	86	49	7	15	156	709
72 Sarthe	281	226	27	533	86	55	6	16	164	697
73 Savoie	348	415	11	774	256	77	27	15	376	1 150
74 Haute-Savoie	393	244	9	645	124	69	6	18	217	863
76 Seine-Maritime	249	310	13	572	133	73	16	16	238	810
77 Seine-et-Marne	296	350	14	660	132	67	7	16	223	883
78 Yvelines	406	295	6	706	109	89	7	14	220	926
79 Deux-Sèvres	286	211	38	535	79	61	10	15	165	700
80 Somme	284	234	31	548	91	52	13	13	169	718
81 Tarn	246	235	24	505	85	39	8	13	146	651
82 Tarn-et-Garonne	237	273	42	552	136	42	23	14	216	768
83 Var	529	390	12	931	94	41	7	16	157	1 089
84 Vaucluse	346	301	23	669	145	57	7	19	228	897
85 Vendée	359	207	24	590	97	56	6	19	178	768
86 Vienne	303	218	21	543	89	53	17	15	173	716
87 Haute-Vienne	352	232	23	607	73	40	5	15	133	740
88 Vosges	252	172	13	437	86	45	8	13	152	589
89 Yonne	274	220	35	529	81	47	10	14	152	681
90 Territoire de Belfort	265	175	6	447	98	74	4	15	191	638
91 Essonne	414	320	8	742	123	73	4	13	213	954
92 Hauts-de-Seine	426	381	2	808	196	232	3	8	439	1 247
93 Seine-Saint-Denis	345	352	3	701	176	78	3	9	266	967
94 Val-de-Marne	427	356	3	786	146	84	3	11	243	1 029
95 Val-d'Oise	363	301	5	670	91	61	4	13	170	840
France Métropolitaine hors Paris	333	276	16	626	113	64	9	14	201	827
75 Paris	359	280	1	640	145	234	4	7	390	1 030
France Métropolitaine	334	276	16	626	115	70	9	14	208	834
971 Guadeloupe	219	243	7	468	82	32	4	9	126	594
972 Martinique	236	270	4	509	97	35	2	9	143	652
973 Guyane	101	149	9	259	75	22	3	4	104	363
974 Réunion	222	272	3	497	82	31	5	11	129	626
976 Mayotte	74	48	6	129	19	5	1	1	25	154
Départements d'outre-mer	194	228	5	428	77	28	3	8	117	545
France entière	330	275	16	620	113	69	9	14	205	825

(a): Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.5 Évolution des bases nettes

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2016 et 2017 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2017, et les calculs ne concernent que les taxes qui donnent lieu à un vote de taux par les collectivités.

Évolution de 2016 à 2017 des bases nettes de la taxe d'habitation du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	1,6	2,0	1,6	1,7	1,8	1,2	0,9	0,5	1,2	1,5
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,5	1,2	1,0	0,9	0,1	0,3	0,2	-1,6	0,9	0,8
Bretagne	2,0	1,6	1,7	1,6	1,9	1,5	1,9	1,0	0,8	1,2	1,5
Centre-Val de Loire	0,3	0,8	0,8	1,3	0,9	1,1	0,6	0,4	0,5	1,0	0,8
Corse	1,0	1,0	1,3	2,6	4,2	1,0	1,8	1,5	2,0	-	1,8
Grand-Est	1,1	1,4	1,4	1,4	1,2	1,3	0,8	1,0	1,4	0,2	1,1
Hauts-de-France	0,7	1,1	1,3	1,1	1,3	1,1	0,8	0,3	0,5	1,5	1,0
Normandie	1,3	1,5	1,5	1,5	0,8	0,8	0,3	0,7	1,4	0,4	1,0
Nouvelle Aquitaine	1,1	1,5	1,6	1,9	1,5	1,8	1,3	2,0	1,5	0,9	1,6
Occitanie	1,9	1,6	1,7	1,9	1,4	1,8	1,4	1,1	1,7	1,6	1,6
Pays de la Loire	1,9	1,8	1,7	1,8	1,9	2,0	1,6	2,1	1,1	1,8	1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,5	1,6	1,6	2,3	1,9	1,9	1,8	0,9	1,0	0,7	1,3
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,3	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,2	1,0	1,0	1,0	1,3
Île-de-France	0,4	1,1	1,1	1,6	1,3	2,0	1,5	1,6	1,2	0,6	1,2
France Métropolitaine	1,3	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,3	1,3	1,1	0,9	1,3
Outre-mer	7,7	-	1,6	2,8	1,4	2,0	0,9	1,2	1,8	3,2	1,7
France entière	1,3	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,3	1,3	1,2	0,9	1,3
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,4	1,5	1,6	1,6	1,5	1,7	1,1	1,1	1,0	1,3	1,3
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,1	1,7	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7	1,6	1,3	0,8	1,3
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,4	1,5	1,5	1,7	1,4	1,5	1,2	0,5	-	-	1,5
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,1	1,2	1,2	1,0	1,0	1,3	1,3	-	-	-	1,2
Groupe ment à FPU	1,4	1,5	1,6	1,7	1,5	1,7	1,3	1,3	1,2	0,9	1,3
Groupe ment à fiscalité additionnelle	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,3	1,1	-	-	1,0	1,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensembl e
Auvergne-Rhône-Alpes	17,9	1,5	-0,8	-8,1	-0,6	-2,8	-6,7	-9,8	-9,6	-17,1	-9,0
Bourgogne-Franche-Comté	-1,7	2,6	-5,6	-6,9	-19,6	5,7	-22,1	-29,1	2,6	-10,2	-11,9
Bretagne	0,4	14,5	-3,5	4,4	18,7	-9,2	-4,6	-6,4	-18,1	-11,8	-5,9
Centre-Val de Loire	12,3	16,0	6,2	10,6	1,4	-16,9	-13,3	-8,0	-	-8,5	-5,8
Corse	12,0	-9,3	43,3	75,9	-	-	-	-	-	-	95,2
Grand-Est	-0,5	9,3	24,7	-4,9	7,4	0,3	3,9	24,2	10,4	-17,5	-1,3
Hauts-de-France	6,1	15,3	7,5	-0,2	8,3	-12,8	-14,2	-6,6	-7,3	-8,8	-5,7
Normandie	-19,6	15,6	-2,4	5,2	2,0	-9,9	-8,6	-37,8	-35,3	-27,9	-20,6
Nouvelle Aquitaine	63,0	2,8	-4,2	15,3	-3,4	13,5	-0,1	-15,4	-2,3	-32,9	-5,9
Occitanie	46,2	8,8	-0,3	5,6	12,8	2,3	2,9	-16,1	-11,6	-15,7	-4,2
Pays de la Loire	46,2	22,1	5,2	-12,0	3,6	14,6	0,3	102,1	-21,0	-25,1	-5,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-10,3	40,6	23,7	15,6	8,0	-10,4	3,0	6,7	-8,8	-	2,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	14,0	9,4	3,7	3,6	3,9	-0,4	-3,8	-9,4	-9,4	-18,3	-6,3
Île-de-France	53,4	-7,8	-8,1	8,3	-36,4	-2,8	-17,3	-14,1	-	-	-12,5
France Métropolitaine	14,2	9,1	3,4	3,8	2,6	-0,4	-4,7	-9,5	-9,4	-18,3	-6,4
Outre-mer	-	-	-	-	128,4	57,7	-2,3	-1,7	0,8	-13,1	-0,1
France entière	14,2	9,1	3,4	3,8	4,3	2,5	-4,4	-8,1	-6,4	-17,6	-5,6
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	9,2	29,9	5,0	1,7	4,1	20,1	1,4	-6,5	-6,4	-17,4	-4,6
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	-15,2	19,9	14,3	-0,3	-2,5	-4,0	-16,5	-12,3	-	-17,9	-15,2
CC ⁽⁴⁾ à FPU	23,9	4,4	2,9	8,0	6,3	-4,0	-8,0	-31,0	-	-	-0,8
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	-1,8	11,6	0,6	-8,5	-2,7	-10,5	-5,8	-	-	-	-4,3
Groupe ment à FPU	21,4	8,4	3,8	5,8	5,0	3,7	-4,6	-8,1	-6,4	-17,2	-5,5
Groupe ment à fiscalité additionnelle	-1,8	11,6	0,6	-8,6	-2,7	-9,7	-5,9	-	-	-25,1	-8,5

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,9	1,8	2,2	2,0	2,0	2,4	2,0	1,8	1,2	1,5	1,9
Bourgogne-Franche-Comté	2,0	2,4	2,1	1,7	1,8	1,8	1,1	1,0	1,1	1,0	1,7
Bretagne	1,4	2,2	2,4	2,0	2,2	2,9	1,7	1,2	1,6	1,1	2,0
Centre-Val de Loire	0,4	1,5	1,8	2,1	1,3	1,4	1,8	1,0	3,8	1,2	1,6
Corse	2,1	2,7	3,0	4,8	3,4	3,1	3,8	1,6	1,2	-	2,8
Grand-Est	2,6	2,6	2,4	1,2	1,5	1,4	1,5	1,0	0,9	1,1	1,6
Hauts-de-France	2,1	2,4	2,0	2,1	2,1	3,8	1,8	1,2	1,2	0,6	1,9
Normandie	2,5	2,6	2,6	1,8	2,1	1,4	0,8	1,0	0,8	1,1	1,6
Nouvelle Aquitaine	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	1,8	1,7	2,0	1,4	2,0
Occitanie	2,1	2,0	1,7	2,2	1,6	2,1	1,7	2,1	1,8	1,5	1,8
Pays de la Loire	2,6	3,6	2,6	2,2	2,6	2,9	2,0	2,3	2,0	1,6	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,6	1,8	2,2	2,5	2,5	2,0	1,5	1,8	1,4	1,7	1,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,1	2,2	2,2	2,0	2,0	2,3	1,7	1,6	1,5	1,4	1,9
Île-de-France	1,2	2,3	2,6	1,7	1,8	1,8	1,6	1,2	1,0	1,3	1,3
France Métropolitaine	2,1	2,2	2,2	2,0	2,0	2,2	1,7	1,4	1,2	1,3	1,7
Outre-mer	0,4	-	1,2	3,8	2,0	3,5	3,7	3,6	1,9	2,1	2,9
France entière	2,1	2,2	2,2	2,0	2,0	2,2	1,7	1,5	1,3	1,3	1,7
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,7	2,3	2,3	1,9	2,0	1,9	1,7	1,4	1,5	1,3	1,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	3,0	1,8	2,6	2,3	2,1	2,8	1,7	1,6	1,0	1,4	1,5
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,0	2,2	2,1	2,0	2,0	2,2	1,8	1,1	-	-	2,1
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2,3	2,4	2,1	1,9	1,9	1,9	2,5	-	-	-	2,1
Groupeement à FPU	2,0	2,2	2,2	2,0	2,0	2,2	1,7	1,5	1,3	1,4	1,7
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,3	2,4	2,1	1,8	1,8	1,9	2,4	-	-	0,9	2,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,4	0,5	0,4	0,3	0,9	0,8	2,3	-0,1	5,5	-2,0	0,5
Bourgogne-Franche-Comté	0,4	0,4	0,4	0,3	-0,3	-0,2	0,6	-1,6	29,8	-4,7	0,4
Bretagne	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,3	1,1	3,9	4,7	14,8	0,6
Centre-Val de Loire	0,5	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	-0,1	-0,4	-2,6	-11,0	0,3
Corse	-5,3	-1,9	-1,5	-1,3	-1,0	-2,5	-7,0	1,4	3,2	-	-2,3
Grand-Est	0,4	0,2	0,3	0,2	1,1	0,5	1,3	2,0	0,4	0,0	0,4
Hauts-de-France	0,3	0,4	0,2	-0,2	3,2	-0,5	-0,3	1,5	-3,3	-1,1	0,3
Normandie	0,4	0,5	0,4	0,3	0,1	0,1	1,0	-3,4	1,8	-4,5	0,3
Nouvelle Aquitaine	0,4	0,3	0,3	0,0	0,5	-1,0	-1,3	0,4	-2,8	0,4	0,1
Occitanie	0,7	0,3	0,6	0,9	0,3	0,4	3,2	-1,0	0,1	0,8	0,7
Pays de la Loire	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	-0,2	-0,6	-1,2	0,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,9	0,1	0,2	-0,4	-1,0	0,2	2,5	1,4	-2,5	-1,3	0,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,2	1,1	0,3	-0,9	-0,8	0,4
Île-de-France	0,3	0,3	0,6	6,1	4,3	8,1	7,1	3,2	4,7	-4,1	2,3
France Métropolitaine	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,5	1,7	1,2	0,8	-2,0	0,4
Outre-mer	1,3	-	0,5	13,3	1,2	-0,4	-0,5	0,3	-8,4	40,0	-0,4
France entière	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,5	1,4	1,1	-2,1	0,5	0,4
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,4	0,4	0,4	1,0	0,5	0,8	1,4	0,7	-3,9	18,5	0,6
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,6	0,3	0,5	1,0	2,6	1,6	4,9	2,2	4,1	-2,4	0,9
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,4	0,4	0,4	0,2	0,5	0,0	0,2	0,1	-	-	0,3
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,4	0,3	0,2	0,2	1,6	0,7	-0,7	-	-	-	0,3
Groupeement à FPU	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5	1,6	1,1	-2,1	0,5	0,4
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,4	0,3	0,2	0,2	1,5	0,9	-0,7	-	-	-0,9	0,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,3	1,9	2,5	1,5	2,6	4,4	4,2	3,0	1,0	1,7	2,8
Bourgogne-Franche-Comté	1,4	3,7	2,2	2,1	0,5	1,9	2,2	0,3	1,9	2,5	1,9
Bretagne	4,6	0,9	3,5	3,2	4,6	3,2	1,4	-0,8	0,9	-0,2	2,3
Centre-Val de Loire	3,8	0,7	0,9	0,7	1,7	-0,4	1,1	0,3	3,3	-0,5	0,7
Corse	0,5	1,3	2,7	2,1	9,6	0,7	0,6	5,3	-8,3	-	0,7
Grand-Est	2,7	3,0	2,8	0,9	2,5	0,2	1,3	1,2	0,5	3,1	1,8
Hauts-de-France	4,9	5,2	1,5	3,0	2,9	6,5	3,1	1,6	1,0	2,0	2,9
Normandie	6,1	3,8	3,6	1,6	1,7	0,4	0,3	2,0	0,3	4,6	2,0
Nouvelle Aquitaine	2,7	4,0	2,6	5,7	5,5	3,7	3,0	1,1	3,2	4,6	3,4
Occitanie	0,7	1,7	2,4	4,8	0,4	4,8	2,9	2,8	2,7	2,3	2,8
Pays de la Loire	3,2	11,5	3,1	3,7	3,3	4,2	3,1	3,4	4,7	1,1	3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,1	-1,2	2,8	4,9	5,3	5,3	5,6	3,3	1,9	2,5	3,7
France Métropolitaine hors Île-de-Franc	2,1	3,0	2,4	2,6	2,9	3,3	2,9	2,1	1,9	2,3	2,6
Île-de-France	1,6	1,8	0,1	1,3	1,9	1,4	4,2	1,8	1,8	2,9	2,3
France Métropolitaine	2,1	2,9	2,3	2,5	2,8	3,1	3,1	2,0	1,8	2,6	2,5
Outre-mer	0,4	-	0,1	-0,1	-0,4	3,9	4,4	5,3	3,6	6,9	4,5
France entière	2,0	2,9	2,3	2,5	2,8	3,1	3,2	2,2	2,0	2,6	2,6
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	3,1	2,9	2,7	2,7	2,1	3,0	3,0	2,1	2,5	4,0	2,6
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	9,7	11,0	5,3	3,8	3,6	4,5	4,1	2,2	1,5	2,5	2,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,4	2,6	2,2	2,2	3,0	2,5	2,4	3,0	-	-	2,4
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2,4	2,7	1,3	1,8	3,4	2,1	0,9	-	-	-	1,9
Groupeement à FPU	1,9	3,0	2,5	2,5	2,7	3,2	3,3	2,2	2,0	2,7	2,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,4	2,7	1,3	1,9	3,2	2,1	0,8	-	-	0,2	1,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.6 Évolution des taux moyens

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2016 et 2017 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2017, et les calculs ne concernent que les taxes donnant lieu à un vote de taux par les collectivités. Ces évolutions sont communiquées en différences des taux moyens.

Évolution de 2016 à 2017^(a) des taux moyens de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements (en points)

	en points										
Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1
Bourgogne-Franche-Comté	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0	0,2
Bretagne	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Centre-Val de Loire	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Corse	-0,3	-0,1	0,0	0,4	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-	0,1
Grand-Est	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1
Hauts-de-France	-0,1	0,0	0,2	0,3	0,4	0,3	-0,1	-0,2	-0,5	0,1	0,1
Normandie	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,1
Nouvelle Aquitaine	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,4	0,1
Occitanie	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Pays de la Loire	-0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1
Île-de-France	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1
France Métropolitaine	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Outre-mer	0,4	-	0,0	-0,1	-1,4	0,0	-0,4	0,5	0,0	0,0	0,1
France entière	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,3	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	-0,1	-	-	0,2
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	-	-	-	0,3
Groupeement à FPU	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	-	-	0,2	0,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) Hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements (*en points*)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,6	-1,1	-1,1	-0,9	0,0	-0,4	-0,8	-0,2	0,1	0,0	-0,6
Bourgogne-Franche-Comté	-0,3	-1,2	-0,8	0,0	-1,3	-0,6	0,8	0,2	0,0	-0,1	-0,3
Bretagne	0,1	-1,0	-0,5	-0,8	-0,6	0,1	-0,1	-0,5	0,1	0,0	-0,3
Centre-Val de Loire	2,1	0,5	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	0,1	-0,1	-	0,0	-0,4
Corse	0,0	0,8	-1,3	-0,5	-	-	-	-	-	-	-1,2
Grand-Est	-0,1	-0,3	-1,4	-1,5	-0,5	-0,6	-0,6	-1,4	0,0	-0,4	-0,6
Hauts-de-France	-0,5	-0,1	-0,3	-1,1	-0,2	0,7	-0,9	-0,7	-0,3	0,0	-0,5
Normandie	-1,2	-0,7	-0,8	-0,9	-0,2	0,5	-3,2	-0,5	-1,6	-0,3	-1,0
Nouvelle Aquitaine	-1,6	-0,4	-0,5	-1,2	-1,4	-0,8	-0,1	0,2	-0,4	1,0	-0,4
Occitanie	-7,8	-3,2	-1,9	-0,4	-0,2	0,0	0,1	-0,3	-0,3	0,0	-0,7
Pays de la Loire	1,9	-0,6	-0,8	0,0	-0,3	-1,0	3,1	2,5	0,1	0,2	0,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-0,6	0,4	0,2	-0,5	0,3	0,4	0,0	0,1	0,0	-	-0,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	-1,5	-0,8	-0,8	-0,7	-0,4	-0,3	-0,5	-0,2	-0,1	0,0	-0,5
Île-de-France	-2,5	-1,9	-0,8	-0,4	0,4	0,6	0,1	0,2	-	-	0,0
France Métropolitaine	-1,5	-0,9	-0,8	-0,7	-0,3	-0,3	-0,5	-0,2	-0,1	0,0	-0,5
Outre-mer	-	-	-	-	2,5	-0,5	-0,1	0,5	0,0	-0,2	0,1
France entière	-1,5	-0,9	-0,8	-0,7	-0,2	-0,2	-0,4	0,0	0,0	-0,1	-0,4
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-4,5	-2,4	-1,1	-1,5	-0,7	-0,6	-0,7	0,1	0,0	0,1	-0,4
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	3,4	-0,1	-1,0	-2,5	1,8	0,0	-1,0	-1,5	-	-0,2	-0,4
CC ⁽⁴⁾ à FPU	-2,0	-1,1	-0,6	-0,5	0,0	-0,1	0,2	-0,6	-	-	-0,4
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,3	0,5	0,3	1,0	-0,2	0,5	-0,5	-	-	-	0,2
Groupe à FPU	-2,2	-1,2	-0,9	-0,9	-0,2	-0,3	-0,4	0,0	0,0	-0,1	-0,4
Groupe à fiscalité additionnelle	0,3	0,5	0,2	1,0	-0,2	0,4	-0,4	-	-	0,2	0,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017^(a) des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements (en points)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,7	0,0	0,1
Bourgogne-Franche-Comté	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2
Bretagne	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,1
Centre-Val de Loire	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Corse	-0,1	0,1	0,2	0,5	0,0	0,1	0,0	0,0	1,5	-	0,4
Grand-Est	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1
Hauts-de-France	0,0	0,2	0,3	0,4	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
Normandie	0,2	0,2	0,2	0,1	0,4	1,3	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,3
Nouvelle Aquitaine	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5	0,2
Occitanie	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Pays de la Loire	0,0	-0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,6	0,2	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Île-de-France	0,2	0,2	0,2	0,5	0,4	0,2	0,2	0,1	0,3	0,0	0,1
France Métropolitaine	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1
Outre-mer	1,0	-	0,4	0,0	-0,1	0,6	-0,3	0,8	0,0	0,0	0,2
France entière	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,1	-0,3	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3	0,0	0,1
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,1	-0,1	-	-	0,2
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,4	0,0	-	-	-	0,3
Groupe ment à FPU	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1
Groupe ment à fiscalité additionnelle	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,4	0,0	-	-	0,2	0,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes et de leurs groupements (*en points*)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,3	-1,1	-0,4	-0,2	1,3	0,2
Bourgogne-Franche-Comté	0,2	0,2	-0,2	0,1	-0,1	-2,9	0,0	-0,2	-0,1	-1,2	0,0
Bretagne	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,0	0,3	0,1	0,2
Centre-Val de Loire	0,1	0,2	0,3	0,1	-0,1	-1,1	-0,1	0,1	0,0	-0,6	0,2
Corse	-0,4	-0,3	0,7	0,0	-0,2	0,9	0,0	0,0	0,0	-	-0,4
Grand-Est	0,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,3	0,1	1,4	0,0	0,5	0,3
Hauts-de-France	0,1	0,0	0,1	0,4	-0,5	0,1	0,3	0,0	-0,4	0,0	0,1
Normandie	0,0	0,0	0,0	-0,5	0,4	-1,3	-0,6	0,6	-15,6	0,2	-0,2
Nouvelle Aquitaine	0,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,5	0,4	-0,1	0,3	0,7	0,3
Occitanie	0,6	0,3	0,4	0,3	-1,1	-0,4	-0,9	1,4	0,1	1,6	0,2
Pays de la Loire	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,2	-0,2	-1,4	-0,3	0,3	0,2	-0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,1	-0,5	0,3	0,3	0,5	0,0	-1,8	1,4	1,4	0,1	0,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,2	-0,7	0,4	0,2	0,6	0,1
Île-de-France	0,9	0,3	0,6	-0,4	2,1	-0,2	-0,7	-0,6	-1,9	-0,1	0,4
France Métropolitaine	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,1	-0,7	0,1	-0,6	0,6	0,1
Outre-mer	0,1	-	1,0	-1,7	-1,4	1,3	1,2	0,5	1,0	-3,4	0,9
France entière	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,1	-0,4	0,1	0,7	0,0	0,2
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-0,2	-0,2	0,1	0,1	-0,2	-0,4	-0,8	0,1	1,4	-3,0	0,0
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,1	0,3	0,4	0,5	0,9	-0,2	-1,1	0,3	-1,9	0,3	0,2
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	-0,2	-	-	0,2
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,2	0,2	0,5	0,5	0,3	1,1	1,5	-	-	-	0,4
Groupe ment à FPU	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,1	-0,5	0,1	0,7	-0,1	0,1
Groupe ment à fiscalité additionnelle	0,2	0,2	0,5	0,5	0,3	1,1	1,4	-	-	0,3	0,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors la taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution de 2016 à 2017 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements (*en points*)

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,7	0,1	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Bourgogne-Franche-Comté	0,2	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,5	-0,1	-0,5	0,5	0,2
Bretagne	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Centre-Val de Loire	-0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corse	-0,1	0,5	0,2	0,0	0,5	0,0	-0,2	0,0	0,0	-	0,1
Grand-Est	0,1	0,2	0,2	0,5	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,6	0,2
Hauts-de-France	0,5	0,3	0,2	0,1	-0,1	0,3	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Normandie	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	-0,1	-0,7	0,0	0,0
Nouvelle Aquitaine	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Occitanie	0,7	0,4	0,2	0,0	0,3	0,2	0,2	0,3	0,0	0,4	0,3
Pays de la Loire	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,6	-0,1	0,5	0,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1
Île-de-France	1,3	0,2	0,2	0,6	0,2	0,3	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2
France Métropolitaine	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1
Outre-mer	0,0	-	-0,1	0,0	0,1	-0,2	0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0
France entière	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,4	0,3	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,6	0,6	0,3	0,5	0,2	0,3	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	-0,4	-	-	0,1
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,3	0,2	0,3	0,5	0,1	0,2	-0,1	-	-	-	0,2
Groupeement à FPU	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,3	0,2	0,3	0,5	0,2	0,2	-0,1	-	-	0,2	0,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.7 Évolution des produits

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2016 et 2017 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2017, et les calculs détaillés concernent toutes les contributions directes.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,5	2,7	2,9	2,3	2,3	2,6	1,3	0,7	0,5	1,0	1,8
Bourgogne-Franche-Comté	3,3	3,2	2,6	2,6	1,9	1,4	1,5	0,5	-1,4	1,0	1,8
Bretagne	3,1	1,7	2,2	2,1	2,3	1,9	2,1	1,0	0,8	1,2	1,8
Centre-Val de Loire	0,8	1,6	1,6	1,8	1,2	1,3	0,6	0,3	0,5	0,9	1,1
Corse	-0,1	0,8	1,5	4,4	4,3	1,8	1,8	1,5	2,0	-	2,1
Grand-Est	1,7	2,3	2,3	1,8	2,2	1,7	1,4	1,1	1,1	0,5	1,5
Hauts-de-France	0,4	1,3	2,2	2,2	2,5	1,9	0,6	-0,2	-0,7	1,7	1,1
Normandie	1,8	2,2	2,3	2,1	2,1	1,3	0,8	0,9	0,5	0,2	1,4
Nouvelle Aquitaine	1,7	2,3	2,4	2,9	2,4	2,6	1,7	2,1	1,4	2,0	2,2
Occitanie	3,6	3,3	3,1	3,0	2,1	2,1	1,7	1,5	1,9	1,6	2,2
Pays de la Loire	1,6	2,0	2,2	2,5	2,7	3,0	2,5	2,1	1,1	1,9	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,7	2,2	2,9	3,0	2,7	2,2	2,0	1,1	0,9	0,6	1,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,2	1,5	1,0	0,8	1,1	1,7
Île-de-France	2,4	2,2	2,2	2,6	2,5	2,8	1,4	1,6	2,0	0,7	1,6
France Métropolitaine	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,2	1,5	1,3	1,3	1,0	1,7
Outre-mer	9,8	-	1,5	2,6	-2,6	2,4	-0,7	3,1	1,8	3,2	2,0
France entière	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,2	1,5	1,3	1,3	1,0	1,7
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,4	2,0	2,4	2,4	2,5	2,1	1,1	1,0	1,1	1,5	1,5
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	2,3	2,4	2,3	2,5	2,6	2,0	1,9	1,7	1,7	1,0	1,5
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,5	2,5	2,5	2,5	2,1	2,4	1,5	0,1	-	-	2,3
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,9	2,4	2,6	2,3	2,0	3,0	2,0	-	-	-	2,5
Groupeement à FPU	2,4	2,4	2,4	2,5	2,3	2,2	1,4	1,3	1,3	1,0	1,7
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,9	2,4	2,6	2,4	2,1	3,0	1,8	-	-	1,5	2,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,3	-7,8	-8,9	-14,0	-0,5	-5,7	-11,5	-11,0	-9,4	-17,1	-12,3
Bourgogne-Franche-Comté	-4,4	-6,1	-10,8	-6,7	-25,9	1,9	-19,0	-28,2	2,6	-10,4	-13,5
Bretagne	1,9	6,5	-6,9	-0,8	13,9	-8,5	-5,0	-8,5	-17,4	-11,8	-7,5
Centre-Val de Loire	29,0	19,6	1,5	5,6	-4,0	-20,2	-12,8	-8,2	-	-8,4	-7,6
Corse	12,1	-5,5	35,4	71,5	-	-	-	-	-	-	84,2
Grand-Est	-1,4	6,9	14,6	-13,5	3,9	-3,3	0,0	16,0	10,2	-19,3	-4,8
Hauts-de-France	2,9	14,7	5,7	-6,1	7,3	-10,0	-17,9	-9,2	-8,3	-8,8	-7,9
Normandie	-31,9	7,7	-7,1	-1,3	0,3	-7,7	-21,5	-39,0	-40,9	-28,8	-24,7
Nouvelle Aquitaine	44,4	-0,4	-7,4	7,1	-11,0	7,7	-1,1	-14,5	-3,8	-29,1	-7,9
Occitanie	-10,6	-15,4	-12,7	2,5	11,6	2,5	3,6	-17,3	-13,4	-15,7	-8,0
Pays de la Loire	63,8	17,7	0,3	-11,7	1,6	7,8	21,2	130,9	-20,5	-24,3	-2,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-14,2	45,1	25,7	11,5	10,2	-8,1	3,1	7,3	-8,8	-	2,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,4	2,8	-1,7	-1,1	1,5	-2,2	-6,7	-10,1	-10,0	-18,4	-8,9
Île-de-France	22,5	-20,8	-13,5	4,7	-34,2	0,1	-16,9	-13,4	-	-	-12,5
France Métropolitaine	2,5	2,4	-2,1	-0,9	0,7	-2,2	-7,4	-10,2	-10,0	-18,4	-8,9
Outre-mer	-	-	-	-	161,8	53,4	-2,8	0,8	1,0	-14,1	0,2
France entière	2,5	2,4	-2,1	-0,9	3,0	1,0	-6,8	-8,3	-6,4	-17,9	-7,7
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-17,9	10,6	-4,5	-7,9	-0,5	15,6	-2,5	-5,9	-6,4	-17,2	-6,5
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	3,2	18,7	6,2	-10,9	7,7	-3,8	-21,3	-18,3	-	-18,5	-17,0
CC ⁽⁴⁾ à FPU	7,1	-4,1	-2,9	4,0	6,6	-4,6	-7,0	-33,1	-	-	-3,5
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,5	15,3	1,6	-3,0	-3,9	-8,3	-7,8	-	-	-	-3,0
Groupe ment à FPU	3,4	-1,1	-2,8	-0,5	3,8	2,0	-7,1	-8,3	-6,4	-17,6	-7,8
Groupe ment à fiscalité additionnelle	0,5	15,3	1,6	-3,1	-3,9	-7,9	-7,9	-	-	-24,3	-7,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,5	2,7	2,8	2,3	2,4	2,7	1,3	0,7	0,4	0,9	1,8
Bourgogne-Franche-Comté	3,3	3,2	2,6	2,6	1,7	1,4	1,4	0,2	-1,4	0,8	1,7
Bretagne	3,1	1,7	2,2	2,1	2,3	1,9	2,1	1,0	0,7	1,2	1,8
Centre-Val de Loire	0,9	1,7	1,6	1,8	1,2	1,2	0,5	0,3	0,5	0,8	1,0
Corse	-0,1	0,8	1,6	4,8	4,3	2,2	1,8	1,5	4,3	-	2,7
Grand-Est	1,7	2,3	2,3	1,8	2,2	1,6	1,4	1,3	1,1	0,3	1,5
Hauts-de-France	0,4	1,3	2,2	2,2	2,6	1,8	0,6	-0,3	-0,7	1,6	1,1
Normandie	1,8	2,2	2,3	2,1	2,1	1,2	0,6	0,6	0,2	-0,3	1,2
Nouvelle Aquitaine	1,7	2,3	2,4	2,9	2,4	2,8	1,7	2,1	1,7	2,5	2,3
Occitanie	3,6	3,2	3,0	3,0	2,1	2,1	1,8	1,4	1,7	1,6	2,1
Pays de la Loire	1,7	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	2,5	2,3	1,5	1,8	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,7	2,2	3,0	3,0	2,8	2,5	2,4	1,4	0,9	0,6	1,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,2	1,6	1,1	0,9	1,0	1,7
Île-de-France	2,4	2,2	2,2	2,6	2,5	2,8	1,4	1,6	2,0	5,3	2,6
France Métropolitaine	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,3	1,5	1,3	1,4	2,0	1,9
Outre-mer	9,8	-	1,5	2,6	-1,8	3,0	-0,8	3,0	1,8	2,6	1,9
France entière	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,3	1,5	1,3	1,4	2,0	1,9
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,4	2,0	2,4	2,4	2,5	2,3	1,1	1,1	1,2	1,1	1,5
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	2,3	2,4	2,3	2,4	2,6	2,0	1,9	1,8	1,8	2,1	2,0
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,5	2,5	2,5	2,6	2,1	2,4	1,5	-0,1	-	-	2,3
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,9	2,4	2,6	2,3	2,0	3,0	2,0	-	-	-	2,4
Groupe ment à FPU	2,4	2,4	2,4	2,5	2,3	2,3	1,5	1,3	1,4	2,0	1,9
Groupe ment à fiscalité additionnelle	1,9	2,4	2,6	2,3	2,1	3,0	1,8	-	-	1,1	2,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Y compris la THLV et la majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,0	3,0	3,5	3,3	2,8	3,5	2,4	1,4	3,9	1,4	2,6
Bourgogne-Franche-Comté	4,0	3,9	3,4	3,2	2,6	2,8	1,7	1,0	1,6	1,4	2,4
Bretagne	2,4	3,2	3,4	2,6	2,7	3,5	2,4	1,2	1,2	1,1	2,4
Centre-Val de Loire	1,4	2,6	3,5	3,0	2,0	1,7	1,6	0,8	3,8	1,1	2,0
Corse	1,3	3,6	5,2	8,8	3,5	3,8	3,8	1,6	9,4	-	5,4
Grand-Est	3,9	4,0	3,5	2,0	2,8	2,0	1,6	1,1	1,9	1,2	2,1
Hauts-de-France	2,2	3,4	3,5	3,8	3,3	3,8	2,7	1,3	1,3	0,6	2,5
Normandie	3,4	3,5	3,4	2,4	3,8	6,6	0,9	1,2	0,3	0,8	2,7
Nouvelle Aquitaine	3,4	3,3	3,5	3,3	3,6	3,1	2,7	2,4	2,8	3,6	3,1
Occitanie	3,8	3,2	3,3	3,5	2,4	2,8	2,0	2,3	2,2	1,5	2,4
Pays de la Loire	2,8	3,0	3,3	3,4	4,2	3,4	2,7	2,5	2,2	1,8	2,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,2	2,8	3,9	3,3	3,8	2,9	1,7	2,5	1,4	1,6	2,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,5	3,3	3,5	3,2	3,1	3,3	2,1	1,8	2,1	1,5	2,5
Île-de-France	3,2	3,7	3,9	4,4	3,8	3,0	2,6	1,9	2,6	1,2	2,2
France Métropolitaine	3,5	3,4	3,5	3,3	3,2	3,3	2,2	1,8	2,3	1,4	2,4
Outre-mer	11,5	-	2,6	3,8	1,6	5,6	2,5	6,7	2,0	2,1	3,8
France entière	3,5	3,4	3,5	3,3	3,1	3,3	2,2	2,0	2,3	1,4	2,5
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,4	3,1	3,4	3,4	3,3	2,5	2,3	1,8	2,1	2,0	2,3
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	9,6	0,3	2,7	2,9	2,9	3,4	2,1	2,3	2,6	1,4	2,0
CC ⁽⁴⁾ à FPU	3,5	3,5	3,5	3,3	3,2	4,0	2,2	0,9	-	-	3,3
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	4,0	3,4	3,8	2,7	2,8	3,8	2,6	-	-	-	3,4
Groupeement à FPU	3,3	3,3	3,4	3,3	3,2	3,3	2,2	2,0	2,3	1,4	2,4
Groupeement à fiscalité additionnelle	4,0	3,4	3,8	2,7	2,8	3,7	2,5	-	-	1,7	3,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Remarque 1 : l'évolution élevée de la première strate de l'Outre-mer est due à celle de la commune de Saint-Élie (Guyane).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,6	0,9	0,9	0,8	1,1	1,4	0,7	-0,7	5,0	1,5	0,9
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	0,9	0,0	0,5	-0,6	-5,4	0,6	-2,0	29,6	-6,5	0,2
Bretagne	0,7	0,5	0,7	0,8	0,6	0,9	1,5	3,8	5,3	15,0	0,9
Centre-Val de Loire	0,8	1,0	1,1	0,8	0,2	-1,6	-0,3	-0,3	-2,6	-12,3	0,7
Corse	-6,0	-2,4	-0,4	-1,3	-1,3	-1,1	-7,0	1,4	3,2	-	-2,8
Grand-Est	0,6	1,3	1,6	0,9	2,1	1,2	1,4	4,4	0,3	0,8	1,3
Hauts-de-France	0,5	0,3	0,4	0,6	2,4	-0,3	0,2	1,5	-3,8	-1,1	0,4
Normandie	0,4	0,5	0,3	-0,8	0,9	-3,0	-0,2	-2,2	-19,9	-3,9	-0,1
Nouvelle Aquitaine	1,1	0,7	0,9	0,4	0,7	-0,1	-0,7	0,2	-2,3	1,2	0,6
Occitanie	1,4	0,7	1,1	1,3	-0,9	0,0	2,3	0,4	0,2	3,0	0,9
Pays de la Loire	0,0	0,3	0,4	0,7	0,9	0,1	-2,5	-0,8	-0,1	-0,8	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	-0,7	0,8	0,0	-0,2	0,3	-0,9	4,4	0,5	-0,8	0,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,9	0,7	0,8	0,6	0,6	-0,2	0,0	0,9	-0,5	0,6	0,6
Île-de-France	2,9	1,0	1,8	5,5	7,6	7,8	6,1	2,2	0,3	-4,7	3,0
France Métropolitaine	0,9	0,7	0,8	0,8	0,9	0,3	0,6	1,3	-0,3	-0,4	0,7
Outre-mer	1,7	-	3,2	9,9	-2,6	5,3	4,8	1,8	-1,4	18,8	3,4
France entière	0,9	0,7	0,8	0,8	0,9	0,4	0,8	1,3	-0,4	0,4	0,8
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-0,1	-0,1	0,6	1,1	0,0	0,2	0,2	0,9	-0,5	9,7	0,5
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	1,2	1,1	1,4	1,9	4,2	1,3	3,0	2,8	-0,2	-1,5	1,4
CC ⁽⁵⁾ à FPU	0,9	0,8	0,8	0,5	0,9	-0,1	0,2	-0,4	-	-	0,7
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,1	0,9	1,2	1,1	2,1	2,6	3,7	-	-	-	1,2
Groupe à FPU	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,2	0,7	1,3	-0,4	0,4	0,7
Groupe à fiscalité additionnelle	1,1	0,9	1,2	1,1	2,0	2,7	3,3	-	-	-0,2	1,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,6	0,9	1,0	0,8	1,2	1,5	0,9	-0,6	5,8	1,0	0,9
Bourgogne-Franche-Comté	1,1	0,9	0,1	0,5	-0,7	-4,9	0,9	-2,8	30,3	-6,4	0,2
Bretagne	0,7	0,5	0,8	0,9	0,6	1,0	1,7	4,3	5,5	16,0	1,1
Centre-Val de Loire	1,0	0,9	1,1	0,9	0,4	-1,1	-0,3	-0,4	-3,0	-12,1	0,7
Corse	-5,7	-2,2	-0,8	-1,3	-1,1	-1,6	-7,0	1,4	3,2	-	-2,6
Grand-Est	0,6	1,3	1,7	0,8	2,3	1,1	1,6	4,5	0,7	1,0	1,4
Hauts-de-France	0,5	0,3	0,4	0,6	1,9	-0,7	-0,1	1,9	-3,9	-1,2	0,4
Normandie	0,4	0,6	0,3	-0,8	0,8	-2,7	0,5	-3,1	-14,4	-4,4	-0,1
Nouvelle Aquitaine	1,2	0,7	0,9	0,3	0,9	-0,6	-1,2	0,2	-3,0	1,2	0,6
Occitanie	1,4	0,7	1,2	1,4	-0,7	0,3	2,8	-0,1	0,3	3,0	1,0
Pays de la Loire	0,1	0,3	0,4	0,7	0,9	0,2	-2,2	-0,8	-0,1	-1,0	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,1	-0,8	0,6	-0,1	-0,6	0,3	-1,4	2,7	-0,4	-1,1	0,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,9	0,7	0,8	0,6	0,6	-0,1	0,1	0,6	-0,7	0,3	0,6
Île-de-France	2,8	1,0	1,7	5,3	7,5	7,4	9,8	12,9	25,4	24,5	9,0
France Métropolitaine	0,9	0,7	0,8	0,8	0,9	0,4	1,1	4,0	5,4	3,4	1,0
Outre-mer	1,1	-	2,9	13,1	-2,2	5,0	7,1	1,8	-0,8	29,0	5,0
France entière	0,9	0,7	0,8	0,8	0,9	0,4	1,3	3,8	4,7	4,4	1,1
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,0	-0,1	0,7	1,1	0,0	0,3	0,4	0,6	-0,5	11,7	0,6
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,2	1,1	1,5	1,9	4,4	1,6	5,7	13,5	23,2	2,9	5,6
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,9	0,8	0,8	0,5	0,8	-0,1	0,1	-0,1	-	-	0,7
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,1	0,9	1,2	1,0	2,4	2,3	3,3	-	-	-	1,2
Groupeement à FPU	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,3	1,3	3,8	4,7	4,5	1,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,1	0,9	1,2	1,0	2,3	2,4	3,0	-	-	-0,5	1,2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes ménages des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,3	2,6	3,0	2,7	2,5	3,1	1,9	1,1	2,2	1,1	2,1
Bourgogne-Franche-Comté	3,1	3,1	2,7	2,8	2,1	1,9	1,5	0,6	0,1	1,1	2,0
Bretagne	2,4	1,9	2,4	2,2	2,4	2,5	2,2	1,1	1,0	1,2	2,0
Centre-Val de Loire	1,0	1,8	2,3	2,3	1,5	1,4	1,1	0,5	1,9	0,9	1,5
Corse	0,4	1,6	2,4	5,7	4,1	2,7	1,9	1,6	6,1	-	3,4
Grand-Est	2,1	2,7	2,7	1,9	2,4	1,8	1,5	1,2	1,5	0,7	1,7
Hauts-de-France	0,9	1,7	2,6	2,8	2,8	2,7	1,6	0,5	0,3	1,1	1,7
Normandie	1,9	2,5	2,6	2,1	2,9	4,3	0,8	0,9	0,2	0,3	1,9
Nouvelle Aquitaine	2,1	2,4	2,7	3,0	2,9	2,8	2,2	2,2	2,2	3,0	2,6
Occitanie	3,3	2,9	3,0	3,1	2,1	2,4	1,9	1,8	2,0	1,5	2,2
Pays de la Loire	1,5	1,9	2,3	2,7	3,3	3,1	2,5	2,3	1,8	1,8	2,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,2	2,3	3,2	3,0	3,1	2,6	2,1	1,9	1,1	1,0	1,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	1,8	1,4	1,4	1,2	2,0
Île-de-France	2,8	2,8	2,9	3,6	3,1	3,0	2,0	1,8	2,3	3,5	2,4
France Métropolitaine	2,4	2,5	2,7	2,7	2,7	2,7	1,9	1,6	1,8	1,7	2,1
Outre-mer	11,4	-	2,2	3,6	-0,1	4,3	1,0	4,9	1,9	2,5	2,9
France entière	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	1,8	1,7	1,8	1,8	2,1
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,2	2,1	2,7	2,8	2,8	2,4	1,7	1,4	1,6	1,6	1,9
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	4,7	1,5	2,4	2,6	2,7	2,7	2,1	2,1	2,2	1,8	2,0
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,5	2,6	2,7	2,8	2,5	3,1	1,8	0,4	-	-	2,6
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2,4	2,6	3,0	2,4	2,4	3,3	2,3	-	-	-	2,8
Groupeement à FPU	2,4	2,5	2,7	2,8	2,7	2,7	1,8	1,7	1,8	1,8	2,1
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,4	2,6	3,0	2,4	2,4	3,3	2,1	-	-	1,4	2,7

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,8	2,2	3,3	2,9	3,4	4,7	3,7	3,5	0,6	2,3	3,2
Bourgogne-Franche-Comté	2,4	5,1	3,7	3,3	1,1	2,6	4,1	0,1	0,1	4,4	2,9
Bretagne	5,6	1,2	4,0	3,7	5,0	3,6	1,4	-1,2	0,4	-0,3	2,4
Centre-Val de Loire	2,9	1,4	1,1	0,6	2,2	0,6	1,2	0,5	3,1	-0,5	1,0
Corse	0,2	4,5	4,2	2,1	13,6	1,0	-0,5	4,5	-8,1	-	1,0
Grand-Est	3,1	3,7	3,7	3,1	3,6	0,6	1,6	1,3	1,3	5,2	2,8
Hauts-de-France	7,2	6,3	2,3	3,4	2,8	7,5	3,0	1,9	0,8	2,3	3,2
Normandie	7,3	4,2	4,0	2,8	2,2	1,0	0,8	1,8	-2,0	4,2	2,2
Nouvelle Aquitaine	2,6	4,3	3,4	6,0	5,8	4,0	3,4	0,8	3,1	4,9	3,6
Occitanie	2,7	2,9	3,2	5,0	1,5	5,5	3,4	3,5	2,2	3,4	3,6
Pays de la Loire	2,9	12,0	4,0	4,4	4,1	4,6	4,0	5,7	4,2	3,1	4,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,7	-0,7	3,5	5,6	5,5	5,7	5,3	3,6	2,1	2,4	3,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,6	3,5	3,2	3,7	3,5	4,0	3,2	2,5	1,7	3,0	3,2
Île-de-France	7,3	2,6	1,2	4,0	2,7	2,9	5,2	3,0	2,2	3,7	3,1
France Métropolitaine	2,7	3,5	3,1	3,7	3,4	3,9	3,5	2,7	1,9	3,3	3,2
Outre-mer	0,4	-	-0,4	-0,1	-0,1	3,2	5,3	4,2	3,3	7,2	4,1
France entière	2,6	3,5	3,1	3,7	3,4	3,9	3,5	2,8	2,0	3,3	3,2
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	4,9	4,1	3,4	3,9	2,6	3,5	3,3	2,2	2,3	4,2	3,0
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	12,4	13,6	6,4	5,6	4,9	5,7	4,6	3,4	1,8	3,2	3,6
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,5	3,0	2,9	3,1	3,4	2,9	2,5	1,8	-	-	2,9
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	3,6	3,3	2,4	3,8	4,2	3,1	0,5	-	-	-	2,9
Groupeement à FPU	2,2	3,5	3,2	3,7	3,3	3,9	3,6	2,8	2,0	3,3	3,2
Groupeement à fiscalité additionnelle	3,6	3,3	2,4	3,8	4,0	3,1	0,5	-	-	1,4	2,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-5,6	-3,5	1,4	8,4	11,1	4,4	0,1	2,7	-1,6	8,5	4,6
Bourgogne-Franche-Comté	2,2	1,4	4,5	4,8	7,0	-4,1	2,1	-4,5	0,5	5,3	1,6
Bretagne	27,2	1,9	3,0	3,3	3,9	6,8	1,2	6,7	2,9	0,8	3,4
Centre-Val de Loire	12,9	9,5	-1,8	3,0	0,9	6,3	11,0	1,8	13,2	21,1	6,4
Corse	11,3	-3,3	5,9	6,0	-3,0	-1,4	9,0	27,2	-5,9	-	3,3
Grand-Est	8,3	3,1	-1,2	-5,8	-1,4	1,6	3,9	4,6	4,0	14,7	3,3
Hauts-de-France	3,8	4,1	2,7	-1,2	-0,9	4,9	-4,0	5,2	5,5	2,2	2,0
Normandie	-4,4	-3,2	1,4	3,2	2,8	27,2	8,3	4,9	2,9	3,3	7,9
Nouvelle Aquitaine	2,1	4,5	1,1	1,1	8,0	-0,9	8,6	1,9	7,1	8,8	3,8
Occitanie	-9,3	-2,6	3,7	4,1	2,8	2,9	6,0	-11,5	0,2	6,6	1,6
Pays de la Loire	-20,9	-2,8	1,6	4,6	1,1	7,8	4,6	7,0	0,6	4,1	4,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-13,2	2,2	7,4	-0,3	4,5	4,7	7,3	4,0	0,4	2,9	3,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,9	1,0	1,5	2,4	4,0	5,4	3,8	1,7	3,0	7,0	3,8
Île-de-France	-5,1	8,4	7,9	21,6	1,9	5,4	6,9	6,7	3,9	3,7	5,2
France Métropolitaine	0,8	1,5	2,0	4,5	3,8	5,4	4,3	3,9	3,5	5,3	4,2
Outre-mer	-18,2	-	-9,4	-33,4	1,4	1,0	7,5	5,9	-0,4	10,4	4,2
France entière	0,8	1,5	1,9	4,4	3,8	5,4	4,3	3,9	3,4	5,3	4,2
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	8,4	5,3	4,0	7,9	4,6	4,8	4,6	5,3	2,6	6,8	4,9
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	-4,3	9,1	5,8	7,7	10,1	6,8	5,2	2,7	3,9	5,2	4,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	-1,3	2,4	1,2	1,7	1,4	6,1	3,0	3,1	-	-	2,7
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2,7	-3,5	-1,2	1,0	3,6	-0,5	1,0	-	-	-	-0,2
Groupeement à FPU	-0,1	3,3	2,5	4,7	3,9	5,8	4,4	3,9	3,4	5,4	4,4
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,7	-3,5	-1,1	0,9	3,3	-0,2	0,2	-	-	2,4	0,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Y compris la part intercommunale de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,0	3,5	2,4	2,2	6,4	2,5	2,1	7,7	8,2	8,4	3,2
Bourgogne-Franche-Comté	16,1	4,3	10,8	2,9	1,1	1,5	4,1	3,6	11,0	7,9	7,4
Bretagne	-0,5	3,5	3,7	1,6	7,9	3,3	8,0	8,5	9,3	9,6	4,5
Centre-Val de Loire	2,6	4,6	1,8	5,1	1,5	-0,8	5,0	6,9	4,6	15,5	2,6
Corse	-1,7	1,9	-2,0	1,0	-3,1	58,4	-5,6	3,4	-48,4	-	-2,0
Grand-Est	8,5	10,6	5,0	2,2	-2,1	0,5	-0,8	4,2	15,6	11,6	4,4
Hauts-de-France	17,5	13,4	3,9	6,2	1,1	5,2	2,4	7,1	5,6	9,2	6,1
Normandie	7,7	1,1	2,6	-0,6	2,1	1,1	3,4	2,4	5,7	3,6	2,0
Nouvelle Aquitaine	10,5	10,1	3,1	7,0	2,0	5,0	5,5	5,5	6,5	7,5	5,0
Occitanie	15,2	3,7	2,4	11,2	-37,1	6,1	6,3	8,3	0,6	12,3	1,9
Pays de la Loire	35,5	15,5	4,7	9,9	2,0	2,7	2,3	23,3	4,3	9,6	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,8	7,0	3,0	9,7	2,6	4,3	8,7	-4,9	8,9	10,8	4,9
France Métropolitaine hors Île-de-France	10,0	6,3	3,3	4,5	-3,6	3,1	4,1	3,1	4,4	9,6	4,1
Île-de-France	10,3	5,1	2,0	1,2	4,6	9,8	6,2	8,6	7,7	6,1	5,9
France Métropolitaine	10,0	6,2	3,3	4,1	-3,4	3,3	4,3	4,9	5,7	8,7	4,2
Outre-mer	0,8	-	8,0	1,5	10,1	8,2	-5,4	-0,5	-4,6	37,9	2,9
France entière	10,0	6,2	3,3	4,1	-3,3	3,4	4,1	4,5	4,9	9,2	4,2
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	7,9	13,5	3,7	3,5	0,5	3,8	4,5	5,0	3,2	8,6	4,4
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	4,5	12,0	4,9	7,0	3,6	5,4	5,7	3,8	7,7	9,3	6,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	8,6	5,4	3,1	3,6	-6,4	2,7	0,8	4,3	-	-	2,7
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	13,3	5,0	3,5	4,9	2,8	2,7	3,8	-	-	-	4,9
Groupe ment à FPU	8,4	7,0	3,3	4,0	-3,7	3,6	4,2	4,5	4,9	9,2	4,1
Groupe ment à fiscalité additionnelle	13,3	5,0	3,5	4,9	2,9	2,7	3,5	-	-	7,0	4,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) Y compris la part intercommunale de la métropole de Lyon.

Remarque 1 : l'évolution élevée à la baisse de la neuvième strate de la Corse est due à celle de la commune d'Ajaccio.

Remarque 2 : l'évolution élevée à la hausse de la sixième strate de la Corse est due à celle de la commune de Lucciana.

Remarque 3 : l'évolution élevée à la hausse de la première strate de la région Pays de la Loire est due à celle de la commune de Tassille.

Remarque 4 : l'évolution élevée à la baisse de la cinquième strate de la région Occitanie est due à celle de la commune d'Aramon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	en pourcentage										Ensemble
	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	
Auvergne-Rhône-Alpes	-41,0	32,9	16,9	20,5	21,9	25,9	29,8	27,0	32,4	18,1	24,4
Bourgogne-Franche-Comté	-3,8	-15,5	17,2	22,1	27,6	29,2	22,6	29,6	30,5	21,5	24,0
Bretagne	-	0,0	20,4	23,2	22,3	25,4	34,4	23,9	28,6	21,8	26,5
Centre-Val de Loire	0,0	-39,6	27,9	25,0	24,6	27,7	26,9	33,0	13,5	21,7	27,0
Corse	-	-	15,2	10,6	-13,2	-17,7	23,7	-44,5	10,4	-	-1,6
Grand-Est	98,8	34,6	27,6	25,6	28,5	21,7	30,3	23,0	28,3	18,9	25,5
Hauts-de-France	-40,9	9,5	40,8	17,4	35,8	23,9	31,9	24,4	24,0	3,8	25,9
Normandie	3,5	-4,6	27,3	26,1	35,5	30,8	33,1	32,0	29,3	21,6	29,6
Nouvelle Aquitaine	0,0	-10,1	19,3	22,2	27,0	27,7	32,9	26,9	26,5	23,3	26,3
Occitanie	-1,1	12,6	16,3	24,4	24,6	25,6	29,7	25,9	29,7	24,5	25,5
Pays de la Loire	-	48,3	27,7	25,8	24,6	34,3	35,1	31,7	28,5	26,4	30,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	-11,4	4,3	20,7	-2,8	20,3	22,3	28,0	27,4	22,6	23,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	-7,5	12,2	23,9	22,7	26,1	26,2	30,1	27,1	27,1	21,0	25,9
Île-de-France	0,0	9,9	123,2	26,8	30,2	22,3	20,8	22,2	21,6	8,5	21,0
France Métropolitaine	-7,5	11,4	26,2	23,0	26,2	25,9	28,9	25,8	25,5	18,6	25,1
Outre-mer	-	-	-	-	-	-16,1	7,2	20,5	27,2	44,4	23,4
France entière	-7,5	11,4	26,2	23,0	26,2	25,8	28,6	25,6	25,6	19,1	25,1
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-	9,5	32,0	24,4	27,5	25,9	24,7	26,3	27,1	26,7	26,3
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	-	71,4	89,8	30,1	35,2	25,1	31,1	24,3	22,4	17,5	23,9
CC ⁽⁴⁾ à FPU	-16,3	7,6	19,0	20,7	23,7	26,3	32,4	27,6	-	-	25,1
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	-1,7	-2,0	19,0	16,5	24,5	24,2	27,7	-	-	-	21,6
Groupe ment à FPU	-10,0	13,5	27,1	23,6	26,3	25,9	28,6	25,6	25,6	18,9	25,2
Groupe ment à fiscalité additionnelle	-1,7	-2,0	18,8	17,5	25,2	25,1	29,2	-	-	27,5	22,6

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,3	1,9	3,2	5,0	6,9	5,7	4,0	5,2	2,0	5,5	4,7
Bourgogne-Franche-Comté	6,4	5,3	5,4	5,5	4,9	3,2	5,7	1,1	1,6	6,0	4,4
Bretagne	9,9	2,0	4,2	5,0	6,3	7,2	4,7	4,0	4,5	1,7	4,9
Centre-Val de Loire	4,6	3,9	1,3	3,4	3,3	5,1	7,8	3,8	7,9	10,4	4,6
Corse	0,9	2,2	5,0	4,3	0,0	0,1	6,3	7,5	-6,4	-	1,3
Grand-Est	7,2	6,0	3,5	2,1	4,0	2,5	4,9	4,3	4,3	9,6	4,6
Hauts-de-France	11,9	9,7	4,5	4,0	3,7	8,1	3,4	4,8	3,8	2,4	4,7
Normandie	4,4	2,3	4,2	6,2	6,0	9,6	5,4	5,8	2,5	4,8	5,8
Nouvelle Aquitaine	4,0	5,7	3,5	6,6	8,7	5,0	7,8	3,8	6,3	7,5	5,6
Occitanie	3,9	2,4	3,8	6,9	1,0	6,4	6,4	-0,2	4,2	5,4	4,3
Pays de la Loire	7,6	9,0	4,2	6,3	3,9	8,3	6,8	9,5	4,9	5,0	6,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,1	0,7	4,2	4,9	4,8	6,4	6,9	5,3	3,7	3,9	5,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,8	4,1	3,7	4,9	4,9	6,2	5,5	4,3	4,1	5,5	4,9
Île-de-France	6,6	4,6	4,8	10,3	3,7	4,8	6,8	5,4	3,5	3,8	4,7
France Métropolitaine	4,9	4,2	3,7	5,4	4,8	6,0	5,7	4,7	3,8	4,8	4,9
Outre-mer	0,1	-	-2,3	-5,1	-0,2	2,4	5,6	5,6	3,9	10,8	5,3
France entière	4,8	4,2	3,7	5,4	4,8	6,0	5,7	4,8	3,8	4,9	4,9
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	6,4	5,7	4,8	6,7	5,0	5,7	5,6	5,3	4,4	6,6	5,4
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	8,1	14,2	8,9	8,3	7,9	7,3	6,3	4,2	3,3	4,7	5,0
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,9	3,3	3,1	3,8	3,6	5,9	5,5	4,5	-	-	4,2
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	7,7	4,1	2,6	5,6	5,5	3,1	3,1	-	-	-	3,8
Groupeement à FPU	3,5	4,2	3,9	5,4	4,7	6,2	5,8	4,8	3,8	4,9	4,9
Groupeement à fiscalité additionnelle	7,7	4,1	2,7	5,7	5,3	3,3	3,0	-	-	3,5	3,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	en pourcentage										Ensemble
	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	2,4	3,0	3,4	3,8	3,9	2,5	2,1	2,2	2,1	2,8
Bourgogne-Franche-Comté	3,8	3,6	3,5	3,5	3,0	2,3	2,6	0,7	0,5	1,9	2,6
Bretagne	3,9	1,9	2,7	2,7	3,1	3,5	2,8	1,7	1,7	1,3	2,6
Centre-Val de Loire	1,7	2,1	2,0	2,5	2,1	2,4	2,7	1,3	3,1	2,7	2,2
Corse	0,5	1,7	2,7	5,5	3,4	2,1	2,7	2,5	4,0	-	3,1
Grand-Est	4,2	3,6	3,1	1,9	2,9	2,0	2,4	2,0	2,1	2,5	2,5
Hauts-de-France	3,6	3,8	3,3	3,4	3,0	4,1	2,1	1,4	1,2	1,4	2,5
Normandie	2,2	2,8	3,2	3,2	3,6	6,2	2,1	2,0	0,7	1,2	3,0
Nouvelle Aquitaine	2,5	3,1	3,0	4,2	4,2	3,3	3,5	2,5	3,1	3,9	3,3
Occitanie	3,4	2,8	3,4	3,9	1,9	3,3	2,9	1,3	2,5	2,5	2,7
Pays de la Loire	2,1	2,9	2,7	3,4	3,4	4,5	3,5	4,1	2,6	2,4	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,6	2,0	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	2,7	1,5	1,5	2,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,1	3,0	3,1	3,3	3,2	3,6	2,8	2,1	2,0	2,1	2,7
Île-de-France	4,1	3,4	3,4	5,9	3,3	3,4	3,0	2,6	2,7	3,6	3,1
France Métropolitaine	3,1	3,0	3,1	3,5	3,2	3,6	2,8	2,3	2,3	2,5	2,8
Outre-mer	2,5	-	0,6	0,1	-0,1	4,1	1,7	5,1	2,3	4,1	3,4
France entière	3,1	3,0	3,1	3,5	3,2	3,6	2,8	2,4	2,3	2,5	2,8
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	2,4	2,8	3,2	3,8	3,3	3,2	2,5	2,2	2,1	2,5	2,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	5,6	5,2	3,9	4,3	4,0	3,9	3,2	2,6	2,6	2,5	2,8
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,6	2,7	2,8	3,0	2,8	3,8	2,7	1,3	-	-	3,0
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	4,4	3,7	3,4	4,2	3,2	3,3	2,5	-	-	-	3,5
Groupeement à FPU	2,6	2,8	3,0	3,4	3,2	3,6	2,8	2,4	2,3	2,5	2,8
Groupeement à fiscalité additionnelle	4,4	3,7	3,4	4,2	3,2	3,3	2,4	-	-	1,8	3,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFR de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a)

en pourcentage

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	CD
01 Ain	3,1	3,4	1,4	3,2	3,3	0,8	1,8	19,2	3,3	3,3
02 Aisne	0,7	1,3	0,6	0,9	0,8	0,5	11,7	26,6	3,6	1,7
03 Allier	0,5	2,1	0,0	1,1	2,4	13,4	-0,7	33,6	7,8	2,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	2,9	2,9	0,2	2,9	4,0	5,0	3,3	27,0	5,3	3,5
05 Hautes-Alpes	2,1	2,0	0,7	2,0	0,4	2,0	2,5	23,8	2,3	2,1
06 Alpes-Maritimes	1,5	1,9	-1,9	1,6	2,4	4,3	5,6	24,6	4,3	2,1
07 Ardèche	2,6	6,2	0,2	4,0	3,1	-1,9	2,2	20,1	2,6	3,6
08 Ardennes	0,3	1,6	0,4	1,0	1,1	-5,0	6,1	34,9	2,2	1,4
09 Ariège	2,6	2,1	1,9	2,4	3,7	1,5	3,5	21,6	4,2	2,9
10 Aube	1,1	2,7	0,8	1,8	0,7	0,2	6,3	24,6	3,5	2,5
11 Aude	1,6	1,5	0,9	1,5	5,2	4,8	14,9	23,0	7,1	2,5
12 Aveyron	2,3	2,5	0,9	2,3	1,9	-0,4	5,5	12,3	2,3	2,3
13 Bouches-du-Rhône	1,4	2,2	-0,5	1,8	4,6	4,1	4,8	24,3	5,4	2,6
14 Calvados	1,4	2,3	1,1	1,8	3,6	4,4	-0,3	33,3	6,4	2,8
15 Cantal	1,4	1,4	1,0	1,3	2,8	1,3	5,1	21,9	4,0	1,9
16 Charente	1,9	2,6	0,4	2,1	3,9	10,8	1,4	26,3	8,5	4,0
17 Charente-Maritime	3,1	3,3	0,7	3,1	5,2	0,5	5,3	32,3	6,6	3,8
18 Cher	1,0	2,3	1,3	1,6	1,7	6,4	2,6	21,1	4,1	2,2
19 Corrèze	1,0	1,5	0,8	1,2	1,8	1,6	0,8	25,0	4,5	3,4
2A Corse-du-Sud	3,3	7,4	-3,1	4,4	-2,1	-0,5	-15,4	13,4	-0,8	3,6
2B Haute-Corse	1,9	3,4	-1,1	2,4	4,0	7,5	11,5	-17,7	3,6	2,6
21 Côte-d'Or	1,6	2,1	0,9	1,8	5,0	1,9	6,0	23,6	5,4	2,6
22 Côtes-d'Armor	1,5	2,6	1,0	1,9	2,6	5,0	5,1	25,8	5,8	2,6
23 Creuse	1,9	2,1	1,2	1,9	-0,0	3,9	2,3	23,0	3,3	2,1
24 Dordogne	2,2	4,1	-0,4	3,0	4,0	0,5	3,2	26,1	5,1	3,4
25 Doubs	1,9	3,2	2,0	2,5	3,0	6,0	8,3	25,0	5,9	3,3
26 Drôme	2,1	1,9	1,8	2,0	3,4	-0,1	2,2	24,0	3,2	2,4
27 Eure	1,8	1,7	0,7	1,7	2,9	8,3	4,4	31,7	6,9	3,0
28 Eure-et-Loir	1,1	1,8	0,6	1,4	-0,7	4,5	-1,4	25,5	3,1	1,8
29 Finistère	1,6	2,4	1,3	1,9	1,9	2,2	2,7	24,5	4,2	2,3
30 Gard	1,6	2,3	2,4	1,9	1,8	5,7	-30,5	24,5	2,4	2,0
31 Haute-Garonne	2,6	2,6	-0,3	2,5	4,0	-1,8	7,3	22,9	3,1	2,7
32 Gers	2,2	3,1	0,8	2,4	4,5	3,4	2,7	22,5	5,3	3,0
33 Gironde	2,7	2,9	0,7	2,7	2,9	8,5	4,0	24,8	6,2	3,5
34 Hérault	2,0	2,3	2,1	2,1	3,9	6,2	7,0	28,2	6,4	2,9
35 Ille-et-Vilaine	2,3	2,7	1,4	2,4	2,2	4,6	5,2	29,8	5,2	3,1
36 Indre	0,4	1,5	0,9	0,9	-1,0	1,6	6,4	24,6	2,4	1,2
37 Indre-et-Loire	1,2	3,2	0,7	2,0	2,7	8,0	2,6	27,4	6,2	2,9
38 Isère	1,5	2,4	2,2	2,0	4,2	4,4	2,8	27,5	5,2	2,9
39 Jura	3,4	2,5	0,5	2,9	2,5	5,7	9,0	19,3	5,2	3,7
40 Landes	2,5	2,5	-0,4	2,4	4,5	-1,2	15,0	29,5	5,4	3,1
41 Loir-et-Cher	1,0	1,9	0,7	1,4	2,0	1,0	3,6	32,6	3,7	2,0
42 Loire	1,0	1,5	1,1	1,2	1,5	6,4	7,5	26,7	4,7	2,0
43 Haute-Loire	2,4	3,1	0,6	2,6	1,3	-0,4	4,0	23,0	2,2	2,5
44 Loire-Atlantique	2,7	2,9	0,4	2,8	5,2	3,9	6,7	31,3	6,7	3,7
45 Loiret	1,1	1,4	0,1	1,3	0,3	9,5	2,9	28,0	5,4	2,3
46 Lot	0,5	2,7	1,6	1,6	4,8	2,3	4,7	25,4	5,5	2,4
47 Lot-et-Garonne	3,2	2,3	1,9	2,7	7,4	-7,3	4,2	27,2	4,0	3,0
48 Lozère	2,1	2,8	1,4	2,4	1,9	2,9	-0,8	7,5	4,7	4,0
49 Maine-et-Loire	2,2	2,0	-1,1	2,0	4,9	6,1	3,2	26,9	7,1	3,0
50 Manche	1,8	1,9	-1,6	1,6	1,6	2,7	0,5	25,5	3,3	2,0

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017^(a) (suite)

										<i>en pourcentage</i>
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	CD
51 Marne	0,1	1,3	1,4	0,7	10,4	4,9	14,6	29,1	10,1	2,9
52 Haute-Marne	-0,6	1,5	-0,8	0,4	1,2	4,5	0,8	23,2	4,4	1,5
53 Mayenne	1,8	3,6	0,9	2,4	4,3	3,2	1,3	31,4	5,6	3,2
54 Meurthe-et-Moselle	1,2	1,5	2,1	1,3	0,5	-1,4	2,0	26,1	1,9	1,4
55 Meuse	1,3	2,1	0,6	1,6	2,5	3,7	1,0	18,2	3,7	2,2
56 Morbihan	1,6	2,1	0,4	1,8	2,8	1,5	5,4	25,1	4,6	2,3
57 Moselle	1,5	2,2	3,0	1,8	3,2	3,6	0,8	22,7	4,5	2,6
58 Nièvre	0,5	1,8	1,0	1,0	2,5	-2,4	-6,4	16,8	1,8	1,1
59 Nord	0,7	2,4	0,4	1,4	4,0	1,1	5,1	28,9	4,6	2,3
60 Oise	0,6	3,7	0,5	2,1	2,9	6,3	4,5	22,9	5,6	2,9
61 Orne	1,1	1,1	-0,1	1,0	0,1	1,2	1,5	26,6	3,7	2,2
62 Pas-de-Calais	2,5	2,7	0,9	2,5	3,3	-0,1	4,2	25,8	4,2	2,9
63 Puy-de-Dôme	2,3	2,1	0,9	2,2	3,7	5,9	3,6	22,9	5,7	3,0
64 Pyrénées-Atlantiques	1,6	3,6	0,3	2,2	3,5	1,5	6,0	22,8	4,3	2,7
65 Hautes-Pyrénées	1,2	2,3	2,2	1,7	1,3	-1,0	4,1	24,7	2,2	1,8
66 Pyrénées-Orientales	2,1	2,4	-0,1	2,2	7,2	4,3	14,3	33,0	8,8	3,3
67 Bas-Rhin	2,1	2,4	2,0	2,2	2,7	8,0	7,4	25,1	5,8	3,2
68 Haut-Rhin	3,1	3,1	1,9	3,1	2,4	1,5	2,5	27,6	3,6	3,2
69D Rhône	2,1	2,6	0,9	2,3	4,0	1,9	4,7	27,9	4,3	2,9
69M Métropole de Lyon	1,3	1,8	-0,8	1,5	3,3	7,6	9,8	23,5	5,8	2,7
70 Haute-Saône	3,3	3,5	0,4	3,3	2,3	2,3	33,0	26,4	6,1	4,0
71 Saône-et-Loire	1,6	2,0	-1,0	1,6	1,7	-7,0	2,9	25,9	0,6	1,4
72 Sarthe	1,3	2,1	0,5	1,6	1,7	1,8	6,2	31,2	4,2	2,2
73 Savoie	2,0	4,8	-1,5	3,5	3,2	2,6	2,5	22,1	3,7	3,5
74 Haute-Savoie	2,4	2,9	1,4	2,5	2,6	4,4	2,7	23,4	4,6	3,1
76 Seine-Maritime	0,6	3,7	-0,3	2,2	2,0	11,9	2,7	28,8	6,4	3,5
77 Seine-et-Marne	0,9	3,2	0,0	2,1	3,3	3,9	4,1	22,9	4,7	2,7
78 Yvelines	2,4	2,8	2,4	2,6	3,3	10,4	4,2	25,1	7,3	3,7
79 Deux-Sèvres	1,9	2,3	0,7	2,0	2,7	8,1	12,5	26,9	7,2	3,1
80 Somme	0,4	1,6	-0,7	0,8	0,0	6,1	10,0	17,1	6,1	2,7
81 Tarn	3,6	2,6	-0,5	2,9	1,5	2,6	7,3	29,1	4,3	3,7
82 Tarn-et-Garonne	2,7	3,9	0,9	3,2	2,5	0,2	1,0	37,5	3,5	3,3
83 Var	1,6	2,1	0,8	1,8	6,0	2,6	6,0	19,6	6,3	2,5
84 Vaucluse	1,9	2,5	0,2	2,1	2,0	3,5	5,9	26,3	4,1	2,6
85 Vendée	2,3	3,6	0,3	2,7	3,4	6,2	4,4	33,0	6,9	3,6
86 Vienne	1,5	2,8	-0,3	1,9	3,8	0,5	3,4	24,9	4,2	2,5
87 Haute-Vienne	2,5	5,6	1,0	3,6	3,3	-0,1	-0,4	26,9	4,2	3,7
88 Vosges	1,2	1,6	-1,9	1,2	0,5	-0,9	3,6	22,1	2,0	1,4
89 Yonne	1,5	2,4	-0,2	1,8	1,9	4,2	9,2	31,0	6,3	2,9
90 Territoire de Belfort	0,6	2,2	3,8	1,2	2,9	6,6	5,7	15,7	5,3	2,4
91 Essonne	1,6	1,5	5,3	1,6	2,6	5,5	6,6	22,0	4,7	2,3
92 Hauts-de-Seine	2,6	3,1	62,2	2,9	4,5	4,6	9,4	16,3	4,8	3,5
93 Seine-Saint-Denis	1,7	1,8	40,0	1,9	4,9	0,1	10,7	21,8	4,0	2,4
94 Val-de-Marne	1,9	2,2	38,5	2,1	1,3	9,1	8,3	18,7	4,6	2,7
95 Val-d'Oise	1,5	2,2	8,4	1,8	0,6	11,4	3,5	35,4	6,5	2,7
France Métropolitaine hors Paris	1,8	2,5	1,0	2,1	3,2	4,3	4,2	25,5	5,0	2,8
75 Paris	6,0	1,3	4,2	3,9	2,4	4,1	5,3	7,4	3,6	3,8
France Métropolitaine	1,9	2,4	1,0	2,1	3,2	4,2	4,2	25,1	4,9	2,8
971 Guadeloupe	-0,3	4,5	10,0	2,3	3,5	7,0	-7,5	5,0	4,1	2,7
972 Martinique	-1,4	1,3	-0,6	0,0	2,0	3,8	-1,6	9,6	2,8	0,6
973 Guyane	0,0	6,1	3,0	3,5	-1,8	-2,4	2,5	-17,5	-2,5	1,7
974 Réunion	4,1	4,1	7,7	4,1	8,1	6,2	8,0	50,7	10,3	5,3
976 Mayotte	13,5	7,7	-0,7	10,6	-5,4	-23,4	14,5	-42,1	-10,8	6,4
Départements d'outre-mer	1,9	3,8	5,0	2,9	4,1	4,2	2,9	23,4	5,3	3,4
France entière	1,9	2,5	1,1	2,1	3,2	4,2	4,2	25,1	4,9	2,8

(a): Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.8 Évolution des produits votés : décomposition en effet base et effet taux

L'évolution du produit voté des taxes « ménages » et de la CFE se décompose en un effet base et un effet taux. Le premier est lié à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits calculés par commune des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1 par les taux de l'année N-1. L'effet base tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017 liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	1,7	2,0	1,5	1,7	1,8	1,2	0,8	0,4	1,0	1,4
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,4	1,1	0,9	0,7	0,1	0,1	-0,1	-1,5	0,7	0,7
Bretagne	2,2	1,7	1,7	1,6	2,0	1,4	1,8	0,8	0,6	1,1	1,5
Centre-Val de Loire	0,3	0,8	0,8	1,4	1,0	1,1	0,4	0,3	0,5	0,8	0,8
Corse	0,9	1,0	1,5	3,3	4,3	1,6	1,8	1,5	2,0	-	2,0
Grand-Est	1,1	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	0,8	1,3	1,4	-0,1	1,0
Hauts-de-France	0,7	1,2	1,4	1,1	1,4	1,0	0,7	0,2	0,5	1,5	0,9
Normandie	1,3	1,6	1,5	1,5	0,8	0,7	0,2	0,3	0,9	-0,3	0,7
Nouvelle Aquitaine	1,2	1,5	1,6	1,9	1,5	1,9	1,4	1,9	1,5	0,8	1,6
Occitanie	2,0	1,7	1,8	2,0	1,5	1,9	1,5	0,9	1,4	1,6	1,6
Pays de la Loire	2,1	1,8	1,7	1,8	1,9	2,1	1,6	2,3	0,9	1,7	1,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,3	1,5	1,6	2,3	2,0	1,8	1,8	0,9	0,9	0,7	1,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,2	1,0	0,9	0,9	1,3
Île-de-France	0,4	1,1	1,1	1,6	1,3	2,0	1,5	1,5	1,3	0,7	1,3
France Métropolitaine	1,3	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6	1,3	1,2	1,1	0,9	1,3
Outre-mer	9,2	-	0,7	2,6	2,4	2,8	0,9	1,2	1,8	2,5	1,7
France entière	1,3	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6	1,3	1,2	1,1	0,9	1,3
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,7	1,1	1,0	1,0	0,8	1,2
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,1	1,6	2,1	2,0	2,0	1,8	1,7	1,5	1,3	0,9	1,3
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,4	1,5	1,5	1,7	1,5	1,5	1,1	0,2	-	-	1,5
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,0	1,2	1,2	0,9	1,0	1,2	1,3	-	-	-	1,1
Groupeement à FPU	1,4	1,5	1,6	1,7	1,6	1,7	1,3	1,2	1,1	0,9	1,3
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,0	1,2	1,2	1,0	1,0	1,1	1,0	-	-	0,4	1,1

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017^(a) liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,1	1,1	0,8	0,8	0,6	0,8	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,4
Bourgogne-Franche-Comté	2,1	1,8	1,4	1,6	1,0	1,3	1,3	0,4	0,1	0,1	1,1
Bretagne	0,9	-0,1	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	0,1	0,1	0,0	0,3
Centre-Val de Loire	0,6	0,8	0,8	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3
Corse	-1,0	-0,2	0,1	1,5	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	-	0,2
Grand-Est	0,5	0,9	0,9	0,4	0,9	0,3	0,5	0,0	-0,3	0,3	0,5
Hauts-de-France	-0,3	0,1	0,8	1,1	1,1	0,8	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,2
Normandie	0,5	0,6	0,8	0,5	1,3	0,6	0,4	0,3	-0,7	0,0	0,4
Nouvelle Aquitaine	0,5	0,8	0,8	1,0	0,9	0,7	0,4	0,1	-0,1	1,2	0,6
Occitanie	1,6	1,5	1,2	1,0	0,6	0,3	0,3	0,5	0,3	0,0	0,5
Pays de la Loire	-0,4	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	0,0	0,1	0,2	0,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,3	0,7	1,3	0,6	0,8	0,4	0,2	0,2	0,0	-0,1	0,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,0	-0,2	0,1	0,4
Île-de-France	2,0	1,2	1,1	1,0	1,2	0,8	-0,1	0,1	0,7	0,0	0,3
France Métropolitaine	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,6	0,2	0,0	0,2	0,1	0,4
Outre-mer	0,5	-	0,8	0,0	-4,1	0,2	-1,7	1,8	0,0	0,2	0,2
France entière	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,6	0,2	0,1	0,2	0,1	0,4
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,1	0,5	0,8	0,7	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0	0,4	0,3
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,2	0,8	0,2	0,4	0,6	0,2	0,2	0,2	0,4	0,0	0,2
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,1	1,0	0,9	0,8	0,6	0,9	0,4	-0,3	-	-	0,8
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,9	1,2	1,4	1,3	1,0	1,8	0,7	-	-	-	1,3
Groupeement à FPU	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,3
Groupeement à fiscalité additionnelle	0,9	1,2	1,4	1,3	1,0	1,8	0,8	-	-	0,7	1,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Hors majoration des résidences secondaires.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017^(a) liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,0	1,5	2,1	2,0	2,0	2,3	2,1	1,7	1,2	1,4	1,9
Bourgogne-Franche-Comté	2,0	2,2	2,0	1,6	1,7	1,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,5
Bretagne	1,3	2,2	2,4	2,0	2,2	2,8	1,7	1,2	1,5	1,1	1,9
Centre-Val de Loire	0,7	1,5	1,8	2,1	1,3	1,5	1,7	1,0	3,8	1,1	1,6
Corse	2,1	3,0	3,0	4,6	3,5	3,1	3,8	1,6	1,2	-	2,6
Grand-Est	2,8	2,6	2,2	1,3	1,5	1,5	1,4	0,9	0,9	1,2	1,5
Hauts-de-France	2,2	2,4	2,0	2,1	2,0	3,5	1,8	1,3	1,2	0,6	1,9
Normandie	2,5	2,6	2,5	1,8	1,9	1,4	0,8	1,1	0,8	1,1	1,5
Nouvelle Aquitaine	2,1	2,1	2,2	2,3	2,2	2,1	1,8	1,6	2,0	1,5	2,0
Occitanie	2,3	2,1	1,8	2,2	1,6	2,0	1,7	2,0	1,9	1,5	1,8
Pays de la Loire	2,8	2,7	2,6	2,1	2,6	2,8	2,0	2,3	2,0	1,6	2,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,5	1,6	2,1	2,4	2,5	2,0	1,3	1,9	1,4	1,7	1,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,2	1,6	1,6	1,5	1,4	1,8
Île-de-France	1,3	2,4	2,7	1,8	2,0	2,2	1,7	1,2	1,1	1,2	1,4
France Métropolitaine	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0	2,2	1,7	1,4	1,4	1,3	1,7
Outre-mer	0,4	-	1,2	3,8	2,2	3,3	3,0	3,7	2,0	2,1	2,8
France entière	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0	2,3	1,7	1,5	1,4	1,4	1,7
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,7	2,2	2,3	1,9	1,9	2,0	1,7	1,4	1,6	1,2	1,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	3,6	2,0	2,8	2,2	2,1	2,9	1,7	1,7	1,2	1,4	1,6
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,0	2,1	2,1	2,1	2,0	2,2	1,7	0,9	-	-	2,0
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2,6	2,3	2,0	1,9	1,8	2,0	2,0	-	-	-	2,0
Groupeement à FPU	2,0	2,1	2,2	2,0	2,0	2,3	1,7	1,5	1,4	1,4	1,7
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,6	2,3	2,0	1,8	1,8	1,9	2,0	-	-	0,9	1,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017^(a) liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,0	1,4	1,4	1,2	0,8	1,2	0,3	-0,3	2,7	0,0	0,7
Bourgogne-Franche-Comté	2,0	1,6	1,4	1,5	0,9	0,9	0,7	0,0	0,5	0,4	0,9
Bretagne	1,1	1,0	1,0	0,6	0,5	0,7	0,7	0,0	-0,3	0,0	0,5
Centre-Val de Loire	0,6	1,0	1,7	0,9	0,7	0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,5
Corse	-0,8	0,5	2,1	4,0	0,0	0,6	0,0	0,0	8,1	-	2,8
Grand-Est	1,1	1,3	1,2	0,7	1,2	0,4	0,2	0,2	1,0	0,1	0,6
Hauts-de-France	0,0	0,9	1,4	1,7	1,2	0,3	0,9	0,0	0,1	0,0	0,6
Normandie	0,9	0,9	0,9	0,6	1,8	5,1	0,2	0,1	-0,5	-0,3	1,1
Nouvelle Aquitaine	1,3	1,1	1,2	1,0	1,4	0,9	0,9	0,8	0,8	2,0	1,1
Occitanie	1,4	1,1	1,5	1,3	0,8	0,8	0,3	0,3	0,4	0,0	0,6
Pays de la Loire	0,1	0,3	0,7	1,2	1,6	0,6	0,7	0,2	0,3	0,2	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,6	1,2	1,7	0,9	1,3	0,9	0,4	0,6	0,0	-0,1	0,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	1,1	0,5	0,2	0,5	0,1	0,7
Île-de-France	1,9	1,3	1,2	2,5	1,7	0,7	0,9	0,7	1,4	0,0	0,8
France Métropolitaine	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,0	0,5	0,4	0,9	0,1	0,7
Outre-mer	11,0	-	1,4	0,0	-0,6	2,3	-0,5	2,9	0,0	0,0	1,0
France entière	1,3	1,2	1,3	1,2	1,1	1,1	0,5	0,5	0,9	0,1	0,7
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-0,3	0,9	1,1	1,5	1,3	0,6	0,6	0,4	0,5	0,8	0,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	5,8	-1,6	-0,1	0,7	0,7	0,5	0,4	0,6	1,3	0,0	0,4
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,4	1,4	1,4	1,2	1,2	1,8	0,5	0,0	-	-	1,3
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,4	1,2	1,8	0,9	0,9	1,8	0,5	-	-	-	1,4
Groupeement à FPU	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,0	0,5	0,5	0,9	0,1	0,6
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,4	1,2	1,8	0,9	1,0	1,7	0,5	-	-	0,8	1,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017 liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,4	0,5	0,5	0,3	0,9	0,7	0,8	-0,1	5,1	1,5	0,5
Bourgogne-Franche-Comté	0,4	0,4	0,4	0,4	-0,2	-0,3	0,6	-2,0	29,8	-6,5	0,3
Bretagne	0,4	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	1,1	3,3	4,9	15,0	0,6
Centre-Val de Loire	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	0,6	-0,1	-0,2	-2,6	-12,3	0,4
Corse	-5,3	-2,4	-1,5	-1,5	-0,8	-2,2	-7,0	1,4	3,2	-	-3,1
Grand-Est	0,4	0,3	0,5	0,3	0,9	1,2	0,6	4,6	0,6	0,8	0,5
Hauts-de-France	0,3	0,4	0,2	-0,4	2,6	-0,8	-0,2	1,3	-2,6	-1,1	0,2
Normandie	0,4	0,5	0,3	0,2	-0,1	0,0	1,1	-3,4	1,6	-4,2	0,3
Nouvelle Aquitaine	0,3	0,3	0,3	0,0	0,4	-0,6	-0,8	0,3	-2,8	-0,1	0,2
Occitanie	0,9	0,4	0,6	0,8	-0,6	0,2	3,4	-0,2	-0,1	3,0	0,7
Pays de la Loire	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	-0,3	-0,4	-1,0	0,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,2	0,1	0,0	-0,3	-0,8	0,1	-0,8	5,2	0,5	-0,8	0,3
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	0,7	1,1	0,3	0,5	0,4
Île-de-France	0,3	0,3	0,7	5,5	6,0	7,1	6,9	2,2	-0,1	-4,7	2,5
France Métropolitaine	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6	1,3	1,4	0,2	-0,5	0,5
Outre-mer	1,2	-	0,3	9,9	1,3	0,0	4,6	1,0	-1,4	18,8	2,4
France entière	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5	1,4	1,4	0,0	0,3	0,5
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	0,4	0,3	0,5	1,0	-0,3	0,9	1,5	0,9	0,1	9,3	0,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,5	0,3	0,5	0,9	4,5	1,2	2,9	2,6	-0,2	-1,5	1,1
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,5	0,4	0,4	0,2	0,5	0,1	0,5	0,9	-	-	0,4
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,5	0,3	0,2	0,2	1,9	0,9	3,1	-	-	-	0,4
Groupe ment à FPU	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	1,4	1,4	0,0	0,3	0,5
Groupe ment à fiscalité additionnelle	0,5	0,3	0,2	0,2	1,8	1,0	2,8	-	-	-0,9	0,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017 liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,2	0,4	0,4	0,5	0,2	0,7	-0,1	-0,6	0,0	0,0	0,4
Bourgogne-Franche-Comté	0,7	0,4	-0,4	0,2	-0,3	-5,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Bretagne	0,3	0,1	0,4	0,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	0,0	0,3
Centre-Val de Loire	0,4	0,6	0,7	0,2	-0,2	-2,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,4
Corse	-0,7	0,0	1,1	0,2	-0,4	1,1	0,0	0,0	0,0	-	0,4
Grand-Est	0,1	1,0	1,1	0,6	1,2	-0,1	0,8	-0,2	-0,3	0,0	0,8
Hauts-de-France	0,2	0,0	0,2	1,0	-0,3	0,5	0,4	0,3	-1,2	0,0	0,2
Normandie	0,1	0,1	-0,1	-1,0	1,0	-3,0	-1,3	1,3	-21,2	0,3	-0,4
Nouvelle Aquitaine	0,8	0,3	0,5	0,4	0,3	0,6	0,1	-0,1	0,5	1,3	0,4
Occitanie	0,5	0,3	0,5	0,5	-0,3	-0,2	-1,1	0,5	0,3	0,0	0,2
Pays de la Loire	-0,4	-0,1	0,1	0,4	0,4	-0,3	-2,9	-0,5	0,3	0,3	-0,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	-0,8	0,8	0,3	0,6	0,2	-0,2	-0,8	0,0	0,0	0,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	-0,3	-0,7	-0,1	-0,8	0,1	0,2
Île-de-France	2,6	0,7	1,1	0,0	1,5	0,6	-0,8	0,0	0,4	0,0	0,4
France Métropolitaine	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	-0,3	-0,7	-0,1	-0,5	0,1	0,2
Outre-mer	0,4	-	2,9	0,0	-3,8	5,2	0,2	0,8	0,0	0,0	1,0
France entière	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	-0,2	-0,6	0,0	-0,5	0,1	0,2
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-0,5	-0,4	0,1	0,2	0,3	-0,7	-1,3	0,0	-0,6	0,3	-0,2
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	0,7	0,9	0,9	1,0	-0,3	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,3
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	-0,1	-0,3	-1,3	-	-	0,3
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	0,6	0,5	1,0	0,8	0,2	1,7	0,6	-	-	-	0,8
Groupe ment à FPU	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-0,3	-0,7	0,0	-0,5	0,1	0,2
Groupe ment à fiscalité additionnelle	0,6	0,5	1,0	0,8	0,2	1,7	0,5	-	-	0,8	0,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors taxe additionnelle.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes ménages des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017^(a) liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	1,5	1,9	1,7	1,8	2,0	1,7	1,3	0,8	1,2	1,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,5	1,4	1,2	1,2	1,0	0,6	0,4	-0,2	0,9	1,0
Bretagne	1,6	1,6	1,8	1,7	2,1	1,9	1,8	1,0	1,0	1,2	1,6
Centre-Val de Loire	0,4	0,9	1,2	1,7	1,1	1,2	1,1	0,6	1,9	0,9	1,1
Corse	1,3	1,6	1,8	3,6	4,1	2,1	2,0	1,6	1,7	-	2,1
Grand-Est	1,5	1,7	1,7	1,3	1,4	1,4	1,1	1,1	1,2	0,5	1,2
Hauts-de-France	1,0	1,4	1,5	1,5	1,7	2,2	1,2	0,7	0,8	1,1	1,3
Normandie	1,4	1,8	1,8	1,6	1,3	1,1	0,6	0,7	0,8	0,4	1,1
Nouvelle Aquitaine	1,2	1,5	1,7	2,0	1,8	2,0	1,6	1,8	1,7	1,1	1,7
Occitanie	1,9	1,7	1,7	2,0	1,5	1,9	1,6	1,5	1,6	1,5	1,7
Pays de la Loire	1,8	1,7	1,8	1,8	2,1	2,3	1,8	2,2	1,4	1,6	1,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,9	1,5	1,7	2,3	2,1	1,9	1,5	1,4	1,1	1,1	1,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,4	1,5	1,7	1,7	1,7	1,8	1,4	1,2	1,2	1,1	1,5
Île-de-France	0,7	1,6	1,7	1,8	1,6	2,2	1,6	1,4	1,2	0,9	1,4
France Métropolitaine	1,4	1,5	1,7	1,7	1,7	1,9	1,4	1,3	1,2	1,1	1,4
Outre-mer	0,6	-	1,0	3,6	2,3	3,0	2,0	2,5	1,9	2,3	2,3
France entière	1,4	1,5	1,7	1,7	1,7	1,9	1,5	1,3	1,2	1,1	1,5
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,3	1,6	1,8	1,7	1,7	1,8	1,3	1,2	1,2	1,0	1,4
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	1,9	1,6	2,3	2,1	2,1	2,3	1,7	1,6	1,3	1,1	1,4
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,4	1,5	1,7	1,8	1,7	1,7	1,3	0,5	-	-	1,6
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,4	1,5	1,4	1,3	1,4	1,5	1,6	-	-	-	1,5
Groupeement à FPU	1,4	1,6	1,7	1,8	1,7	1,9	1,5	1,3	1,2	1,1	1,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,4	1,5	1,4	1,3	1,4	1,5	1,5	-	-	0,6	1,4

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits des taxes ménages(a) des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017^(b) liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9	1,1	1,0	1,0	0,7	1,0	0,1	-0,2	1,4	-0,1	0,5
Bourgogne-Franche-Comté	1,8	1,6	1,3	1,5	0,9	1,0	0,9	0,2	0,3	0,2	0,9
Bretagne	0,8	0,3	0,7	0,5	0,3	0,6	0,4	0,1	-0,1	0,0	0,4
Centre-Val de Loire	0,6	0,8	1,1	0,6	0,4	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,4
Corse	-0,9	0,0	0,6	2,1	0,0	0,6	0,0	0,0	2,8	-	1,0
Grand-Est	0,6	1,0	1,0	0,6	1,0	0,4	0,4	0,1	0,3	0,2	0,5
Hauts-de-France	-0,1	0,3	1,0	1,4	1,2	0,5	0,4	-0,2	-0,6	0,0	0,4
Normandie	0,5	0,6	0,8	0,5	1,5	3,2	0,2	0,2	-0,6	-0,1	0,8
Nouvelle Aquitaine	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	0,8	0,6	0,4	0,3	1,5	0,8
Occitanie	1,3	1,2	1,3	1,1	0,7	0,5	0,3	0,4	0,4	0,0	0,6
Pays de la Loire	-0,3	0,2	0,5	0,9	1,1	0,7	0,7	0,1	0,2	0,2	0,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,3	0,8	1,4	0,7	1,0	0,6	0,3	0,4	0,0	-0,1	0,3
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,8	0,4	0,1	0,2	0,1	0,5
Île-de-France	2,1	1,2	1,2	1,7	1,4	0,8	0,3	0,3	1,0	0,0	0,5
France Métropolitaine	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,4	0,2	0,5	0,1	0,5
Outre-mer	10,7	-	1,2	0,0	-2,3	1,3	-1,0	2,3	0,0	0,1	0,6
France entière	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,3	0,3	0,5	0,1	0,5
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	-0,1	0,5	0,9	1,0	1,1	0,4	0,3	0,2	0,3	0,6	0,4
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	2,8	-0,1	0,1	0,5	0,6	0,3	0,3	0,4	0,8	0,0	0,3
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,1	1,0	1,0	1,0	0,8	1,3	0,4	-0,2	-	-	1,0
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,0	1,1	1,5	1,1	1,0	1,8	0,6	-	-	-	1,3
Groupeement à FPU	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,3	0,3	0,5	0,1	0,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	1,0	1,1	1,5	1,1	1,0	1,8	0,7	-	-	0,8	1,3

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Hors la taxe additionnelle sur le foncier non bâti et la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

(b): Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017 liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,3	1,7	2,4	1,6	2,5	4,4	4,5	3,0	1,1	1,7	2,8
Bourgogne-Franche-Comté	1,3	3,7	2,4	2,0	0,5	1,8	2,3	0,2	1,9	2,5	1,9
Bretagne	4,6	0,3	3,5	3,3	4,5	3,2	1,4	-0,8	0,8	-0,2	2,2
Centre-Val de Loire	3,3	0,8	0,7	0,7	1,7	-0,4	1,0	0,3	3,3	-0,6	0,6
Corse	0,5	1,8	3,0	2,2	11,9	0,6	0,6	5,3	-8,3	-	0,7
Grand-Est	2,9	2,9	2,7	1,2	2,6	0,1	1,3	1,2	0,6	3,1	1,8
Hauts-de-France	4,7	5,1	1,7	3,2	2,8	7,3	3,0	1,7	0,9	2,3	3,0
Normandie	9,1	3,7	3,4	1,7	1,7	0,4	0,4	2,0	0,3	4,6	1,9
Nouvelle Aquitaine	3,0	3,6	2,6	5,6	5,6	3,6	3,0	1,0	3,1	4,7	3,3
Occitanie	0,7	1,6	2,3	4,6	1,0	5,0	2,9	2,8	2,7	2,3	2,8
Pays de la Loire	2,9	11,4	3,2	4,0	3,4	4,1	2,9	3,6	4,6	1,0	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,2	-1,3	2,9	4,8	4,9	5,3	5,4	3,3	1,8	2,4	3,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,0	2,7	2,4	2,8	2,9	3,5	3,1	2,1	1,9	2,3	2,7
Île-de-France	2,0	1,5	0,3	1,1	1,8	1,3	4,4	1,8	1,6	3,2	0,7
France Métropolitaine	2,0	2,6	2,3	2,6	2,8	3,3	3,3	2,0	1,7	2,6	2,6
Outre-mer	0,4	-	0,3	-0,1	-0,2	3,9	6,0	5,2	3,7	7,0	4,7
France entière	1,9	2,6	2,3	2,6	2,8	3,3	3,3	2,2	1,8	2,6	2,6
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	3,3	3,1	2,7	2,8	2,1	3,0	3,2	2,2	2,5	3,9	2,7
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	8,2	8,3	4,8	4,4	3,6	4,9	4,2	2,1	1,3	2,5	2,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,3	2,4	2,1	2,3	3,0	2,6	2,5	3,0	-	-	2,4
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	2,5	2,3	1,5	1,7	3,3	2,0	1,2	-	-	-	1,9
Groupeement à FPU	1,7	2,8	2,4	2,7	2,8	3,4	3,4	2,2	1,8	2,7	2,7
Groupeement à fiscalité additionnelle	2,5	2,3	1,6	1,8	3,1	2,1	1,1	-	-	0,2	1,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2016 et 2017 liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-2,1	0,5	0,8	1,3	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,4	1,3	1,1	0,5	0,7	1,8	-0,1	-1,5	2,0	1,0
Bretagne	1,0	0,8	0,5	0,3	0,4	0,2	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	0,1
Centre-Val de Loire	-0,5	0,7	0,4	-0,2	0,4	0,8	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
Corse	-0,3	2,6	1,0	-0,3	1,5	0,3	-1,1	0,0	0,0	-	0,2
Grand-Est	0,3	1,0	1,0	1,8	0,9	0,5	0,3	0,0	0,6	2,2	1,0
Hauts-de-France	2,6	1,2	0,5	0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Normandie	-1,8	0,4	0,6	0,6	0,1	0,4	0,3	-0,2	-2,5	0,0	0,2
Nouvelle Aquitaine	-0,3	0,7	0,7	0,3	0,1	0,3	0,2	-0,3	-0,1	0,0	0,2
Occitanie	1,9	1,3	0,8	0,2	0,3	0,4	0,5	0,7	0,0	1,2	0,7
Pays de la Loire	0,2	0,5	0,8	0,3	0,7	0,3	1,0	2,1	-0,3	1,9	0,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,4	0,6	0,5	0,7	0,5	0,4	-0,1	0,3	0,4	0,0	0,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,6	0,9	0,8	0,8	0,4	0,3	0,2	0,2	-0,1	0,6	0,5
Île-de-France	5,2	1,1	0,8	2,7	0,8	1,4	0,6	1,0	0,4	0,3	0,7
France Métropolitaine	0,7	0,9	0,8	1,0	0,5	0,5	0,2	0,5	0,2	0,5	0,5
Outre-mer	0,0	-	-0,8	0,0	0,5	-0,6	-0,3	-0,8	0,0	0,0	-0,4
France entière	0,7	0,9	0,8	1,0	0,5	0,4	0,2	0,5	0,2	0,5	0,5
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	1,6	0,9	0,6	0,9	0,4	0,4	0,1	-0,1	-0,1	0,3	0,2
CU ⁽²⁾ et métropoles ⁽³⁾	3,9	4,9	1,5	1,2	0,8	0,8	0,6	1,0	0,3	0,5	0,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,2	0,6	0,7	0,8	0,3	0,2	0,0	-1,4	-	-	0,4
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1,1	1,1	0,9	2,0	0,7	1,0	-0,8	-	-	-	1,0
Groupe ment à FPU	0,5	0,8	0,7	0,9	0,4	0,4	0,3	0,5	0,2	0,5	0,5
Groupe ment à fiscalité additionnelle	1,1	1,1	0,9	1,9	0,7	1,0	-0,7	-	-	0,8	0,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.9 Compensation d'exonération de la fiscalité directe locale

Les compensations d'exonération^(a) par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2017

en millions d'euros

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
01 Ain	9,7	0,5	1,1	11,2	0,3	0,0	0,3	11,5
02 Aisne	17,0	1,0	1,7	19,7	0,3	0,0	0,3	20,0
03 Allier	13,5	0,4	1,4	15,3	0,3	0,0	0,3	15,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	4,0	0,2	0,3	4,6	0,2	0,0	0,2	4,8
05 Hautes-Alpes	2,3	0,1	0,3	2,7	0,1	0,0	0,1	2,7
06 Alpes-Maritimes	49,4	1,1	0,1	50,7	1,5	0,0	1,5	52,2
07 Ardèche	7,0	0,2	0,7	7,9	0,2	0,0	0,2	8,0
08 Ardennes	6,8	0,4	0,7	7,9	0,1	0,0	0,2	8,1
09 Ariège	3,8	0,1	0,6	4,5	0,2	0,0	0,2	4,7
10 Aube	8,1	0,5	0,9	9,5	0,2	0,0	0,2	9,6
11 Aude	14,8	0,7	2,0	17,4	0,4	0,0	0,5	17,9
12 Aveyron	7,6	0,2	1,2	9,0	0,2	0,0	0,2	9,2
13 Bouches-du-Rhône	83,7	3,9	1,2	88,8	3,4	0,1	3,4	92,2
14 Calvados	13,5	1,0	1,6	16,1	0,4	0,0	0,4	16,6
15 Cantal	5,3	0,1	1,0	6,4	0,1	0,0	0,1	6,5
16 Charente	9,3	0,6	1,4	11,4	0,3	0,0	0,3	11,6
17 Charente-Maritime	18,2	0,8	2,2	21,2	0,4	0,0	0,4	21,6
18 Cher	8,7	0,5	1,1	10,3	0,2	0,0	0,2	10,5
19 Corrèze	6,5	0,1	0,9	7,6	0,2	0,0	0,2	7,8
2A Corse-du-Sud	6,2	0,1	0,6	6,8	3,5	0,0	3,5	10,4
2B Haute-Corse	7,1	0,2	1,3	8,5	3,3	0,0	3,3	11,8
21 Côte-d'Or	9,8	0,7	1,4	11,9	0,3	0,0	0,3	12,2
22 Côtes-d'Armor	19,3	0,5	2,8	22,6	0,3	0,0	0,3	22,9
23 Creuse	4,2	0,1	0,8	5,1	0,1	0,0	0,1	5,1
24 Dordogne	10,6	0,4	1,6	12,6	0,2	0,0	0,2	12,9
25 Doubs	12,7	0,8	0,6	14,0	0,4	0,0	0,4	14,4
26 Drôme	13,8	0,6	1,3	15,8	0,3	0,0	0,4	16,1
27 Eure	8,8	0,9	1,7	11,5	0,3	0,0	0,3	11,8
28 Eure-et-Loir	8,0	0,7	1,6	10,3	0,2	0,0	0,2	10,5
29 Finistère	32,4	0,9	2,0	35,3	0,6	0,0	0,6	35,9
30 Gard	28,5	1,2	1,8	31,5	0,7	0,0	0,7	32,2
31 Haute-Garonne	30,0	1,6	1,7	33,4	1,3	0,0	1,3	34,7
32 Gers	5,0	0,2	1,7	6,9	0,1	0,0	0,1	7,0
33 Gironde	37,6	2,3	2,5	42,4	1,5	0,0	1,5	43,9
34 Hérault	43,0	1,8	2,0	46,9	1,1	0,1	1,1	48,0
35 Ille-et-Vilaine	24,1	1,1	2,2	27,4	0,6	0,0	0,6	28,0
36 Indre	7,9	0,3	1,3	9,5	0,2	0,0	0,2	9,6
37 Indre-et-Loire	16,1	0,8	1,5	18,4	0,4	0,0	0,4	18,8
38 Isère	23,4	2,2	1,4	27,1	1,2	0,0	1,2	28,3
39 Jura	6,0	0,3	0,8	7,0	0,1	0,0	0,1	7,1
40 Landes	10,3	0,2	1,4	11,9	0,2	0,0	0,2	12,1
41 Loir-et-Cher	7,6	0,4	1,3	9,3	0,2	0,0	0,2	9,5
42 Loire	22,9	0,9	0,9	24,7	0,6	0,0	0,6	25,4
43 Haute-Loire	6,1	0,1	0,9	7,2	0,1	0,0	0,1	7,3
44 Loire-Atlantique	31,6	2,0	2,2	35,8	1,1	0,0	1,1	36,9
45 Loiret	13,8	1,2	1,5	16,5	0,5	0,0	0,5	17,0
46 Lot	4,2	0,1	0,9	5,3	0,1	0,0	0,1	5,4
47 Lot-et-Garonne	11,1	0,4	2,0	13,5	0,3	0,0	0,3	13,8
48 Lozère	1,5	0,0	0,5	2,1	0,0	0,0	0,1	2,1
49 Maine-et-Loire	20,2	1,5	2,5	24,2	0,5	0,0	0,5	24,7
50 Manche	13,0	0,4	1,9	15,3	0,3	0,0	0,3	15,5

Les compensations d'exonération^(a) par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2017 (suite)

en millions d'euros

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
51 Marne	13,5	1,5	1,5	16,5	0,4	0,0	0,4	16,9
52 Haute-Marne	4,1	0,3	0,6	4,9	0,1	0,0	0,1	5,0
53 Mayenne	8,7	0,3	2,1	11,2	0,2	0,0	0,2	11,4
54 Meurthe-et-Moselle	19,2	1,0	0,4	20,6	0,6	0,0	0,6	21,2
55 Meuse	4,3	0,1	0,7	5,2	0,1	0,0	0,1	5,3
56 Morbihan	22,7	0,8	1,7	25,2	0,3	0,0	0,3	25,5
57 Moselle	24,3	0,8	1,4	26,5	0,6	0,0	0,7	27,2
58 Nièvre	7,5	0,3	1,1	8,9	0,1	0,0	0,2	9,1
59 Nord	70,6	3,9	2,9	77,4	3,8	0,1	3,9	81,4
60 Oise	14,3	1,7	2,3	18,3	0,5	0,0	0,5	18,8
61 Orne	7,9	0,4	1,4	9,7	0,2	0,0	0,2	9,9
62 Pas-de-Calais	38,2	2,5	2,6	43,3	1,0	0,0	1,0	44,3
63 Puy-de-Dôme	15,1	0,7	2,1	17,9	0,4	0,0	0,4	18,3
64 Pyrénées-Atlantiques	21,5	0,4	0,8	22,6	0,5	0,0	0,5	23,1
65 Hautes-Pyrénées	6,4	0,2	0,3	7,0	0,2	0,0	0,2	7,1
66 Pyrénées-Orientales	21,0	0,6	0,7	22,3	0,3	0,0	0,3	22,6
67 Bas-Rhin	19,1	1,0	1,9	22,0	0,7	0,0	0,7	22,7
68 Haut-Rhin	12,3	0,7	1,6	14,6	0,6	0,0	0,6	15,2
69 Rhône	42,2	2,7	1,0	45,9	2,1	0,0	2,1	48,0
70 Haute-Saône	4,5	0,2	0,5	5,3	0,1	0,0	0,1	5,3
71 Saône-et-Loire	15,6	0,8	2,3	18,7	0,4	0,0	0,4	19,1
72 Sarthe	13,0	0,8	1,8	15,6	0,4	0,0	0,4	15,9
73 Savoie	8,2	0,4	0,6	9,2	0,4	0,0	0,4	9,7
74 Haute-Savoie	13,6	0,3	0,8	14,7	0,5	0,0	0,5	15,2
76 Seine-Maritime	30,8	2,7	2,1	35,6	1,0	0,0	1,1	36,6
77 Seine-et-Marne	19,1	2,0	1,8	22,9	0,6	0,0	0,6	23,5
78 Yvelines	21,3	1,8	0,5	23,6	0,9	0,0	0,9	24,5
79 Deux-Sèvres	11,3	0,3	1,9	13,6	0,2	0,0	0,2	13,8
80 Somme	14,5	1,1	2,4	18,0	0,3	0,0	0,3	18,4
81 Tarn	9,3	0,5	1,2	11,1	0,3	0,0	0,3	11,4
82 Tarn-et-Garonne	5,7	0,2	1,5	7,5	0,2	0,0	0,2	7,7
83 Var	38,7	1,3	0,8	40,7	1,1	0,1	1,2	41,9
84 Vaucluse	23,1	1,0	1,8	25,8	1,1	0,0	1,1	26,9
85 Vendée	17,7	0,4	2,0	20,1	0,3	0,0	0,3	20,3
86 Vienne	11,3	0,6	1,2	13,1	0,3	0,0	0,3	13,4
87 Haute-Vienne	12,7	0,5	1,1	14,3	0,3	0,0	0,3	14,6
88 Vosges	9,1	0,3	0,7	10,1	0,2	0,0	0,2	10,3
89 Yonne	8,1	0,4	1,5	10,0	0,2	0,0	0,2	10,2
90 Territoire de Belfort	3,3	0,2	0,1	3,6	0,2	0,0	0,2	3,8
91 Essonne	20,0	2,7	0,5	23,2	0,8	0,0	0,9	24,1
92 Hauts-de-Seine	24,3	2,2	0,0	26,5	1,4	0,0	1,4	27,9
93 Seine-Saint-Denis	40,0	8,5	0,0	48,6	2,7	0,0	2,7	51,2
94 Val-de-Marne	28,2	3,3	0,1	31,6	1,6	0,0	1,6	33,3
95 Val-d'Oise	24,4	3,1	0,4	28,0	0,8	0,0	0,8	28,8
France Métropolitaine hors Paris	1 586,6	92,8	124,4	1 803,8	58,5	1,1	59,6	1 863,4
75 Paris	21,9	1,9	0,0	23,8	3,5	0,1	3,6	27,4
France Métropolitaine	1 608,5	94,8	124,4	1 827,7	62,0	1,1	63,2	1 890,8
971 Guadeloupe	11,1	0,9	3,7	15,7	2,6	0,8	3,4	19,1
972 Martinique	11,0	1,9	1,7	14,6	2,8	1,0	3,8	18,4
973 Guyane	1,7	0,1	0,4	2,2	0,7	0,1	0,7	2,9
974 Réunion	17,4	4,9	3,0	25,3	8,8	3,2	12,0	37,4
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4
Départements d'outre-mer	41,1	7,9	8,8	57,9	14,9	5,4	20,4	78,2
France entière	1 649,7	102,7	133,2	1 885,5	77,0	6,6	83,5	1 969,0

(a): Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en euros/hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
01 Ain	15,0	0,7	1,7	17,4	0,5	0,0	0,5	17,9
02 Aisne	30,6	1,8	3,1	35,5	0,5	0,0	0,6	36,0
03 Allier	38,2	1,1	3,9	43,2	0,8	0,0	0,8	44,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	24,2	1,2	2,1	27,5	1,2	0,0	1,2	28,7
05 Hautes-Alpes	15,7	0,6	2,2	18,4	0,5	0,0	0,5	18,9
06 Alpes-Maritimes	45,0	1,0	0,1	46,1	1,4	0,0	1,4	47,5
07 Ardèche	21,0	0,5	2,2	23,7	0,5	0,0	0,5	24,2
08 Ardennes	23,8	1,6	2,3	27,6	0,5	0,0	0,5	28,1
09 Ariège	23,8	0,8	4,1	28,7	1,1	0,1	1,3	30,0
10 Aube	25,6	1,4	2,9	29,9	0,6	0,0	0,6	30,5
11 Aude	39,4	1,9	5,3	46,5	1,1	0,1	1,2	47,7
12 Aveyron	26,4	0,6	4,1	31,1	0,7	0,0	0,7	31,8
13 Bouches-du-Rhône	41,1	1,9	0,6	43,6	1,6	0,0	1,7	45,3
14 Calvados	19,1	1,3	2,3	22,8	0,6	0,0	0,6	23,4
15 Cantal	34,7	0,7	6,5	41,9	0,7	0,0	0,7	42,6
16 Charente	25,5	1,6	3,9	31,1	0,7	0,0	0,7	31,7
17 Charente-Maritime	27,8	1,3	3,3	32,3	0,6	0,0	0,6	32,9
18 Cher	27,3	1,4	3,5	32,3	0,7	0,0	0,7	33,0
19 Corrèze	26,0	0,6	3,8	30,4	0,8	0,0	0,8	31,1
2A Corse-du-Sud	39,9	0,4	4,1	44,4	23,0	0,0	23,0	67,4
2B Haute-Corse	40,4	0,9	7,2	48,4	18,7	0,0	18,7	67,1
21 Côte-d'Or	17,9	1,3	2,6	21,8	0,6	0,0	0,6	22,4
22 Côtes-d'Armor	31,3	0,8	4,5	36,6	0,5	0,0	0,5	37,2
23 Creuse	33,5	0,7	6,3	40,5	0,6	0,0	0,6	41,1
24 Dordogne	24,7	0,9	3,8	29,5	0,6	0,0	0,6	30,0
25 Doubs	23,1	1,5	1,0	25,6	0,7	0,0	0,7	26,3
26 Drôme	26,9	1,2	2,5	30,6	0,7	0,0	0,7	31,3
27 Eure	14,3	1,5	2,8	18,7	0,4	0,0	0,4	19,1
28 Eure-et-Loir	17,9	1,6	3,7	23,1	0,6	0,0	0,6	23,6
29 Finistère	34,6	1,0	2,1	37,8	0,6	0,0	0,6	38,4
30 Gard	37,9	1,6	2,3	41,8	0,9	0,1	1,0	42,8
31 Haute-Garonne	22,3	1,2	1,3	24,8	1,0	0,0	1,0	25,8
32 Gers	25,4	1,0	8,7	35,1	0,5	0,0	0,5	35,6
33 Gironde	24,1	1,5	1,6	27,2	0,9	0,0	1,0	28,2
34 Hérault	38,2	1,6	1,8	41,6	0,9	0,1	1,0	42,6
35 Ille-et-Vilaine	22,8	1,0	2,0	25,8	0,6	0,0	0,6	26,4
36 Indre	33,8	1,3	5,5	40,6	0,8	0,0	0,8	41,4
37 Indre-et-Loire	26,0	1,3	2,4	29,7	0,6	0,0	0,6	30,3
38 Isère	18,4	1,8	1,1	21,3	0,9	0,0	0,9	22,2
39 Jura	22,1	1,0	2,9	25,9	0,4	0,0	0,4	26,3
40 Landes	24,8	0,4	3,4	28,6	0,6	0,0	0,6	29,2
41 Loir-et-Cher	22,0	1,3	3,7	27,0	0,7	0,0	0,7	27,6
42 Loire	29,6	1,1	1,2	31,9	0,8	0,0	0,8	32,7
43 Haute-Loire	26,1	0,6	4,0	30,7	0,5	0,0	0,5	31,2
44 Loire-Atlantique	22,9	1,4	1,6	25,9	0,8	0,0	0,8	26,7
45 Loiret	20,0	1,7	2,2	23,9	0,7	0,0	0,7	24,6
46 Lot	23,3	0,6	5,2	29,2	0,6	0,1	0,7	29,9
47 Lot-et-Garonne	32,5	1,1	5,9	39,4	0,8	0,1	0,9	40,3
48 Lozère	18,7	0,4	6,8	25,9	0,6	0,1	0,6	26,5
49 Maine-et-Loire	24,3	1,8	3,1	29,2	0,6	0,0	0,6	29,8
50 Manche	25,0	0,8	3,6	29,5	0,5	0,0	0,5	30,0

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2017^(a) (suite)

en euros/hab.

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
51 Marne	23,2	2,5	2,6	28,2	0,7	0,0	0,8	29,0
52 Haute-Marne	21,7	1,3	3,3	26,4	0,5	0,0	0,5	26,8
53 Mayenne	27,5	0,9	6,8	35,2	0,6	0,0	0,6	35,8
54 Meurthe-et-Moselle	25,7	1,3	0,6	27,6	0,8	0,0	0,8	28,4
55 Meuse	21,9	0,7	3,8	26,4	0,4	0,0	0,4	26,8
56 Morbihan	29,7	1,1	2,3	33,0	0,4	0,0	0,4	33,4
57 Moselle	22,8	0,7	1,4	24,9	0,6	0,0	0,6	25,5
58 Nièvre	34,0	1,4	4,9	40,3	0,7	0,0	0,7	41,0
59 Nord	26,8	1,5	1,1	29,3	1,4	0,0	1,5	30,8
60 Oise	17,0	2,0	2,8	21,8	0,6	0,0	0,6	22,4
61 Orne	26,6	1,3	4,8	32,7	0,5	0,0	0,5	33,2
62 Pas-de-Calais	25,5	1,7	1,7	28,9	0,6	0,0	0,7	29,6
63 Puy-de-Dôme	22,8	1,0	3,1	27,0	0,6	0,0	0,6	27,7
64 Pyrénées-Atlantiques	31,2	0,6	1,1	32,9	0,7	0,0	0,7	33,6
65 Hautes-Pyrénées	27,0	0,9	1,4	29,4	0,8	0,0	0,8	30,2
66 Pyrénées-Orientales	44,2	1,2	1,5	46,9	0,7	0,0	0,7	47,6
67 Bas-Rhin	16,9	0,9	1,7	19,5	0,6	0,0	0,6	20,1
68 Haut-Rhin	15,9	0,9	2,1	18,8	0,7	0,0	0,7	19,6
69 Rhône	23,0	1,5	0,6	25,0	1,2	0,0	1,2	26,2
70 Haute-Saône	18,5	0,8	2,2	21,4	0,3	0,0	0,3	21,7
71 Saône-et-Loire	27,2	1,4	4,0	32,5	0,7	0,0	0,7	33,3
72 Sarthe	22,2	1,3	3,1	26,7	0,6	0,0	0,6	27,3
73 Savoie	18,7	0,9	1,3	20,9	1,0	0,0	1,0	21,9
74 Haute-Savoie	16,8	0,4	1,0	18,2	0,6	0,0	0,6	18,9
76 Seine-Maritime	24,0	2,1	1,7	27,7	0,8	0,0	0,8	28,5
77 Seine-et-Marne	13,6	1,4	1,3	16,4	0,4	0,0	0,4	16,8
78 Yvelines	14,7	1,2	0,4	16,3	0,6	0,0	0,6	16,9
79 Deux-Sèvres	29,4	0,9	5,0	35,2	0,6	0,0	0,6	35,9
80 Somme	24,9	1,9	4,2	30,9	0,6	0,0	0,6	31,5
81 Tarn	23,6	1,4	3,0	27,9	0,8	0,0	0,9	28,8
82 Tarn-et-Garonne	22,1	0,9	6,0	28,9	0,7	0,1	0,8	29,7
83 Var	36,6	1,3	0,7	38,6	1,1	0,1	1,1	39,7
84 Vaucluse	40,7	1,7	3,2	45,5	1,9	0,1	2,0	47,5
85 Vendée	25,9	0,5	3,0	29,4	0,4	0,0	0,4	29,8
86 Vienne	25,4	1,5	2,7	29,6	0,6	0,0	0,6	30,2
87 Haute-Vienne	33,1	1,3	2,8	37,2	0,7	0,0	0,7	37,9
88 Vosges	23,4	0,8	1,8	26,1	0,6	0,0	0,6	26,7
89 Yonne	22,9	1,2	4,3	28,5	0,5	0,0	0,6	29,0
90 Territoire de Belfort	22,4	1,5	0,5	24,4	1,1	0,0	1,1	25,5
91 Essonne	15,6	2,1	0,4	18,0	0,7	0,0	0,7	18,7
92 Hauts-de-Seine	15,0	1,4	0,0	16,4	0,8	0,0	0,8	17,2
93 Seine-Saint-Denis	25,3	5,4	0,0	30,7	1,7	0,0	1,7	32,4
94 Val-de-Marne	20,5	2,4	0,0	22,9	1,2	0,0	1,2	24,1
95 Val-d'Oise	20,0	2,6	0,3	22,9	0,6	0,0	0,6	23,5
France Métropolitaine hors Paris	25,1	1,5	2,0	28,5	0,9	0,0	0,9	29,5
75 Paris	9,8	0,9	0,0	10,6	1,6	0,0	1,6	12,2
France Métropolitaine	24,6	1,4	1,9	27,9	0,9	0,0	1,0	28,9
971 Guadeloupe	27,3	2,3	9,1	38,6	6,5	1,9	8,4	47,1
972 Martinique	28,2	4,9	4,3	37,3	7,2	2,5	9,7	47,1
973 Guyane	6,6	0,5	1,6	8,7	2,6	0,3	2,8	11,5
974 Réunion	20,4	5,8	3,6	29,7	10,3	3,8	14,1	43,8
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,7	1,8	1,8
Départements d'outre-mer	19,4	3,7	4,2	27,3	7,0	2,6	9,6	36,9
France entière	24,4	1,5	2,0	27,9	1,1	0,1	1,2	29,1

(a): Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Evolution des compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2017^(a)

en pourcentage

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
01 Ain	49,4	-36,3	-16,0	31,9	-69,1	732,8	-69,0	21,6
02 Aisne	41,2	-23,1	-12,3	28,9	-70,1	29,4	-68,5	23,0
03 Allier	38,1	-44,9	-9,7	27,2	-69,8	-56,0	-69,5	20,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	48,0	-41,2	-10,5	32,5	-79,8	-45,6	-50,4	23,9
05 Hautes-Alpes	28,1	-50,4	-17,5	14,9	-93,1	-74,6	-72,2	6,5
06 Alpes-Maritimes	30,9	-40,8	-7,1	27,3	52,7	470,6	-68,3	17,1
07 Ardèche	41,1	-45,7	-10,3	29,9	-83,2	33,2	-66,9	22,3
08 Ardennes	40,6	-23,2	-7,4	29,0	-84,7	28,0	-67,6	22,0
09 Ariège	30,3	-55,0	-12,5	16,0	-81,5	362,0	-67,5	4,5
10 Aube	48,4	-23,3	-8,9	34,3	-80,6	-67,3	-69,6	25,7
11 Aude	30,4	-48,1	-9,0	17,5	-57,6	1 457,4	-62,7	11,4
12 Aveyron	34,6	-57,4	-11,5	21,0	-80,4	-31,1	-71,1	13,2
13 Bouches-du-Rhône	38,3	-27,5	-5,8	32,2	244,6	51,8	-68,8	18,0
14 Calvados	51,3	-33,5	-21,2	29,5	-55,4	-40,8	-69,3	19,3
15 Cantal	35,0	-54,9	-10,5	21,5	-89,2	-57,3	-69,8	15,6
16 Charente	38,6	-36,1	-12,9	22,0	-74,2	-69,1	-69,2	14,6
17 Charente-Maritime	42,6	-38,1	-7,3	29,0	-59,4	-17,4	-68,2	22,0
18 Cher	46,4	-29,3	-7,8	31,6	-76,6	-48,6	-69,4	22,6
19 Corrèze	36,9	-59,5	-11,3	23,0	-80,3	-35,9	-68,9	14,5
2A Corse-du-Sud	-5,9	-94,5	-59,8	-25,7	262,8	-97,9	221,7	0,7
2B Haute-Corse	-47,3	-85,0	-59,0	-51,5	237,2	-88,2	195,8	-36,8
21 Côte-d'Or	200,5	297,1	55,1	174,0	-65,5	-89,0	23,2	165,1
22 Côtes-d'Armor	147,5	-39,0	48,4	114,8	-66,1	-53,1	-55,9	103,4
23 Creuse	-52,3	-91,3	20,8	-51,6	-92,8	-73,8	-93,9	-56,2
24 Dordogne	6,3	-56,8	14,9	2,6	-75,7	-0,2	-78,1	-4,2
25 Doubs	113,4	-29,3	-75,2	50,6	-61,2	8,6	-57,2	41,0
26 Drôme	164,3	-35,0	-26,6	98,1	-64,9	525,7	-55,7	83,9
27 Eure	-59,7	-44,5	-20,6	-55,4	-72,1	223,7	-85,1	-57,4
28 Eure-et-Loir	60,0	502,3	158,8	79,8	-74,6	4,0	-93,8	7,9
29 Finistère	446,3	340,2	60,2	377,9	-40,2	-38,8	-82,9	232,2
30 Gard	32,8	-36,2	-7,5	24,7	-30,8	378,5	-67,7	17,2
31 Haute-Garonne	37,9	-44,8	-9,0	25,5	32,1	31,5	-68,1	12,8
32 Gers	30,7	-53,2	-8,6	13,1	-89,2	-80,4	-69,9	8,5
33 Gironde	41,4	-41,5	-17,5	26,3	50,5	-26,1	-68,6	14,5
34 Hérault	33,2	-43,8	-7,2	24,2	7,8	235,3	-67,1	16,7
35 Ille-et-Vilaine	45,7	-36,9	-7,8	32,8	-33,7	-	-67,9	23,8
36 Indre	42,0	-36,3	-8,2	27,5	-81,8	-72,4	-69,6	20,3
37 Indre-et-Loire	47,9	-27,7	-10,8	34,7	-61,3	-38,6	-68,9	26,2
38 Isère	46,1	-32,0	-9,0	29,7	21,4	-47,7	-68,5	14,7
39 Jura	44,5	-29,2	-12,3	30,1	-89,1	-47,8	-69,1	24,1
40 Landes	42,0	-47,9	-26,2	25,1	-76,6	-35,0	-68,7	18,0
41 Loir-et-Cher	48,4	-32,8	-8,3	29,9	-77,0	-40,2	-68,7	20,8
42 Loire	38,6	-40,8	-9,1	30,0	-35,3	-40,1	-68,9	20,3
43 Haute-Loire	34,8	-50,6	-15,0	21,4	-89,1	-73,5	-69,6	16,2
44 Loire-Atlantique	50,0	-21,1	-9,3	37,7	14,0	-43,9	-69,4	24,5
45 Loiret	51,7	-26,9	-9,3	33,2	-50,9	-42,3	-69,0	21,8
46 Lot	35,9	-55,8	-8,6	20,1	-89,3	-53,1	-68,5	12,6
47 Lot-et-Garonne	32,5	-53,7	-12,4	17,5	-70,8	412,4	-66,1	11,4
48 Lozère	37,4	-60,5	-14,1	14,5	-95,4	-65,8	-74,7	5,6
49 Maine-et-Loire	49,1	-34,2	-10,3	29,8	-47,8	1,2	-68,4	21,9
50 Manche	42,6	-43,9	-19,1	25,4	-73,9	-20,3	-71,8	18,6

Evolution des compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2017^(a) (suite)

en pourcentage

Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
51 Marne	47,1	-25,0	-22,1	26,1	-69,6	15,0	-54,7	16,8
52 Haute-Marne	48,0	-22,9	-16,4	29,4	-68,9	-26,3	-68,3	22,9
53 Mayenne	45,5	-47,6	-6,7	26,2	-70,0	-19,6	-69,7	19,8
54 Meurthe-et-Moselle	43,8	-34,2	-12,2	34,3	-68,0	97,2	-67,3	23,0
55 Meuse	42,4	-37,6	-17,5	25,0	-68,8	-47,7	-68,2	19,6
56 Morbihan	46,2	-44,4	-8,2	33,7	-68,4	51,3	-68,3	28,7
57 Moselle	43,6	-30,8	-11,1	34,9	-68,9	-27,5	-68,6	25,0
58 Nièvre	40,0	-30,0	-12,2	26,5	-69,7	-26,8	-69,1	20,2
59 Nord	40,6	-33,5	-7,6	30,7	-68,2	17,3	-67,4	14,1
60 Oise	45,4	-22,0	-8,8	25,9	-69,7	-35,3	-69,4	16,7
61 Orne	46,6	-27,7	-25,3	24,1	-69,2	-33,4	-68,4	18,5
62 Pas-de-Calais	38,9	-33,5	-11,5	26,6	-68,8	160,9	-68,0	18,7
63 Puy-de-Dôme	41,2	-42,0	-10,8	25,7	-69,7	-46,3	-69,3	17,6
64 Pyrénées-Atlantiques	36,1	-45,5	-13,6	30,0	-70,0	-52,1	-69,9	21,4
65 Hautes-Pyrénées	33,2	-33,5	-15,2	25,7	-68,7	-5,6	-68,3	16,7
66 Pyrénées-Orientales	30,5	-47,9	-7,2	24,0	-70,1	-17,2	-70,0	18,7
67 Bas-Rhin	48,9	-26,7	-13,2	34,3	-70,0	-29,4	-69,7	21,8
68 Haut-Rhin	51,8	-29,3	-11,4	34,0	-69,6	-38,3	-69,3	19,0
69 Rhône	43,1	-29,6	-9,2	33,3	-69,0	-41,6	-68,9	16,3
70 Haute-Saône	46,3	-29,5	-9,0	33,0	-68,9	-56,0	-68,4	26,8
71 Saône-et-Loire	43,5	-32,1	-14,0	27,0	-68,6	-50,0	-68,5	19,1
72 Sarthe	52,8	-26,1	-14,1	33,7	-68,3	-12,0	-67,9	24,7
73 Savoie	45,0	-42,1	-14,7	30,5	-69,1	125,2	-68,9	14,2
74 Haute-Savoie	55,7	-44,7	-12,4	43,8	-69,5	-	-69,5	28,2
76 Seine-Maritime	47,4	-21,0	-11,9	33,3	-68,8	5,2	-68,4	22,0
77 Seine-et-Marne	47,5	-27,2	-9,2	29,5	-69,4	-45,3	-69,3	19,5
78 Yvelines	57,3	-22,8	-7,6	43,7	-68,8	-40,1	-68,7	27,6
79 Deux-Sèvres	40,9	-46,5	-11,4	25,4	-68,7	-71,7	-68,7	19,2
80 Somme	42,3	-24,6	-13,3	24,9	-69,3	-29,4	-69,1	18,2
81 Tarn	36,8	-38,7	-8,3	23,0	-67,8	326,1	-66,6	13,8
82 Tarn-et-Garonne	31,3	-54,1	-11,1	13,7	-68,0	313,4	-65,2	7,3
83 Var	38,7	-42,1	-7,2	31,5	-68,9	183,6	-67,2	21,1
84 Vaucluse	35,2	-30,4	-7,2	26,7	-68,3	43,1	-67,7	13,0
85 Vendée	47,9	-47,3	-10,9	34,6	-69,4	-	-69,4	28,5
86 Vienne	43,0	-29,2	-15,3	28,5	-69,3	-43,0	-69,0	20,8
87 Haute-Vienne	35,5	-31,8	-9,1	26,5	-69,2	-50,1	-69,1	19,5
88 Vosges	47,1	-26,0	-13,0	36,3	-69,2	-44,4	-69,1	26,8
89 Yonne	45,4	-27,0	-10,6	27,7	-69,0	-71,7	-69,1	20,5
90 Territoire de Belfort	46,8	-21,4	-17,6	37,3	-69,6	-27,3	-69,3	19,4
91 Essonne	56,3	-24,3	-7,3	37,4	-68,5	-11,3	-68,2	22,9
92 Hauts-de-Seine	44,8	-34,7	-7,1	31,4	-68,0	-	-68,0	14,0
93 Seine-Saint-Denis	32,2	-18,4	7,1	19,2	-68,4	-	-68,4	4,1
94 Val-de-Marne	41,3	-33,7	87,4	26,3	-68,8	-	-68,8	9,7
95 Val-d'Oise	44,5	-13,9	0,3	33,5	-68,5	5,2	-68,2	22,8
France Métropolitaine hors Paris	41,4	-32,3	-11,4	28,9	-66,3	6,9	-65,9	18,4
75 Paris	37,9	-28,9	-65,5	28,1	-68,7	54,2	-68,3	-8,2
France Métropolitaine	41,3	-32,2	-11,4	28,9	-66,5	8,8	-66,0	17,9
971 Guadeloupe	15,4	-30,7	-1,5	6,9	-4,8	-24,9	-10,3	3,4
972 Martinique	16,5	-29,3	-1,3	5,4	-28,7	-6,9	-24,2	-2,5
973 Guyane	15,7	-38,6	1,5	7,4	333,0	-87,1	7,3	7,4
974 Réunion	16,1	-11,3	-1,1	7,4	-12,5	-10,9	-12,1	0,2
976 Mayotte	-	-	-	-	-70,5	1,3	-10,6	-9,9
Départements d'outre-mer	16,0	-19,4	-1,2	6,8	-12,2	-17,8	-13,8	0,5
France entière	40,6	-31,4	-10,8	28,0	-61,9	-14,2	-60,1	17,1

(a): Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.10 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2017

Taille des communes en nombre d'habitants	en nombre de communes										Ensemble
	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Groupement à FA	1 525	1 301	1 025	123	53	54	9	-	-	1	4 091
Groupement à FPU	3 744	5 145	6 919	1 574	709	931	455	294	67	37	19 875
Syndicat	99	108	79	14	8	14	14	5	1	1	343
Commune elle-même	5	15	23	3	8	6	14	24	15	2	115
Ensemble des communes	5 373	6 569	8 046	1 714	778	1 005	492	323	83	41	24 424

FA : fiscalité additionnelle.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Nombre de communes concernées par la TEOM en 2017

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	en pourcentage										Ensemble
	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	518	763	1 302	297	112	154	57	32	3	6	3 244
Bourgogne-Franche-Comté	502	454	423	61	25	31	14	9	1	1	1 521
Bretagne	13	77	306	116	57	61	26	4	3	2	665
Centre-Val de Loire	162	376	509	79	38	36	22	9	1	2	1 234
Corse	159	58	56	13	5	6	1	1	1	-	300
Grand-Est	669	595	656	142	63	74	38	14	3	5	2 259
Hauts-de-France	629	939	921	165	74	89	55	24	7	2	2 905
Normandie	454	745	791	113	72	50	22	10	2	3	2 262
Nouvelle Aquitaine	705	1 118	1 240	228	76	101	30	25	6	2	3 531
Occitanie	1 359	1 062	999	215	96	124	39	16	4	4	3 918
Pays de la Loire	33	78	210	84	33	51	22	8	3	3	525
Provence-Alpes-Côte d'Azur	102	99	204	88	59	84	48	27	8	4	723
France Métropolitaine hors Île-de-France	5 305	6 364	7 617	1 601	710	861	374	179	42	34	23 087
Île-de-France	67	205	415	108	58	107	90	123	34	5	1 212
France Métropolitaine	5 372	6 569	8 032	1 709	768	968	464	302	76	39	24 299
Outre-mer	1	-	14	5	10	37	28	21	7	2	125
France entière	5 373	6 569	8 046	1 714	778	1 005	492	323	83	41	24 424
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	567	1 221	2 456	652	292	400	215	177	50	10	6 040
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	57	119	335	168	108	239	154	135	33	31	1 379
CC ⁽⁵⁾ à FPU	3 203	3 897	4 221	774	327	315	113	11	-	-	12 861
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	1 546	1 331	1 034	120	50	51	10	-	-	-	4 142
Groupeement à FPU	3 827	5 237	7 007	1 588	724	951	481	323	83	40	20 261
Groupeement à fiscalité additionnelle	1 546	1 331	1 039	126	53	54	11	-	-	1	4 161
Communes isolées	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	2

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Proportion des communes sur le territoire desquelles est perçue une TEOM en 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	73	76	79	85	88	91	93	100	100	100	79
Bourgogne-Franche-Comté	35	37	47	56	76	66	93	100	100	50	41
Bretagne	45	46	50	59	60	68	90	80	100	100	54
Centre-Val de Loire	65	65	71	74	83	86	92	100	100	100	69
Corse	77	92	89	93	100	100	100	100	100	-	83
Grand-Est	36	41	49	64	66	75	78	93	100	100	44
Hauts-de-France	73	79	75	74	76	76	82	80	100	100	76
Normandie	83	80	81	86	92	88	81	100	100	100	82
Nouvelle Aquitaine	83	80	77	84	84	89	94	93	100	100	80
Occitanie	84	86	90	93	96	98	95	100	100	100	87
Pays de la Loire	49	34	37	41	38	45	67	73	75	100	40
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50	59	82	92	94	99	98	100	100	100	76
France Métropolitaine hors Île-de-France	62	66	69	74	78	81	87	93	98	97	68
Île-de-France	99	93	94	92	94	96	99	98	92	100	95
France Métropolitaine	62	67	70	75	79	82	89	95	95	98	69
Outre-mer	33	-	93	100	100	100	100	100	88	100	97
France entière	62	67	70	75	77	84	91	99	101	98	69
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	74	79	83	86	86	92	91	93	96	91	83
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	100	100	99	99	100	100	100	99	92	100	99
CC ⁽⁴⁾ à FPU	62	64	64	66	70	69	80	100	-	-	64
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	57	62	65	65	70	63	67	-	-	-	61
Groupeement à FPU	64	68	71	76	79	84	91	95	94	98	71
Groupeement à fiscalité additionnelle	57	62	65	66	72	64	69	-	-	100	61
Communes isolées	-	50	-	-	100	-	-	-	-	-	40

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du nombre de communes concernées par la TEOM entre 2016 et 2017

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	17	7	-1	16	-1	2	0	-1	-1	1	39
Bourgogne-Franche-Comté	-12	-16	-9	2	-1	2	0	0	0	0	-34
Bretagne	-2	-5	-3	-1	-4	5	-1	0	0	0	-11
Centre-Val de Loire	-11	-41	-33	-8	0	1	0	0	0	0	-92
Corse	33	9	5	0	-2	0	0	0	0	-	45
Grand-Est	85	37	21	-1	5	1	2	-1	0	0	149
Hauts-de-France	20	-4	16	-2	2	2	2	0	0	0	36
Normandie	-114	-164	-67	8	27	5	-1	-1	1	0	-306
Nouvelle Aquitaine	1	-16	22	19	1	4	1	1	0	0	33
Occitanie	12	-11	15	6	0	4	1	0	0	0	27
Pays de la Loire	-3	-15	-23	-1	-6	13	2	0	0	0	-33
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	4	7	3	-2	4	-1	0	0	0	17
France Métropolitaine hors Île-de-France	28	-215	-50	41	19	43	5	-2	0	1	-130
Île-de-France	0	-2	9	0	0	-1	8	2	-1	0	15
France Métropolitaine	28	-217	-41	41	19	42	13	0	-1	1	-115
Outre-mer	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France entière	28	-217	-41	41	19	42	13	0	-1	1	-115
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	321	573	793	159	32	35	15	2	1	-4	1 927
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	35	65	86	33	4	29	20	5	-2	5	280
CC ⁽⁴⁾ à FPU	527	206	-20	-42	22	22	-7	-5	-	-	703
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	-854	-1 054	-893	-109	-38	-44	-14	-1	-	-	-3 007
Groupelement à FPU	883	844	855	149	59	87	30	3	-1	1	2 910
Groupelement à fiscalité additionnelle	-854	-1 054	-889	-108	-39	-45	-16	-2	-	0	-3 007
Communes isolées	-1	-7	-7	0	-1	-	-1	-1	-	-	-18
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2017											
Groupelement à FA	-773	-992	-850	-102	-36	-43	-16	-2	-	0	-2814
Groupelement à FPU	900	865	898	172	72	103	43	11	5	1	3070
Syndicat	-83	-71	-51	-15	-2	-7	-2	0	0	0	-231
Commune elle-même	-16	-19	-38	-14	-15	-11	-12	-9	-6	0	-140

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les bases par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2017

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	876	857	946	1 163	1 170	1 230	1 249	1 329	1 334	1 550	1 225
Bourgogne-Franche-Comté	796	784	882	992	991	1 079	1 216	1 311	1 195	1 381	1 069
Bretagne	625	621	783	949	1 033	1 108	1 193	1 254	1 376	1 116	1 069
Centre-Val de Loire	693	665	692	774	801	980	1 088	1 153	1 276	1 296	945
Corse	1 015	978	1 427	1 375	1 144	1 179	2 471	967	1 125	-	1 235
Grand-Est	592	617	784	864	964	1 063	1 056	1 183	1 087	1 256	1 013
Hauts-de-France	549	548	645	792	828	732	794	919	865	1 106	793
Normandie	596	569	655	871	1 069	941	1 038	1 104	1 058	1 302	912
Nouvelle Aquitaine	764	735	795	931	1 186	1 177	1 435	1 306	1 358	1 557	1 108
Occitanie	796	769	849	949	1 108	1 189	1 328	1 349	1 293	1 362	1 127
Pays de la Loire	570	528	683	887	1 166	1 013	1 376	1 299	1 225	1 223	1 125
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 172	1 521	1 549	1 467	1 459	1 397	1 498	1 456	1 759	1 303	1 444
France Métropolitaine hors Île-de-France	729	707	817	980	1 087	1 115	1 204	1 257	1 281	1 338	1 100
Île-de-France	1 078	1 048	1 158	1 400	1 425	1 496	1 521	1 638	2 022	3 165	2 008
France Métropolitaine	734	718	835	1 007	1 114	1 159	1 268	1 411	1 615	1 836	1 293
Outre-mer	42	-	524	520	695	583	733	829	906	1 250	841
France entière	734	718	834	1 005	1 108	1 137	1 238	1 374	1 555	1 821	1 276
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	736	704	821	1 010	1 146	1 147	1 268	1 306	1 300	1 248	1 173
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	777	768	944	1 036	1 157	1 182	1 295	1 496	1 902	1 912	1 644
CC ⁽⁴⁾ à FPU	745	730	819	963	1 061	1 080	1 106	849	-	-	930
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	708	693	895	1 213	1 038	1 185	1 091	-	-	-	948
Groupeement à FPU	744	724	826	990	1 113	1 135	1 242	1 374	1 555	1 831	1 292
Groupeement à fiscalité additionnelle	708	693	893	1 202	1 025	1 172	1 078	-	-	1 184	960
Communes isolées	-	2 344	-	-	2 296	-	-	-	-	-	2 299
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2017											
Groupeement à FA	710	694	897	1214	1025	1172	1162	-	-	1184	966
Groupeement à FPU	743	723	823	988	1117	1140	1239	1316	1362	1388	1165
Syndicat	715	779	909	1218	864	688	881	913	1235	1248	951
Commune elle-même	1047	865	1304	744	1188	1449	1538	2095	2366	3229	2703

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque : le calcul de la base de la TEOM par habitant tient compte uniquement de la population communale concernée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les taux moyens de la TEOM^(a) des communes et de leurs groupements en 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	11,64	11,26	10,09	9,25	8,60	8,38	8,30	7,42	7,53	7,31	8,40
Bourgogne-Franche-Comté	11,33	10,40	9,46	9,09	8,51	8,63	8,19	8,51	9,80	6,40	8,69
Bretagne	9,59	11,86	10,08	9,54	9,55	8,62	7,55	10,88	8,20	5,62	8,45
Centre-Val de Loire	14,17	13,54	13,16	12,29	12,38	10,51	10,14	10,59	8,45	8,76	10,94
Corse	13,21	14,53	14,28	13,20	8,38	13,31	13,15	10,91	19,49	-	14,25
Grand-Est	11,66	11,46	10,24	10,43	9,73	9,27	10,54	10,42	9,76	10,27	10,19
Hauts-de-France	12,97	12,80	12,21	11,79	11,91	11,19	11,75	12,37	13,92	13,99	12,42
Normandie	12,86	13,28	12,28	10,59	10,87	9,89	9,46	9,76	11,88	10,54	10,84
Nouvelle Aquitaine	11,58	11,67	11,84	11,33	10,45	10,78	9,78	9,59	8,86	8,06	10,25
Occitanie	12,82	12,79	12,87	12,92	13,09	12,38	11,50	12,55	11,58	9,49	11,80
Pays de la Loire	9,25	10,24	10,92	10,52	10,37	9,89	9,60	7,96	9,27	7,92	9,12
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,10	10,83	10,73	10,75	10,69	10,83	11,23	10,30	12,19	14,44	11,96
France Métropolitaine hors Île-de-France	12,23	12,07	11,36	10,77	10,56	10,15	10,01	9,88	10,91	9,93	10,42
Île-de-France	10,21	10,58	9,68	8,28	7,95	7,61	7,19	6,09	5,63	6,19	6,35
France Métropolitaine	12,19	12,00	11,24	10,54	10,29	9,78	9,32	8,11	7,93	8,17	9,08
Outre-mer	4,73	-	13,42	9,24	14,55	14,67	16,33	14,40	16,56	15,20	15,38
France entière	12,19	12,00	11,24	10,54	10,33	9,87	9,55	8,35	8,35	8,29	9,23
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	11,69	11,40	10,71	10,03	9,81	9,52	9,73	9,32	10,66	11,26	9,98
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	8,03	8,04	9,12	9,55	9,19	8,94	8,41	7,17	6,22	7,99	7,74
CC ⁽⁴⁾ à FPU	12,29	12,26	11,71	11,20	11,06	11,05	11,17	10,81	-	-	11,39
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	12,35	12,15	11,58	10,79	11,54	10,73	9,02	-	-	-	11,26
Groupeement à FPU	12,13	11,95	11,19	10,54	10,24	9,84	9,56	8,35	8,35	8,30	9,16
Groupeement à fiscalité additionnelle	12,35	12,15	11,56	10,58	11,25	10,56	8,89	-	-	7,44	10,90
Communes isolées	-	27,70	-	-	17,24	-	-	-	-	-	18,06
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2017											
Groupeement à FA	12,38	12,17	11,56	10,58	11,25	10,56	9,15	-	-	7,44	10,92
Groupeement à FPU	12,11	11,95	11,20	10,57	10,23	9,87	9,56	8,74	9,35	9,79	9,79
Syndicat	12,89	12,15	10,85	7,92	10,70	8,22	8,59	8,86	7,75	6,01	8,47
Commune elle-même	7,96	14,46	10,17	10,46	12,16	7,87	9,91	9,91	6,02	6,36	6,32

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits par habitant de la TEOM^(a) des communes et de leurs groupements en 2017

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	102	96	95	108	101	103	104	99	101	113	103
Bourgogne-Franche-Comté	90	82	83	90	84	93	100	112	117	88	93
Bretagne	60	74	79	91	99	95	90	136	113	63	90
Centre-Val de Loire	98	90	91	95	99	103	110	122	108	113	103
Corse	134	142	204	181	96	157	325	105	219	-	176
Grand-Est	69	71	80	90	94	99	111	123	106	129	103
Hauts-de-France	71	70	79	93	99	82	93	114	120	155	98
Normandie	77	76	80	92	116	93	98	108	126	137	99
Nouvelle Aquitaine	88	86	94	105	124	127	140	125	120	125	114
Occitanie	102	98	109	123	145	147	153	169	150	129	133
Pays de la Loire	53	54	75	93	121	100	132	103	114	97	103
Provence-Alpes-Côte d'Azur	130	165	166	158	156	151	168	150	214	188	173
France Métropolitaine hors Île-de-France	89	85	93	106	115	113	120	124	140	133	115
Île-de-France	110	111	112	116	113	114	109	100	114	196	128
France Métropolitaine	89	86	94	106	115	113	118	114	128	150	117
Outre-mer	2,0	-	70	48	101	86	120	119	150	190	129
France entière	89	86	94	106	114	112	118	115	130	151	118
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	86	80	88	101	112	109	123	122	139	141	117
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	62	62	86	99	106	106	109	107	118	153	127
CC ⁽⁴⁾ à FPU	92	89	96	108	117	119	123	92	-	-	106
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	87	84	104	131	120	127	98	-	-	-	107
Groupeement à FPU	90	87	93	104	114	112	119	115	130	152	118
Groupeement à fiscalité additionnelle	87	84	103	127	115	124	96	-	-	88	105
Communes isolées	-	649	-	-	396	-	-	-	-	-	415
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2017											
Groupeement à FA	88	84	104	128	115	124	106	-	-	88	106
Groupeement à FPU	90	86	92	104	114	112	118	115	127	136	114
Syndicat	92	95	99	96	92	57	76	81	96	75	80
Commune elle-même	83	125	133	78	144	114	152	117	142	205	171

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a): Y compris la part incitative à la TEOM.

Remarque : le calcul du produit de la TEOM par habitant tient compte uniquement de la population communale concernée.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Évolution des produits de la TEOM^(a) des communes et de leurs groupements entre 2016 et 2017

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2017	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,0	4,9	3,1	3,2	1,8	2,2	1,2	0,9	-1,7	1,5	2,0
Bourgogne-Franche-Comté	4,1	0,7	-2,3	1,7	2,1	1,4	1,1	0,5	0,3	1,5	0,5
Bretagne	1,6	2,0	1,5	1,5	2,2	1,5	2,1	1,5	2,9	3,2	2,0
Centre-Val de Loire	-2,7	-3,3	-5,7	-6,1	-6,9	-5,1	4,0	0,2	0,9	1,0	-2,3
Corse	26,3	18,2	11,2	6,5	3,8	2,2	1,1	2,1	1,4	-	5,7
Grand-Est	10,0	6,4	3,6	2,0	3,8	-0,3	0,5	-1,8	-1,6	-0,1	0,9
Hauts-de-France	4,4	3,6	1,6	0,6	0,2	3,5	1,3	0,5	0,7	1,1	1,3
Normandie	4,3	2,6	1,8	1,3	1,4	-0,6	2,6	1,3	1,0	-1,3	0,9
Nouvelle Aquitaine	4,4	3,8	3,9	3,4	3,2	2,9	2,6	2,0	1,9	1,6	2,9
Occitanie	6,1	4,7	3,0	2,7	2,7	2,5	1,7	1,7	1,9	1,4	2,4
Pays de la Loire	4,8	11,2	2,7	-1,5	-3,6	-3,0	1,7	2,3	1,0	1,5	0,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,0	9,1	4,7	4,6	2,0	2,2	2,2	2,0	1,1	1,6	2,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,6	3,9	2,2	2,0	1,4	1,5	1,8	1,2	1,0	1,2	1,7
Île-de-France	1,7	1,2	3,1	-5,6	1,0	1,8	2,8	0,9	1,0	1,2	1,2
France Métropolitaine	5,6	3,7	2,3	1,5	1,4	1,5	2,0	1,1	1,0	1,2	1,5
Outre-mer	0,3	-	4,5	7,2	-6,9	-2,8	-2,2	4,6	3,2	2,8	1,9
France entière	5,6	3,7	2,3	1,5	1,3	1,4	1,7	1,3	1,2	1,2	1,6
Type d'EPCI en 2017											
CA ⁽¹⁾	4,7	3,9	2,7	1,0	1,7	1,8	1,6	1,1	1,4	0,8	1,5
CU ⁽²⁾ ou métropole ⁽³⁾	-11,8	13,6	4,1	2,3	2,5	2,1	1,9	1,4	1,0	1,3	1,5
CC ⁽⁴⁾ à FPU	4,1	2,7	1,6	1,3	0,7	0,5	2,0	3,6	-	-	1,5
CC ⁽⁴⁾ à fiscalité additionnelle	10,0	6,5	3,3	3,5	-0,1	1,2	1,8	-	-	-	3,4
Groupeement à FPU	4,0	3,1	2,1	1,3	1,4	1,4	1,7	1,3	1,2	1,2	1,5
Groupeement à fiscalité additionnelle	10,0	6,5	3,6	3,7	-0,1	1,2	2,0	-	-	1,2	3,4
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2017											
Groupeement à FA	10,1	6,6	3,6	3,8	-0,1	1,2	-0,4	-	-	1,2	3,9
Groupeement à FPU	4,0	3,1	2,1	1,2	1,4	1,4	1,6	1,4	1,4	1,3	1,9
Syndicat	1,9	2,2	0,8	2,6	1,7	9,9	10,7	1,5	1,1	1,2	4,1
Commune elle-même	22,7	6,4	2,3	1,4	2,1	3,6	2,0	-0,3	0,7	1,1	0,9

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

(a):Y compris la part incitative à la TEOM.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

A1.11 Synthèse de la fiscalité directe locale du secteur communal

La fiscalité directe locale est composée uniquement :

- des taxes « ménages » (TM) : taxe d'habitation (TH) et ses composantes (y compris la TH sur les logements vacants et la majoration des résidences secondaires), Foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) ;
- des impôts économiques (IE): cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ;
- de la taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles, à destination du seul secteur communal, non disponibles dans les fichiers fiscaux transmis par la DGFIP.

Les produits et compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale^(a) des communes et de leurs groupements en 2017^(b)

en euros/hab.

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*	
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations		
01 Ain	462,7	17,4	202,2	0,5	664,9	17,9	727,5	(+2,3)
02 Aisne	447,8	35,5	136,6	0,6	584,4	36,0	652,6	(+1,3)
03 Allier	547,5	43,2	161,6	0,8	709,1	44,0	810,2	(+2,6)
04 Alpes-de-Haute-Provence	758,7	27,5	260,7	1,2	1 019,4	28,7	1 132,2	(+3,6)
05 Hautes-Alpes	799,0	18,4	195,7	0,5	994,7	18,9	1 111,5	(+2,9)
06 Alpes-Maritimes	945,0	46,1	226,3	1,4	1 171,3	47,5	1 385,3	(+1,8)
07 Ardèche	468,3	23,7	200,2	0,5	668,5	24,2	763,0	(+2,3)
08 Ardennes	468,8	27,6	193,7	0,5	662,5	28,1	706,2	(+1,8)
09 Ariège	576,4	28,7	219,8	1,3	796,2	30,0	921,5	(+3,2)
10 Aube	504,1	29,9	211,8	0,6	715,9	30,5	807,4	(+1,8)
11 Aude	735,7	46,5	164,0	1,2	899,7	47,7	1 033,6	(+2,3)
12 Aveyron	506,8	31,1	213,9	0,7	720,8	31,8	820,9	(+2,9)
13 Bouches-du-Rhône	756,8	43,6	223,8	1,7	980,6	45,3	1 136,8	(+2,0)
14 Calvados	558,1	22,8	154,8	0,6	712,9	23,4	810,8	(+2,3)
15 Cantal	565,6	41,9	166,3	0,7	731,9	42,6	812,4	(+2,1)
16 Charente	521,2	31,1	169,4	0,7	690,6	31,7	796,0	(+2,9)
17 Charente-Maritime	659,3	32,3	135,7	0,6	795,0	32,9	868,0	(+2,8)
18 Cher	538,7	32,3	192,9	0,7	731,6	33,0	790,2	(+2,5)
19 Corrèze	540,5	30,4	187,1	0,8	727,6	31,1	818,0	(+1,6)
2A Corse-du-Sud	712,7	44,4	125,6	23,0	838,3	67,4	1 044,0	(+1,8)
2B Haute-Corse	561,8	48,4	110,4	18,7	672,2	67,1	807,0	(+2,7)
21 Côte-d'Or	592,9	21,8	184,5	0,6	777,4	22,4	842,0	(+2,1)
22 Côtes-d'Armor	582,7	36,6	139,9	0,5	722,6	37,2	787,8	(+2,5)
23 Creuse	476,2	40,5	113,0	0,6	589,2	41,1	690,2	(+2,4)
24 Dordogne	552,8	29,5	120,4	0,6	673,2	30,0	779,7	(+3,5)
25 Doubs	530,6	25,6	181,0	0,7	711,6	26,3	728,9	(+2,7)
26 Drôme	577,1	30,6	249,5	0,7	826,6	31,3	921,6	(+1,4)
27 Eure	466,2	18,7	156,5	0,4	622,7	19,1	732,3	(+2,1)
28 Eure-et-Loir	506,1	23,1	168,2	0,6	674,3	23,6	788,5	(+1,4)
29 Finistère	643,1	37,8	137,9	0,6	781,0	38,4	839,1	(+2,2)
30 Gard	643,7	41,8	158,6	1,0	802,3	42,8	934,4	(+1,5)
31 Haute-Garonne	697,1	24,8	283,0	1,0	980,1	25,8	1 090,7	(+1,2)
32 Gers	533,6	35,1	130,2	0,5	663,8	35,6	752,2	(+2,6)
33 Gironde	726,3	27,2	210,0	1,0	936,3	28,2	1 050,1	(+2,0)
34 Hérault	828,2	41,6	181,6	1,0	1 009,8	42,6	1 172,6	(+1,3)
35 Ille-et-Vilaine	598,8	25,8	178,7	0,6	777,4	26,4	831,9	(+1,8)
36 Indre	488,2	40,6	141,4	0,8	629,6	41,4	692,1	(+2,2)
37 Indre-et-Loire	563,0	29,7	170,2	0,6	733,1	30,3	811,5	(+2,1)
38 Isère	661,8	21,3	240,7	0,9	902,4	22,2	989,9	(+2,2)
39 Jura	477,1	25,9	153,9	0,4	631,0	26,3	689,2	(+3,4)
40 Landes	585,9	28,6	179,2	0,6	765,2	29,2	867,5	(+2,2)
41 Loir-et-Cher	536,2	27,0	191,0	0,7	727,2	27,6	812,3	(+1,6)
42 Loire	567,1	31,9	168,3	0,8	735,4	32,7	816,3	(+2,1)
43 Haute-Loire	492,6	30,7	138,4	0,5	630,9	31,2	728,4	(+3,9)
44 Loire-Atlantique	698,4	25,9	215,1	0,8	913,5	26,7	987,5	(+1,9)
45 Loiret	620,2	23,9	213,2	0,7	833,4	24,6	928,5	(+0,3)
46 Lot	539,9	29,2	151,7	0,7	691,5	29,9	808,9	(+2,4)
47 Lot-et-Garonne	550,2	39,4	151,7	0,9	701,9	40,3	802,4	(+3,3)
48 Lozère	513,7	25,9	117,7	0,6	631,3	26,5	726,9	(+3,4)
49 Maine-et-Loire	550,6	29,2	148,8	0,6	699,5	29,8	758,2	(+2,2)
50 Manche	522,2	29,5	196,7	0,5	718,9	30,0	795,6	(+2,0)

Les produits et compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale^(a) des communes et de leurs groupements en 2017^(b) (suite)

en euros/hab.

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*	
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations		
51 Marne	622,3	28,2	189,8	0,8	812,1	29,0	893,6	(+3,1)
52 Haute-Marne	449,1	26,4	153,8	0,5	602,9	26,8	657,5	(+2,8)
53 Mayenne	527,7	35,2	168,1	0,6	695,8	35,8	729,3	(+3,2)
54 Meurthe-et-Moselle	560,9	27,6	156,9	0,8	717,9	28,4	802,5	(+0,9)
55 Meuse	427,5	26,4	148,4	0,4	575,9	26,8	608,4	(+2,2)
56 Morbihan	615,9	33,0	144,1	0,4	760,0	33,4	844,1	(+1,9)
57 Moselle	443,1	24,9	178,0	0,6	621,0	25,5	705,0	(+2,5)
58 Nièvre	571,0	40,3	128,8	0,7	699,9	41,0	785,2	(+2,0)
59 Nord	528,4	29,3	210,3	1,5	738,7	30,8	846,1	(+1,9)
60 Oise	562,4	21,8	171,8	0,6	734,2	22,4	780,9	(+2,4)
61 Orne	454,2	32,7	116,0	0,5	570,1	33,2	650,1	(+2,4)
62 Pas-de-Calais	542,7	28,9	156,1	0,7	698,8	29,6	758,2	(+2,5)
63 Puy-de-Dôme	610,4	27,0	184,0	0,6	794,4	27,7	910,6	(+2,1)
64 Pyrénées-Atlantiques	614,9	32,9	197,4	0,7	812,3	33,6	935,6	(+2,9)
65 Hautes-Pyrénées	597,3	29,4	205,4	0,8	802,7	30,2	939,4	(+2,6)
66 Pyrénées-Orientales	786,0	46,9	175,6	0,7	961,6	47,6	1 128,9	(+3,4)
67 Bas-Rhin	556,4	19,5	221,7	0,6	778,1	20,1	839,4	(+2,8)
68 Haut-Rhin	491,1	18,8	211,5	0,7	702,6	19,6	778,2	(+2,8)
69 Rhône	666,1	25,0	268,1	1,2	934,3	26,2	1 019,7	(+1,5)
70 Haute-Saône	352,3	21,4	120,7	0,3	473,0	21,7	486,8	(+4,3)
71 Saône-et-Loire	552,7	32,5	156,3	0,7	709,0	33,3	788,8	(+1,6)
72 Sarthe	533,4	26,7	164,1	0,6	697,4	27,3	739,5	(+2,5)
73 Savoie	774,3	20,9	375,7	1,0	1 150,0	21,9	1 295,8	(+2,6)
74 Haute-Savoie	645,4	18,2	217,4	0,6	862,8	18,9	972,3	(+2,0)
76 Seine-Maritime	572,0	27,7	237,9	0,8	809,9	28,5	885,3	(+2,7)
77 Seine-et-Marne	660,0	16,4	223,0	0,4	883,0	16,8	995,3	(+2,3)
78 Yvelines	705,9	16,3	219,9	0,6	925,8	16,9	1 022,3	(+3,2)
79 Deux-Sèvres	534,6	35,2	165,2	0,6	699,9	35,9	781,1	(+2,9)
80 Somme	548,4	30,9	169,3	0,6	717,7	31,5	794,4	(+1,9)
81 Tarn	504,8	27,9	145,9	0,9	650,6	28,8	742,9	(+2,3)
82 Tarn-et-Garonne	552,2	28,9	215,6	0,8	767,8	29,7	858,1	(+2,4)
83 Var	931,2	38,6	157,4	1,1	1 088,6	39,7	1 271,8	(+1,4)
84 Vaucluse	669,5	45,5	227,5	2,0	897,0	47,5	1 024,2	(+1,8)
85 Vendée	590,0	29,4	177,6	0,4	767,6	29,8	836,6	(+2,7)
86 Vienne	542,8	29,6	173,3	0,6	716,1	30,2	783,4	(+2,3)
87 Haute-Vienne	606,8	37,2	133,4	0,7	740,2	37,9	811,7	(+3,4)
88 Vosges	436,9	26,1	152,2	0,6	589,1	26,7	648,2	(+1,7)
89 Yonne	529,0	28,5	151,6	0,6	680,6	29,0	743,7	(+2,2)
90 Territoire de Belfort	446,6	24,4	191,1	1,1	637,6	25,5	713,4	(+2,3)
91 Essonne	741,7	18,0	212,7	0,7	954,3	18,7	1 062,4	(+1,0)
92 Hauts-de-Seine	808,4	16,4	438,5	0,8	1 247,0	17,2	1 358,4	(+2,9)
93 Seine-Saint-Denis	700,6	30,7	266,0	1,7	966,6	32,4	1 069,2	(+1,3)
94 Val-de-Marne	786,1	22,9	243,0	1,2	1 029,2	24,1	1 136,4	(+1,8)
95 Val-d'Oise	670,0	22,9	169,8	0,6	839,8	23,5	929,1	(+0,9)
France Métropolitaine hors Paris	619,3	28,5	198,6	0,9	817,8	29,5	923,2	(-0,3)
75 Paris	640,1	10,6	389,9	1,6	1 029,9	12,2	1 239,8	(+3,8)
France Métropolitaine	626,2	27,9	207,8	1,0	834,0	28,9	934,0	(-0,1)
971 Guadeloupe	468,3	38,6	126,1	8,4	594,4	47,1	756,5	(+3,5)
972 Martinique	509,1	37,3	143,3	9,7	652,4	47,1	795,7	(-0,1)
973 Guyane	259,4	8,7	103,6	2,8	363,0	11,5	424,2	(-1,5)
974 Réunion	497,3	29,7	128,5	14,1	625,9	43,8	771,6	(+4,0)
976 Mayotte	128,6	0,0	24,9	1,8	153,5	1,8	175,4	(+8,6)
Départements d'outre-mer	427,6	27,3	117,2	9,6	544,8	36,9	670,4	(+2,5)
France entière	620,0	27,9	204,9	1,2	824,9	29,1	925,8	(-0,1)

(a) Sont compris les produits des contributions directes, la TEOM, la taxe GEMAPI et hors la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (non disponibles).

(b) Hors les produits et compensations du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits et compensations d'exonération de la fiscalité directe locale^(a) des communes et de leurs groupements en 2017^(b)

en millions d'euros

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*	
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations		
01 Ain	297,7	11,2	130,0	0,3	427,7	11,5	468,0	(+3,3)
02 Aisne	248,7	19,7	75,9	0,3	324,6	20,0	362,5	(+1,5)
03 Allier	193,4	15,3	57,1	0,3	250,5	15,6	286,2	(+2,5)
04 Alpes-de-Haute-Provence	126,2	4,6	43,4	0,2	169,5	4,8	188,3	(+3,3)
05 Hautes-Alpes	116,0	2,7	28,4	0,1	144,4	2,7	161,4	(+3,3)
06 Alpes-Maritimes	1 038,4	50,7	248,7	1,5	1 287,1	52,2	1 522,1	(+2,0)
07 Ardèche	155,5	7,9	66,5	0,2	222,0	8,0	253,4	(+2,9)
08 Ardennes	134,9	7,9	55,7	0,2	190,6	8,1	203,2	(+1,3)
09 Ariège	91,1	4,5	34,7	0,2	125,9	4,7	145,7	(+3,0)
10 Aube	159,4	9,5	67,0	0,2	226,3	9,6	255,2	(+2,2)
11 Aude	275,9	17,4	61,5	0,5	337,4	17,9	387,7	(+2,4)
12 Aveyron	146,9	9,0	62,0	0,2	209,0	9,2	238,0	(+3,1)
13 Bouches-du-Rhône	1 540,5	88,8	455,5	3,4	1 996,0	92,2	2 313,9	(+2,6)
14 Calvados	395,4	16,1	109,6	0,4	505,0	16,6	574,4	(+2,6)
15 Cantal	86,2	6,4	25,3	0,1	111,5	6,5	123,8	(+1,9)
16 Charente	191,2	11,4	62,1	0,3	253,3	11,6	292,0	(+2,9)
17 Charente-Maritime	432,5	21,2	89,1	0,4	521,6	21,6	569,4	(+3,4)
18 Cher	171,6	10,3	61,5	0,2	233,1	10,5	251,7	(+2,1)
19 Corrèze	135,0	7,6	46,7	0,2	181,7	7,8	204,2	(+1,7)
2A Corse-du-Sud	109,8	6,8	19,4	3,5	129,2	10,4	160,9	(+3,5)
2B Haute-Corse	98,6	8,5	19,4	3,3	118,0	11,8	141,6	(+3,6)
21 Côte-d'Or	323,1	11,9	100,5	0,3	423,7	12,2	458,9	(+2,4)
22 Côtes-d'Armor	359,8	22,6	86,4	0,3	446,1	22,9	486,4	(+2,5)
23 Creuse	59,5	5,1	14,1	0,1	73,6	5,1	86,2	(+1,8)
24 Dordogne	237,0	12,6	51,6	0,2	288,6	12,9	334,2	(+3,2)
25 Doubs	291,4	14,0	99,4	0,4	390,8	14,4	400,3	(+2,9)
26 Drôme	296,7	15,8	128,2	0,4	424,9	16,1	473,8	(+2,4)
27 Eure	287,2	11,5	96,4	0,3	383,6	11,8	451,1	(+2,7)
28 Eure-et-Loir	225,3	10,3	74,8	0,2	300,1	10,5	350,9	(+1,6)
29 Finistère	601,5	35,3	129,0	0,6	730,5	35,9	784,9	(+2,3)
30 Gard	484,3	31,5	119,3	0,7	603,6	32,2	703,0	(+1,9)
31 Haute-Garonne	937,4	33,4	380,5	1,3	1 317,9	34,7	1 466,5	(+2,7)
32 Gers	105,7	6,9	25,8	0,1	131,4	7,0	148,9	(+2,8)
33 Gironde	1 130,6	42,4	326,9	1,5	1 457,5	43,9	1 634,7	(+3,3)
34 Hérault	933,6	46,9	204,7	1,1	1 138,3	48,0	1 321,9	(+2,7)
35 Ille-et-Vilaine	634,7	27,4	189,4	0,6	824,1	28,0	881,8	(+3,0)
36 Indre	113,7	9,5	32,9	0,2	146,6	9,6	161,1	(+1,2)
37 Indre-et-Loire	348,5	18,4	105,3	0,4	453,8	18,8	502,3	(+2,7)
38 Isère	841,7	27,1	306,1	1,2	1 147,9	28,3	1 259,0	(+2,8)
39 Jura	129,2	7,0	41,7	0,1	170,9	7,1	186,7	(+3,3)
40 Landes	242,6	11,9	74,2	0,2	316,9	12,1	359,2	(+3,0)
41 Loir-et-Cher	184,5	9,3	65,7	0,2	250,2	9,5	279,5	(+2,1)
42 Loire	439,1	24,7	130,3	0,6	569,4	25,4	632,1	(+2,1)
43 Haute-Loire	115,3	7,2	32,4	0,1	147,7	7,3	170,5	(+3,9)
44 Loire-Atlantique	965,8	35,8	297,4	1,1	1 263,2	36,9	1 365,5	(+3,3)
45 Loiret	426,8	16,5	146,7	0,5	573,5	17,0	638,9	(+0,9)
46 Lot	97,2	5,3	27,3	0,1	124,5	5,4	145,6	(+2,1)
47 Lot-et-Garonne	188,8	13,5	52,1	0,3	240,9	13,8	275,4	(+3,2)
48 Lozère	41,3	2,1	9,5	0,1	50,8	2,1	58,5	(+3,0)
49 Maine-et-Loire	456,6	24,2	123,4	0,5	580,0	24,7	628,6	(+2,9)
50 Manche	270,7	15,3	102,0	0,3	372,6	15,5	412,4	(+2,0)

Les produits et compensations d'exonération de la fiscalité directe locale^(a) des communes et de leurs groupements en 2017^(b) (suite)

en millions d'euros

Département	Taxes ménages		Impôts économiques		Contributions directes		Fiscalité directe*	
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations		
51 Marne	362,7	16,5	110,6	0,4	473,3	16,9	520,9	(+2,9)
52 Haute-Marne	83,8	4,9	28,7	0,1	112,6	5,0	122,8	(+2,1)
53 Mayenne	167,7	11,2	53,4	0,2	221,1	11,4	231,7	(+3,1)
54 Meurthe-et-Moselle	418,8	20,6	117,2	0,6	536,0	21,2	599,2	(+1,1)
55 Meuse	84,5	5,2	29,4	0,1	113,9	5,3	120,3	(+1,9)
56 Morbihan	470,7	25,2	110,2	0,3	580,9	25,5	645,1	(+2,3)
57 Moselle	472,3	26,5	189,7	0,7	662,0	27,2	751,5	(+2,3)
58 Nièvre	126,2	8,9	28,5	0,2	154,7	9,1	173,6	(+1,3)
59 Nord	1 395,3	77,4	555,2	3,9	1 950,5	81,4	2 234,1	(+2,1)
60 Oise	471,7	18,3	144,1	0,5	615,7	18,8	654,9	(+2,7)
61 Orne	134,9	9,7	34,5	0,2	169,4	9,9	193,1	(+2,0)
62 Pas-de-Calais	812,8	43,3	233,8	1,0	1 046,6	44,3	1 135,5	(+2,9)
63 Puy-de-Dôme	403,6	17,9	121,7	0,4	525,3	18,3	602,1	(+2,5)
64 Pyrénées-Atlantiques	423,3	22,6	135,9	0,5	559,2	23,1	644,1	(+3,3)
65 Hautes-Pyrénées	141,3	7,0	48,6	0,2	189,9	7,1	222,2	(+2,6)
66 Pyrénées-Orientales	373,2	22,3	83,4	0,3	456,6	22,6	536,1	(+4,1)
67 Bas-Rhin	629,8	22,0	250,9	0,7	880,7	22,7	950,0	(+3,0)
68 Haut-Rhin	381,1	14,6	164,1	0,6	545,2	15,2	603,8	(+2,9)
69 Rhône	1 221,0	45,9	491,5	2,1	1 712,5	48,0	1 869,2	(+2,6)
70 Haute-Saône	86,7	5,3	29,7	0,1	116,4	5,3	119,8	(+3,9)
71 Saône-et-Loire	317,4	18,7	89,8	0,4	407,1	19,1	453,0	(+1,5)
72 Sarthe	311,5	15,6	95,8	0,4	407,3	15,9	431,8	(+2,3)
73 Savoie	341,3	9,2	165,6	0,4	506,9	9,7	571,2	(+3,3)
74 Haute-Savoie	520,5	14,7	175,3	0,5	695,8	15,2	784,1	(+3,7)
76 Seine-Maritime	734,5	35,6	305,5	1,1	1 040,0	36,6	1 136,8	(+3,0)
77 Seine-et-Marne	924,3	22,9	312,3	0,6	1 236,6	23,5	1 394,0	(+3,2)
78 Yvelines	1 023,1	23,6	318,7	0,9	1 341,8	24,5	1 481,8	(+3,4)
79 Deux-Sèvres	205,7	13,6	63,6	0,2	269,2	13,8	300,5	(+3,3)
80 Somme	320,1	18,0	98,8	0,3	418,9	18,4	463,7	(+1,8)
81 Tarn	200,1	11,1	57,8	0,3	257,9	11,4	294,4	(+3,0)
82 Tarn-et-Garonne	142,9	7,5	55,8	0,2	198,6	7,7	222,0	(+3,2)
83 Var	983,2	40,7	166,2	1,2	1 149,3	41,9	1 342,7	(+2,3)
84 Vaucluse	379,3	25,8	128,9	1,1	508,3	26,9	580,3	(+2,6)
85 Vendée	402,1	20,1	121,0	0,3	523,1	20,3	570,1	(+3,7)
86 Vienne	241,2	13,1	77,0	0,3	318,2	13,4	348,1	(+2,7)
87 Haute-Vienne	233,5	14,3	51,3	0,3	284,8	14,6	312,3	(+3,5)
88 Vosges	169,1	10,1	58,9	0,2	228,0	10,3	250,8	(+1,2)
89 Yonne	186,4	10,0	53,4	0,2	239,9	10,2	262,1	(+2,3)
90 Territoire de Belfort	65,9	3,6	28,2	0,2	94,1	3,8	105,3	(+2,3)
91 Essonne	954,4	23,2	273,7	0,9	1 228,1	24,1	1 367,2	(+2,1)
92 Hauts-de-Seine	1 307,6	26,5	709,3	1,4	2 017,0	27,9	2 197,2	(+3,3)
93 Seine-Saint-Denis	1 108,4	48,6	420,8	2,7	1 529,3	51,2	1 691,6	(+2,4)
94 Val-de-Marne	1 082,9	31,6	334,8	1,6	1 417,7	33,3	1 565,4	(+2,6)
95 Val-d'Oise	818,7	28,0	207,4	0,8	1 026,2	28,8	1 135,3	(+1,8)
France Métropolitaine hors Paris	39 549,9	1 803,8	12 724,6	59,6	52 274,5	1 863,4	58 354,1	(+0,2)
75 Paris	1 436,1	23,8	874,8	3,6	2 310,9	27,4	2 781,7	(+3,3)
France Métropolitaine	40 986,0	1 827,7	13 599,3	63,2	54 585,4	1 890,8	61 135,8	(+0,4)
971 Guadeloupe	190,5	15,7	51,3	3,4	241,7	19,1	307,7	(+2,9)
972 Martinique	198,7	14,6	55,9	3,8	254,6	18,4	310,5	(-0,5)
973 Guyane	66,1	2,2	26,4	0,7	92,5	2,9	108,1	(+1,9)
974 Réunion	424,0	25,3	109,6	12,0	533,6	37,4	657,9	(+5,0)
976 Mayotte	27,9	0,0	5,4	0,4	33,3	0,4	38,1	(+8,6)
Départements d'outre-mer	907,2	57,9	248,6	20,4	1 155,8	78,2	1 422,3	(+3,1)
France entière	41 893,2	1 885,5	13 848,0	83,5	55 741,2	1 969,0	62 558,1	(+0,4)

(a) Sont compris les produits des contributions directes, la TEOM, la taxe sur la GEMAPI et hors la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (non disponibles).

(b) Hors les produits et compensations du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 2

Indicateurs de référence des départements

**Bases nettes de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements
en 2015, 2016 et 2017 Montants et évolution**

Départements	Bases de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en millions d'€			Evolution en %	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
01 Ain	766	783	803	+2,2	+2,6
02 Aisne	476	479	485	+0,6	+1,3
03 Allier	375	379	386	+1,1	+1,8
04 Alpes-de-Haute-Provence	241	246	252	+2,4	+2,3
05 Hautes-Alpes	215	219	222	+1,8	+1,6
06 Alpes-Maritimes	2 016	2 064	2 089	+2,4	+1,2
07 Ardèche	340	346	355	+1,8	+2,5
08 Ardennes	265	268	271	+1,0	+1,3
09 Ariège	182	184	186	+0,9	+1,3
10 Aube	319	325	331	+1,9	+2,0
11 Aude	362	369	375	+2,1	+1,4
12 Aveyron	316	322	326	+1,7	+1,4
13 Bouches-du-Rhône	2 375	2 425	2 472	+2,1	+1,9
14 Calvados	716	730	743	+2,0	+1,7
15 Cantal	140	142	145	+1,0	+2,0
16 Charente	358	365	370	+1,8	+1,5
17 Charente-Maritime	726	742	758	+2,2	+2,1
18 Cher	326	330	335	+1,2	+1,3
19 Corrèze	277	280	284	+1,4	+1,4
2A Corse-du-Sud	209	215	222	+2,9	+3,1
2B Haute-Corse	179	188	193	+4,7	+2,9
21 Côte-d'Or	641	653	663	+1,9	+1,5
22 Côtes-d'Armor	549	556	567	+1,3	+1,9
23 Creuse	110	112	113	+1,1	+0,9
24 Dordogne	405	410	417	+1,1	+1,9
25 Doubs	595	602	614	+1,3	+1,9
26 Drôme	681	697	710	+2,4	+1,9
27 Eure	515	523	531	+1,5	+1,6
28 Eure-et-Loir	408	413	421	+1,3	+2,0
29 Finistère	1 000	1 014	1 030	+1,4	+1,6
30 Gard	797	813	826	+2,1	+1,5
31 Haute-Garonne	1 627	1 662	1 696	+2,2	+2,0
32 Gers	139	142	145	+2,0	+2,1
33 Gironde	1 806	1 851	1 895	+2,5	+2,4
34 Hérault	1 343	1 370	1 398	+2,0	+2,1
35 Ille-et-Vilaine	1 007	1 033	1 055	+2,6	+2,1
36 Indre	218	220	223	+0,9	+1,1
37 Indre-et-Loire	624	631	643	+1,1	+2,0
38 Isère	1 596	1 625	1 656	+1,9	+1,9
39 Jura	275	279	283	+1,5	+1,2
40 Landes	439	450	462	+2,6	+2,5
41 Loir-et-Cher	319	324	330	+1,6	+1,7
42 Loire	864	878	890	+1,6	+1,3
43 Haute-Loire	238	242	246	+1,6	+1,8
44 Loire-Atlantique	1 526	1 563	1 601	+2,4	+2,4
45 Loiret	789	803	814	+1,7	+1,4
46 Lot	190	193	196	+1,6	+1,8
47 Lot-et-Garonne	321	327	333	+1,7	+2,0
48 Lozère	85	86	88	+1,8	+1,7
49 Maine-et-Loire	750	763	781	+1,8	+2,2
50 Manche	525	532	546	+1,3	+2,6
51 Marne	617	629	640	+1,9	+1,8

**Bases nettes de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements
en 2015, 2016 et 2017 Montants et évolution(suite)**

Départements	Bases de la taxe sur le foncier bâti (suite)				
	Montants en millions d'€			Evolution en %	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
52 Haute-Marne	153	154	157	+0,7	+1,8
53 Mayenne	253	260	268	+2,6	+3,3
54 Meurthe-et-Moselle	805	812	825	+0,8	+1,5
55 Meuse	167	169	173	+0,8	+2,8
56 Morbihan	835	852	870	+2,0	+2,0
57 Moselle	1 148	1 166	1 180	+1,5	+1,2
58 Nièvre	234	237	240	+1,1	+1,4
59 Nord	2 225	2 251	2 288	+1,2	+1,6
60 Oise	809	818	831	+1,1	+1,5
61 Orne	247	251	254	+1,4	+1,3
62 Pas-de-Calais	1 210	1 229	1 249	+1,6	+1,6
63 Puy-de-Dôme	749	772	783	+3,1	+1,5
64 Pyrénées-Atlantiques	880	897	915	+1,9	+2,0
65 Hautes-Pyrénées	285	290	293	+1,8	+1,0
66 Pyrénées-Orientales	626	638	649	+1,9	+1,8
67 Bas-Rhin	1 348	1 372	1 398	+1,8	+1,9
68 Haut-Rhin	915	932	946	+1,8	+1,5
69D Rhône	2 109	2 155	2 191	+2,7	+1,7
69M Métropole de Lyon	518	531	544	+3,4	+2,4
70 Haute-Saône	219	222	226	+1,2	+1,7
71 Saône-et-Loire	574	581	591	+1,3	+1,7
72 Sarthe	535	542	550	+1,3	+1,5
73 Savoie	770	789	805	+2,4	+2,0
74 Haute-Savoie	1 155	1 188	1 216	+2,9	+2,3
76 Seine-Maritime	1 432	1 464	1 489	+2,2	+1,7
77 Seine-et-Marne	1 747	1 785	1 816	+2,2	+1,7
78 Yvelines	2 500	2 543	2 588	+1,7	+1,7
79 Deux-Sèvres	329	335	341	+1,8	+2,0
80 Somme	514	521	528	+1,3	+1,3
81 Tarn	354	357	362	+0,9	+1,5
82 Tarn-et-Garonne	241	245	250	+1,7	+2,3
83 Var	1 654	1 684	1 713	+1,8	+1,7
84 Vaucluse	705	718	730	+1,8	+1,6
85 Vendée	698	716	733	+2,6	+2,4
86 Vienne	414	419	427	+1,2	+2,0
87 Haute-Vienne	422	426	432	+1,1	+1,5
88 Vosges	357	361	364	+1,2	+0,9
89 Yonne	348	353	359	+1,5	+1,5
90 Territoire de Belfort	161	163	166	+1,3	+2,2
91 Essonne	1 925	1 961	1 987	+1,8	+1,3
92 Hauts-de-Seine	4 296	4 405	4 484	+2,5	+1,8
93 Seine-Saint-Denis	2 415	2 433	2 460	+0,8	+1,1
94 Val-de-Marne	2 222	2 255	2 279	+1,5	+1,1
95 Val-d'Oise	1 618	1 643	1 668	+1,6	+1,5
France Métropolitaine hors Paris	75 300	76 693	78 034	+1,8	+1,7
75 Paris	7 303	7 373	7 468	+1,0	+1,3
France Métropolitaine	82 603	84 066	85 502	+1,8	+1,7
971 Guadeloupe	354	366	376	+3,4	+2,7
972 Martinique	349	359	365	+2,9	+1,8
973 Guyane	118	123	126	+4,8	+1,8
974 Réunion	695	722	745	+3,8	+3,3
976 Mayotte	107	111	116	+3,0	+4,8
Départements d'outre-mer	1 623	1 681	1 728	+3,5	+2,8
France	84 226	85 746	87 230	+1,8	+1,7

(a):Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon depuis 2015.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

**Bases nettes de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements
en 2015, 2016 et 2017 Montants par habitant et évolution**

Départements	Bases par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
01 Ain	1 216	1 229	1 248	+1,1	+1,5
02 Aisne	857	863	873	+0,7	+1,1
03 Allier	1 062	1 072	1 092	+1,0	+1,9
04 Alpes-de-Haute-Provence	1 448	1 478	1 515	+2,1	+2,5
05 Hautes-Alpes	1 483	1 513	1 532	+2,0	+1,2
06 Alpes-Maritimes	1 835	1 882	1 901	+2,5	+1,0
07 Ardèche	1 036	1 050	1 070	+1,3	+1,9
08 Ardennes	912	927	943	+1,7	+1,7
09 Ariège	1 151	1 160	1 177	+0,8	+1,4
10 Aube	1 016	1 032	1 048	+1,6	+1,6
11 Aude	972	985	999	+1,4	+1,4
12 Aveyron	1 099	1 112	1 125	+1,2	+1,2
13 Bouches-du-Rhône	1 179	1 199	1 215	+1,7	+1,3
14 Calvados	1 016	1 033	1 048	+1,7	+1,5
15 Cantal	915	928	949	+1,4	+2,3
16 Charente	977	995	1 009	+1,9	+1,4
17 Charente-Maritime	1 120	1 137	1 155	+1,5	+1,6
18 Cher	1 020	1 033	1 050	+1,3	+1,7
19 Corrèze	1 107	1 124	1 138	+1,6	+1,3
2A Corse-du-Sud	1 413	1 419	1 439	+0,4	+1,5
2B Haute-Corse	1 032	1 079	1 100	+4,5	+1,9
21 Côte-d'Or	1 183	1 201	1 216	+1,5	+1,2
22 Côtes-d'Armor	891	901	919	+1,1	+2,0
23 Creuse	872	887	901	+1,8	+1,6
24 Dordogne	944	954	974	+1,0	+2,1
25 Doubs	1 089	1 099	1 118	+0,9	+1,7
26 Drôme	1 344	1 368	1 382	+1,8	+1,0
27 Eure	846	854	863	+1,0	+1,0
28 Eure-et-Loir	920	930	947	+1,1	+1,9
29 Finistère	1 072	1 085	1 101	+1,2	+1,5
30 Gard	1 073	1 084	1 097	+1,0	+1,2
31 Haute-Garonne	1 246	1 254	1 261	+0,7	+0,6
32 Gers	708	720	734	+1,7	+1,9
33 Gironde	1 192	1 205	1 217	+1,1	+1,0
34 Hérault	1 225	1 232	1 240	+0,6	+0,7
35 Ille-et-Vilaine	972	986	995	+1,4	+0,9
36 Indre	926	937	957	+1,2	+2,1
37 Indre-et-Loire	1 019	1 025	1 040	+0,6	+1,4
38 Isère	1 273	1 286	1 302	+1,0	+1,2
39 Jura	1 014	1 031	1 044	+1,7	+1,2
40 Landes	1 079	1 095	1 115	+1,5	+1,8
41 Loir-et-Cher	932	946	958	+1,5	+1,2
42 Loire	1 120	1 134	1 149	+1,3	+1,3
43 Haute-Loire	1 021	1 035	1 052	+1,4	+1,7
44 Loire-Atlantique	1 130	1 145	1 158	+1,3	+1,1
45 Loiret	1 158	1 173	1 182	+1,3	+0,8
46 Lot	1 047	1 068	1 090	+2,0	+2,1
47 Lot-et-Garonne	937	951	971	+1,5	+2,1
48 Lozère	1 047	1 071	1 093	+2,3	+2,0
49 Maine-et-Loire	915	927	941	+1,3	+1,6
50 Manche	1 014	1 026	1 053	+1,2	+2,6
51 Marne	1 059	1 077	1 099	+1,7	+2,0

**Bases nettes de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements
en 2015, 2016 et 2017 Montants par habitant et évolution**

Départements	Bases par habitant de la taxe sur le foncier bâti (suite)				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
52 Haute-Marne	809	818	838	+1,1	+2,5
53 Mayenne	795	816	844	+2,7	+3,4
54 Meurthe-et-Moselle	1 077	1 090	1 104	+1,2	+1,3
55 Meuse	839	850	876	+1,3	+3,1
56 Morbihan	1 105	1 119	1 138	+1,3	+1,7
57 Moselle	1 075	1 092	1 107	+1,6	+1,4
58 Nièvre	1 044	1 063	1 086	+1,8	+2,2
59 Nord	847	854	866	+0,9	+1,4
60 Oise	974	979	990	+0,5	+1,2
61 Orne	826	841	855	+1,8	+1,7
62 Pas-de-Calais	812	824	834	+1,5	+1,2
63 Puy-de-Dôme	1 142	1 172	1 184	+2,6	+1,1
64 Pyrénées-Atlantiques	1 289	1 308	1 330	+1,5	+1,6
65 Hautes-Pyrénées	1 201	1 224	1 237	+1,9	+1,0
66 Pyrénées-Orientales	1 341	1 352	1 367	+0,8	+1,1
67 Bas-Rhin	1 199	1 216	1 236	+1,4	+1,6
68 Haut-Rhin	1 186	1 202	1 219	+1,4	+1,4
69D Rhône	1 566	1 586	1 594	1,50	0,48
69M Métropole de Lyon	1 153	1 171	1 187	+2,4	+1,4
70 Haute-Saône	885	900	918	+1,6	+2,0
71 Saône-et-Loire	1 000	1 011	1 030	+1,1	+1,9
72 Sarthe	917	927	942	+1,1	+1,7
73 Savoie	1 769	1 801	1 825	+1,8	+1,4
74 Haute-Savoie	1 480	1 497	1 507	+1,2	+0,7
76 Seine-Maritime	1 119	1 143	1 160	+2,2	+1,4
77 Seine-et-Marne	1 269	1 286	1 297	+1,4	+0,8
78 Yvelines	1 736	1 759	1 786	+1,3	+1,5
79 Deux-Sèvres	858	874	887	+1,8	+1,5
80 Somme	881	892	904	+1,2	+1,4
81 Tarn	904	906	914	+0,2	+0,9
82 Tarn-et-Garonne	949	953	968	+0,4	+1,6
83 Var	1 591	1 609	1 622	+1,2	+0,8
84 Vaucluse	1 263	1 277	1 289	+1,2	+0,9
85 Vendée	1 043	1 061	1 076	+1,6	+1,4
86 Vienne	938	946	961	+0,9	+1,6
87 Haute-Vienne	1 096	1 108	1 124	+1,1	+1,4
88 Vosges	913	929	941	+1,7	+1,3
89 Yonne	987	1 003	1 017	+1,6	+1,4
90 Territoire de Belfort	1 088	1 101	1 126	+1,2	+2,2
91 Essonne	1 532	1 540	1 544	+0,6	+0,2
92 Hauts-de-Seine	2 675	2 734	2 772	+2,2	+1,4
93 Seine-Saint-Denis	1 556	1 555	1 555	-0,1	+0,0
94 Val-de-Marne	1 640	1 649	1 655	+0,6	+0,3
95 Val-d'Oise	1 344	1 357	1 365	+1,0	+0,6
France Métropolitaine hors Paris	1 203	1 219	1 235	+1,3	+1,2
75 Paris	3 223	3 270	3 329	+1,5	+1,8
France Métropolitaine	1 274	1 290	1 306	+1,3	+1,2
971 Guadeloupe	862	894	923	+3,7	+3,2
972 Martinique	882	916	936	+3,8	+2,2
973 Guyane	487	501	493	+2,8	-1,6
974 Réunion	824	855	874	+3,7	+2,3
976 Mayotte	495	509	534	+3,0	+4,8
Départements d'outre-mer	770	797	814	+3,5	+2,2
France	1 258	1 275	1 291	+0,2	+1,3

(a):Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon depuis 2015.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Taux de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties par département en 2015, 2016 et 2017
taux moyens et leur évolution

Départements	Taux en %			Evolution en points	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
01 Ain	13,97	13,97	13,97	-0,0	+0,0
02 Aisne	31,72	31,72	31,72	-0,0	+0,0
03 Allier	20,31	23,15	23,15	+2,8	+0,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	18,96	19,53	20,70	+0,6	+1,2
05 Hautes-Alpes	20,91	20,91	20,91	-0,0	-0,0
06 Alpes-Maritimes	12,42	12,42	12,42	+0,0	-0,0
07 Ardèche	18,78	18,78	18,77	-0,0	-0,0
08 Ardennes	21,25	21,25	23,33	-0,0	+2,1
09 Ariège	21,15	21,15	21,15	-0,0	+0,0
10 Aube	19,42	19,42	19,42	+0,0	-0,0
11 Aude	30,69	30,69	30,69	-0,0	+0,0
12 Aveyron	19,41	20,69	20,69	+1,3	+0,0
13 Bouches-du-Rhône	15,05	15,05	15,05	+0,0	-0,0
14 Calvados	22,10	22,10	22,10	-0,0	-0,0
15 Cantal	23,56	23,56	23,56	+0,0	+0,0
16 Charente	22,89	22,89	22,89	+0,0	+0,0
17 Charente-Maritime	21,50	21,50	21,50	-0,0	+0,0
18 Cher	18,22	18,22	19,72	-0,0	+1,5
19 Corrèze	21,35	21,35	21,35	+0,0	-0,0
2A Corse-du-Sud	13,79	13,79	11,79	+0,0	-2,0
2B Haute-Corse	13,43	13,43	13,43	+0,0	+0,0
21 Côte-d'Or	21,00	21,00	21,00	+0,0	-0,0
22 Côtes-d'Armor	19,53	19,53	19,53	-0,0	+0,0
23 Creuse	19,39	22,93	22,93	+3,5	-0,0
24 Dordogne	23,45	24,50	25,60	+1,1	+1,1
25 Doubs	18,08	18,08	18,08	+0,0	+0,0
26 Drôme	15,51	15,51	15,51	+0,0	-0,0
27 Eure	20,24	20,24	20,24	-0,0	+0,0
28 Eure-et-Loir	20,22	20,22	20,22	-0,0	+0,0
29 Finistère	14,97	15,97	15,97	+1,0	-0,0
30 Gard	22,41	24,65	24,65	+2,2	+0,0
31 Haute-Garonne	21,90	21,90	21,90	-0,0	-0,0
32 Gers	32,86	33,85	33,85	+1,0	-0,0
33 Gironde	16,02	17,46	17,46	+1,4	+0,0
34 Hérault	21,15	21,30	21,45	+0,2	+0,2
35 Ille-et-Vilaine	16,90	17,90	18,90	+1,0	+1,0
36 Indre	16,21	16,21	16,21	-0,0	+0,0
37 Indre-et-Loire	16,48	16,48	16,48	+0,0	-0,0
38 Isère	15,90	15,90	15,90	+0,0	-0,0
39 Jura	24,36	24,36	24,36	+0,0	+0,0
40 Landes	14,06	14,76	14,76	+0,7	+0,0
41 Loir-et-Cher	19,52	24,40	24,40	+4,9	+0,0
42 Loire	15,30	15,30	15,30	+0,0	+0,0
43 Haute-Loire	21,90	21,90	21,90	+0,0	+0,0
44 Loire-Atlantique	15,00	15,00	15,00	+0,0	+0,0
45 Loiret	17,06	18,56	18,56	+1,5	+0,0
46 Lot	23,05	23,46	23,46	+0,4	+0,0
47 Lot-et-Garonne	22,63	22,63	27,33	+0,0	+4,7
48 Lozère	19,94	19,94	19,94	+0,0	+0,0
49 Maine-et-Loire	19,18	20,29	21,26	+1,1	+1,0
50 Manche	21,42	21,42	21,42	-0,0	+0,0
51 Marne	14,11	15,51	15,51	+1,4	-0,0

Taux de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties par département en 2015, 2016 et 2017
taux moyens et leur évolution

Départements	Taux en % (suite)			Evolution en points	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
52 Haute-Marne	23,94	23,94	23,94	-0,0	+0,0
53 Mayenne	19,86	19,86	19,86	+0,0	+0,0
54 Meurthe-et-Moselle	17,24	17,24	17,24	-0,0	+0,0
55 Meuse	25,72	25,72	25,72	-0,0	+0,0
56 Morbihan	16,50	16,50	16,34	+0,0	-0,2
57 Moselle	12,96	12,96	14,26	+0,0	+1,3
58 Nièvre	22,30	23,90	23,90	+1,6	+0,0
59 Nord	17,06	21,45	21,45	+4,4	+0,0
60 Oise	21,54	21,54	21,54	+0,0	-0,0
61 Orne	27,07	27,07	27,07	+0,0	-0,0
62 Pas-de-Calais	20,26	22,26	22,26	+2,0	-0,0
63 Puy-de-Dôme	20,48	20,48	20,48	+0,0	+0,0
64 Pyrénées-Atlantiques	13,47	13,47	13,47	-0,0	+0,0
65 Hautes-Pyrénées	24,69	24,69	24,69	+0,0	-0,0
66 Pyrénées-Orientales	19,51	20,10	20,10	+0,6	+0,0
67 Bas-Rhin	13,18	13,18	13,18	+0,0	+0,0
68 Haut-Rhin	12,47	13,17	13,17	+0,7	-0,0
69D Rhône	11,58	11,58	11,58	-0,0	-0,0
69M Métropole de Lyon	11,03	11,03	11,03	+0,0	+0,0
70 Haute-Saône	24,00	24,48	24,48	+0,5	+0,0
71 Saône-et-Loire	20,08	20,08	20,08	+0,0	+0,0
72 Sarthe	19,30	19,30	20,72	-0,0	+1,4
73 Savoie	11,03	11,03	11,03	-0,0	+0,0
74 Haute-Savoie	12,03	12,03	12,03	-0,0	-0,0
76 Seine-Maritime	25,36	25,36	25,36	-0,0	+0,0
77 Seine-et-Marne	15,70	18,00	18,00	+2,3	+0,0
78 Yvelines	7,58	12,58	12,58	+5,0	-0,0
79 Deux-Sèvres	18,98	18,98	18,98	+0,0	-0,0
80 Somme	25,54	25,54	25,54	+0,0	+0,0
81 Tarn	28,20	28,20	29,47	+0,0	+1,3
82 Tarn-et-Garonne	28,93	28,93	28,93	-0,0	+0,0
83 Var	14,89	15,26	15,49	+0,4	+0,2
84 Vaucluse	14,41	14,41	15,13	+0,0	+0,7
85 Vendée	15,58	16,20	16,52	+0,6	+0,3
86 Vienne	14,87	17,62	17,62	+2,8	+0,0
87 Haute-Vienne	17,53	18,23	18,96	+0,7	+0,7
88 Vosges	22,90	25,65	25,65	+2,8	+0,0
89 Yonne	21,10	21,10	21,84	+0,0	+0,7
90 Territoire de Belfort	16,23	16,72	16,72	+0,5	+0,0
91 Essonne	12,69	16,37	16,37	+3,7	+0,0
92 Hauts-de-Seine	7,08	7,08	7,08	+0,0	-0,0
93 Seine-Saint-Denis	14,88	16,29	16,29	+1,4	-0,0
94 Val-de-Marne	12,62	13,35	13,35	+0,7	-0,0
95 Val-d'Oise	13,25	17,18	17,18	+3,9	-0,0
France Métropolitaine hors Paris	16,28	17,15	17,27	+0,9	+0,1
75 Paris	5,13	5,13	5,13	-0,0	-0,0
France Métropolitaine	15,29	16,09	16,21	+0,8	+0,1
971 Guadeloupe	25,27	25,27	25,49	+0,0	+0,2
972 Martinique	19,49	19,49	19,49	+0,0	+0,0
973 Guyane	32,92	32,92	32,92	+0,0	+0,0
974 Réunion	12,94	12,94	12,94	-0,0	+0,0
976 Mayotte	3,00	3,50	3,50	+0,5	-0,0
Départements d'outre-mer	17,83	17,87	17,87	+0,0	+0,0
France	15,34	16,13	16,24	+0,8	+0,1

(a):Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon depuis 2015.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Produits de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements entre 2016 et 2017

Départements	Produits de la taxe sur le foncier bâti					
	Montants en millions d'€			2016-2017		
	2015	2016	2017	Evolution	Effet base	Effet taux
01 Ain	107,0	109,3	112,1	+2,6	+2,6	+0,0
02 Aisne	151,0	151,8	153,7	+1,3	+1,3	+0,0
03 Allier	76,2	87,8	89,3	+1,8	+1,8	+0,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	45,6	48,1	52,2	+8,4	+2,3	+6,0
05 Hautes-Alpes	45,0	45,8	46,5	+1,6	+1,6	-0,0
06 Alpes-Maritimes	250,4	256,3	259,4	+1,2	+1,2	-0,0
07 Ardèche	63,9	65,0	66,7	+2,5	+2,5	-0,0
08 Ardennes	56,4	57,0	63,3	+11,2	+1,3	+9,8
09 Ariège	38,5	38,9	39,3	+1,3	+1,3	+0,0
10 Aube	61,9	63,1	64,4	+2,0	+2,0	-0,0
11 Aude	111,0	113,4	115,0	+1,4	+1,4	+0,0
12 Aveyron	61,4	66,6	67,5	+1,4	+1,4	+0,0
13 Bouches-du-Rhône	357,5	365,0	372,0	+1,9	+1,9	-0,0
14 Calvados	158,2	161,3	164,1	+1,7	+1,7	-0,0
15 Cantal	33,1	33,4	34,1	+2,0	+2,0	+0,0
16 Charente	82,1	83,5	84,8	+1,5	+1,5	+0,0
17 Charente-Maritime	156,1	159,5	162,9	+2,1	+2,1	+0,0
18 Cher	59,5	60,2	66,0	+9,7	+1,3	+8,2
19 Corrèze	59,0	59,9	60,7	+1,4	+1,4	-0,0
2A Corse-du-Sud	28,8	29,7	26,1	-11,8	+3,1	-14,5
2B Haute-Corse	24,1	25,2	25,9	+2,9	+2,9	+0,0
21 Côte-d'Or	134,6	137,1	139,2	+1,5	+1,5	-0,0
22 Côtes-D'armor	107,2	108,7	110,8	+1,9	+1,9	+0,0
23 Creuse	21,4	25,6	25,8	+0,9	+0,9	-0,0
24 Dordogne	95,0	100,4	106,9	+6,5	+1,9	+4,5
25 Doubs	107,5	108,9	111,0	+1,9	+1,9	+0,0
26 Drôme	105,5	108,1	110,2	+1,9	+1,9	-0,0
27 Eure	104,3	105,9	107,6	+1,6	+1,6	+0,0
28 Eure-et-Loir	82,5	83,5	85,2	+2,0	+2,0	+0,0
29 Finistère	149,6	161,9	164,5	+1,6	+1,6	-0,0
30 Gard	178,5	200,4	203,5	+1,5	+1,5	+0,0
31 Haute-Garonne	356,3	364,0	371,4	+2,0	+2,0	-0,0
32 Gers	45,8	48,2	49,2	+2,1	+2,1	-0,0
33 Gironde	289,3	323,2	330,8	+2,4	+2,4	+0,0
34 Hérault	284,1	291,8	299,9	+2,8	+2,1	+0,7
35 Ille-et-Vilaine	170,2	185,0	199,4	+7,8	+2,1	+5,6
36 Indre	35,4	35,7	36,1	+1,1	+1,1	+0,0
37 Indre-et-Loire	102,8	104,0	106,0	+2,0	+2,0	0,0
38 Isère	253,7	258,4	263,3	+1,9	+1,9	-0,0
39 Jura	67,1	68,1	68,9	+1,2	+1,2	+0,0
40 Landes	61,7	66,5	68,2	+2,5	+2,5	+0,0
41 Loir-et-Cher	62,3	79,1	80,4	+1,7	+1,7	+0,0
42 Loire	132,2	134,4	136,1	+1,3	+1,3	+0,0
43 Haute-Loire	52,2	53,0	53,9	+1,8	+1,8	+0,0
44 Loire-Atlantique	228,9	234,4	240,1	+2,5	+2,5	+0,0
45 Loiret	134,6	149,0	151,0	+1,4	+1,4	+0,0
46 Lot	43,7	45,2	46,0	+1,8	+1,8	+0,0
47 Lot-et-Garonne	72,7	74,0	91,1	+23,1	+2,0	+20,8
48 Lozère	16,9	17,2	17,5	+1,7	+1,7	+0,0
49 Maine-et-Loire	143,9	154,9	165,9	+7,1	+2,2	+4,8
50 Manche	112,5	114,0	116,9	+2,6	+2,6	+0,0
51 Marne	87,1	97,5	99,3	+1,8	+1,8	-0,0

Produits de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements entre 2016 et 2017 (suite)

Départements	Produits de la taxe sur le foncier bâti (suite)					
	Montants en millions d'€			2016-2017		
	2015	2016	2017	Evolution	Effet base	Effet taux
52 Haute-Marne	36,6	36,8	37,5	+1,8	+1,8	+0,0
53 Mayenne	50,2	51,6	53,3	+3,3	+3,3	+0,0
54 Meurthe-et-Moselle	138,9	140,0	142,2	+1,5	+1,5	+0,0
55 Meuse	43,0	43,4	44,6	+2,8	+2,8	+0,0
56 Morbihan	137,8	140,6	142,1	+1,1	+2,0	-1,0
57 Moselle	148,8	151,1	168,3	+11,4	+1,2	+10,0
58 Nièvre	52,2	56,6	57,4	+1,4	+1,4	+0,0
59 Nord	379,6	482,9	490,7	+1,6	+1,6	+0,0
60 Oise	174,3	176,3	178,9	+1,5	+1,5	0,0
61 Orne	67,0	67,9	68,8	+1,3	+1,3	-0,0
62 Pas-de-Calais	245,1	273,6	278,1	+1,6	+1,6	-0,0
63 Puy-de-Dôme	153,3	158,1	160,4	+1,5	+1,5	+0,0
64 Pyrénées-Atlantiques	118,6	120,8	123,3	+2,0	+2,0	+0,0
65 Hautes-Pyrénées	70,3	71,6	72,3	+1,0	+1,0	-0,0
66 Pyrénées-Orientales	122,1	128,1	130,4	+1,8	+1,8	+0,0
67 Bas-Rhin	177,7	180,9	184,3	+1,9	+1,9	+0,0
68 Haut-Rhin	114,1	122,7	124,5	+1,5	+1,5	-0,0
69D Rhône	244,2	249,5	253,8	+1,7	+1,7	-0,0
69M Métropole de Lyon	57,1	58,6	60,0	+2,4	+2,4	+0,0
70 Haute-Saône	52,6	54,4	55,3	+1,7	+1,7	+0,0
71 Saône-et-Loire	115,3	116,7	118,8	+1,7	+1,7	+0,0
72 Sarthe	103,3	104,6	114,0	+9,0	+1,5	+7,4
73 Savoie	84,9	87,0	88,7	+2,0	+2,0	+0,0
74 Haute-Savoie	138,9	142,9	146,2	+2,3	+2,3	-0,0
76 Seine-Maritime	363,2	371,3	377,7	+1,7	+1,7	+0,0
77 Seine-et-Marne	274,3	321,4	326,9	+1,7	+1,7	+0,0
78 Yvelines	189,5	320,0	325,5	+1,7	+1,7	-0,0
79 Deux-Sèvres	62,4	63,5	64,8	+2,0	+2,0	-0,0
80 Somme	131,4	133,1	134,8	+1,3	+1,3	+0,0
81 Tarn	99,7	100,6	106,8	+6,1	+1,5	+4,5
82 Tarn-et-Garonne	69,6	70,8	72,4	+2,3	+2,3	+0,0
83 Var	246,3	257,0	265,3	+3,2	+1,7	+1,5
84 Vaucluse	101,6	103,5	110,5	+6,7	+1,6	+5,0
85 Vendée	108,7	115,9	121,1	+4,4	+2,4	+2,0
86 Vienne	61,5	73,8	75,3	+2,0	+2,0	+0,0
87 Haute-Vienne	73,9	77,7	82,0	+5,6	+1,5	+4,0
88 Vosges	81,7	92,6	93,4	+0,9	+0,9	+0,0
89 Yonne	73,5	74,6	78,3	+5,0	+1,5	+3,5
90 Territoire de Belfort	26,1	27,2	27,8	+2,2	+2,2	+0,0
91 Essonne	244,3	321,0	325,2	+1,3	+1,3	+0,0
92 Hauts-de-Seine	304,2	311,9	317,4	+1,8	+1,8	-0,0
93 Seine-Saint-Denis	359,4	396,4	400,7	+1,1	+1,1	-0,0
94 Val-de-Marne	280,4	301,0	304,2	+1,1	+1,1	-0,0
95 Val-d'Oise	214,4	282,3	286,6	+1,5	+1,5	-0,0
France Métropolitaine hors Paris	12 258,0	13 150,8	13 472,9	+2,7	+1,8	+0,8
75 Paris	374,6	378,2	383,1	+1,3	+1,3	-0,0
France Métropolitaine	12 632,6	13 529,1	13 856,1	+2,4	+1,7	+0,7
971 Guadeloupe	89,4	92,5	95,7	+3,5	+2,7	+0,9
972 Martinique	67,9	69,9	71,2	+1,8	+1,8	+0,0
973 Guyane	38,8	40,6	41,4	+1,8	+1,8	+0,0
974 Réunion	90,0	93,4	96,5	+3,3	+3,3	+0,0
976 Mayotte	3,2	3,9	4,1	+4,8	+4,8	-0,0
Départements d'outre-mer	289,3	300,3	308,8	+2,8	+2,6	+0,3
France	12 922,0	13 829,4	14 164,9	+2,4	+1,7	+0,7

(a): Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon depuis 2015.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Produits de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements en 2015, 2016 et 2017
Montants par habitant et évolution

Départements	Produits par habitant de la taxe sur le foncier bâti				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
01 Ain	169,9	171,7	174,3	+1,1	+1,5
02 Aisne	271,8	273,8	276,8	+0,7	+1,1
03 Allier	215,6	248,1	252,9	+15,1	+1,9
04 Alpes-de-Haute-Provence	274,5	288,6	313,7	+5,2	+8,7
05 Hautes-Alpes	310,1	316,5	320,2	+2,0	+1,2
06 Alpes-Maritimes	227,9	233,7	236,1	+2,5	+1,0
07 Ardèche	194,6	197,1	200,8	+1,3	+1,9
08 Ardennes	193,8	197,1	220,1	+1,7	+11,7
09 Ariège	243,4	245,4	248,9	+0,8	+1,5
10 Aube	197,3	200,4	203,6	+1,6	+1,6
11 Aude	298,2	302,4	306,5	+1,4	+1,4
12 Aveyron	213,3	230,1	232,8	+7,9	+1,2
13 Bouches-du-Rhône	177,4	180,5	182,8	+1,7	+1,3
14 Calvados	224,6	228,3	231,7	+1,7	+1,5
15 Cantal	215,7	218,6	223,6	+1,4	+2,3
16 Charente	223,7	227,9	231,1	+1,9	+1,4
17 Charente-Maritime	240,9	244,5	248,4	+1,5	+1,6
18 Cher	185,9	188,2	207,1	+1,3	+10,0
19 Corrèze	236,3	240,0	243,1	+1,6	+1,3
2A Corse-du-Sud	194,9	195,6	169,7	+0,4	-13,3
2B Haute-Corse	138,6	144,9	147,7	+4,5	+1,9
21 Côte-d'Or	248,5	252,3	255,4	+1,5	+1,2
22 Côtes-d'Armor	174,0	175,9	179,4	+1,1	+2,0
23 Creuse	169,0	203,4	206,6	+20,3	+1,6
24 Dordogne	221,4	233,7	249,3	+5,6	+6,7
25 Doubs	197,0	198,8	202,1	+0,9	+1,7
26 Drôme	208,5	212,2	214,3	+1,8	+1,0
27 Eure	171,2	172,8	174,6	+1,0	+1,0
28 Eure-et-Loir	186,0	188,0	191,5	+1,1	+1,9
29 Finistère	160,4	173,2	175,9	+8,0	+1,5
30 Gard	240,5	267,2	270,5	+11,1	+1,2
31 Haute-Garonne	272,8	274,7	276,2	+0,7	+0,6
32 Gers	232,7	243,7	248,3	+4,8	+1,9
33 Gironde	191,0	210,4	212,5	+10,2	+1,0
34 Hérault	259,0	262,4	266,1	+1,3	+1,4
35 Ille-et-Vilaine	164,3	176,5	188,1	+7,5	+6,6
36 Indre	150,0	151,8	155,1	+1,2	+2,1
37 Indre-et-Loire	168,0	168,9	171,3	+0,6	+1,4
38 Isère	202,4	204,5	207,0	+1,0	+1,2
39 Jura	247,1	251,3	254,4	+1,7	+1,2
40 Landes	151,7	161,7	164,6	+6,6	+1,8
41 Loir-et-Cher	181,9	230,9	233,7	+26,9	+1,2
42 Loire	171,4	173,6	175,8	+1,3	+1,3
43 Haute-Loire	223,5	226,6	230,4	+1,4	+1,7
44 Loire-Atlantique	169,6	171,8	173,7	+1,3	+1,1
45 Loiret	197,6	217,7	219,5	+10,2	+0,8
46 Lot	241,4	250,5	255,7	+3,8	+2,1
47 Lot-et-Garonne	212,0	215,2	265,4	+1,5	+23,3
48 Lozère	208,7	213,5	217,9	+2,3	+2,1
49 Maine-et-Loire	175,6	188,1	200,1	+7,1	+6,4
50 Manche	217,1	219,8	225,5	+1,2	+2,6
51 Marne	149,5	167,1	170,4	+11,8	+2,0

Produits de la taxe foncière^(a) sur les propriétés bâties des départements en 2015, 2016 et 2017
Montants par habitant et évolution

Départements	Produits par habitant de la taxe sur le foncier bâti (suite)				
	Montants en €/hab.			Evolution en %	
	2015	2016	2017	2015-2016	2016-2017
52 Haute-Marne	193,7	195,8	200,7	+1,1	+2,5
53 Mayenne	157,9	162,1	167,7	+2,7	+3,4
54 Meurthe-et-Moselle	185,7	187,9	190,4	+1,2	+1,3
55 Meuse	215,8	218,6	225,4	+1,3	+3,1
56 Morbihan	182,3	184,7	185,9	+1,3	+0,7
57 Moselle	139,3	141,5	157,9	+1,6	+11,6
58 Nièvre	232,8	254,1	259,6	+9,1	+2,2
59 Nord	144,4	183,2	185,8	+26,9	+1,4
60 Oise	209,8	210,9	213,3	+0,5	+1,2
61 Orne	223,6	227,6	231,4	+1,8	+1,7
62 Pas-de-Calais	164,4	183,4	185,7	+11,6	+1,2
63 Puy-de-Dôme	233,9	240,0	242,6	+2,6	+1,1
64 Pyrénées-Atlantiques	173,7	176,2	179,1	+1,5	+1,6
65 Hautes-Pyrénées	296,5	302,3	305,4	+1,9	+1,0
66 Pyrénées-Orientales	261,6	271,7	274,7	+3,9	+1,1
67 Bas-Rhin	158,0	160,2	162,9	+1,4	+1,6
68 Haut-Rhin	147,9	158,3	160,5	+7,1	+1,4
69D Rhône	181,3	183,7	184,6	+1,3	+0,5
69M Métropole de Lyon	127,1	129,1	131,0	+1,5	+1,4
70 Haute-Saône	212,5	220,3	224,8	+3,7	+2,0
71 Saône-et-Loire	200,8	203,0	206,8	+1,1	+1,9
72 Sarthe	177,0	178,9	195,2	+1,1	+9,1
73 Savoie	195,1	198,6	201,3	+1,8	+1,4
74 Haute-Savoie	178,0	180,1	181,3	+1,2	+0,7
76 Seine-Maritime	283,8	290,0	294,1	+2,2	+1,4
77 Seine-et-Marne	199,2	231,5	233,4	+16,2	+0,8
78 Yvelines	131,6	221,2	224,6	+68,1	+1,5
79 Deux-Sèvres	162,9	165,8	168,4	+1,8	+1,5
80 Somme	225,0	227,8	231,0	+1,2	+1,4
81 Tarn	254,9	255,5	269,4	+0,2	+5,4
82 Tarn-et-Garonne	274,6	275,8	280,0	+0,4	+1,6
83 Var	236,9	245,6	251,3	+3,7	+2,3
84 Vaucluse	181,9	184,1	195,0	+1,2	+5,9
85 Vendée	162,6	171,8	177,7	+5,7	+3,4
86 Vienne	139,5	166,7	169,4	+19,6	+1,6
87 Haute-Vienne	192,1	202,0	213,1	+5,2	+5,5
88 Vosges	209,1	238,3	241,5	+14,0	+1,3
89 Yonne	208,3	211,7	222,2	+1,6	+5,0
90 Territoire de Belfort	176,6	184,1	188,2	+4,2	+2,3
91 Essonne	194,4	252,1	252,7	+29,7	+0,2
92 Hauts-de-Seine	189,4	193,5	196,2	+2,2	+1,4
93 Seine-Saint-Denis	231,6	253,3	253,3	+9,4	+0,0
94 Val-de-Marne	206,9	220,2	220,8	+6,4	+0,3
95 Val-d'Oise	178,0	233,1	234,5	+30,9	+0,6
France Métropolitaine hors Paris	195,9	209,1	213,1	+6,7	+1,9
75 Paris	165,3	167,8	170,7	+1,5	+1,8
France Métropolitaine	194,8	207,7	211,7	+6,6	+1,9
971 Guadeloupe	217,9	226,0	235,4	+3,7	+4,1
972 Martinique	172,0	178,5	182,5	+3,8	+2,2
973 Guyane	160,4	164,9	162,3	+2,8	-1,6
974 Réunion	106,7	110,6	113,1	+3,7	+2,3
976 Mayotte	14,8	17,8	18,7	+20,1	+4,8
Départements d'outre-mer	137,3	142,4	145,6	+3,7	+2,2
France	193,0	205,6	209,6	+6,5	+1,9

(a): Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon depuis 2015.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Produits des impôts économiques^(a) des départements (IFER et CVAE) en 2016 et 2017

Départements	Montants en millions d'€						Evolution 2016/2017 en %		
	2016			2017			IFER	CVAE	Total
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total			
01 Ain	7,1	69,2	76,4	7,2	33,8	41,0	+1,3	-51,2	-46,3
02 Aisne	1,5	41,7	43,2	1,8	20,4	22,1	+16,3	-51,2	-48,8
03 Allier	1,4	27,4	28,8	1,4	15,0	16,4	-0,9	-45,1	-42,9
04 Alpes-de-Haute-Provence	2,4	14,3	16,7	2,5	7,3	9,8	+4,9	-49,1	-41,3
05 Hautes-Alpes	1,2	10,7	11,9	1,3	5,3	6,5	+2,0	-50,6	-45,1
06 Alpes-Maritimes	2,1	129,1	131,2	2,3	65,2	67,5	+8,2	-49,5	-48,5
07 Ardèche	7,4	27,4	34,7	7,5	13,0	20,5	+1,6	-52,4	-41,0
08 Ardennes	6,7	24,0	30,7	7,0	11,1	18,1	+3,9	-53,8	-41,2
09 Ariège	1,3	10,2	11,6	1,4	5,1	6,4	+4,5	-50,6	-44,4
10 Aube	5,7	30,9	36,6	5,9	15,0	20,9	+3,8	-51,5	-42,9
11 Aude	1,6	22,5	24,1	2,0	11,5	13,4	+21,5	-49,1	-44,3
12 Aveyron	4,6	25,5	30,1	4,7	12,3	17,0	+3,5	-51,7	-43,3
13 Bouches-du-Rhône	7,5	237,9	245,4	7,8	120,1	127,9	+4,8	-49,5	-47,9
14 Calvados	1,0	66,9	67,9	1,0	33,9	34,9	-1,1	-49,3	-48,6
15 Cantal	2,1	11,0	13,1	2,2	5,4	7,6	+6,1	-50,9	-41,8
16 Charente	0,8	36,9	37,7	0,9	19,8	20,7	+2,5	-46,3	-45,2
17 Charente-Maritime	1,0	49,3	50,3	1,1	24,0	25,1	+6,4	-51,3	-50,1
18 Cher	4,7	30,7	35,4	4,7	15,9	20,6	+1,7	-48,4	-41,8
19 Corrèze	2,1	22,1	24,3	2,1	10,9	13,0	+0,8	-50,8	-46,3
2A Corse-du-Sud	0,7	14,1	14,8	0,5	6,8	7,3	-32,1	-51,8	-50,8
2B Haute-Corse	0,7	12,7	13,3	0,9	6,6	7,5	+25,9	-47,9	-44,1
21 Côte-d'Or	1,2	60,7	61,9	1,3	30,0	31,3	+8,9	-50,6	-49,4
22 Côtes-d'Armor	1,3	46,3	47,6	1,4	23,5	24,9	+6,8	-49,2	-47,6
23 Creuse	0,5	6,5	6,9	0,5	3,3	3,8	+4,5	-49,5	-45,8
24 Dordogne	0,8	26,8	27,6	0,8	13,1	13,9	+3,4	-51,2	-49,6
25 Doubs	0,9	55,5	56,3	1,0	28,5	29,5	+13,7	-48,6	-47,7
26 Drôme	7,9	66,4	74,3	8,0	32,2	40,1	+1,6	-51,6	-45,9
27 Eure	0,7	60,3	61,0	0,8	31,7	32,5	+8,4	-47,5	-46,8
28 Eure-et-Loir	1,7	44,6	46,3	1,8	22,6	24,4	+3,9	-49,3	-47,3
29 Finistère	2,1	77,5	79,6	2,1	38,4	40,6	+3,3	-50,5	-49,1
30 Gard	3,9	52,6	56,5	1,9	27,0	28,9	-51,3	-48,6	-48,8
31 Haute-Garonne	2,2	214,7	216,9	2,4	102,2	104,6	+9,2	-52,4	-51,8
32 Gers	0,6	12,3	12,8	0,6	6,1	6,7	+3,0	-49,9	-47,5
33 Gironde	9,1	167,6	176,7	9,5	88,3	97,8	+4,5	-47,3	-44,6
34 Hérault	2,0	96,0	98,1	2,2	49,5	51,7	+5,9	-48,4	-47,3
35 Ille-et-Vilaine	1,6	123,5	125,0	1,7	62,6	64,2	+6,8	-49,3	-48,6
36 Indre	0,8	18,6	19,4	0,9	9,2	10,0	+10,2	-50,7	-48,3
37 Indre-et-Loire	6,3	63,2	69,5	6,4	33,1	39,5	+2,0	-47,7	-43,2
38 Isère	10,8	154,1	164,9	11,0	77,9	88,9	+1,9	-49,4	-46,1
39 Jura	1,0	22,8	23,8	1,2	11,7	12,9	+16,6	-48,8	-45,9
40 Landes	1,7	33,8	35,5	2,2	16,2	18,5	+33,9	-52,0	-48,0
41 Loir-et-Cher	3,5	35,9	39,4	3,6	17,6	21,2	+3,4	-51,1	-46,2
42 Loire	1,0	72,9	73,9	1,1	37,6	38,7	+10,9	-48,4	-47,6
43 Haute-Loire	0,7	16,7	17,4	0,8	8,1	8,9	+10,1	-51,7	-49,1
44 Loire-Atlantique	6,6	169,5	176,1	7,0	85,4	92,3	+5,2	-49,6	-47,6
45 Loiret	6,6	87,7	94,4	6,8	46,6	53,3	+2,0	-46,9	-43,5
46 Lot	0,6	13,2	13,8	0,6	6,6	7,2	+4,5	-49,9	-47,6
47 Lot-et-Garonne	0,8	30,6	31,4	0,8	13,7	14,5	+6,3	-55,4	-53,8
48 Lozère	0,5	4,5	5,1	0,5	2,3	2,8	-0,4	-50,0	-44,8
49 Maine-et-Loire	1,0	76,1	77,1	1,1	39,2	40,3	+6,5	-48,5	-47,8
50 Manche	4,9	44,2	49,1	4,9	22,0	26,9	+0,6	-50,2	-45,2
51 Marne	2,0	64,9	66,9	2,4	33,0	35,4	+18,0	-49,1	-47,1

Produits des impôts économiques^(a) des départements (IFER et CVAE) en 2016 et 2017 (suite)

Départements	Montants en millions d'€						Evolution 2016/2017 en %		
	2016			2017			IFER	CVAE	Total
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total			
52 Haute-Marne	1,1	15,3	16,4	1,1	7,7	8,9	+1,2	-49,3	-45,9
53 Mayenne	0,5	33,3	33,8	0,5	16,6	17,1	+1,1	-50,1	-49,4
54 Meurthe-et-Moselle	3,2	62,3	65,5	3,3	29,9	33,2	+2,9	-52,0	-49,3
55 Meuse	1,4	14,1	15,5	1,4	7,1	8,5	+1,2	-49,7	-45,1
56 Morbihan	1,4	62,9	64,3	1,5	30,9	32,4	+7,4	-50,8	-49,6
57 Moselle	12,4	98,8	111,1	12,4	49,5	61,9	+0,0	-49,9	-44,3
58 Nièvre	0,4	15,6	16,0	0,4	7,4	7,8	-3,4	-52,7	-51,5
59 Nord	13,5	287,0	300,5	14,1	140,8	154,9	+4,1	-50,9	-48,5
60 Oise	1,5	79,7	81,2	1,7	41,0	42,7	+8,9	-48,5	-47,4
61 Orne	0,3	22,9	23,3	0,4	11,3	11,6	+2,3	-50,9	-50,1
62 Pas-de-Calais	2,9	113,0	115,9	3,1	54,8	57,9	+7,2	-51,5	-50,0
63 Puy-de-Dôme	1,1	71,0	72,1	1,2	36,5	37,7	+6,2	-48,6	-47,8
64 Pyrénées-Atlantiques	1,5	70,5	72,0	1,6	34,7	36,3	+10,4	-50,8	-49,6
65 Hautes-Pyrénées	1,6	18,8	20,4	1,6	9,0	10,6	-0,8	-52,0	-47,9
66 Pyrénées-Orientales	1,1	32,3	33,4	1,3	16,3	17,5	+20,7	-49,6	-47,4
67 Bas-Rhin	2,3	154,2	156,4	2,5	80,7	83,1	+7,5	-47,7	-46,9
68 Haut-Rhin	4,6	83,6	88,2	4,5	41,1	45,6	-2,0	-50,9	-48,3
69D Rhône	1,7	251,7	253,4	2,0	131,3	133,2	+13,6	-47,8	-47,4
69M Métropole de Lyon	0,7	56,8	57,4	0,7	28,0	28,8	+6,0	-50,6	-49,9
70 Haute-Saône	0,4	15,8	16,2	0,9	7,8	8,7	+92,3	-50,4	-46,5
71 Saône-et-Loire	0,9	55,7	56,5	0,9	25,1	26,0	+3,5	-54,9	-54,0
72 Sarthe	0,7	58,2	58,9	0,8	28,7	29,6	+11,1	-50,6	-49,9
73 Savoie	7,1	60,5	67,6	7,3	30,1	37,4	+2,7	-50,3	-44,7
74 Haute-Savoie	1,8	97,8	99,6	1,9	49,5	51,4	+6,5	-49,4	-48,4
76 Seine-Maritime	14,9	153,0	168,0	15,2	83,0	98,2	+1,9	-45,8	-41,5
77 Seine-et-Marne	2,9	166,2	169,1	3,1	83,7	86,8	+5,2	-49,6	-48,7
78 Yvelines	4,9	214,7	219,6	5,1	114,8	119,9	+3,0	-46,5	-45,4
79 Deux-Sèvres	0,9	39,9	40,8	1,0	20,9	21,9	+13,8	-47,6	-46,3
80 Somme	2,4	52,3	54,7	2,5	26,9	29,4	+7,2	-48,6	-46,2
81 Tarn	1,4	28,4	29,8	1,6	14,1	15,7	+8,8	-50,3	-47,5
82 Tarn-et-Garonne	4,6	20,0	24,6	4,7	9,7	14,4	+2,1	-51,5	-41,5
83 Var	2,3	76,9	79,3	2,6	38,3	40,8	+9,8	-50,2	-48,5
84 Vaucluse	1,8	57,5	59,3	2,0	28,9	30,9	+7,4	-49,8	-48,0
85 Vendée	1,2	66,3	67,5	1,3	34,1	35,4	+5,4	-48,6	-47,6
86 Vienne	5,4	42,7	48,1	5,5	20,8	26,3	+2,6	-51,4	-45,3
87 Haute-Vienne	0,7	28,3	29,0	0,7	13,7	14,4	-0,5	-51,6	-50,4
88 Vosges	0,7	31,8	32,5	0,7	15,3	16,0	+1,2	-52,0	-50,8
89 Yonne	1,0	28,9	29,9	1,1	14,6	15,7	+10,7	-49,5	-47,4
90 Territoire de Belfort	0,1	18,8	18,9	0,2	9,7	9,9	+9,0	-48,3	-47,9
91 Essonne	1,1	163,4	164,5	1,3	83,5	84,8	+18,4	-48,9	-48,4
92 Hauts-de-Seine	1,5	655,7	657,2	1,7	332,3	334,0	+14,1	-49,3	-49,2
93 Seine-Saint-Denis	1,3	224,4	225,7	1,5	108,9	110,3	+15,3	-51,5	-51,1
94 Val-de-Marne	1,2	193,1	194,3	1,4	102,1	103,4	+13,0	-47,1	-46,8
95 Val-d'Oise	0,9	122,9	123,8	1,0	66,4	67,3	+9,1	-46,0	-45,6
France Métropolitaine hors Paris	264,6	7 151,3	7 416,0	274,4	3 614,5	3 889,0	+3,7	-49,5	-47,6
75 Paris	2,6	922,1	924,7	2,8	465,2	467,9	+6,1	-49,6	-49,4
France Métropolitaine	267,2	8 073,4	8 340,6	277,2	4 079,7	4 356,9	+3,7	-49,5	-47,8
971 Guadeloupe	0,9	22,4	23,3	0,8	11,6	12,4	-6,5	-48,1	-46,5
972 Martinique	0,3	24,1	24,4	0,3	12,1	12,4	+1,9	-49,7	-49,0
973 Guyane	0,4	10,4	10,7	0,4	4,9	5,3	+2,5	-52,7	-50,8
974 Réunion	2,3	45,6	47,9	2,5	23,5	25,9	+8,2	-48,5	-45,8
976 Mayotte	0,0	2,6	2,6	0,1	1,0	1,0	+21,4	-62,9	-61,6
Départements d'outre-mer	3,9	105,0	108,9	4,0	53,1	57,1	+4,0	-49,5	-47,6
France	271,1	8 178,5	8 449,6	281,2	4 132,8	4 414,0	+3,7	-49,5	-47,8

(a):Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux^(a) des départements en 2017

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éoliennes	hydro-liennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photovoltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélectriques	installations de gaz naturel	
01 Ain	0,0	0,0	5 520,4	16,3	778,8	690,6	195,5	7 202
02 Aisne	1 042,0	0,0	0,0	11,0	0,0	556,8	141,8	1 752
03 Allier	69,9	0,0	638,4	129,3	35,9	357,9	163,2	1 395
04 Alpes-de-Haute-Provence	0,0	0,0	0,0	683,6	1 490,2	296,9	59,6	2 530
05 Hautes-Alpes	0,0	9,3	0,0	88,2	850,6	294,1	27,6	1 270
06 Alpes-Maritimes	0,5	0,0	0,0	22,3	506,5	1 751,6	39,1	2 320
07 Ardèche	193,7	1,5	5 643,7	152,9	1 077,5	373,8	24,1	7 467
08 Ardennes	631,7	0,0	4 626,0	15,0	1 259,6	338,3	114,4	6 985
09 Ariège	0,0	1,9	0,0	129,5	980,9	220,7	36,2	1 369
10 Aube	1 340,5	0,0	4 040,0	45,7	13,8	356,2	119,0	5 915
11 Aude	847,8	0,0	0,0	371,6	128,3	504,9	114,3	1 967
12 Aveyron	491,6	0,0	0,0	265,2	3 423,4	456,1	80,2	4 717
13 Bouches-du-Rhône	85,4	0,0	3 821,1	613,6	247,4	2 649,3	426,5	7 843
14 Calvados	282,9	0,0	0,0	5,3	0,0	580,7	149,5	1 018
15 Cantal	219,8	0,0	0,0	333,8	1 391,1	269,0	7,3	2 221
16 Charente	241,4	0,0	0,0	84,6	4,8	359,1	170,8	861
17 Charente-Maritime	222,3	0,0	0,0	189,1	0,2	600,4	102,3	1 114
18 Cher	254,0	0,0	4 040,0	33,7	0,7	332,1	72,2	4 733
19 Corrèze	21,3	3,3	0,0	84,7	1 593,7	380,0	52,7	2 136
2A Corse-du-Sud	0,0	0,0	0,0	63,5	94,3	325,4	0,0	483
2B Haute-Corse	40,0	0,0	180,4	141,3	158,9	337,5	0,0	858
21 Côte-d'Or	429,8	0,0	0,0	68,5	2,5	742,1	106,5	1 349
22 Côte-d'Armor	645,0	0,0	0,0	30,3	17,8	623,3	83,8	1 400
23 Creuse	77,7	0,0	0,0	76,8	135,8	161,4	43,3	495
24 Dordogne	0,0	0,0	0,0	27,8	81,9	553,2	160,4	823
25 Doubs	146,8	0,0	0,0	12,1	105,2	650,0	57,3	971
26 Drôme	160,5	25,7	5 643,7	175,7	1 200,5	606,3	173,5	7 986
27 Eure	89,5	0,0	0,0	6,8	22,5	518,9	148,9	787
28 Eure-et-Loir	920,1	0,0	0,0	233,4	0,4	504,1	130,8	1 789
29 Finistère	400,6	5,1	730,9	16,8	9,3	844,5	134,2	2 141
30 Gard	25,5	0,0	0,0	478,0	488,2	826,5	93,9	1 912
31 Haute-Garonne	111,3	0,0	0,0	223,6	434,5	1 428,6	166,2	2 364
32 Gers	0,0	0,0	0,0	240,5	2,0	219,0	125,3	587
33 Gironde	0,0	0,0	5 708,5	1 888,9	5,6	1 647,6	217,7	9 468
34 Hérault	407,0	0,0	0,0	346,4	103,4	1 207,0	99,6	2 163
35 Ille-et-Vilaine	175,9	0,0	0,0	40,2	370,1	955,1	121,7	1 663
36 Indre	310,1	0,0	0,0	65,5	105,9	275,9	109,8	867
37 Indre-et-Loire	0,0	0,0	5 582,0	42,0	0,3	668,0	102,5	6 395
38 Isère	0,0	0,0	4 314,5	59,8	5 015,1	1 346,5	258,9	10 995
39 Jura	0,0	0,0	138,8	14,6	580,8	382,1	102,7	1 219
40 Landes	0,0	0,0	0,0	1 496,8	3,9	554,6	178,0	2 233
41 Loir-et-Cher	98,8	0,0	2 821,9	35,2	0,9	491,7	190,0	3 638
42 Loire	0,0	3,4	0,0	33,2	215,1	774,0	94,6	1 120
43 Haute-Loire	153,7	0,0	0,0	188,4	178,6	249,2	28,8	799
44 Loire-Atlantique	635,2	0,0	4 572,0	100,1	0,3	1 366,2	276,9	6 951
45 Loiret	387,0	0,0	5 489,5	6,2	0,0	753,2	122,4	6 758
46 Lot	0,0	0,0	0,0	103,7	206,5	287,4	12,4	610
47 Lot-et-Garonne	0,2	2,3	0,0	385,7	68,9	303,3	89,5	850
48 Lozère	75,6	0,4	0,0	21,7	237,3	190,2	0,0	525
49 Maine-et-Loire	185,3	0,0	0,0	63,3	0,0	747,7	107,9	1 104
50 Manche	279,6	0,0	4 101,7	46,3	22,8	382,4	73,9	4 907
51 Marne	1 504,5	0,0	0,0	70,2	1,1	666,3	155,3	2 397

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux^(a) des départements en 2017 (suite)

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFR sur les							Ensemble des IFR
	éoliennes	hydro-liennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photovoltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélectriques	installations de gaz naturel	
52 Haute-Marne	640,1	0,0	0,0	36,9	3,3	346,5	98,4	1 125
53 Mayenne	194,8	0,0	0,0	21,9	7,4	250,4	45,5	520
54 Meurthe-et-Moselle	269,3	7,0	1 449,5	481,4	31,4	838,3	225,3	3 302
55 Meuse	858,5	0,0	0,0	12,9	2,4	362,7	170,1	1 407
56 Morbihan	644,7	0,0	0,0	22,3	13,7	710,6	118,2	1 510
57 Moselle	447,1	21,5	10 337,6	70,2	23,6	1 180,9	281,3	12 362
58 Nièvre	27,3	0,0	0,0	4,7	36,6	261,6	55,5	386
59 Nord	229,3	0,0	11 040,7	70,0	0,3	2 340,3	410,3	14 091
60 Oise	664,3	0,0	0,0	7,7	0,0	779,2	224,8	1 676
61 Orne	5,8	0,0	0,0	6,0	10,4	267,1	65,5	355
62 Pas-de-Calais	1 429,0	0,0	0,0	8,7	0,4	1 392,4	269,1	3 100
63 Puy-de-Dôme	70,7	0,0	0,0	57,4	163,2	763,4	95,5	1 150
64 Pyrénées-Atlantiques	0,0	0,0	0,0	122,9	628,6	740,1	135,4	1 627
65 Hautes-Pyrénées	0,0	0,0	0,0	49,9	1 212,1	286,5	60,8	1 609
66 Pyrénées-Orientales	206,0	0,0	0,0	298,4	186,7	557,1	21,9	1 270
67 Bas-Rhin	26,6	0,0	0,0	204,7	939,7	1 148,4	145,8	2 465
68 Haut-Rhin	0,0	0,0	2 713,9	63,2	889,2	736,5	111,2	4 514
69D Rhône	0,0	0,0	0,0	35,8	174,5	1 688,5	55,0	1 954
69M Métropole de Lyon	0,8	0,0	0,0	10,7	93,4	513,0	110,9	729
70 Haute-Saône	0,0	0,0	0,0	375,8	7,9	377,2	101,5	862
71 Saône-et-Loire	0,0	0,0	0,0	65,4	4,4	625,4	224,8	920
72 Sarthe	42,1	0,0	0,0	61,9	0,6	577,0	146,0	828
73 Savoie	0,0	0,0	0,0	5,8	6 476,2	759,0	65,6	7 307
74 Haute-Savoie	0,0	0,0	0,0	1,8	861,5	971,1	83,0	1 917
76 Seine-Maritime	570,3	0,0	13 199,5	76,3	0,0	1 142,6	238,1	15 227
77 Seine-et-Marne	36,1	0,0	1 406,3	1,9	10,1	1 357,3	269,1	3 081
78 Yvelines	0,0	0,0	3 531,2	39,2	15,0	1 283,7	219,4	5 088
79 Deux-Sèvres	539,8	0,0	0,0	112,7	0,0	294,2	60,2	1 007
80 Somme	1 842,5	0,0	0,0	19,5	0,0	510,9	163,2	2 536
81 Tarn	375,8	0,0	0,0	299,5	460,9	391,5	39,2	1 567
82 Tarn-et-Garonne	0,0	0,0	4 040,0	188,0	140,7	221,9	82,3	4 673
83 Var	8,3	0,0	0,0	829,0	152,4	1 480,4	98,9	2 569
84 Vaucluse	23,6	2,4	0,0	176,3	1 009,4	642,5	114,9	1 969
85 Vendée	415,6	0,0	0,0	96,6	0,2	635,2	125,0	1 273
86 Vienne	236,2	0,0	4 610,6	145,6	34,7	420,5	74,0	5 521
87 Haute-Vienne	4,7	0,0	0,0	41,9	131,6	405,7	70,9	655
88 Vosges	49,5	0,0	0,0	16,2	26,8	497,3	126,5	716
89 Yonne	382,5	0,0	0,0	210,3	33,2	452,7	67,7	1 146
90 Territoire de Belfort	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	131,2	29,1	160,3
91 Essonne	15,3	0,0	83,3	0,0	0,0	1 056,3	145,8	1 301
92 Hauts-de-Seine	0,0	0,0	394,8	0,0	0,0	1 327,0	27,3	1 749
93 Seine-Saint-Denis	0,0	0,0	192,8	0,0	0,0	1 235,0	43,9	1 472
94 Val-de-Marne	0,0	0,0	291,4	0,5	0,0	1 022,7	39,8	1 354
95 Val-d'Oise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	846,4	112,5	959
France Métropolitaine hors Paris	23 461,5	83,9	120 905,1	14 428,7	37 436,3	66 786,1	11 331,5	274 433
75 Paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 755,2	7,5	2 763
France Métropolitaine	23 461,5	83,9	120 905,1	14 428,7	37 436,3	69 541,3	11 338,9	277 196
971 Guadeloupe	27,9	0,0	621,4	10,2	4,6	166,1	0,0	830
972 Martinique	3,7	0,0	0,0	40,2	5,8	257,1	4,9	312
973 Guyane	0,0	0,0	0,0	64,3	176,8	128,1	0,0	369
974 Réunion	25,9	0,0	747,9	414,3	217,4	1 062,7	0,0	2 468
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2	0,0	51
Départements d'outre-mer	57,5	0,0	1 369,3	529,0	404,7	1 665,2	0,0	4 031
France	23 519,0	83,9	122 274,4	14 957,7	37 841,0	71 206,4	11 338,9	281 226

(a): Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les compensations d'exonération^(a) des départements 2017
Montants et évolution

Départements	Compensations en 2017 en milliers d'€		
	FB	CVAE	Total
01 Ain	44,6 (-84,4%)	0,5 (+300,8%)	45,1 (-84,2%)
02 Aisne	136,0 (-88,1%)	11,6 (-55,6%)	147,6 (-87,4%)
03 Allier	87,3 (-80,3%)	1,4 (-89,9%)	88,7 (-80,6%)
04 Alpes-de-Haute-Provence	64,9 (-39,7%)	0,7 (-82,3%)	65,6 (-41,2%)
05 Hautes-Alpes	31,4 (-64,6%)	1,1 (-83,9%)	32,5 (-65,9%)
06 Alpes-Maritimes	110,0 (-83,1%)	6,3 (+191,8%)	116,3 (-82,1%)
07 Ardèche	61,0 (-67,4%)	0,5 (-55,9%)	61,5 (-67,3%)
08 Ardennes	58,0 (-83,8%)	3,3 (-55,0%)	61,3 (-83,2%)
09 Ariège	77,6 (-67,2%)	14,4 (+185,1%)	92,0 (-61,9%)
10 Aube	49,1 (-87,3%)	2,1 (-85,9%)	51,2 (-87,2%)
11 Aude	251,8 (-70,6%)	27,5 (+867,6%)	279,2 (-67,5%)
12 Aveyron	112,9 (-65,5%)	1,7 (-86,8%)	114,7 (-66,3%)
13 Bouches-du-Rhône	189,3 (-90,2%)	42,5 (-44,0%)	231,8 (-88,5%)
14 Calvados	77,1 (-89,1%)	4,7 (-22,2%)	81,8 (-88,5%)
15 Cantal	126,0 (-17,0%)	2,7 (-72,8%)	128,7 (-20,4%)
16 Charente	55,4 (-89,9%)	2,2 (-65,7%)	57,6 (-89,6%)
17 Charente-Maritime	114,3 (-85,4%)	0,6 (-96,7%)	114,9 (-85,6%)
18 Cher	216,3 (-41,6%)	5,8 (-71,5%)	222,1 (-43,2%)
19 Corrèze	60,8 (-71,2%)	4,7 (-34,3%)	65,4 (-70,0%)
2A Corse-du-Sud	16,1 (-74,1%)	0,0 -	16,1 (-74,7%)
2B Haute-Corse	19,3 (-81,8%)	0,3 (-91,9%)	19,7 (-82,1%)
21 Côte-d'Or	89,3 (-82,6%)	0,5 (-91,7%)	89,8 (-82,8%)
22 Côtes-d'Armor	132,7 (-71,5%)	2,3 (+401,3%)	135,0 (-71,1%)
23 Creuse	39,6 (-71,7%)	0,9 (-79,9%)	40,5 (-72,0%)
24 Dordogne	151,2 (-65,9%)	1,2 (-82,9%)	152,4 (-66,1%)
25 Doubs	79,6 (-87,5%)	7,9 (-76,4%)	87,4 (-86,9%)
26 Drôme	103,7 (-78,7%)	11,4 (-45,4%)	115,1 (-77,4%)
27 Eure	77,6 (-86,9%)	3,0 (-80,1%)	80,5 (-86,7%)
28 Eure-et-Loir	63,0 (-87,1%)	0,2 (-96,6%)	63,2 (-87,2%)
29 Finistère	220,0 (-70,0%)	0,8 (+15,6%)	220,9 (-69,9%)
30 Gard	196,8 (-81,1%)	19,5 (+118,7%)	216,3 (-79,4%)
31 Haute-Garonne	264,0 (-80,3%)	26,1 (-41,9%)	290,1 (-79,1%)
32 Gers	67,2 (-70,4%)	1,5 (-91,3%)	68,7 (-71,9%)
33 Gironde	177,4 (-83,6%)	15,8 (-72,7%)	193,3 (-83,0%)
34 Hérault	358,0 (-77,5%)	43,5 (+28,7%)	401,6 (-75,3%)
35 Ille-et-Vilaine	113,9 (-83,0%)	0,8 -	114,7 (-82,8%)
36 Indre	66,3 (-75,3%)	1,5 (-87,9%)	67,7 (-75,9%)
37 Indre-et-Loire	93,9 (-84,7%)	1,4 (-68,4%)	95,4 (-84,6%)
38 Isère	173,2 (-83,4%)	3,1 (-78,6%)	176,3 (-83,3%)
39 Jura	78,2 (-76,8%)	0,4 (-80,6%)	78,6 (-76,8%)
40 Landes	68,6 (-67,0%)	10,3 (-70,1%)	79,0 (-67,5%)
41 Loir-et-Cher	63,1 (-79,9%)	2,9 (-72,3%)	66,1 (-79,6%)
42 Loire	105,7 (-80,2%)	5,8 (+154,5%)	111,4 (-79,2%)
43 Haute-Loire	60,0 (-68,4%)	1,2 (-89,4%)	61,2 (-69,6%)
44 Loire-Atlantique	132,5 (-86,1%)	3,7 (-72,0%)	136,2 (-85,9%)
45 Loiret	89,5 (-86,7%)	2,7 (-73,2%)	92,3 (-86,5%)
46 Lot	68,2 (-64,2%)	13,5 (-77,2%)	81,7 (-67,3%)
47 Lot-et-Garonne	163,7 (-67,5%)	16,6 (+139,7%)	180,3 (-64,7%)
48 Lozère	24,9 (-62,1%)	3,7 (-85,1%)	28,7 (-68,4%)
49 Maine-et-Loire	142,2 (-84,4%)	3,9 (-49,7%)	146,1 (-84,1%)
50 Manche	129,0 (-77,4%)	1,7 (-66,6%)	130,7 (-77,3%)
51 Marne	43,6 (-93,3%)	8,5 (-37,1%)	52,1 (-92,2%)

Les compensations d'exonération^(a) des départements 2017
Montants et évolution (suite)

Départements	Compensations en 2017 en milliers d'€ (suite)				
	FB		CVAE		Total
52 Haute-Marne	44,8	(-83,3%)	1,3	-	46,1 (-82,9%)
53 Mayenne	72,5	(-71,2%)	0,6	-	73,1 (-71,0%)
54 Meurthe-et-Moselle	111,1	(-85,9%)	9,1	-	120,1 (-84,8%)
55 Meuse	55,9	(-72,3%)	2,7	-	58,7 (-70,9%)
56 Morbihan	214,1	(-70,9%)	0,4	-	214,6 (-70,9%)
57 Moselle	125,7	(-80,5%)	9,2	-	135,0 (-79,1%)
58 Nièvre	61,6	(-82,2%)	3,1	-	64,6 (-81,3%)
59 Nord	186,7	(-92,2%)	38,1	-	224,8 (-90,6%)
60 Oise	128,5	(-89,0%)	22,4	-	150,9 (-87,1%)
61 Orne	107,4	(-78,6%)	4,8	-	112,2 (-77,6%)
62 Pas-de-Calais	98,0	(-93,5%)	4,0	-	102,0 (-93,3%)
63 Puy-de-Dôme	217,6	(-61,6%)	14,0	-	231,6 (-59,1%)
64 Pyrénées-Atlantiques	121,2	(-70,0%)	3,4	-	124,6 (-69,2%)
65 Hautes-Pyrénées	119,4	(-57,8%)	2,9	-	122,3 (-56,8%)
66 Pyrénées-Orientales	73,0	(-87,5%)	1,2	-	74,2 (-87,3%)
67 Bas-Rhin	151,2	(-75,3%)	14,3	-	165,5 (-72,9%)
68 Haut-Rhin	71,9	(-80,4%)	3,2	-	75,1 (-79,5%)
69D Rhône	1 284,4	(+812,7%)	15,3	-	1 299,7 (+823,5%)
69M Métropole de Lyon	24,6	(-99,1%)	0,0	(-100,0%)	24,6 (-99,1%)
70 Haute-Saône	77,8	(-74,3%)	0,7	(-85,3%)	78,6 (-74,5%)
71 Saône-et-Loire	109,9	(-83,5%)	1,7	(-73,5%)	111,6 (-83,4%)
72 Sarthe	100,6	(-82,9%)	3,3	(-28,3%)	103,9 (-82,4%)
73 Savoie	46,6	(-76,8%)	1,7	(+70,9%)	48,3 (-76,1%)
74 Haute-Savoie	51,1	(-73,8%)	0,0	-	51,1 (-73,8%)
76 Seine-Maritime	199,0	(-90,5%)	10,1	(-52,0%)	209,1 (-90,1%)
77 Seine-et-Marne	84,1	(-91,4%)	4,2	(-58,1%)	88,3 (-91,0%)
78 Yvelines	68,1	(-89,2%)	1,6	(-72,0%)	69,7 (-89,1%)
79 Deux-Sèvres	86,7	(-71,6%)	0,3	(-86,6%)	87,0 (-71,7%)
80 Somme	127,3	(-87,0%)	1,8	(-69,4%)	129,0 (-86,9%)
81 Tarn	151,4	(-76,6%)	11,8	(+205,9%)	163,2 (-75,0%)
82 Tarn-et-Garonne	97,2	(-68,8%)	15,0	(+240,9%)	112,1 (-64,5%)
83 Var	178,0	(-77,3%)	56,0	(+45,4%)	234,0 (-71,6%)
84 Vaucluse	112,1	(-80,9%)	17,1	(-49,9%)	129,3 (-79,2%)
85 Vendée	120,5	(-66,4%)	0,0	-	120,5 (-66,4%)
86 Vienne	84,2	(-79,8%)	0,9	(-69,4%)	85,1 (-79,7%)
87 Haute-Vienne	73,1	(-85,3%)	0,4	(-85,0%)	73,5 (-85,3%)
88 Vosges	56,2	(-81,4%)	0,2	(-93,6%)	56,3 (-81,5%)
89 Yonne	68,5	(-81,8%)	1,4	(-88,8%)	69,9 (-82,0%)
90 Territoire de Belfort	17,8	(-90,3%)	1,8	(-34,0%)	19,6 (-89,5%)
91 Essonne	63,7	(-94,3%)	5,8	(-69,8%)	69,5 (-93,9%)
92 Hauts-de-Seine	26,6	(-96,7%)	0,0	-	26,6 (-96,7%)
93 Seine-Saint-Denis	26,4	(-99,5%)	0,3	(-99,3%)	26,8 (-99,5%)
94 Val-de-Marne	167,6	(-88,8%)	37,3	(+235,3%)	205,0 (-86,4%)
95 Val-d'Oise	80,0	(-94,8%)	2,4	(-82,1%)	82,3 (-94,7%)
France Métropolitaine hors Paris	11 140,1	(-82,7%)	676,8	(-46,6%)	11 816,9 (-82,0%)
75 Paris	13,7	(-98,3%)	1,3	-	15,0 (-98,2%)
France Métropolitaine	11 153,8	(-82,9%)	678,0	(-46,5%)	11 831,8 (-82,2%)
971 Guadeloupe	895,7	(-40,5%)	693,5	(-63,7%)	1 589,2 (-53,5%)
972 Martinique	1 170,2	(-32,2%)	864,8	(-54,9%)	2 035,0 (-44,1%)
973 Guyane	18,5	(-78,1%)	59,4	(-93,7%)	77,9 (-92,5%)
974 Réunion	1 328,4	(-39,6%)	2 860,8	(-56,8%)	4 189,3 (-52,5%)
976 Mayotte	0,0	-	323,9	(-67,6%)	323,9 (-67,6%)
Départements d'outre-mer	3 412,8	(-38,1%)	4 802,5	(-61,3%)	8 215,3 (-54,1%)
France	14 566,6	(-79,4%)	5 495,9	(-59,8%)	20 062,5 (-76,2%)

(a): Y compris les compensations du foncier bâti et la part départementale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

La fiscalité directe locale^(a) des départements en 2017

Montants en milliers d'€

Départements	Foncier bâti		Impôts économiques		Total
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	
01 Ain	112 145,0	44,6	41 011,9	0,5	153 201,9 (-17,6%)
02 Aisne	153 734,6	136,0	22 120,3	11,6	176 002,4 (-10,3%)
03 Allier	89 326,6	87,3	16 422,4	1,4	105 837,6 (-9,5%)
04 Alpes-de-Haute-Provence	52 165,0	64,9	9 797,3	0,7	62 027,9 (-4,5%)
05 Hautes-Alpes	46 501,7	31,4	6 545,8	1,1	53 080,0 (-8,1%)
06 Alpes-Maritimes	259 414,4	110,0	67 544,3	6,3	327 075,0 (-15,7%)
07 Ardèche	66 672,9	61,0	20 487,7	0,5	87 222,1 (-12,7%)
08 Ardennes	63 335,8	58,0	18 075,1	3,3	81 472,2 (-7,5%)
09 Ariège	39 348,4	77,6	6 428,0	14,4	45 868,4 (-9,4%)
10 Aube	64 351,1	49,1	20 913,2	2,1	85 315,5 (-14,8%)
11 Aude	114 974,8	251,8	13 426,8	27,5	128 680,7 (-7,0%)
12 Aveyron	67 496,4	112,9	17 049,6	1,7	84 660,7 (-12,7%)
13 Bouches-du-Rhône	372 037,3	189,3	127 912,0	42,5	500 181,1 (-18,3%)
14 Calvados	164 119,6	77,1	34 907,4	4,7	199 108,8 (-13,4%)
15 Cantal	34 075,4	126,0	7 645,1	2,7	41 849,3 (-10,4%)
16 Charente	84 752,2	55,4	20 674,0	2,2	105 483,8 (-13,4%)
17 Charente-Maritime	162 932,7	114,3	25 097,2	0,6	188 144,8 (-10,7%)
18 Cher	65 989,6	216,3	20 589,2	5,8	86 800,9 (-9,5%)
19 Corrèze	60 687,9	60,8	13 039,1	4,7	73 792,5 (-12,5%)
2A Corse-du-Sud	26 149,0	16,1	7 289,7	0,0	33 454,8 (-24,9%)
2B Haute-Corse	25 918,1	19,3	7 456,4	0,3	33 394,2 (-13,6%)
21 Côte-d'Or	139 197,1	89,3	31 339,1	0,5	170 626,0 (-14,5%)
22 Côtes-d'Armor	110 775,9	132,7	24 930,9	2,3	135 841,8 (-13,3%)
23 Creuse	25 808,8	39,6	3 753,6	0,9	29 603,0 (-9,3%)
24 Dordogne	106 864,4	151,2	13 887,8	1,2	120 904,7 (-5,8%)
25 Doubs	111 002,5	79,6	29 464,6	7,9	140 554,5 (-15,3%)
26 Drôme	110 183,8	103,7	40 148,8	11,4	150 447,7 (-17,7%)
27 Eure	107 565,6	77,6	32 465,1	3,0	140 111,2 (-16,4%)
28 Eure-et-Loir	85 224,7	63,0	24 419,6	0,2	109 707,4 (-15,8%)
29 Finistère	164 494,5	220,0	40 552,0	0,8	205 267,4 (-15,3%)
30 Gard	203 496,9	196,8	28 940,7	19,5	232 653,9 (-9,8%)
31 Haute-Garonne	371 431,4	264,0	104 563,0	26,1	476 284,5 (-18,2%)
32 Gers	49 159,1	67,2	6 730,5	1,5	55 958,3 (-8,6%)
33 Gironde	330 821,2	177,4	97 801,4	15,8	428 815,8 (-14,4%)
34 Hérault	299 927,5	358,0	51 695,0	43,5	352 024,1 (-10,1%)
35 Ille-et-Vilaine	199 374,9	113,9	64 219,1	0,8	263 708,7 (-15,1%)
36 Indre	36 098,9	66,3	10 031,5	1,5	46 198,2 (-16,6%)
37 Indre-et-Loire	106 043,5	93,9	39 468,8	1,4	145 607,7 (-16,3%)
38 Isère	263 262,2	173,2	88 915,2	3,1	352 353,7 (-17,0%)
39 Jura	68 886,4	78,2	12 903,2	0,4	81 868,2 (-11,3%)
40 Landes	68 175,4	68,6	18 460,9	10,3	86 715,2 (-15,2%)
41 Loir-et-Cher	80 426,5	63,1	21 200,8	2,9	101 693,3 (-14,4%)
42 Loire	136 128,3	105,7	38 728,3	5,8	174 968,0 (-16,2%)
43 Haute-Loire	53 940,0	60,0	8 856,4	1,2	62 857,6 (-11,0%)
44 Loire-Atlantique	240 124,5	132,5	92 312,2	3,7	332 572,9 (-19,2%)
45 Loiret	151 005,4	89,5	53 323,9	2,7	204 421,5 (-16,2%)
46 Lot	46 027,0	68,2	7 221,6	13,5	53 330,4 (-10,0%)
47 Lot-et-Garonne	91 068,8	163,7	14 522,4	16,6	105 771,5 (-0,1%)
48 Lozère	17 523,7	24,9	2 798,3	3,7	20 350,6 (-9,1%)
49 Maine-et-Loire	165 947,0	142,2	40 268,1	3,9	206 361,2 (-11,4%)
50 Manche	116 867,7	129,0	26 908,3	1,7	143 906,7 (-12,0%)
51 Marne	99 310,1	43,6	35 386,4	8,5	134 748,6 (-18,4%)

La fiscalité directe locale^(a) des départements en 2017 (suite)

Montants en milliers d'€

Départements	Foncier bâti		Impôts économiques		Total
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	
52 Haute-Marne	37 473,9	44,8	8 867,3	1,3	46 387,3 (-13,3%)
53 Mayenne	53 280,6	72,5	17 128,5	0,6	70 482,2 (-17,7%)
54 Meurthe-et-Moselle	142 161,9	111,1	33 231,9	9,1	175 513,9 (-14,9%)
55 Meuse	44 567,9	55,9	8 480,0	2,7	53 106,5 (-10,0%)
56 Morbihan	142 089,7	214,1	32 413,3	0,4	174 717,5 (-15,0%)
57 Moselle	168 280,3	125,7	61 888,8	9,2	230 304,1 (-12,4%)
58 Nièvre	57 394,0	61,6	7 780,2	3,1	65 238,9 (-10,6%)
59 Nord	490 702,7	186,7	154 888,9	38,1	645 816,4 (-17,8%)
60 Oise	178 918,9	128,5	42 707,2	22,4	221 777,0 (-14,3%)
61 Orne	68 754,7	107,4	11 607,5	4,8	80 474,4 (-12,2%)
62 Pas-de-Calais	278 113,8	98,0	57 872,8	4,0	336 088,6 (-14,0%)
63 Puy-de-Dôme	160 401,7	217,6	37 658,5	14,0	198 291,8 (-14,1%)
64 Pyrénées-Atlantiques	123 302,2	121,2	36 299,0	3,4	159 725,8 (-17,3%)
65 Hautes-Pyrénées	72 254,0	119,4	10 628,1	2,9	83 004,5 (-10,0%)
66 Pyrénées-Orientales	130 434,7	73,0	17 548,8	1,2	148 057,6 (-8,7%)
67 Bas-Rhin	184 344,3	151,2	83 130,1	14,3	267 639,9 (-20,8%)
68 Haut-Rhin	124 533,8	71,9	45 590,5	3,2	170 199,5 (-19,4%)
69D Rhône	253 762,9	1 284,4	133 249,6	15,3	388 312,2 (-23,2%)
69M Métropole de Lyon	59 991,1	24,6	28 758,5	0,0	88 774,3 (-23,6%)
70 Haute-Saône	55 305,2	77,8	8 695,7	0,7	64 079,4 (-12,7%)
71 Saône-et-Loire	118 764,7	109,9	26 006,0	1,7	144 882,2 (-16,5%)
72 Sarthe	114 010,4	100,6	29 552,0	3,3	143 666,3 (-12,5%)
73 Savoie	88 745,8	46,6	37 383,3	1,7	126 177,4 (-18,7%)
74 Haute-Savoie	146 226,4	51,1	51 405,1	0,0	197 682,6 (-18,6%)
76 Seine-Maritime	377 716,6	199,0	98 213,9	10,1	476 139,6 (-11,7%)
77 Seine-et-Marne	326 876,3	84,1	86 785,3	4,2	413 749,9 (-16,0%)
78 Yvelines	325 546,7	68,1	119 912,6	1,6	445 529,0 (-17,6%)
79 Deux-Sèvres	64 768,8	86,7	21 922,0	0,3	86 777,8 (-17,3%)
80 Somme	134 830,4	127,3	29 432,8	1,8	164 392,3 (-12,6%)
81 Tarn	106 761,3	151,4	15 664,2	11,8	122 588,7 (-6,7%)
82 Tarn-et-Garonne	72 447,7	97,2	14 373,7	15,0	86 933,5 (-9,5%)
83 Var	265 313,2	178,0	40 844,2	56,0	306 391,4 (-9,0%)
84 Vaucluse	110 464,1	112,1	30 863,7	17,1	141 457,0 (-13,6%)
85 Vendée	121 097,2	120,5	35 361,8	0,0	156 579,6 (-14,9%)
86 Vienne	75 291,4	84,2	26 290,4	0,9	101 667,0 (-16,8%)
87 Haute-Vienne	81 991,6	73,1	14 367,8	0,4	96 432,9 (-9,9%)
88 Vosges	93 442,7	56,2	15 992,1	0,2	109 491,1 (-12,8%)
89 Yonne	78 317,3	68,5	15 747,7	1,4	94 134,9 (-10,2%)
90 Territoire de Belfort	27 793,9	17,8	9 866,9	1,8	37 680,4 (-19,0%)
91 Essonne	325 241,3	63,7	84 818,4	5,8	410 129,2 (-15,6%)
92 Hauts-de-Seine	317 430,6	26,6	334 010,0	0,0	651 467,2 (-32,9%)
93 Seine-Saint-Denis	400 725,0	26,4	110 332,5	0,3	511 084,3 (-18,0%)
94 Val-de-Marne	304 219,7	167,6	103 421,3	37,3	407 846,0 (-18,5%)
95 Val-d'Oise	286 557,9	80,0	67 331,6	2,4	353 971,8 (-13,1%)
France Métropolitaine hors Paris	13 472 941,7	11 140,1	3 888 974,4	676,8	17 373 732,9 (-15,5%)
75 Paris	383 110,6	13,7	467 939,7	1,3	851 065,3 (-37,7%)
France Métropolitaine	13 856 052,2	11 153,8	4 356 914,1	678,0	18 224 798,1 (-16,9%)
971 Guadeloupe	95 732,9	895,7	12 440,7	693,5	120 020,9 (-34,3%)
972 Martinique	71 208,9	1 170,2	12 442,5	864,8	85 411,9 (-12,6%)
973 Guyane	41 355,6	18,5	5 271,0	59,4	47 856,3 (-11,4%)
974 Réunion	96 462,3	1 328,4	25 948,4	2 860,8	125 289,9 (-15,3%)
976 Mayotte	4 053,2	0,0	1 016,7	323,9	6 722,3 (-30,8%)
Départements d'outre-mer	308 812,9	3 412,8	57 119,3	4 802,5	370 734,7 (-12,1%)
France	14 164 865,1	14 566,6	4 414 033,3	5 495,9	18 598 960,9 (-16,8%)

(a): Y compris les produits et allocations des FB et parts départementales des CVAE et IFR de la métropole de Lyon.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Glossaire

Abattements facultatifs : les communes peuvent décider ou non d'appliquer :

- un abattement général profitant à tous les contribuables, qui peut aller de 1 % à 15 % ;
- un abattement spécial pour les personnes disposant de faibles revenus, dont le taux peut varier de 1 % à 15 % ;
- un abattement de 10 % pour les personnes invalides ou infirmes dans l'impossibilité de subvenir seules à leurs besoins, pour les titulaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité, de l'allocation aux adultes handicapés ou de la carte d'invalidité.

Abattements pour charges de familles : seul abattement obligatoire, son taux peut être fixé de 10 % à 20 % pour les deux premières personnes à charge (enfants et ascendants de plus de 70 ans vivant sous votre toit, sous certaines conditions), puis de 15 % à 25 % pour chacune des personnes à charge suivantes.

Admission en non-valeur : elle concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs, donc des créances contentieuses non recouvrables. L'apurement d'un titre de recettes non recouvré peut se faire de trois façons : la réduction ou l'annulation du titre lui-même, la remise gracieuse, partielle ou totale, de la dette du débiteur et enfin l'admission en non-valeur.

Bases nettes : bases brutes diminuées des abattements et des bases exonérées.

Compensations : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc des décisions nationales.

Contributions de l'État : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

Contribution économique territoriale (CET) : composée d'une Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Elle a été créée en 2010 en remplacement de la taxe professionnelle.

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : impôt direct perçu à partir de 2011 exclusivement au profit des communes et des EPCI. Elle est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale qui exercent en France, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée. La base d'imposition de la CFE est constituée de la valeur locative (diminuée de 30 % pour les établissements industriels) des seuls biens passibles de taxe foncière dont le redevable avait, pour les besoins de sa profession, la disposition au cours d'une période de référence qui est, en règle générale, l'avant-dernière année civile précédant celle de l'imposition. Le taux de la cotisation est voté par la commune et/ou l'EPCI. Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de ce produit a été affectée au budget de l'État.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : impôt direct perçu à partir de 2011 au profit de toutes les collectivités territoriales. Elle s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires excède 152 500€. Le taux de la cotisation est théoriquement égal à 1,5 % de la valeur ajoutée. En fait les entreprises acquittent une CVAE calculée d'après un taux effectif d'imposition qui varie selon le montant du chiffre d'affaires. La CVAE est ensuite territorialisée : elle est répartie par commune pour deux tiers au prorata des effectifs que chaque entreprise y emploie et pour un tiers au prorata des valeurs locatives foncières avec un doublement de ces deux éléments de répartition pour les établissements industriels.

Le produit de la CVAE est ensuite réparti à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 48,5% pour les départements et 25 % pour les régions. La CVAE payée par les entreprises une année donnée est perçue par les collectivités l'année suivante.

Dégrèvements législatifs : prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités locales.

Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : versements de l'État mis en place en 2011 pour compenser la perte nette globale de ressources fiscales de chaque catégorie de collectivités résultant de la réforme fiscale. Pour chaque catégorie de collectivités, le panier de ressources 2010 avant réforme (y compris la compensation relais de la TP) est comparé au panier de ressources 2010 après réforme, ce qui permet de déterminer les collectivités « gagnantes » et « perdantes ». Si la somme algébrique de ces différences dégage une perte nette globale, l'État verse une dotation de compensation de la réforme TP. Elle est ensuite répartie entre les collectivités perdantes de la catégorie de collectivités en cause au prorata de leur poids respectif dans le volume total des pertes enregistrées par l'ensemble des collectivités perdantes dans cette catégorie. Dans le cas contraire, aucune DCRTP n'est versée. Cette DCRTP a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figée en 2014 à son niveau de 2013 (*annexe 8 rapport OFL 2014, pages 151 et 152*).

Effet base : Evolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1 par les taux de l'année N-1. L'effet base tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

Effet taux : Evolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N sur la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1.

Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : structures permettant aux communes qui se regroupent de gérer en commun des équipements, des services publics, d'élaborer des projets de développement économique, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire à l'échelle plus vaste que celle d'une commune. Ils comprennent les syndicats intercommunaux, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines, les syndicats d'agglomération nouvelle et les métropoles (hormis la métropole de Lyon, qui est une collectivité à statut particulier).

Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI à FP) : ils comprennent les communautés de communes (CC), les communautés d'agglomération (CA), les communautés urbaines (CU), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) et les métropoles (hormis la métropole de Lyon, qui est une collectivité à statut particulier).

Exonérations des bases de la TH : concernent l'ensembles des personnes et/ou établissements définis par les articles 1408-II et 1414-I du CGI ;BOI-IF-TH-10-50 et BOI-IF-TH-10-50-30-30.

Fonds nationaux de garantie individuelle de ressources (FNGIR) : mis en place en 2011, ils ont pour objectif de neutraliser les effets négatifs ou positifs de la réforme fiscale pour chaque collectivité à l'intérieur d'une même catégorie. Autrement dit, ces fonds doivent permettre de garantir pour chaque collectivité le même niveau de ressources avant et après réforme, l'année de sa mise en œuvre. Un fonds de garantie individuelle de ressources est donc institué au sein de chaque catégorie de collectivités (régions, départements et bloc communal). Ces trois fonds sont abondés par prélèvement auprès des collectivités gagnantes de l'excédent constaté entre le panier de ressources avant et après réforme. Ces fonds sont ensuite réattribués aux collectivités perdantes, qui ont, le cas échéant, déjà bénéficié d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP).

Chaque collectivité perdante se voit allouer un reversement à hauteur de sa perte, à laquelle est appliqué un coefficient multiplicateur destiné à assurer l'exacte correspondance entre la somme des prélèvements et le montant global des reversements transitant par le fonds. Ce fonds a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figé en 2014 à son niveau de 2013 (*annexe 8 OFL 2014, pages 151 et 152*).

Groupements sans fiscalité propre :

- SIVU : syndicats intercommunaux à vocation unique ;
- SIVOM : syndicats intercommunaux à vocation multiple ;
- SM fermé : syndicats mixtes fermés (qui associent, sauf exception prévue par l'article L5711-4, uniquement des communes et des EPCI) ;

- SM ouvert : syndicats mixtes ouverts (incluant différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie) ;
- Pôles métropolitains : regroupements d'EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants (ou 50 000 habitants s'il est limitrophe d'un État étranger).

Pour constituer son budget, un syndicat ne peut pas recourir à l'impôt. Il ne dispose d'aucun pouvoir fiscal (pas de vote des taux, pas de pouvoir d'exonération). Son budget est financé par les contributions des communes adhérentes, qui constituent pour ces dernières une dépense obligatoire. Selon les statuts du syndicat, les ressources peuvent être budgétées par les communes ou prélevées directement sur les ressources fiscales des communes.

Dans le premier cas, on parle alors de contributions budgétaires : les sommes dues sont votées avec le budget communal ; la commune verse sa contribution en tant que dépense de fonctionnement.

Dans le second cas on parle de contributions fiscalisées : le contribuable acquitte un supplément de fiscalité au profit du syndicat dont le taux apparaît distinctement sur l'avis d'imposition. Le calcul des contributions est alors effectué directement par les services fiscaux, à partir de la clef de répartition déterminée par le syndicat entre taxes foncières, taxe d'habitation et cotisation foncière des entreprises proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les taux de l'année précédente aux bases de l'année d'imposition.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) : instaurée à compter de 2010, au profit des collectivités territoriales et de l'établissement public « Société du Grand Paris », l'IFER s'applique à neuf catégories de biens (composantes de l'IFER) :

- les « éoliennes » et les « hydroliennes » ;
- les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme ;
- les installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique ;
- les transformateurs électriques ;
- les stations radioélectriques ;
- les installations d'acheminement et de stockage du gaz naturel ;
- le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs ;
- le matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs d'Île-de-France pour des opérations de transport de voyageurs. Le produit de cette composante de l'IFER est affecté à l'établissement public « Société du Grand Paris » ;
- les répartiteurs principaux de téléphonie.

Chaque catégorie d'installations fait l'objet de règles d'assiette, de calcul de l'imposition et de répartition du produit selon les destinataires spécifiques.

Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) a été affectée au budget de l'État.

Impôts économiques : sont regroupées sous cette appellation la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux et la taxe sur les surfaces commerciales. Ce sont des impôts dont les redevables sont les entreprises.

Majoration de 20 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : Afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code général des impôts (CGI) de majorer de 20 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale.

Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

Part des recettes fiscales prises en charge par l'État : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe, c'est à dire la somme des produits votés et des compensations.

Régime fiscal des groupements à fiscalité propre (EPCI à FP) :

Chaque groupement peut bénéficier de l'un des 2 régimes fiscaux suivants :

- **FPU** : un groupement à FPU se substitue à ses communes membres pour la perception des produits économiques (CFE, CVAE, IFER et TASCOT) et de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti sur l'ensemble du territoire de ses communes membres. Il reçoit aussi d'office, depuis la réforme de TP, un produit intercommunal de taxe d'habitation et de taxe sur le foncier non bâti, taxes sur lesquelles il a un pouvoir de taux et peut décider de percevoir un produit intercommunal de taxe sur le foncier bâti.
- **FA** : un groupement à FA ne se substitue pas à ses communes membres en dehors du cas particulier où il opte pour un régime de fiscalité de zone d'activité économique et/ou de zone de développement éolien. Au titre des 3 taxes « ménages » (TH, FB et FNB), il peut percevoir des produits "additionnels" aux produits communaux, mais, contrairement au groupement à FPU, il n'est pas destinataire du produit de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti qui reste perçu par ses communes membres. Concernant les impôts économiques, il perçoit aussi des produits "additionnels" sur l'ensemble du territoire de ses communes membres en dehors d'une éventuelle zone d'activité économique (ZAE) et/ou zone de développement éolien (ZDE). Sur la ZAE, il perçoit alors l'intégralité de la CFE, de la CVAE et de la TASCOT. Sur la ZDE, il est destinataire de la CFE et de l'IFER sur éoliennes. Il vote un taux particulier de CFE sur chacune de ces deux zones très différent du taux de CFE hors zone.

TASA : taxe permettant de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports en commun au profit de la région Ile-de-France. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles : une à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises.

Taux moyen : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport de la somme des produits par la somme des bases nettes.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. La TEOM est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'usager.

A partir de 2014, certaines collectivités ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

Taxe d'habitation (TH) : impôt direct perçu depuis 2011 uniquement au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par l'occupant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit. Le produit de la taxe d'habitation indiqué dans ce guide peut inclure le produit de la taxe d'habitation des logements vacants.

Taxe d'habitation des logements vacants (THLV) : impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) (voir ci-dessus) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. A compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes, de leurs groupements et des départements. Elle est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Taxe additionnelle au foncier non bâti (TaddFNB) : impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements qui correspond au transfert des parts départementale et régionale du non bâti vers le secteur communal. Le taux de cette taxe est figé. Le produit de cette taxe ne peut donc évoluer qu'en fonction de l'évolution des bases.

Taxes « ménages » : sont regroupées sous cette appellation les taxes d'habitation et les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties car ce sont essentiellement les ménages qui en sont redevables, par opposition aux impôts économiques qui touchent essentiellement les entreprises.

Taxe professionnelle (TP) : supprimée à compter du 1^{er} janvier 2010.

Taxe sur la GEMAPI : taxe facultative permettant de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations, à la préservation de la qualité de l'eau et à la protection des biens et des personnes au profit des communes et des EPCI. Cette taxe est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière aux entreprises. Elle est plafonnée à 40€ par habitant et par année.

Valeurs locatives brutes : valeur de l'ensemble des bases de la collectivité avant les abattements de taxe d'habitation et les diverses exonérations.

Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières, y compris la CFE. A la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970, pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et, après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

Annoncée en 2009 au cours du débat sur la réforme de la taxe professionnelle, et répondant à une demande forte des parlementaires et des élus locaux, la réforme des valeurs locatives cadastrales a été initiée par le gouvernement fin 2010. La loi de finances rectificative du 29 décembre 2010 a fixé le cadre et le contenu de cette réforme. Les valeurs locatives seront assises sur des valeurs calculées à partir des loyers réellement constatés. Une expérimentation, centrée sur les locaux commerciaux et les locaux professionnels des professions libérales de cinq départements a été menée en 2011.